QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE – Nº 12128 – 4 F

– MARDI 24 JANVIER 1984

Le gouvernement interdit l'importation de quatre cargos construits en Yougoslavie

LIRE PAGE 48 ET PAGE 43 L'ARTICLE DE FRANÇOIS GROSRICHARD



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

Notre supplément « le Monde de l'économie »

Pages 19 à 22

La politique méditerranéenne de la CEE

Les émeutes au Maroc sévèrement réprimées

Le chaudron maghrébin

Venant après les émeutes de Tunisie, les troubles qui viennent de secouer le Maroc ne constituent pas à proprement parler une surprise dans ce vieux pays de tradition où le luxe d'une petite caste représente un défi permanent pour une majorité de pauvres qui n'ont rien à perdre et rien à espérer. Le signal d'alarme reflétant le mécontentement populaire a d'ailleurs maintes fois fonctionné depuis les émeutes de Casablanca en 1965. Il y a eu, depuis, deux tentatives de régicide par l'armée en 1971 et 1972, d'innombrables grèves et manifestations, de petites jacqueries et la nouvelle explosion de Casablanca en juin 1981.

Les derniers désordres sont plus graves encore, car ils ont affecté l'ensemble du pays, alors que les perspectives d'avenir ne sont guère brillantes. Après un redressement opéré au début de la dernière décennie, grâce à une bonne politique des barrages hydrauliques – qui n'a cependant pas été accompagnée d'une véritable réforme foncière – et à la hausse des prix du phosphate, la situation n'a cessé de se dégrader avec le renversement du marché des minerais, l'augmentation de la facture pétrolière, la sécheresse, l'inflation mondiale, l'inefficacité de l'administration, la corruption, l'absence de planification et, surtout, la guerre du Sahara occidental, qui depuis 1975 saigne le pays à blanc.

Le roi est, certes, habile politique, mais il n'hésitera pas, s'il le juge nécessaire, à noyer dans le sang une rébellion populaire pour éviter que Rabat ne devienne un nouveau Téhéran où sombrerait la monarchie alaouite. Néanmoins, sa marge de manœuvre tend à se réduire avec une opposition dont il a réduit la crédibilité et qui redoute tout autant que lui le poids d'une armée forte de deux cent mille hommes. Celle-ci demeure la seule force organisée du pays face au trône, qui, alternativement, la flatte et la frappe quand un de ses chefs prend trop d'ascendant.

La principale analogie entre les émeutes en Tunisie et au Maroc est la misère des déshérités et la menace plus ou moins prononcée des activistes islamiques. On ne saurait non plus écarter l'action secrète du colonel Kadhafi – bien qu'il s'en défende – tant pour déstabiliser le régime de M. Bourguiba que pour constituer dans l'armée marocaine un groupe d'officiers « libres » susceptibles de s'emparer du pouvoir.

Au centre de ce Maghreb qui bouge, l'Algérie apparaît comme un havre de paix. Elle est, il est vrai – grâce aux hydrocarbures – plus riche que ses deux voisins, elle contrôle mieux sa sécurité, elle est beaucoup plus volontariste dans le domaine du développement et les richesses y sont un peu plus équitablement réparties. Il n'en demeure pas moins que les islamistes y sont actifs et qu'elle n'est pas totalement à l'abri des menées des activistes berbères.

Jusqu'à présent, malgré le conflit saharien, qui n'a rien de comparable aux guerres du Proche-Orient, les Nord-Africains paraissaient mieux placés que leurs frères arabes pour édifier un ensemble qui aurait constitué une zone de stabilité au sud de l'Europe. Les secousses que viennent de subir la Tunisie et le Maroc, la famine dans laquelle se débat la Mauritanie, portent un coup sévère à leur volonté de modernité et à l'édification d'un Maghreb qui comptera 100 millions d'habitants en l'an 2000. Fortement liée à cette région par l'histoire et par les intérêts, la France ne peut qu'être affectée par les bouillonnements de ce chaudron.

Le roi Hassan II renonce aux augmentations de prix et dénonce des ingérences étrangères

Le roi Hassan II a fait souffler le chaud et le froid dans le discours télévisé à la nation qu'il a prononcé dimanche soir 22 janvier, après les troubles graves qui ont secoué le pays. Comme l'avait fait le président Bourguiba au début du mois, le souverain a déclaré qu'il avait décidé de ne pas augmenter les prix des produits de première nécessité, contrairement à ce qu'il avait annoncé dans un précédent discours, fin décembre.

Le monarque a rendu responsable des désordres les partisans de l'imam Khomeiny, les communistes marxistes-léninistes et les « services secrets sionistes » *(Lire les extraits de son discours page 3)*, auxquels il a adressé une sévère mise en garde. Il a affirmé avec force que le *« dernier mot reviendra à l'autorité et à la loi »*.

Les émeutes ont éclaté jeudi dernier dans trois villes méditerranéennes du Maroc. Après Nador, à 14 kilomètres de l'enclave de Melilla, et Al-Hoceima (*le Monde* du 20-23 janvier), c'est Tétouan, à une quarantaine de kilomètres de Ceuta, le deuxième préside espagnol, qui a été touché.

Selon l'opposition marocaine, il y aurait moins d'une vingtaine de morts, mais la presse espagnole estime qu'il y en aurait entre cent cinquante et deux cents, dont, selon *El Pais*, une quarantaine à Nador et une centaine à Al-Hoceima. Pour sa part, le mouvement d'opposition clandestin Ilal Amam (En avant) estime à soixante au moins le nombre des tués à Tétouan. Mais il est évidemment très difficile de vérifier l'exactitude de ces chiffres.

Il est sûr, en revanche, que les affrontements ont été très durs, et, d'après des témoins que nous avons pu joindre au téléphone, des hélicoptères auraient tiré à la mitrailleuse sur les manifestants de Nador – environ dix mille – et de Tétouan, tandis que l'armée, au sol, ouvrait également le feu.

Dans un premier temps, les autorités ont tenté de minimiser les faits. Pourtant, la situation était suffisamment grave pour que des chars patrouillent dans ces villes quadrillées par l'armée, qui y a dépêché plusieurs milliers d'hommes. Les quartiers populaires sont entourés d'un cordon de sécurité. Après les affrontements et les pillages, les magasins avaient leurs rideaux baissés dimanche.

Selon certaines sources, des manifestants auraient réussi à désarmer des militaires et auraient tiré sur eux. Des soldats auraient été tués et un officier blessé à Tétouan. Le commissariat du quartier Hay-el-Barriou a été incendié, de même que le tribunal de première instance, proche du consulat d'Espagne, et aussi, semble-t-il, le bureau des P.T.T. La tension dans le nord ne s'explique pas seulement par la cherté de la vie, mais aussi par une taxe de sortie du Maroc de 500 dirhams pour combattre la contrebande avec Ceuta et Melilla, qui fait vivre une partie des populations de la région.

Preuve aussi de la gravité de la situation : plusieurs envoyés spéciaux étrangers ont été expulsés samedi. C'est le cas de Jacques-Michel Tondre, de l'AFP, qui voulait se rendre à Nador et qui a été embarqué de force à Oujda dans un avion – dont on a retardé le décollage – en partance pour Marseille. Henry Kram, du *New York Times*, qui devait subir le même sort, a été finalement refoulé sur Casablanca. José Ramon Ganuza, de la radio espagnole, a été ramené d'office dans une voiture de la police de Tétouan à Ceuta. Enfin, les reporters du *Giornale* (Milan) et du *Messagero* (Rome), qui avaient réussi à pénétrer dimanche matin à Nador, où ils ont constaté que le calme était revenu, ont été contraints de regagner Melilla, où sont bloqués une douzaine de journalistes.

PAUL BALTA.

(Lire la suite page 3.)

Le pouvoir contesté sur plusieurs fronts

Alors que les difficultés s'additionnent le gouvernement veut à la fois maintenir le cap et calmer le jeu

« Changer dans la crise », c'est sans doute la tâche la plus difficile qu'on puisse imaginer, a expliqué M. Jean Poperen, secrétaire national du PS, au « Grand Jury RTL-*le Monde* ».

Ces derniers jours nous ont offert un condensé de ces difficultés : des éleveurs de porcs ont mis à sac la sous-préfecture de Brest ; quelque soixante mille personnes ont défilé à Bordeaux contre la réforme de l'enseignement privé ; les ouvriers des chantiers navals de La Seyne s'apprêtent à « monter » sur Paris, pour faire obstacle à la fermeture de ce site ; dans le même temps, le juge constitutionnel annule des dispositions importantes de la réforme de l'enseignement supérieur ; et le PCF proclame bruyamment, par la voix de son secrétaire général, que le président est infidèle aux engagements du candidat Mitterrand.

La volonté de « changer dans la crise » suscite des résistances : les partisans de l'école privée veulent le *statu quo* ; le Conseil constitutionnel donne raison à ceux qui entendent conserver ce qui existe. Ces résistances se manifestent, aussi, au sein de la gauche, puisque celle-ci, à l'épreuve du pouvoir, doit se changer elle-même, se guérir du refus du réel. Le PCF exprime bien ce conservatisme en revenant au discours traditionnel de la gauche et en rappelant celle-ci à y être fidèle.

Dans cette épreuve, que peut faire un pouvoir qui aspire à « gouverner autrement » ? Il s'efforce à la fois de maintenir le cap qu'il s'est fixé et de calmer le jeu.

Maintenir le cap, c'est faire comme les gouvernements qui l'ont précédé : assumer l'Etat et les contraintes économiques, seul face à des revendications et des intérêts catégoriels.

Assumer l'Etat, c'est ce qu'il fait en rompant avec une tolérance ancienne : tout se passait jusqu'à présent – en schématisant à peine – comme si les agriculteurs pouvaient se livrer à un certain nombre de déprédations sans encourir les foudres de la puissance publique. M. Mitterrand a considéré que la limite était franchie, au-delà de laquelle il faut sévir.

Assumer les contraintes économiques, c'est faire à M. Marchais la réponse de M. Poperen, à savoir que relâcher l'effort aujourd'hui reviendrait à ruiner en quelques jours celui que les Français consentent depuis des mois. C'est aussi répondre, comme le fait le chef du gouvernement, qu'à refuser les restructurations on aboutit, au bout de la chaîne, à la désindustrialisation pure et simple.

On conçoit que, dans cette entreprise, le pouvoir soit isolé et que les principaux partenaires aient tenu – c'est le sens des prises de position de la CFDT comme du PCF depuis le début de l'année – à reprendre leur liberté de parole.

Mais voilà : M. Mauroy veut – et doit, s'il veut préserver la cohésion de la majorité – gouverner autrement.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 10.)

La bataille du porc

La situation est très tendue en Bretagne

LIRE PAGE 45

La controverse sur l'école privée

Soixante mille personnes ont manifesté à Bordeaux contre les projets de M. Savary

LIRE PAGE 12

La Malaisie en crise de croissance

I. – *Échec aux rois*

M. Mahathir, premier ministre de Malaisie, est arrivé le dimanche 22 janvier à Paris, en visite officielle. Venant des Etats-Unis et du Canada, il doit séjourner en France jusqu'au 25, avant de se rendre en Suisse. M. Mahathir s'entretiendra avec M. Mauroy – qui avait visité la Malaisie en décembre 1982 – et sera reçu par M. Mitterrand.

De notre envoyé spécial
PATRICE DE BEER

Kuala-Lumpur. – Les deux hommes viennent de s'affronter violemment au Parlement. L'un d'eux est le ministre de l'information, M. Adib Adam, l'autre le chef de l'opposition, M. Lim Kit Siang, du Parti d'action démocratique (DAP). Ils se retrouvent peu après dans la salle des pas perdus pour apprécier, ensemble, leurs performances respectives, entourés d'autres parlementaires. Image rare dans le tiers-monde, même si l'on sait que M. Lim a déjà eu maille à partir avec la justice pour ses prises de position politique. En dépit de deux graves crises qui ont secoué la Malaisie ces derniers mois, le pays vit sous un régime de relative démocratie... A condition qu'aucune force politique ne menace l'omnipotence de la coalition gouvernementale au pouvoir depuis l'indépendance en 1957, et qui s'articule autour du parti malais majoritaire UMNO (Organisation nationale des Malais réunis).

Premier ministre depuis juillet 1981, le docteur Mahathir Mohamed passe à la fois pour plus libéral et plus autoritaire que ses prédécesseurs. *« Il a libéralisé la vie politique, laissé plus de place aux activités politiques, y compris à la critique du gouvernement »*, nous dit M. Kassim Ahmad, le vieux dirigeant du Parti socialiste populaire (PSRM ou Parti Kakyat), sorti de prison fin 1981 après sept années de détention. Un de ses anciens codétenus, lui aussi membre du PSRM, le professeur Sayed Husin Ali, de l'Université de Malaisie, renchérit mais en ajoutant que jamais la presse n'a été aussi bien contrôlée par le pouvoir, ni aussi bien utilisée par celui-ci. Certes elle publie plus facilement les déclarations de l'opposition. Mais elle a longtemps gardé le silence sur les récentes crises constitutionnelle et financière, jusqu'à ce que la presse étrangère en vente dans les kiosques à journaux de la capitale s'en empare. Et une revue académique sérieuse, *Nadi Insan*, dont certaines prises de position avaient déplu, a été interdite.

La Malaisie connaît actuellement la plus importante mutation sociologique depuis son indépendance, avec l'accession au pouvoir d'une nouvelle génération. Les trois anciens premiers ministres étaient d'origine aristocratique et de formation britannique. Héritiers de la période coloniale, ils gardaient le regard tourné vers Londres et l'Occident. Le nouveau chef du gouvernement et son vice-premier ministre et ministre de l'intérieur, M. Musa Hitam, sont issus de la nouvelle classe bourgeoise malaise, qui a fait carrière dans les affaires ou les professions libérales. Les milieux princiers de cette Fédération de neuf sultanats regardent parfois avec condescendance ou agacement ces *« roturiers »* que l'ancien premier ministre, le prince Abdul Rahman, avait contraints à l'exil en 1969.

(Lire la suite page 5.)

AU JOUR LE JOUR

Reconversion

M. Mauroy propose la création d'un « congé – ou contrat – de reconversion ». « Les travailleurs, *explique-t-il dans un entretien à « Libération »*, bénéficieraient de deux ans environ pour suivre une formation (...), le licenciement n'interviendrait qu'à la fin de ce congé. »

Cette réforme serait utile à plus d'un. Prenez le cas d'un premier ministre, par exemple, travailleur menacé dans son emploi. Si on lui accordait « un contrat de reconversion » *sans le licencier pendant deux ans, cela lui permettrait de tenir jusqu'aux législatives de 1986 et de mieux préparer sa sortie.*

BRUNO FRAPPAT.

« L'ENLÈVEMENT AU SÉRAIL » PAR STREHLER

Silhouettes dessinées sur le ciel

Elle est enfin au Palais Garnier, cette production fameuse de *l'Enlèvement au sérail*, par Giorgio Strehler, qui a enchanté l'Europe de 1965 à 1974 à Salzbourg, puis à Milan et à Venise ; les voyageurs en avaient donné des récits légendaires, comme d'un pays fabuleux. On les enviait, on en rêvait. Trop peut-être.

Paris manifeste souvent quelque impatience pour ce qui n'a pas été fait à son intention : en 1966, il avait hué Wieland Wagner pour son *Tristan*, et, samedi, lors de la première, quelques sifflets imbéciles ont accueilli Strehler, au milieu d'applaudissements qui n'avaient pas, semble-t-il, toute la chaleur souhaitable.

Dix-huit ans après, même si l'effet de surprise ne joue plus, nous avons cependant retrouvé intact l'enchantement d'une mise en scène qui n'a pas pris une ride, où l'œuvre de Mozart est projetée sur le théâtre dans la pureté de ses lignes, de sa lumière, de ses êtres rieurs et frémissants.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 16.)

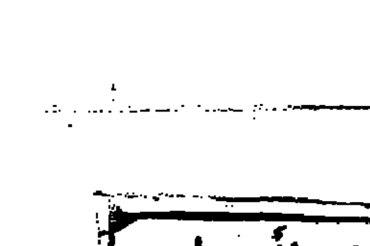
DEUX DISPARITIONS

Roger BLIN : *le « découvreur » de Beckett et Genet*

LIRE PAGE 16 L'ARTICLE DE NICOLE ZAND

Johnny WEISSMULLER : *le cri de Tarzan*

LIRE PAGE 16 LES ARTICLES DE JACQUES SICLIER ET FRANÇOIS JANIN



idées

LU

« LE TRAVAIL NOIR ET L'ÉCONOMIE DE DEMAIN », d'Alfred Sauvy

Au charbon

INFATIGABLE Sauvy ! Dès qu'un ouvrage est terminé, il sent dans sa plume des démangeaisons et en met un autre en chantier. Cette fois, il s'est attaqué à un terrain peu défriché, et pour cause : le « travail noir ». Puisqu'il s'agit d'activité clandestine, les chiffres sont rares et il faut souvent naviguer à l'estime. Cela ne fait pas peur à notre auteur, qui a su contourner avec son flair habituel les récifs placés sur sa route.

Le « travail noir » n'est pas un mal du siècle. La contrebande est vieille comme le monde. Les corporations poussaient à l'exécution du travail « à la vue du public » pour lutter contre ce qu'on appelait le « travail secret », et la contrefaçon a été poursuivie depuis des siècles.

De nos jours le « travail noir » connaît un regain certain pour plusieurs raisons : montée des charges fiscales et sociales, réduction de la durée du travail, chômage (bien que son influence soit souvent surestimée), relâchement général dans l'application des réglementations.

Alfred Sauvy passe en revue les diverses formes de l'activité clandestine, des heures supplémentaires non déclarées par l'entreprise aux tâches effectuées par des étrangers sans carte de travail, en passant par celles de l'artisan non connues du fisc ou le travail des non-actifs déjà socialement assurés : étudiants, retraités, femmes mariées sans profession. L'économie domestique et le bénévolat sont d'une autre nature, mais faut-il les intégrer dans le « produit intérieur brut » ? Peu importe, pourvu qu'on sache ce dont on parle, que l'on n'ignore pas, par exemple, que globalement le travail de la femme au foyer l'emporte, en temps, sur le travail professionnel et représente environ la moitié du PIB.

En revanche, la notion de « perte sociale », estime Alfred Sauvy devrait être *beaucoup plus* considérée. Le temps perdu dans les encombrements, devant les guichets de toute nature, dans les bureaux du fait de la paperasserie, etc., est considérable. Il faudrait avoir le courage d'ébaucher un calcul de ces déperditions d'énergie, de richesse.

Pour ce qui est du « travail noir » en France, *notre* auteur estime que la fourchette de 4 à 5 % *du PIB, qui est souvent citée,* est plausible. Il faut certes combattre ce mal, mais sans chercher la petite bête. Par exemple un chômeur devrait être autorisé à faire dans le logement des voisins quelques menus travaux, ceux-là mêmes que refusent les entreprises dites de « dépannage général », qui ont remplacé les artisans de quartier.

Prenant son bâton de pèlerin, Alfred Sauvy nous emmène en Grande-Bretagne, aux États-Unis, en Allemagne fédérale, en Suède, en Espagne, en U.R.S.S., en Hongrie, en Chine, en Inde, en Israël, et essaie d'établir ainsi une carte géographique de « travail noir », avant de rechercher, pour l'économie de demain, quels sont les dommages et les avantages de ce genre d'activités.

De toute manière, le plus préoccupant n'est pas l'élargissement *d'une économie souterraine* entretenue par les nationaux, mais l'afflux clandestin inéluctable d'étrangers dans les divers pays occidentaux.

Comme toujours, Alfred Sauvy, qui ne craint pas d'aller « au charbon », a le don de balayer les scories de la matière économique, de viser l'essentiel... et les cibles offertes par les idées reçues.

PIERRE DROUIN.

★ *Le Travail noir et l'Économie de demain* (avec le concours d'Anita Hirsch et la participation de Rosine Klatzmann). Calmann-Lévy. 312 p. 68 F.

HISTOIRE ET MYTHOLOGIE

La rencontre de Georges Dumézil et de Nostradamus

par DIDIER ERIBON

A quatre-vingt-cinq ans, Georges Dumézil s'offre le plaisir de jouer avec les ressources de son immense savoir. Deux livres du célèbre analyste des mythologies indo-européennes paraissent en effet en ce début d'année, et l'un d'eux ne devrait pas manquer de provoquer la stupeur de ses lecteurs les plus fidèles.

Ceux-ci n'auront certes aucune surprise en ouvrant *la Courtisane et les seigneurs colorés*. Georges Dumézil y poursuit la série inaugurée en 1982 par *l'Apollon sonore* et propose une deuxième gerbe de vingt-cinq *« esquisses de mythologies »*. Des textes brefs, *« publications fœtales sinon embryonnaires »*, comme dit la préface, livrées au public avec *« mélancolie »* sous la pression d'un obsédant sentiment du temps compté. Autant de fragments d'un gigantesque puzzle où se télescopent les légendes bouddhiques et ossètes, les rituels grecs ou romains.

Le second ouvrage est plus déroutant. Il s'agit d'une tentative pour interpréter un quatrain de Nostradamus qui décrit la fuite et l'arrestation du roi à Varennes. Le livre met en scène quatre personnages qui déchiffrent avec minutie — et érudition — les images et les mots. *« Les quatre personnages sont moi »*, commente Georges Dumézil avec un sourire malicieux. Dans cet « échange » d'hypothèses et d'objections où chaque vers se charge de sens, on voit s'animer peu à peu, derrière la silhouette énigmatique du *« Moyne noir en gris dedans Varennes »*, toute la séquence historique qui allait aboutir au régicide.

On termine le livre, on applaudit à l'exploit puis on se demande : mais que fait donc le décrypteur patient des institutions romaines et des langues caucasiennes dans les jardins de Michel de Notre-Dame ? Ne faut-il voir là qu'un *« divertissement »*, comme il le dit tout d'abord *lorsqu'on lui pose* la question ?

Sans doute. Mais le savant ne fait pas longtemps mystère de son intérêt profond *« pour les choses remuées par ce livre »*. *« J'ai toujours été passionné par Nostradamus*, continue-t-il, *et nous avons la chance avec ce quatrain de posséder un document publié au milieu du seizième siècle et qui a l'air de faire référence à des événements qui se déroulent à la fin du dix-huitième. Tous les mots ont l'air d'avoir un sens dans l'enceinte de ces événements. Les faits sont présentés avec leurs causes et leurs conséquences. Ce n'est pas une pensée anarchique comme le rêve. C'est un raisonnement. Comment la connaissance en est-elle venue à Nostradamus ? Je n'en sais rien. Je suis seulement un observateur. »*

Faut-il dès lors sauter le pas à sa place et imaginer que l'on trouvera en ces quelques dizaines de pages la « clé » de toute l'entreprise dumézilienne ? Penser que la permanence et la rémanence historiques des structures mentales pourraient être rapportées au bout du compte à des phénomènes de « transmission de pensée » ? Ce serait méconnaître les avertissements jamais démentis de l'auteur à ses lecteurs : *« Je ne fais pas de théorie. »*

Son travail *« se limite aux faits »* et il tient à le rappeler. *« Ce n'est pas que je n'aime pas la philosophie. Mais je ne lui demande pas d'expliquer le monde. Je l'aime comme j'aime la poésie. On peut aimer sans croire. »*

« Je ne veux pas de disciples »

Ce refus de la théorie se double, on s'en doute, d'un rejet de toutes les formes d'orthodoxie. Y compris vis-à-vis de lui-même. Dumézil clame bien fort son angoisse de voir son travail transformé en chapitres de manuels, son horreur d'avoir un jour des disciples : *« J'ai essayé toute ma vie de me remettre en question et de corriger ce que j'avais trouvé. Aujourd'hui j'éprouve un très fort sentiment de provisoire. »*

Ni philosophe, ni théoricien, Dumézil aime à se présenter comme un historien : *« Mais les historiens ne veulent pas de moi, alors c'est un rêve irréalisable. En tout cas, c'est ainsi que je me définis. Seulement, mon histoire est une histoire comparative. Si j'étudie la religion romaine, je ne peux le faire que sur fond comparatif. Pour déceler les évolutions, il faut retrouver le socle. Et à partir de ce point fixe, on peut faire l'histoire. »*

Ce lien focal dont Georges Dumézil s'est acharné à retrouver les traces et les résurgences, c'est bien sûr cette « idéologie indo-européenne » et, pour simplifier, le fameux schéma trifonctionnel (le sacré, la guerre, la fécondité) auquel son nom est désormais attaché. *« Je trouve dans les sociétés que j'étudie des éclats de cette idéologie. Comment sont-ils arrivés là ? Je ne sais pas. Mon dessein n'est pas de reconstituer une civilisation indo-européenne idéale, mais d'expliquer, à partir du socle aperçu à l'arrière-fond de ce monde confus qu'on embrasse, comment chaque branche a développé sa pensée propre. »*

Un inconscient impossible à analyser

Evidemment, l'historien bute sur le problème des mécanismes de transmission. Certes les structures sont constantes, et l'observateur peut, en accumulant les recherches, porter au jour les ressemblances. Mais il doit aussi affronter la question : ces systèmes de pensée et de classifications qui soutiennent les théologies et les institutions affleurent-ils à la conscience des sociétés qui les manipulent ? *« En un sens c'est conscient ! C'est très net pour l'Inde par exemple. Le cas le plus typique est celui des Ossètes. Si vous regardez leurs épopées, vous constatez que tout est organisé en trois familles : les sages, les riches et les forts. Ces trois familles sont définies non par moi, mais par les textes eux-mêmes.*

» Il y a donc bien une idéologie des trois fonctions qui subsiste chez les Ossètes, lesquels sont les descendants des Scythes. Leurs voisins non indo-européens leur empruntent souvent leurs légendes. Mais à chaque fois, ils laissent tomber les traits indo-européens. Comme si quelque chose de très fort maintenait à travers les sociétés une sorte de tradition. Voilà le problème et je ne peux pas le résoudre. Les Ossètes ont conscience de la trifonctionnalisation, en ce sens qu'ils l'utilisent. Mais ils n'en font jamais la théorie. On peut alors dire qu'il y a un mécanisme inconscient très puissant qui explique la survie de ce modèle dans les légendes ossètes, ou dans la Rome tardive. Mais cet inconscient, je ne suis pas capable de l'analyser. Et les théories freudiennes me semblent tout de même trop... mythologiques. »

Puisqu'il dénonce les généralisations abusives, Georges Dumézil s'interdit également de donner une quelconque recette méthodologique : *« Il faudrait toujours aborder ce problème comme si c'était le premier que l'on rencontre. Ma seule méthode, c'est le tâtonnement : prendre le problème pour lui-même, réunir les éléments, s'assurer qu'il y a une structure derrière... »* Et se méfier des audaces de l'imagination : *« Bien sûr, on ne ferait pas de recherche s'il n'y avait pas cette part de rêve. Mais il faut le contrôler et le convertir le plus vite possible en analyses et en preuves. On s'aperçoit alors qu'on est obligé d'abandonner bien des choses. »*

Peut-être n'est-il pas incongru de lire alors le livre sur Nostradamus comme une mise en garde. Le savant voulait-il montrer par ce véritable jeu scientifique l'incertitude et la fragilité des frontières qui séparent le vrai du faux ?

Aujourd'hui, l'infatigable chercheur s'est remis au travail. *L'Oubli* devrait paraître l'année prochaine. Mais Georges Dumézil garde au fond de lui-même un remords : *« Mon vrai travail devrait être en ce moment de m'occuper de l'Oubykh, l'une des quarante langues du Caucase. Quand j'ai commencé à l'étudier à trente ans, elle était encore parlée dans deux villages. Aujourd'hui, elle ne l'est plus que par une seule personne. Nous l'avons fait venir à Paris et nous avons commencé à établir un dictionnaire de cette langue. Il serait sage pour moi d'abandonner tout le reste pour m'atteler uniquement à cette tâche. Mais je manque de courage. Je ne suis vraiment pas consciencieux. »*

★ Georges Dumézil, *la Courtisane et les seigneurs colorés*, Gallimard, 248 pages, 91 F.

★ *Le Moyne noir en gris dedans Varennes*, suivi d'un divertissement sur les dernières paroles de Socrate, Gallimard, 174 pages, 69 F. En librairie à partir du 24 janvier.

LETTRES AU Monde

Tolérance

M. Chamballon veut bien rappeler à M. Yves Montand cette si jolie formule : *« La tolérance, c'est de chercher à comprendre l'intolérance » (le Monde* du 14 janvier).

Pourquoi ne l'avoir pas inscrite, à l'usage des détenus, à l'entrée de tous les camps de concentration du monde ?

J. SERVIÈRE.
(Saint-Priest-en-Jarez).

Affaires de généraux

L'armée allemande n'a décidément pas de chance avec les mœurs de ses généraux. J'ignore tout de l'affaire qui a conduit au limogeage du général Keissling et m'en soucie peu, mais je suis surpris que journalistes et historiens n'aient pas fait certains rapprochements avec deux « affaires » célèbres, même si elles sont un peu oubliées.

Le 12 janvier 1938 une jeune personne au passé douteux (son nom figurait dans les archives de la police des mœurs) épousait le feld-maréchal von Blomberg, ministre de la guerre. Hitler et Goering étaient témoins au mariage. Hélas ! Himmler voulait la peau de Blomberg, et dévoila les antécédents de la jeune mariée. Le 25 janvier, von Blomberg était chassé de l'armée.

Plus intéressant encore est le cas du général von Fritsch, commandant en chef de l'armée allemande en 1938. Himmler et Heydrich, le même 25 janvier, mettaient sous les yeux de Hitler des documents entièrement fabriqués par eux, incriminant le général dans une affaire d'homosexualité. Un jury d'honneur découvrit rapidement que le général était victime d'un complot, et que la Gestapo avait sciemment effectué une substitution de noms (Frisch, au lieu de Fritsch) et fait pression sur un certain Schmidt pour accabler le général. Rien n'y fit ! Le 4 février, von Fritsch fut, lui aussi, limogé. Hitler créa l'OKW (Oberkommando der Wehrmacht) pour remplacer le poste de commandant en chef. Von Fritsch demanda et obtint sa réhabilitation, et... le commandement d'un régiment d'artillerie de campagne ! Il ne semble pas en avoir gardé de rancune envers Hitler, qu'il fit acclamer par son régiment lors de sa prise de commandement. Il refusa de prendre part à un coup d'État projeté par l'état-major pour renverser Hitler, en disant : *« Cet homme est le destin de l'Allemagne et ce destin suivra sa voie jusqu'au bout. »* On connaît la suite. En ce qui concerne von Fritsch, il fut tué le 22 septembre 1939 devant Varsovie par un tireur polonais, général d'une armée qui l'avait cassé, dans une guerre qu'il réprouvait.

G. VOURC'H
(Paris).

« Nous aimons tant la bagnole »

C'est avec vingt années de retard que nous apprenons de la bouche des OS maghrébins de Talbot-Poissy dans quelles conditions dégradantes de racolage on est venu les tirer de leurs villages pour les entasser sur les chaînes.

Long silence, longue complicité entre le patronat français, l'État français satisfait de voir baisser les coûts de la modernité véhiculaire, les « nouveaux États » avides de devises, sans oublier les recruteurs locaux sans scrupules. Mais, ni les syndicats français ni les partis de gauche ne semblent guère s'en être *souciés à l'époque. Et les intellectuels*, si prompts à soutenir les grandes causes du tiers-monde, ne se sont guère inquiétés non plus des conditions dans lesquelles les OS arrivaient dans nos usines géantes, ces cathédrales du progrès. C'était « le consensus »...

Au dix-huitième siècle, on aimait le sucre, venu des plantations du Nouveau Monde ; mais bien des voix illustres s'étaient élevées contre la traite des Noirs. Nous aimons tant la bagnole...

JEAN CHESNEAUX
(Paris).

Un mauvais coup à la Corse

Après d'autres, un Français du continent a dû quitter la Corse, il y a quelques jours, parce que son nom *ne se terminait pas par un i.* C'était donc un ennemi de notre île venu nous exploiter, nous occuper, et s'approprier à bas prix nos matières premières pour enrichir la puissance dominante, la France. Ainsi, il est clair que le coiffeur, l'infirmière, la secrétaire, l'accordeur de piano, le maçon, le professeur ou le Parisien qui vient passer le mois d'août dans sa maison sont d'affreux colonialistes en mission sur notre terre pour nous asservir, nous mettre sous le joug. Ils doivent ou partir, ou mourir, notre liberté est à ce prix !

S'il est facile de se gargariser de mots : colonialisme, étouffement culturel, peuple corse, etc., qui peut sérieusement prétendre que nous vivons en Corse sous un régime colonial ? Qui peut apporter la preuve que nous n'avons pas les mêmes droits que les habitants de la Lozère ou du Cantal ? Depuis la mise en place de l'assemblée régionale, même si elle est imparfaite, nous sommes plutôt mieux traités que les autres Français. Qui peut soutenir que le continent tire profit de nos richesses et nous appauvrit tout en s'enrichissant ? Ce qui est l'essence même du colonialisme !

S'il est vrai que la Corse est sous-développée, notamment sur les plans agricole et industriel, à qui la faute : aux gouvernements *successifs*, sans doute ! Mais aussi à nous, les Corses, qui préférons les emplois du tertiaire, d'autant plus que la rentabilité des exploitations, particulièrement en zone de montagne, est hypothétique, sauf pour l'élevage. Quant à la colonie de peuplement, il suffit de se promener dans *tous* les villages de l'intérieur pour s'apercevoir que nous n'en sommes pas menacés, bien au contraire, c'est le désert presque partout ! Notre grand malheur, c'est justement la faiblesse de notre démographie et la forte prédominance des personnes âgées non actives.

Faire fuir par des attentats et des menaces ceux qui ont choisi de vivre et de travailler parmi nous me paraît être un mauvais coup porté à la Corse. Comment, d'autre part, parler de l'étouffement du peuple corse *lorsqu'on sait que pendant* des siècles les apports extérieurs ont été incessants et qu'il n'y a pas 10 % de familles (c'est le pourcentage de mon village, et il n'est pas le seul) qui ne soient « métissées » de continentaux, d'Italiens ou d'autres Méditerranéens, et c'est ce qui fait l'originalité de notre population.

JEAN LEONI,
maire de Ville-di-Paraso
(Corse).

« J'aime mon papa, j'aime ma maman »

J'habite avec ma maman. Mon papa, je ne le vois pas. Je suis triste, et je pleure, mais on me dit que, d'après les règles des grandes personnes, ce qu'ils appellent les lois, je n'ai pas le droit d'être avec mon papa parce que je suis, ils disent, une enfant naturelle.

Et maman, elle me connaît, elle sait bien que je l'aime et que j'aime aussi mon papa, et que je voudrais les voir tous les deux. Mais parce qu'elle n'aime plus papa, elle ne veut plus que je le vois. La dernière fois que j'ai vu papa, il m'a dit que, pour qu'on se voie, il faudrait d'abord qu'un juge l'autorise.

Je comprends pas pour aimer *son papa pourquoi il faut une* autorisation.

Tu crois que si papa vient me voir quand on a fini l'école, pour aller se promener, ce sera un enlèvement et que j'aurai ma photo dans toutes les écoles.

Il y a un camarade qui a eu une idée bizarre, il a dit qu'on pourrait mettre un signe sur les enfants qui ont un papa et une maman qui ne sont pas mariés, et, comme ça, *à la sortie de* l'école, on saurait qu'ils ne doivent pas partir avec un papa.

Monsieur, si tu rencontres un jour ceux qui font les lois, dis-leur que, même quand on a un papa et une maman qui ne sont pas mariés, on les aime autant. Dis leur qu'on est comme les autres enfants et que nous aussi on a besoin de notre papa et de notre maman. Mais ne leur dis pas que *quand je vois mes camarades qui* embrassent leur papa après l'école, je pleure aussi ; ils ne comprendraient pas.

CÉCILE
PCC : Jean-Luc Schmerber.
Avocat (Paris).

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS — Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte-d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 500 l. ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,60 f. ; Yougoslavie, 162 nd.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	605 F	859 F	1 080 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1 245 F	1 819 F	2 360 F
ÉTRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	685 F	979 F	1 240 F
II. — SUISSE, TUNISIE	454 F	830 F	1 197 F	1 530 F

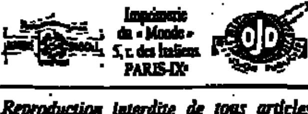
Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



Le Monde

étranger

LES ÉMEUTES AU MAROC

Une répression sévère

(Suite de la première page.)

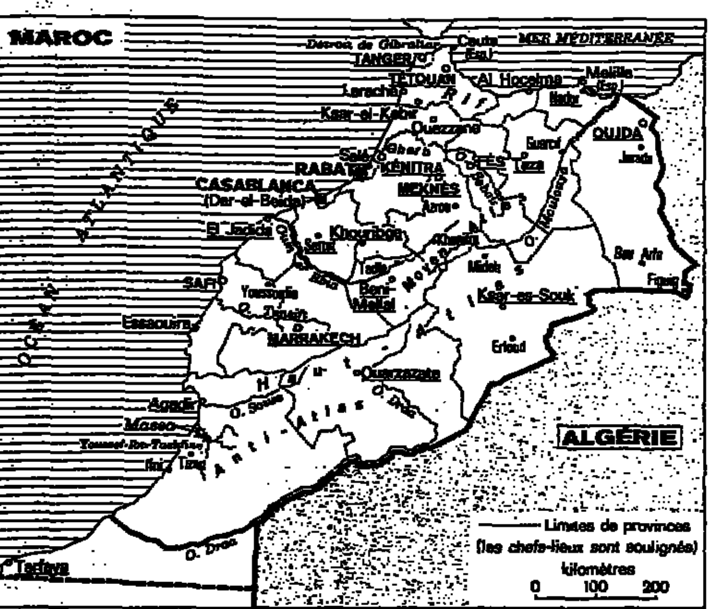
Les journaux marocains ont commencé à évoquer les événements samedi et dimanche. *Ittihad al Ichtiraki* (Union socialiste), organe de l'Union socialiste des forces populaires, qui était dans l'opposition, mais qui a été associée au dernier gouvernement, expliquait samedi qu'il a gardé le silence pendant que le Maroc était l'hôte du sommet islamique. Mais il soulignait que les troubles ont déclenché une *« vague de rumeurs »* et il invitait le premier ministre, M. Karim Lamrani, à donner des explications. *L'Opinion*, organe de l'Istiqlal, précise que la vague d'agitation a commencé il y a deux semaines à Marrakech, tandis que *Al Bayane* (communiste) souligne que, dans cette ville, le mécontentement a été suscité, entre autres, par une hausse de 20 % sur les factures d'électricité.

D'après divers témoignages diplomatiques et marocains, on peut reconstituer ainsi les événements. Le 27 décembre, Hassan II avait annoncé à la télévision une série de mesures économiques destinées à redresser la situation financière. Le souverain n'avait suscité des espoirs dans les couches pauvres en indiquant que les riches paieraient pour répondre à la *« nécessaire solidarité nationale »*. Le ministre de l'intérieur, M. Driss Basri, avait ensuite expliqué que la politique du souverain consistait à *« enrichir les pauvres sans appauvrir les riches »*.

Il avait souligné que les familles paysannes gagnant 560 dirhams (1 dirham = 1 F environ) par mois et les familles citadines ayant un revenu mensuel de 900 dirhams seraient épargnées par les hausses qu'entraîne la suppression des caisses de compensation (qui subventionnent les produits de première nécessité), suppression recommandée par le FMI. Par la suite, il était apparu qu'on ne recenserait pas les fortunes des riches, contrairement à ce qu'on avait cru ; le recensement devait porter sur les plus déshérités.

Or, début janvier, il y a eu une hausse sur l'essence qui a affecté les travailleurs qui se déplacent à mobylette en raison de la crise des transports dans les grandes villes, en particulier Casablanca. Mais surtout l'augmentation de 5 dirhams des bouteilles de butane a frappé durement les familles les plus pauvres. A cela, il faut ajouter de petites hausses sur le savon, les bougies, etc., qui ne pouvaient que grever les faibles revenus et désespérer les chômeurs. Enfin, le prix de la viande, qui avait considérablement baissé l'été dernier en raison de la sécheresse, a fait un bond après les premières pluies.

Les salaires étant bloqués depuis environ deux ans, alors que le coût de la vie a pratiquement doublé en trois ans, les déshérités, qui pensaient être épargnés, ont été exaspérés par ces nouvelles hausses. Aussi, d'après un coopérant de Marrakech, on pouvait lire, écrits sur les murs, des slogans hostiles au roi, dont celui de *« Hassan = menteur ! »* et *« Hassan assassin ! »*.



Peuplé de quelque 25 millions d'habitants, le royaume chérifien a accédé à l'indépendance en 1956, sous le règne de Mohammed V, décédé en 1961, et dont le souverain actuel, Hassan II, est le fils aîné. Le territoire d'Ifni a été rattaché au royaume en 1969. Après avoir survécu à deux graves complots (1971 et 1973), Hassan II a lancé, en 1975, la « marche verte » sur le Sahara espagnol. La même année, le Maroc et la Mauritanie ont passé un accord avec l'Espagne sur le partage du Sahara occidental, que le Maroc a récupéré, en 1979, après le retrait de la Mauritanie du conflit contre le Polisario.

Ces deux dernières années, l'économie a été victime de la sécheresse, de la mévente des phosphates et du renchérissement des importations d'hydrocarbures, payés en dollars, ainsi que du coût de la guerre du Sahara occidental. Le montant de la dette – 11 milliards de dollars en 1983 – a représenté 90 % du produit intérieur brut (contre 17 % dix ans plus tôt). Rabat a obtenu du Club de Paris un rééchelonnement sur huit ans, avec quatre ans de grâce, de sa dette publique, évaluée à environ 600 millions de dollars. Le revenu annuel par habitant était, en 1981, de 860 dollars, contre 2 140 en Algérie, 1 420 en Tunisie.

En fait, les manifestations populaires ont commencé à Marrakech, qui a été particulièrement affectée par la sécheresse. Elles s'y sont déroulées les 8, 9 et 10 janvier, au point qu'il aurait fallu ramener dans la métropole du Sud, des troupes du Sahara occidental et de Sidi-Ifni. Se fondant sur des recoupements effectués par ses militants dans les hôpitaux, le mouvement Ilal Iman estime que les affrontements auraient fait dans cette ville une centaine de morts et de très nombreux blessés, mais, là encore, la véracité de ces chiffres est invérifiable. Finalement, une vingtaine de villes auraient été le théâtre de troubles plus ou moins violents, dont le centre phosphatier de Khourigba, où le siège de l'OCP (Office chérifien des phosphates) a été attaqué par des manifestants.

Une personnalité politique marocaine nous a affirmé que les émeutes ont été fomentées par des islamistes qui ont exploité le mécontement des jeunes et des déshérités. Depuis une quinzaine de jours des tracts qui refléteraient une influence iranienne – on y trouve le mot *« tahouti »*, employé à Téhéran contre les riches – ont été distribués. Ils attaquent violemment le roi, son régime, la dégradation des mœurs et la corruption. Contrairement au souverain dans son allocution de dimanche, cette personnalité a ignoré les marxistes-léninistes, qui sont des groupuscules, et les services sionistes... On voit mal pourquoi ils auraient cherché à déstabiliser Hassan II qui entretient des rapports secrets mais suivis avec les dirigants israéliens.

Que les activistes islamiques aient jeté de l'huile sur le feu ne fait pas de doute. Cependant, il convient d'observer que les islamistes marocains sont très divisés et compteraient une vingtaine de groupes affaiblis par leurs rivalités. Un des chefs en vue est M. Abdessalem Yacine, qui diffuse depuis 1975 la revue *Al Jamaa « la Communauté »*, et qui voulait lancer un quotidien, *As Sobh* « l'Aube », lequel a été interdit dès son premier numéro. Ses collaborateurs nous avaient téléphoné pour nous annoncer qu'il avait été arrêté le 27 décembre. Un tract diffusé ces derniers jours à Paris indique qu'on est depuis sans nouvelles de lui. On ne peut exclure que les autorités aient voulu l'empêcher d'avoir une action pendant le sommet islamique.

Un autre groupe, semble-t-il assez actif, est celui de M. Mohamed Motti'a, qui avait été un des principaux instigateurs de la prise de la grande mosquée de La Mecque en décembre 1979. Arrêté par les Saoudiens, il a réussi, dit-on, à s'échapper du pays, et se serait depuis réfugié en Libye.

Que que soit le dynamisme des islamistes, il est évident que c'est la situation économique fort malsaine qui a été déterminante dans ce pays où 9 400 000 personnes – sur une population d'environ 25 millions – disposent de moins de 3,50 F par jour pour vivre. En outre, pour 54 %, la population a moins de quinze ans, et ces jeunes qui vont arriver dans les années à venir sur le marché du travail n'ont guère de perspectives, le pouvoir n'ayant pas élaboré une planification sérieuse et le pays étant saigné à blanc par le conflit du Sahara occidental qui coûte quelque 10 millions de francs par jour.

PAUL BALTA.

Hassan II met en cause l'Iran les « marxistes-léninistes » et les « services sionistes »

Rabat (*AFP*). – Le roi Hassan II a affirmé, dimanche soir 22 janvier, que les troubles survenus ces jours derniers au Maroc ont été téléguidés de l'étranger et particulièrement par l'Iran, le monde « marxiste-léniniste » et les « services de renseignements sionistes », afin qu'échoue le quatrième sommet islamique de Casablanca.

Dans un discours à la nation radiotélévisé, le souverain a montré sur les écrans des tracts saisis notamment, selon lui, à Marrakech. Certains, portant en encadré la photographie de l'imam Khomeiny, s'élevaient contre les dirigeants marocains qualifiés de *« valets des satans américains et soviétiques »*. D'autres, signés par un mouvement marxiste-léniniste marocain Ilal-Amam (En avant, interdit), imputaient la gravité de la situation économique marocaine non pas aux difficultés dues à la sécheresse et à la lourde facture pétrolière, mais *« à la guerre que livre Hassan II, le criminel, à nos frères du Sahara occidental »*.

Selon le souverain, les marxistes-léninistes désiraient que le sommet de Casablanca, échoue afin que l'Organisation de la conférence islamique (OCI) ne puisse se prononcer, notamment sur la situation en Afghanistan. *« Les sionistes, pour leur part*, a dit le souverain, *savent très bien que demain ne sera pas comme aujourd'hui, ni comme hier, en raison du retour de l'Egypte dans le giron islamique et que cela changera forcément la politique islamique et, partant, celle des Arabes. »*

Le roi Hassan II a, d'autre part, annoncé que, après avoir pris connaissance, samedi soir, du recensement social qu'il avait ordonné le 1er janvier dernier à travers tout le pays, *« il n'y aura pas d'augmentation des prix des produits de première nécessité »*.

Il a également affirmé que les troubles qui se sont produits d'abord à Marrakech puis à Nador, Al-Hoceima, Oujda, Ksar-El-Kébir, Tétouan et Chaouen (Nord) ont été organisés par certains chômeurs et des professeurs. *« Plusieurs de ces chômeurs, des professeurs, ainsi que de jeunes avocats stagiaires et des éléments du mouvement marxiste-léniniste Ilal-Amam, ont été arrêtés et seront déférés en justice »*, a ajouté le roi, qui n'a donné aucun bilan des personnes arrêtées ou des victimes des derniers troubles.

Le souverain a indiqué que, afin de pouvoir s'adonner tranquillement aux actes de pillages, les *« professionnels de l'agitation »* poussaient d'abord de jeunes lycéens à manifester dans la rue *« sachant que les autorités n'oseraient pas prendre de sanctions contre eux »*. *« Mais que tout le monde sache*, a-t-il poursuivi, *que, désormais, des ordres stricts ont été donnés afin que quiconque manifestera dans la rue ou colportera de fausses nouvelles sera sévèrement réprimé. Le dernier mot reviendra à l'autorité et à la loi. »* Le roi a indiqué qu'il avait décidé d'annuler le voyage qu'il projetait d'effectuer à Marrakech *« non pas parce que j'ai peur*, a-t-il précisé, *mais parce que je suis déçu par l'attitude observée par les habitants (...) à qui il revenait d'appréhender eux-mêmes les instigateurs des troubles qui se sont produits dans leur ville »*.

BIBLIOGRAPHIE

« Descartes n'est pas Marocain » de Philippe Brachet

Ce petit livre surprendra sans doute beaucoup de lecteurs par le ton souvent amer et même sarcastique de l'auteur. Pourtant, Philippe Brachet, économiste et sociologue, détaché au Maroc, où il séjourna en 1981 et 1982 en qualité de coopérant, chargé des cours d'économie publique et de politique économique à l'université de Rabat, y était arrivé dans les meilleures dispositions. Socialiste, proche de Michel Rocard, il pensait *accomplir une mission utile* qui lui permettrait en même temps de découvrir le peuple marocain. Hélas ! cette découverte fut pour lui l'occasion d'une déception !

Il s'en explique avec une grande sincérité, notamment dans le chapitre consacré, entre autres sujets, au système d'enseignement marocain, qu'il juge avec raison insuffisant et surtout inadapté. *« Le moindre test montrait*, note-t-il, *que neuf dixièmes de nos étudiants n'avaient rien compris à ce que j'expliquais. »*

Le chapitre « Les rapports à l'autorité », un des meilleurs, montre bien le dualisme profond de la *société et du régime marocain* « coincé », comme l'écrit l'auteur, entre les modernisations de façade et la permanence des valeurs traditionnelles fondées sur le « tribalisme » et sur une religion souvent interprétée de manière formelle et erronée. D'où le sort malheureux des femmes marocaines, notamment celles de double culture qui, note-t-il en exergue à son livre, *« aspirent à une vie personnelle et savent qu'elles ne la vivront jamais »*.

Philippe Brachet décrit ce dualisme dans un certain nombre de domaines importants, notamment l'industrie, l'administration, l'enseignement. Il en relève les effets pernicieux et paralysants, et parvient à la conclusion sévère que le Maroc est en réalité un pays *« où le sous-développement se développe »*. C'est même là le sous-titre de son livre.

Il convient sans aucun doute de nuancer certains jugements à l'emporte-pièce, mais il faut bien reconnaître que nombre d'entre eux sont, actuellement du moins, justifiés. En revanche, le reproche que l'on peut faire à l'auteur est de n'avoir guère tracé de perspectives d'avenir.

ROLAND DELCOUR.

★ *Descartes n'est pas Marocain*, la Pensée universelle, 4, rue Charlemagne, Paris-4e, 205 pages, 54 F.

Algérie

Le président Chadli Bendjedid a nommé M. Abdelhamid Brahimi à la tête du nouveau gouvernement

Alger (*AFP*). – Dix jours après sa réélection à la tête de l'Etat, pour un mandat de cinq ans, le président Chadli Bendjedid a procédé dimanche 22 janvier à un profond remaniement de son gouvernement, marqué par la nomination d'un nouveau premier ministre, M. Abdelhamid Brahimi, ainsi que par le départ de quelques ministres, des permutations de postes entre les membres de l'ancienne équipe gouvernementale et la désignation de quatorze vice-ministres.

La promotion de M. Abdelhamid Brahimi, ministre de la planification et de l'aménagement du territoire dans le précédent gouvernement, consacre l'ascension fulgurante d'un homme qui s'est imposé parmi ses anciens collègues comme M. Rigueur. Il remplace, à la tête du gouvernement, M. Mohamed Benahmed Abdelghani, nommé ministre d'Etat auprès de la présidence de la République.

M. Abdehamid Brahimi, âgé de quarante-sept ans, est un ancien universitaire, qui fut chef de maquis durant la guerre d'Algérie, avant de diriger à Paris l'ancien organisme de coopération industrielle franco-algérienne à la fin des années 60, puis la représentation de la société pétrolière « Sonatrach » aux Etats-Unis. *Il passe pour être l'un des plus* fidèles hommes de confiance du président Chadli.

Sa nomination à la tête du gouvernement, après sa récente entrée au bureau politique du FLN en qualité de membre suppléant, illustre la volonté du président Chadli d'appliquer pleinement, pour son nouveau mandat présidentiel de cinq ans, la politique de rigueur économique *préconisée par les plus hautes instances* du pays. Le nouveau premier ministre, qui s'est imposé comme le « patron » de l'économie algérienne pendant le premier mandat du chef de l'Etat, alors qu'il était inconnu du public auparavant, paraît être la personne toute désignée pour conduire cette politique.

A l'exception de M. Abdelghani, tous les autres membres du bureau politique qui détenaient dans le précédent gouvernement des portefeuilles importants sont maintenus à leur poste. C'est le cas de MM. Ahmed Taleb Ibrahimi (affaires étrangères), M'Hamed Hadjyala (intérieur), Boualem Benhamouda (*finances*), *Boualem Baki (justice)*. Le ministère de la défense est toujours sous la responsabilité du président Chadli, avec le maintien du colonel Abdallah Belhouchet au poste de vice-ministre de la défense.

M. Belkacem Nabi est égalemem *confirmé*, dans le nouveau gouvernement, à la tête du ministère de l'énergie et des industries pétrochimiques, de même que les ministres de l'éducation, de l'enseignement supérieur, du commerce, de la formation professionnelle, des transports, des « Moudjahidine » (anciens combattants) et des affaires religieuses.

La composition du cabinet

Voici la composition du nouveau gouvernement algérien :

Premier ministre : M. Abdelhamid Brahimi ;

Affaires étrangères : M. Ahmed Taleb Ibrahimi ;

Intérieur et collectivités locales : M. Mohamed Hadj Yala ;

Finances : M. Boualem Ben Hamouda ;

Justice : M. Boualem Baki ;

Agriculture et pêche : M. Kasdi Merbah (*) ;

Information : M. Bachir Rouis (*) ;

Postes et télécommunications : M. Boualem Bessaieh (*) ;

Transports : M. Salah Goudjil ;

Energie et industries chimiques et pétrochimiques : M. Belkacem Nabi ;

Industrie lourde : M. Salim Saadi (*) ;

Industries légères : M. Zitouni Messaoudi (**) ;

Hydraulique, environnement et forêts : M. Mohamed Rouighi (**) ;

Commerce : M. Abdelaziz Khellef ;

Education nationale : M. Mohamed Cherif Kharroubi ;

Enseignement supérieur : M. Rafik Abdelhak Brerhi ;

Formation professionnelle et travail : M. Mohamed Nabi ;

Jeunesse et sports : M. Kamal Bouchama (**) ;

Santé publique : M. Djamel Eddine Houhou (**) ;

Protection sociale : M. Z'Hor Ounissi (*) ;

Moudjahidine (anciens combattants) : M. Djelloul Bakhti Nemiche ;

Travaux publics : M. Ahmed Benfreha (**) ;

Urbanisme, construction et habitat : M. Abderrahmane Belayat (**) ;

Affaires religieuses : M. Abderrahmane Chibane ;

Culture et tourisme : M. Abdelmadjid Meziane (*) ;

Planification et aménagement du territoire : M. Ali Oubouzar (*).

(*) Ministres changeant de fonctions.

(**) Nouveaux ministres.

PROCHE-ORIENT

LE CONFLIT LIBANAIS ET SES RÉPERCUSSIONS

POUR PRÉVENIR DES ATTAQUES SUICIDES

Les Etats-Unis pourraient lancer des raids

Washington. – Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, a indiqué dimanche 22 janvier que les Etats-Unis pourraient lancer des « *raids préventifs* » pour prévenir d'éventuelles attaques aériennes suicide, contre leurs troupes et bâtiments de guerre engagés au Liban. Cette confirmation publique par le secrétaire d'Etat de rumeurs qui agitaient Washington depuis la veille traduit l'inquiétude ressentie par les dirigeants américains depuis que leurs services de renseignements ont récemment décelé des préparatifs de nouvelles actions terroristes contre les « marines ». De nouveaux attentats d'envergure, outre le défi diplomatico-militaire qu'ils poseraient aux Etats-Unis, constitueraient, en effet, un lourd handicap politique pour M. Reagan à l'heure où démarre pleinement la campagne pour l'élection présidentielle de novembre 1984.

Dimanche prochain dans la soirée, le président doit annoncer au pays s'il se représente ou non et il y a moins de doute que jamais sur ses intentions, maintenant qu'il a déclaré au *Washington-Post* que « *personne n'aimait laisser un travail inachevé* ». D'ici là, le Congrès aura, ce lundi, repris ses travaux et M. Reagan aura prononcé, mercredi, le traditionnel discours sur l'état de l'Union, qui sera pour lui l'occasion de dresser un bilan flatteur de l'œuvre accomplie et d'esquisser ses perspectives de travail pour les cinq années à venir. Les huit candidats à l'investiture démocrate, quant à eux, courent la campagne à l'approche – le 20 février dans l'Iowa et le 28 dans le New-Hampshire – des premières élections de délégués pour la convention de San-Francisco en juillet.

Bref, la bataille est engagée. Compte tenu de la reprise économique et de la baisse marquée des taux de chômage et d'inflation, elle se présente dans les meilleures conditions possibles pour M. Reagan, que l'institut Gallup crédite, dans le dernier numéro de *Newsweek*, d'un pourcentage de 59 % d'Américains satisfaits de la manière dont il s'acquitte de ses fonctions. C'est là, depuis Eisenhower, le plus haut degré de popularité atteint par un président au début de sa quatrième année de mandat. Dans ces conditions, le vote de novembre se joue autour d'une question presque unique : « *Le monde est-il plus sûr qu'il y a trois ans ?* », c'est-à-dire avant l'élection de M. Reagan.

« *Non* » et tout au contraire, répètent à chaque occasion les démocrates, d'accord en cela, selon un autre sondage publié samedi, avec

De notre correspondant

la moitié (46 % contre 47 %) des Américains qui estiment aussi qu'il faut rappeler les troupes de Beyrouth (58 % contre 38 %) et que les Etats-Unis recourent trop à leurs forces armées à l'étranger (60 % contre 36 %). « *Erreur compréhensible, mais profonde* », répond avec assurance le président, qui, lui, a commencé d'expliquer dans son discours la semaine dernière sur les relations avec l'URSS, que la reconquête de la puissance économique et militaire de l'Amérique la préserve de toute velléité agressive. Il aurait d'autant moins de raison d'être inquiet que les trois-quarts de ses concitoyens pour lesquels le monde est « *aujourd'hui moins sûr* » en imputent la responsabilité non pas à lui, mais à Moscou et à ses alliés.

Qu'une nouvelle hécatombe décime les « marines » et tout ce paysage pourrait, en revanche, être modifié. Le président pourrait, bien sûr, faire appel au réflexe d'unité nationale dans l'adversité, mais aurait du mal à se défendre de l'accusation – contenue dans le rapport de l'armée sur les circonstances de l'attentat d'octobre – d'avoir entraîné le pays au Liban dans une situation sans issue. Or, le gouvernement américain croit savoir que des avions de « *petit modèle* » auraient récemment été acheminés en pièces détachées d'Iran au Liban *via* la Syrie et que des pilotes candidats à un suicide héroïque seraient entraînés en vue d'attaques de kamikazes contre la flotte ou les campements américains (*le Monde* du 22 janvier).

La carte de la fermeté

L'affaire a évidemment un côté « James Bond » très prononcé, mais après les expériences d'octobre dernier, la presse et l'opinion la prennent au sérieux, et Washington, en tout cas, a d'ores et déjà mis au point des mesures de précaution. Les bâtiments américains croisant au large de Beyrouth ont été équipés de nouveaux missiles antiaériens Stinger et de mitrailleuses à tir rapide. Dimanche, le Pentagone a, de plus, indiqué qu'un périmètre de sécurité avait été établi autour du secteur, tout navire ou avion s'en approchant devant s'annoncer et s'identifier à l'avance. Cette demande aurait été notifiée par le canal des organismes internationaux compétents. Dernière précaution, le département de la défense a décidé de racheter pour 110 millions de dollars onze hélicoptères italiens, qui auraient dû, en vertu d'un contrat signé avec le chah, être livrés à l'Iran, mais dont les Etats-Unis craignent – sur la base de renseignements – qu'ils ne soient utilisés pour des attaques de même type dans la région du Golfe.

Plus concrètement et plus immédiatement, Washington a enregistré avec beaucoup de préoccupation les déclarations de M. Joumblatt, demandant dimanche, au lendemain de la reprise des bombardements contre le palais présidentiel libanais, la démission du gouvernement de M. Gemayel. On ne pouvait plus clairement à la fois signifier que les pourparlers sur l'extension du déploiement de l'armée régulière sont enterrés pour l'instant, et mettre l'Amérique au défi de se retirer ou d'avoir à s'engager militairement plus directement encore dans une guerre qu'elle ne souhaite pas mener.

M. Joumblatt et la Syrie (qui a un excellent ambassadeur à Washington) ont évidemment su choisir leur moment, et M. Shultz n'avait, en conséquence, que la carte de la fermeté à jouer. C'est ce qu'il a fait en agitant la contre-menace des « *raids préventifs* » et en soulignant, avec une lassitude un rien dédaigneuse, que le dirigeant druze revenait de Moscou au moment où il a fait sa mise en demeure.

Un exercice difficile

L'ennui est que c'est justement là qu'est le second volet du piège pour l'administration. Toute remontée de la tension au Liban la conduit à mettre en accusation la Syrie et derrière elle l'URSS, c'est-à-dire à hausser le ton contre Moscou, alors que M. Reagan et le Département d'Etat s'échinent à affirmer qu'au-delà des invectives de tribune s'amorce une lente reprise du dialogue soviéto-américain. Il faut taper du poing et désigner les coupables pour montrer qu'on ne cédera pas à Beyrouth et savoir, dans le même temps, jusqu'où ne pas aller trop loin pour ne pas fermer la porte à l'accord si ardemment souhaité avec Damas ni laisser croire que rien ne pourrait décidément aller avec Moscou.

Dans une telle partie, un gouvernement préoccupé de son opinion publique est évidemment désavantagé, et M. Shultz s'est donc livré dimanche, devant les caméras d'ABC, à un difficile exercice. D'une part, il a annoncé la date – le 16 mars – de la reprise des négociations MBFR engagées il y a plus de dix ans à Vienne sur la réduction des forces conventionnelles en Europe. De l'autre, il n'a pas mâché ses mots en expliquant qu'il était « *de plus en plus évident que le terrorisme trouvait de plus en plus son origine en Iran* » et était appuyé par la Syrie, la Libye et l'Union soviétique.

Il a naturellement aussi réaffirmé le soutien américain au gouvernement Gemayel et insisté – comme vient de le faire M. Reagan dans une lettre à deux influents représentants démocrates – sur « *l'importance pour les Etats-Unis d'assumer leurs engagements* » (au Liban). L'élection présidentielle américaine aura rarement dans l'histoire autant été une affaire internationale.

BERNARD GUETTA.

LE « NUMÉRO UN » DE L'AMBASSADE LIBYENNE A ROME A ÉTÉ GRIÈVEMENT BLESSÉ DANS UN ATTENTAT

Le plus haut diplomate libyen en poste à Rome, M. Ammar El Taggazy, âgé de quarante-trois ans, a été grièvement blessé par balles, samedi 21 janvier, par deux inconnus qui l'attendaient près de sa résidence romaine, et qui ont réussi à prendre la fuite. Le diplomate était toujours, ce lundi matin, dans un état « *critique* ».

Il était 15 h 15, quand deux jeunes gens ont tiré plusieurs balles sur lui, alors qu'il se dirigeait vers son garage. Les deux jeunes gens se sont enfuis à pied. Selon la police, le diplomate libyen a été « *grièvement touché* ». Il a été transporté à l'hôpital dans le coma. Les médecins ont extrait une balle de son abdomen et une autre de son épaule. Des spécialistes en neurologie recherchaient, samedi soir, à déterminer le meilleur moment pour entreprendre l'extraction d'une balle logée dans son cerveau. Le président, M. Pertini, a exprimé « *sa profonde indignation* » devant cet attentat.

« *Des éléments fidèles à M. Arafat sont vraisemblablement à l'origine de l'attentat* », a affirmé samedi soir l'agence libyenne Jana, reçue à Paris. L'OLP a catégoriquement démenti, dimanche à Tunis, ces accusations. En revanche, la responsabilité de l'attentat a été revendiquée dimanche matin par le groupe Al Borkan, dans un appel téléphonique au bureau londonien de l'agence Associated Press. Ce mouvement, dont le nom signifie « le Volcan » en arabe, est totalement inconnu, et le correspondant anonyme n'a pas donné d'indication permettant d'identifier le groupe. – (*AFP, AP*)

Les combattants druzes ne mettront bas les armes que si le gouvernement Gemayel donne sa démission
affirme M. Joumblatt

Les combattants druzes ne mettront bas les armes que si le gouvernement du président Amine Gemayel donne sa démission, a affirmé dimanche 22 janvier M. Walid Joumblatt, le chef du parti socialiste progressiste libanais, dans une interview publiée par le journal jordanien *Al Raï*.

M. Joumblatt a ajouté que le gouvernement de M. Gemayel n'avait pas honoré les résolutions de la conférence de Genève sur la réconciliation nationale de novembre 1983 et poursuivait « *la politique phalangiste de domination dans tous les aspects de la vie libanaise avec l'aide directe des Etats-Unis* ». « *En conséquence, nous ne cesserons pas les combats cette fois-ci aussi longtemps que le gouvernement Gemayel n'aura pas démissionné, même si cela veut dire la destruction totale du Liban* », a-t-il ajouté. M. Joumblatt, d'autre part, a accusé l'armée libanaise et les milices phalangistes de bombarder les villages des montagnes du Chouf. A propos de l'aide américaine à l'armée libanaise, il a affirmé : « *Qu'importe le nombre d'armes et de munitions fournies par les Etats-Unis à l'armée libanaise, nous sommes capables de résister à tout moment.* »

Le chef du PSP a mis en cause « *les services du gouvernement* » et les phalangistes dans l'assassinat de M. Malcolm Kerr, le président de l'université américaine de Beyrouth. « *Les phalangistes*, a-t-il dit, *veulent dominer l'université américaine de Beyrouth en occupant les positions où elle est située et en imposant leurs propres critères. Malcolm Kerr était un obstacle à cette politique et il était un ami des Arabes.* »

Entre-temps, les duels d'artillerie se poursuivent à Beyrouth et ont fait, en quarante-huit heures, seize morts et cinquante blessés. Le palais présidentiel libanais à Baabda a été bombardé au cours de la matinée de samedi, pour la première fois depuis plusieurs mois, au moment où le chef de l'Etat, M. Amine Gemayel, recevait une délégation d'étudiants, mais sans provoquer de victimes.

D'autre part, les effectifs du contingent italien de la force multinationale à Beyrouth ont été réduits récemment de six cents hommes environ, qui « *ne seront pas remplacés pour le moment* ».

Cette réduction, opérée dans la plus grande discrétion pour des raisons de sécurité, n'aura aucune répercussion sur la mission des militaires italiens, qui restera inchangée, affirme-t-on dans les milieux proches du contingent, où l'on fait observer que, contrairement aux Français, les Italiens n'ont pas rétréci leur dispositif.

A Paris, la Fédération internationale des droits de l'homme a estimé, dimanche 22 janvier, dans un communiqué, à près d'un millier de Libanais et cinq cents Palestiniens le nombre des personnes « *disparues du fait des Forces libanaises* [phalangistes] *depuis juin 1982* [date de l'invasion israélienne du Liban] *jusqu'à ce jour* ». Le communiqué précise que les disparus sont généralement des « *civils enlevés à leur domicile et plus fréquemment kidnappés aux barrages des forces libanaises dans la montagne, sur la route de la Bekaa, sur la route de Saïda ou à Beyrouth* ». « *Ces enlèvements sur carte d'identité ont frappé toute personne musulmane ou palestinienne, mais de nombreux cas de « disparus » chrétiens et même maronites ont été rapportés* », ajoute le communiqué.

Selon la FIDH, les « *témoignages qu'elle a recueillis auprès des rares personnes libérées laissent penser que l'usage de la torture est systématique dans les camps de détention que contrôlent les Forces libanaises et dont le plus connu est le Conseil militaire situé à la Quarantaine de Beyrouth-Est* ». « *Les Forces libanaises*, poursuit le communiqué, *ont affirmé à la FIDH n'avoir dans leurs locaux que cent vingt détenus : soixante détenus de « droit commun » jugés comme tels par les « tribunaux phalangistes » et dont la remise aux autorités légales serait en négociation, et soixante détenus « politiques » destinés à être échangés avec le PSP ou les chiites d'Amal.* » – (*AFP, AP, Reuter.*)

Jordanie

Amman souhaite la réintégration de l'Egypte au sein de la Ligue arabe

Amman. – Les Jordaniens ont tout lieu d'être satisfaits de la résolution de la conférence islamique invitant l'Egypte à reprendre sa place au sein de cette organisation. A Casablanca, le prince héritier Hassan, qui conduisait la délégation jordanienne a, en effet, été l'un des avocats les plus actifs de cette décision.

On espère à Amman que cette résolution – qui intervient moins d'un mois après la spectaculaire rencontre entre M. Yasser Arafat et le président Moubarak – facilitera la réintégration du Caire au sein de la Ligue arabe. Les responsables jordaniens font cependant preuve d'un optimisme modéré. « *La conférence islamique est une chose, la Ligue arabe en est une autre* », commente M. Adnan Abou Odeh, ministre de la cour, qui accompagnait le prince Hassan au Maroc.

Les Jordaniens relèvent un deuxième motif de satisfaction : en appliquant pour la première fois de son histoire la règle de la majorité, l'Organisation de la conférence islamique a démontré que l'intransigeance de ses membres les plus radicaux, la Syrie et la Libye en tête, n'était pas nécessairement un obstacle insurmontable. Un précédent qui apporte de l'eau au moulin du roi Hussein, lequel prêche pour une modification de la charte de la Ligue arabe afin que celle-ci ne soit plus contrainte de se plier à la règle de l'unanimité.

La décision de l'OCI a été suivie d'un nouvel échange de messages entre le roi Hussein et le président Moubarak par l'intermédiaire de M. Abou Odeh, qui a effectué un voyage-éclair dans la capitale égyptienne samedi 21 janvier. Les officiels jordaniens démentent cependant catégoriquement les informations de presse en provenance du Caire, faisant état d'une prochaine réunion égypto-palestinienne en mars ou en avril, qui aurait pour but de « *coordonner les positions* » des trois parties.

Une véritable coopération politique

La visite au Caire de M. Odeh, s'inscrit, en tout cas, dans le cadre d'une consultation aujourd'hui pratiquement permanente entre les deux capitales sur les trois grands problèmes du moment au Proche-Orient : la crise libanaise, la guerre Iran-Irak et la question palestinienne, trois points sur lesquels les points de vue des deux gouvernements semblent être le plus souvent convergents.

Depuis l'accession au pouvoir du président Hosni Moubarak, après l'assassinat d'Anouar El Sadate, le roi Hussein entretient une correspondance régulière avec le chef d'État égyptien. Les deux hommes se sont longuement rencontrés à Delhi en mars 1983 lors du dernier sommet des non-alignés.

Correspondance

Sans parler du soutien actif de l'Egypte à l'Irak dans le conflit du Golfe, on assiste en fait à l'ébauche d'une véritable coopération politique entre Le Caire et Amman. Ainsi, lors de sa rencontre avec M. Yasser Arafat, le président Moubarak a insisté pour que le chef de l'OLP renoue avec le roi Hussein le dialogue jordano-palestinien interrompu en avril 1983. Le chef d'Etat égyptien a également essayé de convaincre les Israéliens de permettre à une centaine de Palestiniens des territoires occupés de participer au prochain congrès de l'OLP. Pour sa part, la Jordanie avait voté pour l'Égypte lors de l'élection de celle-ci au Conseil de sécurité des Nations unies, le 2 novembre dernier.

Les Jordaniens considèrent à juste titre que la mise à l'écart de l'Egypte a affaibli le monde arabe. Le retour du Caire au bercail, fait-on valoir à Amman, améliorerait un tant soit peu le rapport de force avec Israël et renforcerait le camp des modérés dans le monde arabe. L'Egypte serait, d'autre part, un allié de poids pour la Jordanie au moment où les relations jordano-syriennes sont plus mauvaises que jamais, où l'Irak paraît considérablement affaibli, l'Arabie Saoudite, pour sa part, n'ayant jamais été d'un grand secours en dehors de son aide financière.

En fait, bien que la Jordanie ait été partie prenante dans la décision des pays arabes de rompre toutes leurs relations avec l'Egypte après la signature du traité de paix israélo-égyptien, Amman avait maintenu un certain nombre de liens. Les compagnies aériennes jordanienne et égyptienne ont continué à assurer des liaisons entre les deux capitales (ces vols représentent environ 30 % des revenus de la compagnie jordanienne Alia) ; les travailleurs égyptiens n'ont pas cessé d'affluer dans le royaume, où ils sont plus de quatre-vingt mille depuis le début 1982, le gouvernement jordanien ayant décidé unilatéralement de les dispenser du permis de séjour. Plusieurs milliers d'étudiants jordaniens, enfin, ont pu poursuivre leurs études au Caire.

EMMANUEL JARRY.

Iran

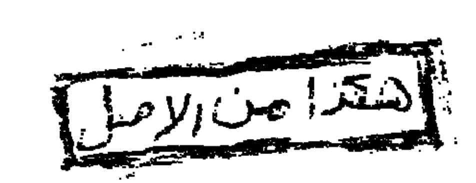
Quatre-vingt-six membres du Toudeh condamnés à des peines de prison

Téhéran (*AFP*). – Quatre-vingt-six membres de l'organisation secrète du Toudeh (Parti communiste dissous en mai 1983) ont été condamnés à de simples peines de prison, le samedi 21 janvier, à la surprise des observateurs, qui s'attendaient à un certain nombre de condamnations à la peine capitale. Certains des accusés ont, en effet, été reconnus coupables d'espionnage, d'agissements contre la République islamique d'Iran et d'avoir rassemblé des armes. Les peines les moins sévères sont apparemment pour ceux qui ont seulement été convaincus d'avoir violé la loi interdisant aux militaires d'appartenir à un parti politique. Le président du tribunal de la révolution islamique des forces armées (juge unique), l'hodjatoleslam Mohamadi Raychahi, a annoncé lui-même les peines lors d'une conférence de presse dans la salle d'audience.

Six membres de l'organisation ont été condamnés à perpétuité, un à trente ans, cinq à vingt ans, six à quinze ans, un à quatorze ans, trois à douze ans, quatorze à dix ans, six à huit ans, un à sept ans, un à six ans, trente à cinq ans, neuf à moins de cinq ans, trois à moins d'un an (ces derniers ont déjà purgé leur peine). Au total, cent un membres de l'organisation étaient accusés, mais quatorze seront jugés plus tard, et l'un d'eux a été libéré. L'organisation secrète du Toudeh était forte, selon le juge, de deux cents militaires. Les accusés ont été jugés sans l'assistance d'un avocat, en dehors de la présence de la presse étrangère, sauf pour la dernière audience.

L'hodjatoleslam Raychahi a indiqué que les autres dirigeants politiques du Toudeh seraient jugés « *peut-être dans deux ou trois mois* » par le tribunal central de la révolution islamique. Présenté comme le chef de l'organisation secrète, M. Mohamad Mehdi Partovi n'a pas encore été jugé. Selon le président du tribunal, 80 % des membres du Toudeh ont été arrêtés et ce parti est démantelé.

A propos de la manière dont *les* « *aveux* » avaient été obtenus, le juge a répondu qu'il s'agissait d'« *un miracle de la révolution* ». « *L'accusé comprend où est la vérité et retire les rideaux qui lui cachaient les yeux. Il est prêt à avouer pour que d'autres ne soient pas trompés* », a-t-il ajouté.



ASIE

La Malaisie en crise de croissance

(Suite de la première page.)

Ce n'est sans doute pas une coïncidence si le principal rival de M. Musa au poste de numéro deux de l'UMNO, – qui doit tenir congrès cet été, – et donc de successeur désigné de M. Mahathir, n'est autre qu'un fils de sultan, le prince Razaleigh, ministre des finances. La lutte est dure entre les deux hommes, qui se détestent. Le premier ministre est entré personnellement dans l'arène pour soutenir son poulain.

Un « Atatürk malaisien »

La crise constitutionnelle de la fin de l'année dernière (*Le Monde* du 23 novembre) a peut-être cristallisé ces rivalités. Chose inhabituelle, le *New Straits Times*, le quotidien quasi officiel en anglais, a récemment publié la photo de quatre dirigeants, accusés implicitement de n'avoir pas soutenu M. Mahathir face aux sultans qui refusaient de voir réduire leurs pouvoirs ; parmi eux se trouvaient le prince Razaleigh et le ministre des affaires étrangères, M. Ghazali Shafie. Pendant la crise, on avait pu voir les sultans, pour une fois unis, rechercher un soutien populaire – deux grandes manifestations en leur faveur ont été organisées – tandis que le gouvernement lançait une vaste campagne d'« explications » qui se termina par un meeting de masse. Certains des arguments invoqués auraient certainement été jugés subversifs, s'ils avaient été avancés par l'opposition, et auraient envoyé leurs auteurs en prison, comme ceux accusant les sultans de collaboration avec les colonialistes britanniques !

Va-t-on assister graduellement à un nouveau redécoupage de la vie politique au sein de l'ethnie malaise dominante (1) ? M. Mahathir se heurte à la vieille garde de l'UMNO, qui comptabilise ses erreurs, et attend le faux pas.

On peut s'étonner aussi de le voir redonner du service à des hommes comme le journaliste Samad Ismail, emprisonné par son prédécesseur pour « communisme », ou d'entendre la gauche du PSRM lui adresser des félicitations, même nuancées de critiques. Quant aux partis musulmans, comme le parti panislamique PAS (aussi appelé PMIP), ils continuent de ne se préoccuper que des questions religieuses et raciales, se désintéressant des affaires politiques et économiques.

Rien ne témoigne mieux de l'ambiguïté de la position de M. Mahathir que la question des détenus politiques. La plupart ont été libérés à la fin de 1981, et il n'en reste que trois à quatre cents, officiellement des communistes pris les armes à la main, et qui risquent la peine de mort en vertu d'une législation d'exception draconienne (*le Monde* du 19 janvier 1983). En même temps, le premier ministre a autorisé, l'an dernier, plusieurs exécutions capitales – onze entre le 1er janvier et le 19 février 1983, – et une quarantaine d'autres condamnés attendent d'être exécutés, en dépit de protestations internationales. Il est vrai que l'on entend, depuis, beaucoup moins parler de pendaisons !

Lever les tabous

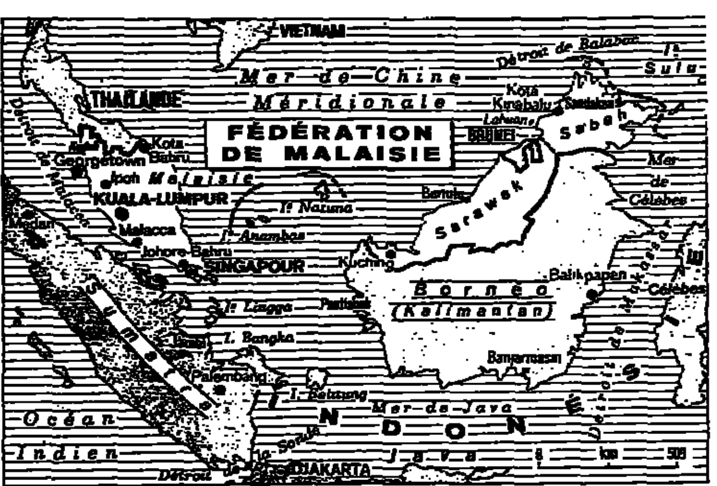
Si l'un des côtés de l'homme fort du pays est un certain libéralisme, il est évident qu'il ne cache pas non plus une farouche volonté d'imposer ses décisions, et ce contre toutes les oppositions. Cette obstination s'est vue lors de la crise constitutionnelle. Autoritaire, M. Mahathir l'est donc bien, et l'un de ses proches le décrit ainsi : *« La seule méthode qu'il connaisse est la manière forte. Il est pressé, il agit comme s'il n'avait pas le temps. Il veut devenir l'Atatürk malaisien... Ce qui le conduit parfois à faire des erreurs, tactiques, mais aussi stratégiques. »*

Combien de temps ce conflit interne, entre la volonté d'un homme – qui a connu le bannissement de la vie politique – de tolérer un certain débat et celle de parvenir toujours plus vite à ses fins, va-t-il se poursuivre ? M. Mahathir ne risque-t-il pas d'être tenté, comme tant d'autres, de cadenasser à nouveau la vie politique, suivant l'exemple de son voisin de Singapour ? Il s'est doté de tous les moyens pour le faire, y compris en faisant amender les lois sur les secrets officiels et sur la sécurité. Mais il s'est, jusqu'à présent, bien gardé de se servir de ces armes.

Ces récents bouleversements *dans le monde politique malais* – auxquels les autres ethnies ne paraissent guère s'intéresser autre*ment qu'en spectateurs* – *ont*, par ailleurs, ouvert un débat jusqu'à présent strictement interdit par la *Constitution, sur la nature du* régime. Le mot de république est entré dans toutes les conversations, ne *serait-ce que pour être rejeté* comme nocif ou inapplicable par les partisans du gouvernement. *Certains ne cachent pas, en privé*, qu'ils seraient plutôt républicains, mais que ce n'est pas encore le *moment*.

Des partisans des sultans ont accusé le gouvernement de vouloir *sournoisement* instaurer la république. Après avoir, d'un vote du Parlement, réduit les pouvoirs du roi, le Yang *Dipertuan* Agung, n'allait-il pas, au détour d'un autre vote, abolir la monarchie ? Pour le *moment*, le *gouvernement se défie* d'une république longtemps préconisée par le PC prochinois, interdit, *et que soutient* aujourd'hui l'opposition fondamentaliste qui réclame une *« République islamique »*. Aux *sultans*, le *gouvernement* a donc répondu : les modifications constitutionnelles sont le meilleur rempart contre une *évolution* à l'iranienne. Mais on peut toutefois penser qu'une poursuite de la rivalité *entre M. Mahathir et les parti*sans des sultans comporte des risques de radicalisation.

D'autant que les excès de la monarchie sont eux aussi ouvertement critiqués. Est-il vraiment nécessaire d'avoir neuf sultans qui coûtent cher, surtout en période de vaches maigres ? C'est la question que nous posait une importante personnalité politique, après avoir demandé l'anonymat : *« Je ne suis pas républicain, mais je suis pour un seul roi constitutionnel et non pas pour neuf ! »* Un point de vue partagé par la majorité des Malais de moins de trente-cinq ans, qui ont soutenu l'initiative de M. Mahathir.



L'alibi communiste

Mais ils se heurtent à bon nombre d'autres Malais, plus âgés, ruraux, plus conservateurs et qui n'imaginent pas que les liens qui les unissent à leur souverain local, le *ruler*, puissent disparaître. En dépit de l'évolution des choses et d'un luxe souvent ostentatoire, les sultans, protecteurs des Malais et de l'islam, sont encore respectés. Le gouvernement l'a reconnu en acceptant finalement un compromis constitutionnel, qui lui évitait de trop perdre la face, et en insistant constamment sur la nécessité de l'« *unité* » des Malais. Thème ressassé par M. Musa devant les jeunes de l'UMNO réunis en novembre en pleine jungle pour un camp de travail. Unis, nous vaincrons, divisés, nous courrons au danger, leur a-t-il dit en substance.

C'était pour unifier les Malais que le premier ministre d'alors, Abdul Razak, avait, en 1974, fait entrer le PAS au gouvernement. Il l'a depuis lors quitté, perdant également son bastion électoral du Kelantan, sur la côte est, à majorité malaise. Mais il contrôle toujours environ 40 % des votes malais. M. Mahathir a pris, en 1981, une autre initiative, en appelant au gouvernement – où il est ministre de la jeunesse, de la culture et des sports – et à la direction de la jeunesse de l'UMNO, un de ses plus farouches critiques, le chef d'un mouvement islamique de jeunes, le très populaire Anwar Ibrahim.

Celui qui avait mené la lutte contre les abus du pouvoir, les législations d'exception – auxquelles, nous a-t-il dit dans son bureau orné d'objets cultuels islamiques, il continue de s'opposer, – est donc devenu l'un des éléments les plus dynamisants de la coalition. Il garde son franc-parler, demandant par exemple publiquement que toute la lumière soit faite sur les scandales financiers. Bien que dernier sur la liste officielle des membres du cabinet, il en est devenu une des figures marquantes et beaucoup voient en lui à la fois un futur premier ministre et un homme qui, si ses convictions étaient en cause, pourrait avoir le courage de donner sa démission.

Toujours est-il que son audience est grande dans la jeunesse, à qui il sait parler, ainsi qu'auprès des musulmans, car il manie à merveille le Coran, mais sans trop effrayer les non-Malais. « *La langue nationale restera le malais*, nous a-t-il dit, *mais les non-Malais doivent être libres de propager dans leur communauté leur propre langue. Les Malais doivent s'y résigner* ». M. Anwar a rapidement su s'adapter à sa nouvelle position.

La seule opposition irréductible au régime demeure celle des maquisards communistes, épouvantail brandi quotidiennement par les autorités pour justifier le maintien d'une législation d'exception héritée des Britanniques. Divisés en trois factions rivales en Malaisie péninsulaire, obligés de recruter leurs membres parmi les habitants du sud de la Thaïlande (plus de 2 000 sur un total officiel de 2 336), totalement infiltrés par la Special Branch, nous assurait en 1981 le chef de la police, ils ne sont plus guère actifs. Ils causent certainement moins de pertes en un an que les accidents de la route en un mois. Pourtant M. Musa nous a assuré qu'ils n'attendaient qu'un moment de faiblesse pour repasser à l'offensive. Confinés depuis plus de trente ans dans la jungle, ils sont passés à côté de la mutation du pays et font figure de vestige. Mais ils demeurent un alibi bien utile. « *Cette législation d'exception, nous devrons peut-être l'utiliser un jour contre les extrémistes musulmans qui regardent un peu trop du côté de l'Iran* », estime un responsable officiel.

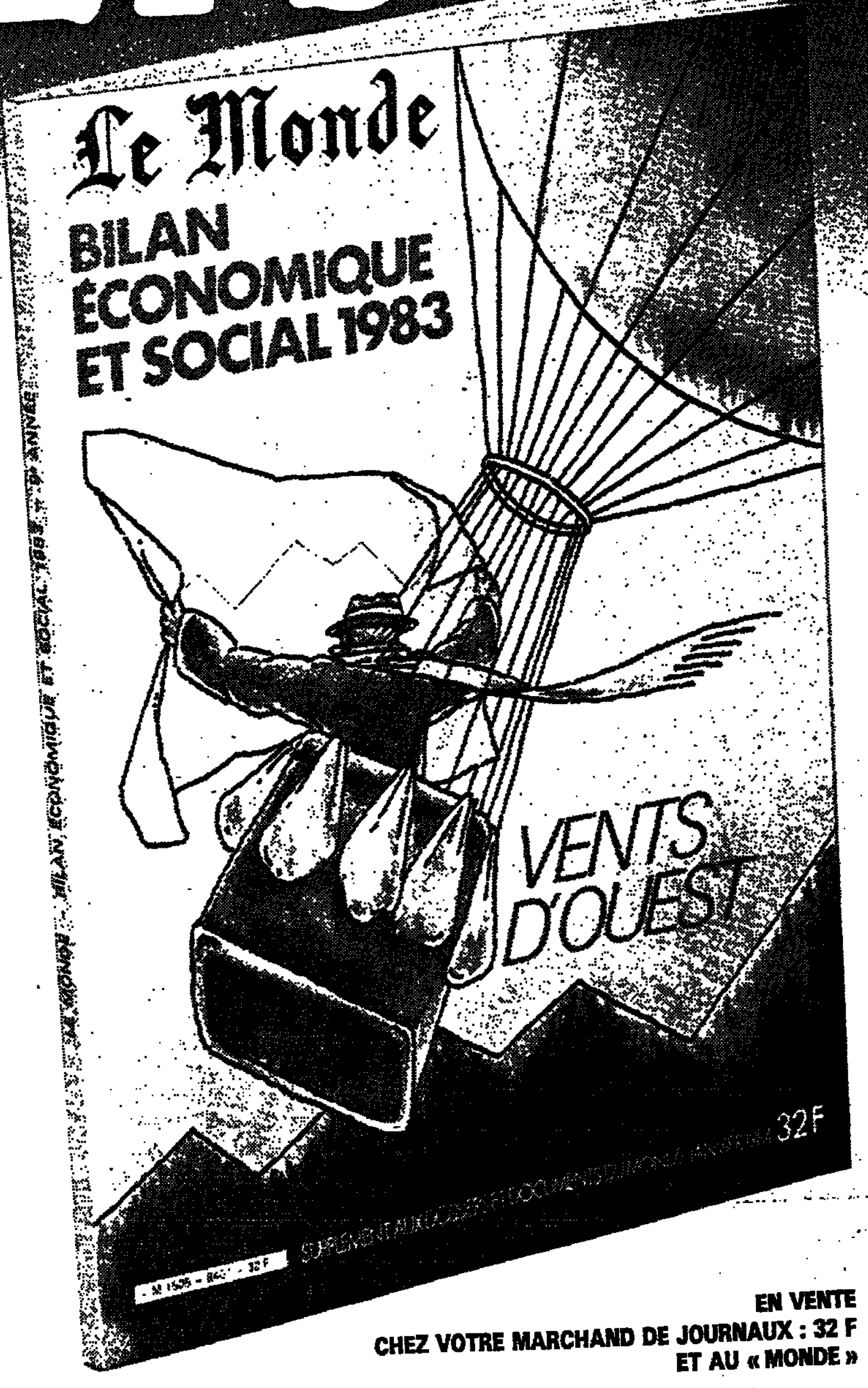
PATRICE DE BEER.

(1) La population de la Malaisie est composée d'environ 48 % de Malais, 32 % de Chinois, 8,5 % d'Indiens, et 10,5 % de divers (surtout les autochtones de Malaisie orientale).

Prochain article :

FAUT-IL CRAINDRE LA «FILIERE IRANIENNE» ?

BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 83



Vents d'Ouest

Janvier 1976 : le Monde publie le premier « Bilan économique et social », consacré à l'année 1975, sous le titre : « La crise ».

Janvier 1984 : la neuvième brochure, « Vents d'Ouest », présente les événements essentiels de 1983 dans 145 pays.

Les faits dominants — la reprise aux Etats-Unis, la montée du dollar, l'omniprésence du F.M.I., les difficultés financières de nombreux pays — sont illustrés de tableaux et de graphiques.

Pour la France, sont notamment présentés le plan du 25 mars, la troisième dévaluation et les ambitions oubliées. La situation dans les départements et territoires d'outre-mer est analysée pour la première fois.

Doté de cartes et de dessins, le « Bilan » comporte des articles de fond sur les grands dossiers de l'actualité. Un double index par thème et par pays, une chronologie jour par jour, facilitent la lecture de cet ouvrage de 220 pages tiré à 200 000 exemplaires.

Le Monde

5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09

BON DE COMMANDE BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1983

NOM .... PRÉNOM ....

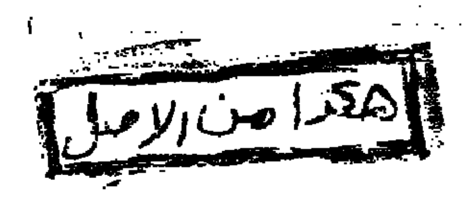
ADRESSE ....

CODE POSTAL |_|_|_|_|_| VILLE .... MQ

NOMBRE D'EXEMPLAIRE(S) .... X 35,50 F (frais de port inclus) = ... F

Commande à faire parvenir avec votre règlement au « Monde », service de la vente au numéro, 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

EN VENTE
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX : 32 F
ET AU « MONDE »



EUROPE

Hongrie

Une nouvelle hausse des prix à la consommation est entrée en vigueur

De notre correspondante

Vienne. – Le gouvernement hongrois a annoncé, samedi 21 janvier, une hausse sensible, effective ce lundi, de certains prix à la consommation. Les prix de la viande, des produits à base de viande, des conserves et des produits surgelés sont relevés de 20 %, ceux de la volaille et des poissons de 10 %, la bière augmente de 15 %.

Dans le domaine énergétique, la hausse moyenne des prix sera de 15 %. Mais certains secteurs connaîtront des hausses plus sensibles comme le fuel domestique (+ 20 %) et l'électricité en tarif de nuit (+ 50 %). Des augmentations interviendront également pour les tarifs des autobus (+ 7 %) et certains matériaux de construction (ciment, tuiles + 30 %).

Le gouvernement hongrois a, en même temps, annoncé une augmentation des salaires de 5 % et des allocations spéciales pour les retraités, les étudiants et les familles nombreuses afin de compenser la hausse des prix. Cette hausse, qui fait suite à d'autres hausses massives intervenues depuis 1976, fait partie des efforts du gouvernement pour adapter l'économie aux lois du marché, réduire le rôle interventionniste de l'Etat dans la gestion des entreprises et supprimer les subventions aux prix à la consommation qui pesaient lourdement sur le budget. Elle confirme que la Hongrie est résolue à poursuivre la réforme de son économie, engagée en 1968.

Pour la mener à son terme et maintenir la solvabilité du pays, le gouvernement doit assumer la responsabilité de mesures impopulaires. Les résultats obtenus jusqu'à présent sont de nature à rassurer les créanciers étrangers de la Hongrie, dont l'endettement à l'Ouest est évalué à environ 7 milliards de dollars. La balance commerciale en devises est passée d'un déficit de plus de 900 millions de dollars en 1978 à un excédent d'environ 600 millions de dollars en 1983. Le surplus de la balance des paiements courants sera de 300 millions de dollars pour l'année écoulée.

La Hongrie a obtenu en 1983 – tant du FMI dont elle est devenue membre en 1982 que de la Banque des règlements internationaux et des banques occidentales – tous les crédits dont elle avait besoin. Cela n'était pas évident à la suite de la profonde crise de confiance créée par les difficultés financières de la Pologne et de la Roumanie, mais Budapest a réussi ainsi à honorer tous ses engagements financiers internationaux.

WALTRAUD BARYLI.

Norvège

Un haut fonctionnaire des affaires étrangères reconnaît avoir transmis des documents secrets aux services d'espionnage soviétiques

De notre correspondant

Stockholm. – Arrêté par la police dans l'après-midi du vendredi 20 janvier à l'aéroport d'Oslo, M. Arne Treholt, chef du service de presse et d'information au ministère norvégien des affaires étrangères, a avoué, au cours d'un premier interrogatoire, qu'il avait transmis à plusieurs reprises des documents confidentiels à l'Union soviétique. Au moment de son arrestation, il portait d'ailleurs une mallette contenant de tels documents. Il avait dit à sa femme, journaliste en vue à la radio et à la télévision, qu'il partait pour Paris, mais, en réalité, il s'apprêtait à prendre l'avion pour Vienne, où il devait rencontrer des agents du KGB.

Cette affaire d'espionnage est considérée ici comme la plus grave depuis la fin de seconde guerre mondiale. Révélée samedi par le procureur du royaume, elle a stupéfié l'opinion norvégienne, car M. Treholt, âgé de quarante et un ans, est une personnalité bien connue en dehors des milieux diplomatiques. Membre du Parti travailliste, il appartient au courant de gauche pacifiste, favorable à la création d'une zone dénucléarisée nordique, au retrait de la Norvège de l'OTAN, et hostile au déploiement des missiles américains en Europe. Fils d'un ancien ministre travailliste de l'agriculture, il était entré aux affaires étrangères en 1973 ; il fut, pendant plusieurs années, le bras droit de M. Jens Evensen, d'abord ministre du commerce, puis ministre chargé des questions relatives au droit de la mer et des pourparlers avec l'Union Soviétique sur la délimitation des eaux territoriales et des zones de pêche dans la mer de Barents. M. Treholt exerçait alors les fonctions de secrétaire d'Etat et, de l'avis général, il joua un rôle déterminant dans ces négociations, qui ont abouti, en 1978, à un accord provisoire, vivement contesté, à l'époque, par l'opposition non socialiste.

Les conservateurs estimaient qu'Oslo avait fait trop de concessions et, au sein même de la délégation norvégienne, on avait remarqué avec étonnement que l'URSS paraissait bien connaître les positions et la stratégie du gouvernement scandinave... Ensuite, de 1979 à 1981, M. Treholt a travaillé aux Nations unies comme conseiller de la délégation norvégienne qui siégeait pendant ces deux années au conseil de sécurité.

En 1977, une fonctionnaire du ministère des affaires étrangères, Mme Genvor Galtung Haavik, avait été appréhendée par les services secrets norvégiens alors qu'elle remettait des documents à un ressortissant soviétique. Elle avait travaillé pendant vingt-huit ans pour le compte du KGB, et cinq diplomates soviétiques avaient été expulsés à la suite de cette affaire. Le contre-espionnage était toutefois convaincu que l'URSS avait d'autres contacts à un niveau plus élevé dans l'administration. Il s'agissait probablement d'Arne Treholt, dont la dernière mission officielle aura été d'organiser la conférence de presse donnée par le secrétaire d'État américain, M. George Shultz, jeudi dernier, à Oslo.

Selon le quotidien *Aftenposten*, cet homme *« brillant, compétent et fin »*, – en qui certains voyaient un futur ministre des affaires étrangères, – se serait livré à ses activités d'espionnage depuis la fin des années 60. Il avait sans doute accès aux dossiers de l'OTAN et aux secrets de la défense nationale ; il fréquentait beaucoup les champs de courses, et de considérables dettes de jeu l'auraient poussé à travailler pour les services de renseignements soviétiques.

Cette affaire embarrasse le Parti travailliste, qui était au pouvoir jusqu'en 1981. Elle pourrait amener le gouvernement actuel, de centre droit, à modifier ses positions dans les négociations avec l'URSS sur le partage de la mer de Barents.

ALAIN DEBOVE.

Pologne

Mgr GLEMP S'EST ENTRETENU AVEC M. WALESA

Pour la première fois depuis neuf mois, le primat de Pologne, Mgr Glemp, s'est entretenu dimanche 22 janvier avec M. Lech Walesa. L'entrevue, qui a eu lieu au presbytère attenant à la basilique Sainte-Marie de Gdansk peu avant une messe qu'y célébrait Mgr Glemp, a duré une demi-heure environ et a porté, a dit le fondateur du syndicat Solidarité, *« sur tout ce qui intéresse et préoccupe les Polonais à l'heure actuelle »*. Aucune autre précision n'a été donnée sur la conversation.

Après la messe, M. Walesa a été acclamé par trois mille personnes, qui l'ont accompagné sur une distance d'un kilomètre. Puis une unité de zomos (police anti-émeute) a dispersé la foule sans incident violent.

Cette rencontre entre Mgr Glemp et M. Walesa était la quatrième du genre, la précédente ayant eu lieu le 17 avril 1983 au même endroit. Le primat de Pologne s'était entretenu ce mois-ci avec le général Jaruzelski, chef du gouvernement polonais, ainsi qu'avec le pape Jean-Paul II à Rome. – *(AFP, Reuter.)*

A TRAVERS LE MONDE

Ethiopie

- ATTENTATS MEURTRIERS. – Dix personnes ont été tuées et trente-cinq autres blessées au cours d'un attentat à l'explosif, dans la nuit du jeudi 19 au vendredi 20 janvier, contre un autorail reliant Addis-Abeba à Dire-Dawa. Samedi soir, une attaque au bazooka a mis le feu à la locomotive et à trois wagons d'un train de marchandises reliant Dire-Dawa à Djibouti. L'attentat a eu lieu du côté éthiopien de la frontière entre les deux pays. On ignorait encore lundi matin s'il y avait eu des victimes. – *(AFP.)*

Kenya

- CINQ TOURISTES FRANÇAIS ATTAQUÉS. – Alors qu'ils effectuaient un safari dans la réserve de Masai-Mara, proche de la frontière tanzanienne, cinq touristes français ont été attaqués et dévalisés, samedi 21 janvier, par des bandits armés. L'un d'entre eux, M. Jean-Philippe Grillet, âgé de trente-cinq ans, a été blessé par balles et a dû être opéré dans un hôpital de Nairobi. Ses jours ne sont pas en danger. – *(AFP, Reuter.)*

Ouganda

- MEURTRE DE QUATRE ÉTRANGERS. – Quatre ressortissants étrangers – trois Suisses et un Britannique – ont été tués, dimanche 22 janvier, près de Kampala, par des individus armés. Un autre ressortissant suisse a été grièvement blessé.

Tchad

- MANIFESTATION CONTRE L'ÉCHEC DES NÉGOCIATIONS. – N'Djamena a été le théâtre, dimanche 22 janvier, d'une grande manifestation contre l'échec des pourparlers d'Addis-Abeba. Des milliers de partisans de M. Hissène Habré se sont réunis pour entendre des membres du gouvernement dénoncer la *« partialité »* du chef de l'Etat éthiopien, président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine. – *(Reuter.)*

DIPLOMATIE

LA DEMANDE D'ADHÉSION DU PORTUGAL A LA C.E.E.

Le premier semestre de 1984 sera décisif pour le progrès des négociations

déclare M. Mauroy à Lisbonne

De notre correspondant

Lisbonne. – *« Nous avons constaté une très grande convergence de vues entre les deux gouvernements sur la question de l'adhésion du Portugal à la Communauté européenne »*, a déclaré M. Pierre Mauroy, samedi 21 janvier, au cours de la conférence de presse qui a conclu son voyage au Portugal. Selon le premier ministre français, *« le premier semestre de 1984 sera décisif pour le progrès des négociations »*, et, pendant la présidence française, *« tout sera fait pour que les parlements nationaux puissent ratifier simultanément le traité d'adhésion et la réforme du financement de la Communauté »*.

Le thème de l'Europe a dominé ce voyage. En revanche, la question de la coopération triangulaire France-Portugal-Afrique n'a été que partiellement abordée. De même pour les relations bilatérales : *« Nous avons échangé des idées à ce propos*, a expliqué M. Mauroy, *mais nous ne sommes pas venus ici pour régler définitivement ces problèmes. »*

Le 2 février, M. Mexandeau, ministre chargé des P.T.T., se rendra à Lisbonne et le ministre de l'industrie du Portugal à Paris. Sauf en ce qui concerne, justement les télécommunications, la possibilité d'accords sur les dossiers que la délégation française avait préparés pour ce voyage, en particulier en matière aéronautique et nucléaire, paraît bien lointaine. D'abord pour des raisons économiques. *« Lorsqu'on parlait exportations, nos homologues portugais répondaient restrictions »*, explique, par exemple, un des membres de la suite de M. Mauroy. Le plan d'austérité signé en octobre dernier avec le F.M.I. contraint, il est vrai, le Portugal à freiner considérablement ses importations, notamment en biens d'équipement. D'autre part, les Portugais ne manquent pas de souligner que, en matière d'aéronautique et de nucléaire, Américains et Canadiens semblent disposés, eux aussi, à collaborer et que *« c'est justement pour cela que nous exigeons une réponse rapide de la Communauté à notre demande d'adhésion »*, ajoute M. Soares.

Enfin, la question du nucléaire civil suscite parmi le dirigeants portugais une vive controverse. L'actuel ministre de l'industrie, M. Veiga Simao, responsable du plan énergétique national, s'est déjà prononcé en faveur d'une telle option, mais celle-ci doit faire l'objet d'un débat à l'Assemblée.

D'autres questions ont été passées en revue, en particulier la situation des travailleurs portugais en France : *« Ils y resteront tant qu'ils le voudront »*, a assuré M. Mauroy. Pour ceux qui souhaiteront rentrer au Portugal, la France mettra à la disposition de Lisbonne des moyens permettant d'aider à leur réinsertion. En outre, une ligne de crédits de 50 millions de dollars à un taux bonifié, destinés à financer les exportations agricoles vers le Portugal, vient d'être ouverte.

JOSÉ REBELO.

Les négociations sur les forces classiques en Europe reprendront à Vienne le 16 mars

Les négociations sur la réduction des forces classiques en Europe centrale (MBFR) reprendront le 16 mars prochain à Vienne, a annoncé dimanche 22 janvier M. Shultz, secrétaire d'Etat américain au cours d'un entretien télévisé à Washington. M. Shultz a précisé : *« M. Gromyko, lorsque je l'ai rencontré à Stockholm, a proposé que nous reprenions ces conversations le 16 mars, et nous leur avons fait savoir que la date nous convenait. »* On s'attendait à une telle annonce après les indications données en ce sens par M. Gromyko à plusieurs ministres européens présents à la conférence de Stockholm sur le désarmement en Europe (*le Monde* du 21 janvier).

Le secrétaire d'Etat a dit en revanche ignorer si, et quand, l'URSS pourrait reprendre les négociations de Genève sur les armements nucléaires. Rappelons que le Kremlin juge toujours *« impossible »* la reprise des entretiens sur les euromissiles (FNI) rompus à la fin novembre tant que l'Occident ne sera pas revenu à la situation préexistante à l'installation des missiles de l'OTAN et qu'il estime devoir *« reconsidérer »* sa position dans les négociations START sur les armements intercontinentaux. En ce qui concerne les MBFR, Moscou s'était borné à ne pas fixer de date pour la reprise des conversations après la pause de Noël, sans avancer d'explication. Cette reprise aura donc été simplement différée d'un mois environ.

Par ailleurs, Mme Thatcher a salué, dans un entretien publié dimanche par le *New York Times*, le *« changement important »* que constitue le récent discours de M. Reagan sur la nécessité du dialogue Est-Ouest. *« C'est le genre de changement que nous avons nous-mêmes adopté lors des tensions de l'été dernier*, a dit le premier ministre britannique. *Nous sommes arrivés à une conclusion semblable, à savoir que dans un monde aussi dangereux que le nôtre, le problème n'es plus de savoir si l'on est politiquement d'accord avec l'adversaire. Ce qui est important, c'est de faire un effort pour améliorer la compréhension entre les blocs. »*

De son côté, M. Trudeau, premier ministre canadien, va continuer cette semaine dans trois pays d'Europe de l'Est (Roumanie, Tchécoslovaquie et RDA) la « mission de paix » qui l'a déjà conduit l'an dernier en France, en RFA., en Chine, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. Ce voyage à l'Est apparaît comme un plan de rechange au dessein originel du premier ministre canadien, qui attend toujours une date pour une rencontre avec M. Andropov à Moscou.

Enfin, la « commission Palme », qui regroupe, sous la présidence du premier ministre suédois, plusieurs anciens chefs de gouvernement et des experts de l'Est et de l'Ouest, et la « commission Brandt » sur le développement ont lancé, dimanche 22 janvier, un appel aux Etats-Unis et à l'URSS à *« déclarer respectivement une année de trêve dans le déploiement des armes nucléaires pour permettre d'ouvrir la voie à une négociation »*. Seul parmi les membres de la « commission Palme », M. Heath, ancien premier ministre conservateur britannique, s'est dissocié de cet appel, le déclarant *« tout à fait irréaliste et inacceptable. – (AFP.)*

Premier vice-président du conseil des ministres de l'URSS

M. ARKHIPOV SÉJOURNERA A PARIS DU 29 JANVIER AU 3 FÉVRIER

Moscou (*AFP*). – Le premie[r] vice-président du conseil des minis[tres] de l'URSS, M. Ivan Arkhipov séjournera à Paris du 29 janvier au 3 février, a-t-on appris, samedi 21 janvier, à Moscou. Le principe de ce voyage avait été annoncé à Pari[s] le 14 décembre dernier.

Un commentaire de l'agence No[]vosti, publié samedi à Moscou, souli[]gne que *« les possibilités de la coo[]pération soviéto-française sont loi[n] d'être épuisées »*. Tout en reconnais[]sant que Paris et Moscou n'ont *« pa[s] la même approche sur nombre d[e] problèmes »*, le commentateur sovié[]tique note qu'*« il ne serait pas rai[]sonnable de mettre l'accent sur le[s] divergences, pour sérieuses qu'elle[s] soient »*.

La visite de M. Arkhipov, qui passe pour un spécialiste des affaires industrielles, devrait essentiellemen[t] être consacrée à la coopération éco[]nomique.

LONDRES ET PÉKIN APPRO[]CHERAIENT D'UN ACCORD SUR L'AVENIR DE HONG-KONG

(*De notre correspondant.*)

Londres. – Les négociations sino-britanniques sur l'avenir de Hong[]kong doivent reprendre les 25 et 26 janvier à Pékin. Selon des révéla[]tions publiées par le *Sunday Times* des progrès importants auraient été enregistrés depuis la dernière sessio[n] des pourparlers, au début du moi[s] de décembre, et ils seraient dus à ce que l'hebdomadaire britannique pré[]sente comme des « concessions » de la part du gouvernement de Lon[]dres.

Mme Margaret Thatcher aurait récemment donné le « feu vert » aux diplomates britanniques pour que ceux-ci fassent savoir à leurs interlo[]cuteurs chinois que la Grande-Bretagne était désormais prête à en[]visager formellement le retour de la colonie sous la souveraineté et l'ad[]ministration de la Chine après 1997. Ce geste de Mme Thatcher aurait été motivé par un certain assouplis[]sement de l'attitude des dirigeants de Pékin, qui auraient précisé pour leur part la liste des « garanties » qu'ils sont disposés à fournir aux ha[]bitants de la colonie, c'est-à-dire une relative autonomie pendant une pé[]riode de cinquante ans à compter du départ des Britanniques.

Le gouvernement chinois accepte[]rait que la population de Hongkong conserve son mode de vie actuel, no[]tamment sur le plan économique et financier, mais sous la direction d'un gouverneur chinois (originaire de Hongkong) dépendant de l'autorité de Pékin. La libre entreprise et la propriété privée seraient maintenues et même la liberté de parole, à condition que celle-ci ne se traduise pas par des attaques contre le ré[]gime chinois... Pékin ne s'opposerait pas non plus, d'ici à 1997, à l'instau[]ration d'une représentation démo[]cratique de la population de Hong[]kong pour permettre à celle-ci de discuter directement de son avenir avec le gouvernement chinois.

Bien qu'elles recoupent des indi[]cations qui ont filtré après les der[]nières réunions entre les négocia[]teurs chinois et britanniques, ces révélations ont été accueillies dans les milieux politiques londoniens avec scepticisme, et ont été généra[]lement jugées *« prématurées »*, mal[]gré l'annonce de *« progrès »* faite of[]ficiellement en décembre, tant à Londres qu'à Pékin. Mais les deux gouvernements, qui se sont promis la plus grande discrétion possible sur l'état de leurs travaux et se sont en[]gagés à ne faire aucun commentaire, ne semblaient pas devoir démentir ces informations.

FRANCIS CORNU.

Le Monde

politique

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Enfin l'Europe !

Après avoir imposé à l'UDF la solution d'une liste unique de l'« opposition démocratique » aux élections européennes, Mme Simone Veil s'apprête à faire preuve de la même ténacité pour obtenir du RPR un certain nombre de concessions.

Il lui faut en effet, pour être assurée dans la campagne d'un soutien sans faille de l'UDF montrer qu'elle n'est pas prête à brader une partie de son message européen pour le seul plaisir d'apparaître comme le chef de file de l'opposition unie. Elle s'y est engagée devant le CDS samedi, obtenant dans ce registre plus de succès que lorsqu'elle développe des arguments de stratégie.

Si l'UDF ne veut pas douter de la sincérité de l'ancienne présidente de l'Assemblée des Communautés européennes, ni de sa détermination à défendre la cause de l'Europe, elle a du mal à accepter, sur un terrain qui lui paraissait des plus favorables pour affirmer sa personnalité, d'apparaître comme non maîtresse de ses décisions.

Après le CDS, le PR, qui devait, lundi soir 23 janvier, recevoir Mme Simone Veil, le dira très clairement. Il pourra comme M. Jean Lecanuet, président de l'UDF, remarquer : « Nous aurions aimé combattre ensemble dans les périodes difficiles comme nous avons combattu ensemble dans les périodes faciles. » Mais ce combat sur la stratégie semble déjà d'arrière-garde.

Il s'agit aujourd'hui de parler enfin de l'Europe, et sur ce point, Mme Veil ne peut que se féliciter de l'évolution du débat. Débat dont elle n'a pas manqué de souligner qu'il avait été bien mal engagé par l'UDF, allant même jusqu'à laisser entendre qu'elle aurait pu, si on avait su la convaincre avec des arguments sérieux, prendre la tête d'une liste « centriste », ce qui ne peut qu'ajouter à l'amertume du CDS, notamment, qui se mort les doigts de ne pas avoir su, plus tôt, préciser ses objectifs européens.

Aujourd'hui, les cartes ne sont plus dans ses mains – si jamais elles l'ont été, – et il appartient désormais à Mme Veil de mener cette bataille. A cet égard, les semaines qui suivent seront pour elle, comme pour l'ensemble de l'opposition, déterminantes.

L'attitude du RPR au Parlement européen, lors de la discussion, au mois de février, du projet de traité d'union européenne permettra de juger de la sincérité de l'engagement du parti de M. Jacques Chirac. Il est peu probable en tout cas que la deuxième rencontre entre le RPR et l'UDF au Sénat le 26 janvier permette de parvenir à un accord définitif.

⁂

La semaine qui commence devrait être décisive pour les socialistes, qui choisiront probablement plus tôt qu'ils ne l'avaient prévu leur tête de liste. Les déclarations de M. Jacques Delors laissant entendre qu'il n'exclut pas d'être le candidat – et même qu'il le souhaite – ont contribué à accélérer ce processus. Ainsi, M. Jean Poperen, numéro deux du PS, a affirmé, dimanche, que M. Jospin, premier secrétaire, a « toutes les qualités » pour conduire la liste en juin prochain.

Dès lors que les socialistes sont plus soucieux de rassembler leur base électorale que de rechercher son élargissement aléatoire, la candidature de M. Delors face à celle de Mme Simone Veil perd de son intérêt. Qui peut mieux que le premier secrétaire du PS rassembler les socialistes ? On voit mal, par exemple, les amis de M. Jean-Pierre Chevènement, qui défendent depuis des mois des thèses économiques en contradiction avec celles mises en œuvre par le ministre de l'économie et des finances, mener une campagne enthousiaste derrière M. Delors.

Enfin, s'il veut prétendre un jour être, comme M. Mitterrand avant 1981, le chef de file incontestable des socialistes, M. Jospin a besoin de puiser dans le suffrage universel une légitimité nationale.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

Le CDS souhaite que le RPR se rallie à une liste « d'inspiration centriste »

Le CDS est amer. Il a pu se rendre compte ce week-end du formidable gâchis qui le conduit à se soumettre à la volonté de Mme Simone Veil de mener une liste unique de l'opposition aux élections européennes. L'alliance avec le RPR lui donne le sentiment d'être « floué » de son message européen et il se dit que s'il avait su, avec l'UDF tout entière, marquer une plus grande détermination et engager moins maladroitement les négociations, il aurait pu convaincre l'ancienne présidente de l'Assemblée des communautés européennes de prendre la tête d'une liste centriste ou, à tout le moins, ne pas apparaître comme le parti qui se rallie à une décision prise en dehors de lui, mais comme le parti qui sait s'imposer dans un débat qui a toujours été au cœur de ses engagements.

Dans la motion adoptée dimanche par son conseil politique, le CDS essaie de sauver la face en insistant sur son accord total avec les idées de Mme Veil et en se réservant la possibilité de juger si leurs objectifs peuvent être partagés par le RPR. Il se décide en fait à poser, à l'heure où les jeux semblent être faits, les vraies questions. Un peu tard. Il sait que l'initiative ne lui appartient plus, même s'il se félicite aujourd'hui que le débat porte enfin sur l'essentiel, c'est-à-dire l'Europe.

Ces cafouillages et cette expérience malheureuse du CDS l'incitent, une fois de plus, à s'interroger sur le fonctionnement de l'UDF. M. Méhaignerie, président du CDS, devait être très applaudi quand il a clairement affirmé que l'UDF ne pouvait plus accepter que des personnalités extérieures interfèrent sur ses décisions. Cette réflexion sur l'avenir de l'UDF semble d'autant plus nécessaire au CDS dans la perspective des élections législatives et présidentielle. Est-ce que, là aussi, l'UDF se verra imposer une stratégie, se demandent nombre de militants qui commencent à penser que cette confédération ne réussira à imposer sa volonté politique que si elle se donne un chef de file. *Cette réflexion est partagée par le PR mais il n'est pas sûr que les avis concordent sur le choix de la personnalité !*

Après avoir écouté, samedi soir 21 janvier, Mme Simone Veil, le conseil politique du CDS, réuni au grand complet à Paris pour débattre des futures élections européennes, a adopté, dimanche après-midi 22 janvier, à une large majorité (241 oui contre 110 non sur 357 suffrages exprimés), une motion qui précise que *« pour cette élection le CDS a deux objectifs : faire comprendre à l'opinion que seul un véritable sursaut européen peut permettre de surmonter les blocages actuels de la Communauté et d'arrêter le déclin de l'Europe ; que l'opposition démocratique gagne ces élections en réunissant la plus large majorité »*. Elle souligne que Mme Veil a, devant le conseil politique, *« affirmé sa totale adhésion au programme européen du CDS, notamment sur les trois points essentiels suivants : l'adoption du projet de traité d'union politique de l'Europe élaboré par le Parlement européen ; la mise en place progressive d'une défense européenne au sein de l'alliance atlantique ; le renforcement des institutions européennes : le recours abusif au veto doit être proscrit et le vote à la majorité redevenir d'usage normal »*.

Le CDS *« prend acte de cet accord profond sur l'avenir de l'Europe avec Mme Simone Veil* [et] *fort de cet accord* [il] *souhaite que Mme Veil conduise une liste d'inspiration authentiquement centriste et de volonté européenne »*. La motion ajoute : *« Dans le cas où Mme Veil jugerait être en mesure de constituer sur ces mêmes bases une liste ouverte à l'ensemble de l'opposition démocratique, mandat est donné au bureau national et à son président de s'assurer de la concordance entre le programme de cette liste, et les objectifs du CDS* [et des] *conditions dans lesquelles ses représentants pourraient participer à cette liste. »* Il est souligné en conclusion que *« au cas où toutes ces exigences ne se trouveraient pas satisfaites, le CDS se réserve le droit de reconsidérer sa position. »*

La veille, la discussion avec Mme Veil avait été, de l'avis même de M. Méhaignerie *« tendue mais constructive »* dans la mesure où *« les questions de fond avaient pris le pas sur les questions de tactiques »*. Dès l'ouverture de la réunion, le président du CDS avait tenu à préciser les raisons qui ont conduit son parti à se prononcer en faveur de deux listes. *« Nous devons,* avait-il expliqué, *poursuivre trois buts à la fois : sanctionner le pouvoir actuel qui conduit la France vers le déclin et rend donc l'Europe plus fragile. (...) Il faut que notre victoire soit sans appel car si la somme des voix de l'opposition démocratique n'atteignait pas la majorité, les commentateurs auraient beau jeu de présenter ces résultats comme un échec parallèle de la majorité et de l'opposition. Or nous croyons qu'il existe un véritable risque que la présentation d'une seule liste soit moins attirante pour la diversité des sensibilités françaises et qu'un nombre non négligeable de voix s'égare sur des listes marginales. Nous voulons,* avait poursuivi M. Méhaignerie, *faire renaître l'idéal européen sans lequel il n'y aura pas le sursaut qui est aujourd'hui nécessaire à la construction européenne. Vous avez devant vous beaucoup d'hommes et de femmes qui, depuis le MRP jusqu'au CDS aujourd'hui, ont sacrifié leur temps, leur enthousiasme et, souvent, leur carrière parce qu'ils étaient portés par la foi européenne.* [Ils] *peuvent dire avec orgueil que les acquis que chacun s'approprie aujourd'hui, ce sont en grande partie les leurs (...) Comment* [ces] *pionniers feront-ils des émules si on les noie dans une armée sans signe distinctif avec le risque d'être réunis autour de quelques idées forcément vagues (...) Nous voudrions enfin,* avait dit M. Méhaignerie, *que le centre sorte plus fort de cette échéance puisque nous voulons que l'avenir de la France passe par le centre. Comment nous affirmer électoralement si nous refusons de nous compter sur un des sujets où nous sommes les plus forts ? »*

Une agence européenne d'armement

Après avoir énuméré ces trois objectifs, le président du CDS avait voulu parler de *« l'essentiel : le message européen du CDS »*. Il avait affirmé que son parti ne saurait transiger sur cinq points : *« donner à l'Europe une perspective historique »*, grâce à l'adoption d'*« un traité d'union européenne ; « bâtir progressivement une politique commune de sécurité »*, avec, notamment, la création d'*« une agence européenne d'armement et d'un conseil européen de sécurité » ; « affronter le problème de la contribution financière britannique »*, en refusant que *« chaque pays caricature les positions de ses voisins » ; « organiser les conditions d'entrée dans la communauté européenne de l'Espagne et du Portugal ; réformer les conditions de fonctionnement de la Communauté,* [notamment] *en enlevant le droit de veto aux ministres pour le réserver aux chefs de l'Etat et de gouvernement »*.

Intervenant à son tour, Mme Simone Veil avait expliqué sa position, comme elle a pu le faire dimanche au « Club de la presse » d'Europe 1 *(lire ci-contre)*. Elle a notamment remarqué que le RPR avait évolué parce que le monde avait changé, tout comme la France depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir. Elle a vivement critiqué l'attitude de l'UDF qui, selon elle, n'a pas su entreprendre les négociations pour les élections européennes dans de bonnes conditions, ne serait-ce que parce qu'elle a parlé stratégie avant de se prononcer sur le fond.

Mme Veil a aussi précisé qu'à son avis la constitution de deux listes risquait de provoquer une surenchère nationaliste entre les deux formations de l'opposition se disputant un même électorat, et ce au détriment du message européen. Si l'ancienne présidente de l'Assemblée des Communautés européennes a été contestée quand elle a parlé de stratégie, notamment par un intervenant lui demandant à quel titre elle décidait à la place des partis politiques, elle a été très écoutée et même applaudie quand elle a développé son message européen reprenant les cinq priorités évoquées par M. Méhaignerie.

Elle a affirmé qu'elle ne saurait céder sur ces points face au RPR, dont elle souhaitait qu'il s'engage par écrit. Elle devait laisser entendre que, s'il apparaissait clairement que son discours européen – sur lequel le CDS se trouve en parfaite accord – différait trop de celui du RPR, elle se sentirait alors capable d'expliquer à l'opinion publique la nécessité de constituer deux listes.

C.-F. M.

● *M. Bérégovoy : et le RPR ?* – M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, a déclaré, dimanche 22 janvier, sur Radio-Monte-Carlo : *« Le RPR existe-t-il encore ? Je le vois se fondre dans une liste unique avec Mme Veil (...). L'UDF se voit privée de la faculté de présenter une liste et le RPR se voit privé de la possibilité d'exposer son programme. »*

AU « CLUB DE LA PRESSE » D'EUROPE 1

Mme Veil : le RPR et l'UDF se retrouvent avec des positions très proches

Mme Simone Veil, qui était dimanche 22 janvier, l'invitée du *« Club de la presse »* d'Europe 1, a noté que, comme *« la situation internationale »* et *« la situation en France »* ont changé, le RPR et l'UDF *« se retrouvent avec des positions très proches »*, en ce qui concerne tant *« les problèmes de sécurité et de défense »*, qui seront *« un des enjeux essentiels des élections européennes »* que *« les choix de société »* qui peuvent être *« garantis »* par l'Europe.

« Je pense, a-t-elle dit, *qu'en allant ensemble aux élections, nous montrerons un engagement à la fois européen et philosophique plus fort. » « J'ai souhaité dès le début,* a poursuivi Mme Veil, *que le débat* [sur les élections européennes] *soit très clair et ouvert. Mon objectif était et est toujours que, d'une part, l'opposition démocratique, dans un moment difficile, apparaisse en tout état de cause la plus unie possible* [et] *que d'autre part la campagne de cette opposition soit le plus possible européenne et donne une dynamique à la politique européenne. »*

Parlant du débat sur les élections européennes qui ces derniers mois a agité l'opposition, l'ancienne présidente de l'Assemblée des Communautés européennes a regretté *« que les choses aient traîné (...) avec trop de déclarations sur la place publique »* alors qu'a son sens *« le débat aurait dû rester entre les partis ». « Il me paraissait très important,* souligne-t-elle, *si je devais conduire une liste, que je puisse expliquer pourquoi un tel choix* [de deux listes] *avait été fait. » « Malheureusement,* explique-t-elle, *ces réunions* [qui auraient permis de voir pourquoi il n'y avait pas possibilité de concordance entre les partis] *n'ont pas eu lieu. » « J'aurais pu suivre le conseil de certains,* ajoute-t-elle, *en constituant ma propre liste dans une démarche qui aurait été en dehors de la vie politique. Je n'ai pas voulu faire cette démarche, parce que j'ai entendu tenir compte de ce que souhaitaient les partis (...). J'ai peut-être eu peur de faire éclater l'UDF. Cette démarche était contre mon tempérament. On en est* [ainsi] *arrivé à un moment où la situation était confuse et où les avantages d'une liste par rapport à deux listes l'emportaient. »*

Tout en précisant qu'aucune décision définitive *« n'est encore prise »*, Mme Veil souligne que si la solution d'une liste était retenue, elle en ressentirait *« très lourdement la responsabilité »*.

L'ancien ministre de la santé affirme, à plusieurs reprises, que l'on *« ne peut séparer ses problèmes nationaux des problèmes européens : c'est grâce au choix de société européen que nous ne sommes pas sortis du système monétaire européen et que nous sommes restés dans une économie de marché. Les gens se trompent quand ils déclarent que l'Europe n'existe pas. C'est un garde-fou. Pas pour nous empêcher d'entrer dans un système de protectionnisme et d'isolement par rapport à nos voisins (...). L'Europe, c'est la défense de la démocratie, de la liberté, de l'indépendance, de la sécurité. C'est un message très simple ; les Français le comprendront très bien. »*

M. JACQUES CHIRAC (RPR) : deux terrains pour l'Europe

« La politique de défense et la politique tout court sont les deux terrains qui permettront peut-être de redonner demain une ambition à la construction européenne », a déclaré, dimanche 22 janvier, M. Jacques Chirac devant le troisième congrès national de la Démocratie chrétienne française. *« Un effort commun de défense passe,* a dit le président du RPR, *par une réflexion commune sur les modalités, les objectifs et les moyens de la défense. »* Cette procédure de consultation, prévue dès 1963 entre la France et la République fédérale d'Allemagne, doit, a-t-il affirmé, s'étendre à l'ensemble des pays européens.

Pour assurer l'existence d'une *« véritable coopération politique »*, M. Chirac a d'autre part insisté sur la nécessité *« d'un véritable secrétariat permanent politique, relayant les chefs d'Etat et de gouvernement, dépendant du seul Conseil européen, indépendant de la Commission* [de Bruxelles] *qui est un organisme technique et d'exécution, pour permettre à l'Europe de ne plus balbutier et bafouiller comme elle le fait actuellement, quand ses intérêts sont en cause dans le monde »*.

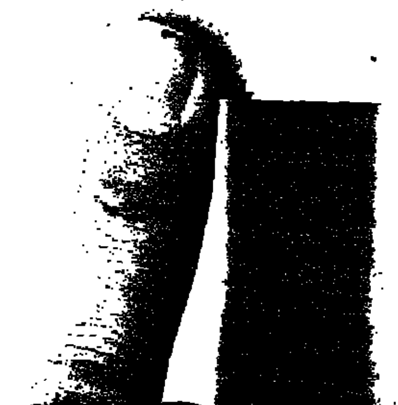
M. JEAN POPEREN (P.S.) : Mme Veil sera une tenue de camouflage

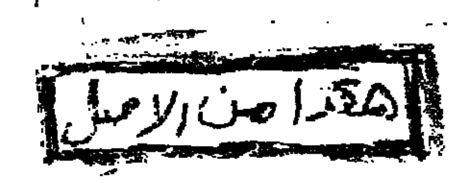
A propos du projet de liste unique de l'opposition pour les prochaines élections européennes, M. Jean Poperen, secrétaire national du P.S., a déclaré, dimanche 22 janvier, au cours de l'émission « Grand Jury R.T.L.-*le Monde* » : *« Mme Veil va être, là, le camouflage, la tenue de camouflage, d'une liste à dominante politique R.P.R., et probablement numérique, car il va être intéressant de voir comment ils vont composer leur liste (...). Voilà la réalité. Escamotée, l'U.D.F. ! Camouflage, élégant et de respectabilité, mais, enfin, camouflage d'une liste R.P.R. Mais ce n'est pas tout. Il va falloir mener la campagne. Bien sûr, on entend Mme Veil tenir, de temps à autre, ce qu'il est convenu d'appeler des propos libéraux. Parfait. Mais avec qui va-t-elle mener campagne dans les départements, dans les circonscriptions, dans les villes ? »*

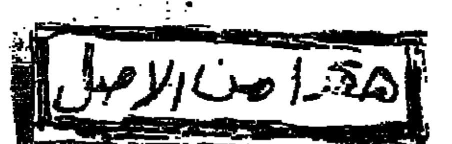
Quant à la future tête de liste pour le P.S., M. Poperen, qui pense que la décision va être prise *« avant longtemps »*, a déclaré que M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., *a « tout à fait les qualités pour conduire cette liste »*.

M. JEAN-PIERRE FOURCADE (RI) : Oui à la liste unique

M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur (RI) des Hauts-de-Seine, ancien ministre de M. Valéry Giscard d'Estaing, *« avoue aujourd'hui être favorable à une liste unique de l'opposition »* aux élections européennes après avoir pris position pour deux listes. *« Si quelques-uns sont tentés d'avoir des réactions d'humeur »*, a ajouté M. Fourcade, qui était interrogé par la radio libre CVS faisant allusion à M. François Léotard, secrétaire général du PR, *« je crois qu'il faut maintenant transformer cet accord avec le RPR en une perspective de victoire »*.







Trois élections cantonales

MAINE-ET-LOIRE : canton de Saumur-Nord (2e tour).

Inscr., 7 327 ; vot., 3 171 ; suff. ex., 2 850. MM. Cousseau, RPR, 1 868, *ÉLU* ; *Mehel, UDF, 982.*

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de M. Lucien Gautier, RPR, démissionnaire après son échec aux élections sénatoriales du 25 septembre dernier.

M. Gautier avait été réélu au second tour des élections cantonales de mars 1979 avec 2 410 voix, contre 1 796 au candidat socialiste, M. Beaulieu, pour 4 206 suffrages exprimés et 4 328 votants. Il y avait 7 186 électeurs inscrits.

M. Cousseau l'emporte, avec 65,54 % des suffrages exprimés, sur son adversaire de l'UDF, M. Mehel, ancien maire de Saumur. Il améliore ainsi le score du RPR de 8,25 points, par rapport au scrutin de 1979.

Les quatre candidats de gauche qui n'avaient pas atteint au premier tour la barre des 10 % des inscrits n'étaient pas présents au second. Le candidat du PC avait appelé ses électeurs à l'abstention, et celui du PS, au vote blanc. Ce dernier semble avoir été en partie entendu, puis qu'on dénombre 321 bulletins blancs ou nuls.

Les résultats du premier tour avaient été les suivants : (Inscr., 7 327 ; vot., 3 217 ; suff. ex., 3 115. MM. Cousseau, 1 122 ; Mehel, 709 ; Querand, PS, 547 ; Louineau, opp., 444 ; Tarjon, PC, 160 ; Mme Neveux, PSU, 75 ; M. Brion, MRG, 58.]

MOSELLE : canton de Faulquemont (1er tour).

Inscr., 14 556 ; vot., 7 176 ; suff. ex., 7 005. – MM. Lavergne, opp., 2 432 ; Chivoret, RPR, 2 330 ; Bastian, PS, 1 249 ; Philippe, ss. étiq., 837 ; Brem, PC, 157. – *Il y a ballottage.*

[Il s'agit de pourvoir au remplacement d'André Gouy, RPR, décédé accidentellement, qui avait été réélu dès le premier tour des élections cantonales de mars 1982, avec 5 680 voix, contre 2 449 à M. Boyer, PS, et 518 à M. Bertkowiak, PC, pour 8 647 suffrages exprimés, 9 055 votants et 14 417 inscrits.

M. François Lavergne, maire de Créhange, arrive en tête. Il devance le candidat du RPR, conseiller municipal de Faulquemont, de 102 voix. Les deux candidats de l'opposition recueillent 67,98 % des suffrages exprimés, soit 2,30 points de plus par rapport au scrutin de 1982.

Le Parti socialiste enregistre une perte de plus de 10 points par rapport aux élections de 1982. Son candidat, M. Joseph Bastian, maire de Faulquemont, qui n'était pas candidat en 1982, avait recueilli 42,22 % des suffrages au premier tour des élections cantonales de 1976. Dans sa commune, M. Bastian obtient 513 voix (29,65 % des suffrages exprimés). Il est devancé par M. Lavergne, qui en recueille 529 (30,57 %).

A l'élection municipale de mars 1983, M. Bastian avait été réélu dès le premier tour avec 66,90 % des suffrages. L'annonce récente de 760 suppressions d'emplois en 1984 aux houillères du bassin de Lorraine n'est sans doute pas étrangère au recul du PS dans ce canton du bassin houiller.]

SOMME : canton d'Hornoy-le-Bourg (1er tour).

Inscr., 4 328 ; vot., 3 224 ; suffr. ex., 3 157. MM. Capon, sout. UDF, 1 398 ; Lautun, RPR, 827 ; Iriarte-Arriola, PC, 572 ; Mme Michaux, PS, 360. *Il y a ballottage.*

[Il s'agit de pourvoir le siège laissé vacant par le décès de Charles Dufour, mod., le 4 novembre dernier. Il avait été réélu conseiller général au premier tour des cantonales de mars 1982 avec 1 966 voix, contre 757 à M. Michaux, PS, et 618 à M. Iriarte-Arriola, pour 3 341 suffrages exprimés, 3 502 votants et 4 294 inscrits.

M. Capon, maire d'Hornoy-le-Bourg, arrive en tête de ce scrutin de ballottage et paraît en mesure de l'emporter dimanche prochain.

La candidate du PS, Mme Michaux, n'atteint pas la barre des 10 % des inscrits nécessaire pour participer au second tour et est devancée par le candidat du PC, M. Iriarte-Arriola, maire de Beaucamps-le-Vieux. Le PS enregistre une perte de plus de 11 points par rapport au scrutin de 1982.]

Deux élections municipales

HAUT-RHIN : Sainte-Marie-Aux-Mines (1er tour).

Inscr., 3 963 ; vot., 2 486 ; suff. ex., 2 313. Liste de M. Baumann, maire sortant, 836 ; liste de M. Mercier, 825 ; liste de M. Fleck, 548 ; liste de M. Burnet, 104. *IL Y A BALLOTTAGE.*

[Quatre listes favorables à l'opposition participaient à ce scrutin, consécutif à la démission de 17 des 23 conseillers de la liste de M. Baumann, arrivée en tête le 6 mars 1983. Les conseillers démissionnaires reprochaient au maire ses méthodes autoritaires.

M. Baumann, qui avait envisagé de ne pas se représenter, arrive en tête du scrutin de ballottage, devançant la liste de son adversaire de mars dernier, M. Mercier, celle des démissionnaires, conduite par M. Fleck, ancien adjoint, et celle d'un ancien colistier, M. Burnet, qui avait choisi de faire cavalier seul. Avec onze voix d'avance, M. Baumann espère reprendre la mairie.

Le 6 mars 1983, la liste conduite par M. Baumann avait obtenu 1 425 voix (50,87 % des suffrages exprimés) et 23 sièges ; la liste de M. Mercier, 1 031 voix (36,82 %) et cinq sièges. Une troisième liste, menée par M. Boehrer, avait obtenu 345 voix (12,31 %) et un siège.]

SEINE-ET-MARNE : Veneux-les-Sablons (1er tour).

Inscr., 2 932 ; vot., 2 254 ; suff. ex., 2 181. Opp., MM. Regnault (maire sortant), *1204 voix* (55,20 %) *21 ELUS* ; M. Ridoux, PC, un. g., 977 voix (44,79 %) *6 ELUS.*

[Cette élection partielle faisait suite à l'annulation du scrutin de mars dernier. Plusieurs irrégularités avaient été enregistrées lors du vote et l'écart des voix entre les deux listes concurrentes était très faible. La liste d'opposition avait obtenu au second tour 1 181 voix et 21 sièges, celle de l'union de la gauche 1 178 voix et 6 sièges.

Les électeurs de Veneux-les-Sablons ont confirmé et amplifié leur choix du 13 mars.]

● *Dissolution dans la Saône-et-Loire.* – Sur proposition du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, le conseil des ministres du 18 janvier a décidé de dissoudre le conseil municipal de Givry, en Saône-et-Loire.

AU CONGRÈS DU MSP

M. Jacques Chirac assure que la « participation » sera une priorité en cas d'alternance

L'acte de foi de la « participation » fait avec passion, samedi 21 janvier par M. Jacques Chirac, va au-delà du simple désir de se rallier les suffrages – au demeurant modestes – du Mouvement solidarité-participation, présidé par M. Philippe Dechartre, dont il était l'invité. Ces gaullistes de gauche qui ont pour la plupart voté pour lui au premier tour de l'élection présidentielle de 1981 et pour M. Mitterrand au second, sont sans aucun doute aujourd'hui des déçus du socialisme revenus au « chiraquisme ». Le président du RPR a plutôt saisi cette occasion pour se défaire de l'image « droitière » que ses adversaires veulent lui donner et pour souligner l'importance qu'il attache au volet social de son programme qui deviendra, dit-il, la priorité du nouveau pouvoir en cas d'alternance politique.

Selon lui, *« la gauche, aujourd'hui cernée par son idéologie, confinée dans son dix-neuvième siècle vieillissant, et dans son été indien des illusions perdues, est condamnée à échouer ou à trahir. Il ne lui reste que le double discours ou la langue de bois »*. Les lois Auroux n'ont abordé le problème que *« pour mettre les procédures de consultation sous la tutelle exclusive des syndicats révolutionnaires. Or, pour la CGT, l'entreprise reste le lieu privilégié de son action de subversion »*.

L'ancien premier ministre exalte les décisions sociales prises par de Gaulle à la Libération puis par Georges Pompidou (notamment l'actionnariat et la mensualisation). Mais il admet les responsabilités de la Ve République qui n'a pas su résister à l'hostilité d'une partie du patronat et des syndicats ouvriers à la participation et où le pouvoir politique a trop souvent passé la main au pouvoir de l'administration. Aujourd'hui, affirme-t-il, *« ce sont les partis socialiste et communiste qui pèsent lourdement sur le gouvernement »*. Mais pour M. Chirac *« la crise n'est pas une fatalité »* et la « nouvelle politique économique » qu'il propose s'inspire de trois principes : *« La décentralisation des décisions, la responsabilité des hommes libres et la libération des forces vives »*. L'alternance précise-t-il avec force ne sera *« ni la vengeance ni la revanche »*. Il faudra cependant *« réconcilier autorité et liberté, efficacité et justice »*. Pour cela la « participation » est nécessaire et elle doit assurer *« un meilleur équilibre dans la juste répartition des responsabilités entre les partenaires sociaux. Les travailleurs doivent aussi être dans l'entreprise des citoyens à part entière. Il faut préparer une société où tout ce qui travaille, invente, investit ne sera plus insidieusement méprisé, suspecte ou spolié par l'idéologie dominante comme c'est trop souvent le cas aujourd'hui »*.

« L'échec du pouvoir » justifie que l'on prépare déjà l'alternance, car *« contrairement à ce qui se passe, une bonne et rigoureuse économie n'a de sens que si elle entraîne le progrès social »*.

M. Philippe Dechartre, proclamant lui aussi que *« l'alternance est en marche »* a jugé que *« la gauche au pouvoir a été incapable d'apporter une solution aux problèmes qui semblaient de sa compétence »* et que *« ce n'est pas de son côté que viendra le renouveau »*. Le président du MSP, qui a affirmé son appartenance à l'opposition, a par ailleurs demandé le départ des troupes françaises du Tchad et du Liban – contrairement à M. Chirac.

ANDRÉ PASSERON.

LE TROISIÈME CONGRÈS DE LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE FRANÇAISE

M. Alfred Coste-Fleuret propose d'instituer un vote familial

Le troisième congrès de la Démocratie chrétienne française, que préside M. Alfred Coste-Fleuret a réuni, dimanche 22 janvier, à Paris, quelque cinq cents délégués. Au terme de cette réunion, M. Coste-Fleuret s'est félicité de la *« relance de la Démocratie chrétienne sur la scène politique française »*. Il s'est défendu de vouloir élaborer un programme de gouvernement, parce que, *« comme le disait Poincaré, les programmes, c'est l'inventaire des faillites futures »*, mais il a voulu élaborer une *« doctrine de société qui fixe les principes à partir desquels les gouvernants devront décider »*.

Cinq idées-forces, selon lui, sont à retenir : *« Une promotion de la famille »*, avec, notamment, l'instauration d' *« un vote familial qui donne à la mère de famille le droit de voter pour ses enfants mineurs »*, et la création d' *« un grand ministère de la famille »* ; *« une redéfinition du rôle de l'Etat* [qui] *mette fin à la notion d'Etat-providence en lui substituant la notion d'Etat, arbitre du bien commun ; une humanisation des entreprises par la coopération des partenaires sociaux et la participation ; le respect de toutes les libertés qui sont indivisibles (liberté d'entreprise, d'enseignement, de la presse, de l'audio-visuel et d'embauche dans le Livre parisien) ; enfin, une politique de paix fondée sur le développement de l'Europe communautaire et la fidélité à l'alliance atlantique »*.

Plusieurs personnalités avaient été invitées à ce congrès, notamment Mme Klee, ancienne vice-présidente du Bundestag et membre du CDU allemand, M. Jacques Chirac, président du RPR, qui s'est livré à un long plaidoyer sur l'Europe *(lire ci-contre)*, et M. Alain Poher, qui a souligné l'importance prise par le Sénat qu'il préside dans un septennat où le gouvernement dispose d'une très large majorité à l'Assemblée nationale.

POLITIQUE

Le pouvoir contesté sur plusieurs fronts

(Suite de la première page.)

Bref, dans le calcul coût-avantage des décisions économiques, la notion de coût politique est déterminante. Concrètement, cela signifie la recherche systématique de compromis, de points d'équilibre entre les impératifs économiques, à moyen et long terme et la nécessité, non moins impérative, d'éviter une rupture.

Le gouvernement tente donc de calmer le jeu en annonçant, dès lundi, aux ouvriers des chantiers navals des mesures de nature à relancer le plan de charge. C'est ainsi que les chantiers *civils vont* pouvoir *construire des bâtiments de guerre*, constructions jusque-là réservées aux arsenaux, et que le gouvernement interdit l'importation de quatre cargos construits en Yougoslavie. De la même façon, s'agissant des victimes des autres restructurations industrielles, le premier *ministre propose un système consistant à remplacer* le licenciement par un *contrat* de reconversion (lire page 43). Quant aux agriculteurs, ils ont bénéficié – une providentielle fièvre aphteuse aidant – de la fermeture de la frontière avec la Hollande, tandis que le ministre de l'agriculture est chargé de multiplier les contacts directs dans l'espoir, *sinon d'obtenir que la profession se* désolidarise des « casseurs », du moins, et plus simplement, de faire retomber la pression. L'enseignement privé enfin : à force de manifestations et de mobilisation de l'enseignement privé, il viendra un jour où M. Savary pourra prendre l'opinion à témoin qu'il a affaire à des gens qui ne veulent décidément pas négocier.

Si l'on veut établir une hiérarchie des *difficultés, il faut distinguer* celles *qui sont, pour le pouvoir*, les plus dangereuses. Passe encore que certains agriculteurs soient dans la rue ; ce n'est pas nouveau et, au total, M. Rocard a plutôt marqué des points dans ce secteur. Passe encore que l'opposition fasse la preuve – *via* la défense de l'enseignement privé – de ses capacités de mobilisation : la gauche pourra toujours, comme elle l'a déjà fait, descendre dans la rue en nombre équivalent pour la défense de l'école laïque. Mais que les syndicats ouvriers appellent à une marche sur Paris, c'est *évidemment*... plus grave. *C'est le « corps de bataille »* de la gauche qui viendrait à lui manquer.

Deux scénarios, dont le premier serait dramatique pour le pouvoir, et dont le second lui serait, au contraire, favorable, viennent donc à l'esprit, en sachant que la fin de la partie ne correspondra vraisemblablement ni à l'un ni à l'autre.

1947 : la grève commence chez Renault, sous l'impulsion d'éléments trotskistes. La CGT, puis le PCF, refusant d'être débordés, prennent la tête du *mouvement, et Paul Ramadier saisira le premier man*quement à la solidarité gouvernementale, au Parlement, pour « sortir » les communistes du gouvernement. Qu'a-t-on voulu chez Talbot : un PCF et une CGT contraints – sous peine d'être tournés sur leur gauche – de durcir. Jusqu'où ?

1963 : le général de Gaulle est confronté à de grandes grèves ouvrières (celles des mineurs) et à de violentes manifestations paysannes. Il gère la crise avec *fermeté et en imposant un plan d'austérité*. Dans ce second cas, la différence, et elle est de taille, est que le premier président de la Ve République jouissait du soutien de l'opinion, vérifié à la fin de l'année précédente. Cette fois, ce soutien fait défaut. L'inquiétude et, somme doute, le calme avaient caractérisé l'état de l'opinion en 1983. Il dépend de l'aptitude du pouvoir à *négocier au plus près cette phase délicate qu'à l'inquiétude* ne s'ajoute pas le désordre.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Propos et débats

M. Mauroy : ne pas nier la réalité

Dans une interview publiée lundi 23 janvier par Libération, M. Pierre Mauroy *déclare notamment*, à propos de l'attitude du PC : *« Ce gouvernement de gauche a suffisamment montré depuis 1981, par ses réformes, que sa politique était bien différente de celle qui était pratiquée auparavant. Il a su être ferme. Cette fermeté vis-à-vis du patronat ne peut nous dispenser de traiter économiquement et industriellement les problèmes spécifiques découlant de la crise et de la mutation technologique. La plus grave erreur qui puisse être commise au nom de la gauche serait de ne pas prendre en compte les mutations actuelles (...). La relance ne pouvait pas être prolongée. Si quelqu'un veut me démontrer le contraire, je l'écoute, mais non seulement je suis sceptique, mais j'estime qu'il nie la réalité. Ce n'est pas ainsi qu'on servira la classe ouvrière. Et puis on ne peut pas demander à la gauche de gérer dans la durée et de capituler devant les difficultés. »*

M. Crépeau : le PC joue le jeu

Selon M. Michel Crépeau, ministre du commerce et de l'artisanat, dans une interview publiée lundi 23 janvier par *le Matin de Paris*, *« le langage de la vérité commence à être compris ». « Le PC ?* demande-t-il. *Bien sûr, ça ne l'amuse pas. Mais il joue le jeu. Il nous rend même service. La force de ses réactions n'est qu'inversement proportionnelle à sa volonté de rester au gouvernement. »*

M. Jean Poperen : assumer ensemble

M. Jean Poperen, membre du secrétariat national du Parti socialiste, invité dimanche 22 janvier du « Grand Jury RTL-*le Monde* », a souligné que *« gouverner ensemble, c'est assumer ensemble ».* Il a indiqué que les accords doivent parfois être vérifiés et que, *« si c'est nécessaire, on le fera »* pour celui auquel étaient parvenus le PS et le PCF le 1er décembre dernier. Il a ajouté : *« Entendre un dirigeant d'un grand parti nous dire : « Pas un licenciement », si c'est un souhait, nous le partageons tous, cela va de soi, mais s'il s'agit d'un mot d'ordre qui pourrait être effectivement appliqué dans les conditions présentes, ce n'est pas possible. »*

M. Mermaz : maintenir l'union

M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, a déclaré, samedi 21 janvier à Marseille, que, *« à travers vents et marées, il faut maintenir l'union de ceux qui ont été associés à la victoire ». « Il y a eu des problèmes,* a-t-il ajouté, *cela n'a pas toujours été le grand amour entre nous et nos partenaires, mais il faut maintenir l'union de la gauche. La solidarité au niveau du gouvernement, au niveau des partis politiques est nécessaire. »*

M. Gallo : attentif

M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement, a déclaré, samedi 21 janvier sur TF 1, qu'*« il est nécessaire d'être attentif à ce que dit Georges Marchais, secrétaire général d'un grand parti ». « Le gouvernement,* a-t-il ajouté, *doit écouter ce que dit Georges Marchais, analyser la signification de son discours. »* M. Gallo a souligné que *« les décisions et la ligne politique sont décidées par l'ensemble du gouvernement »* et que *« la solidarité gouvernementale a toujours été totale sur la politique définie par le président de la République ».*

M. Delanoë : grandes contradictions

M. Bertrand Delanoë, membre du secrétariat national du PS, a déclaré, samedi 21 janvier à Laval (Mayenne), que *« le Parti communiste gagnerait en crédibilité s'il prenait franchement ses responsabilités ».* Selon lui, *« les déclarations faites par Georges Marchais révèlent les grandes contradictions du Parti communiste, qui veut être à la fois dans la majorité et dans l'opposition ».* Il a ajouté : *« Il faut tenir le langage de la vérité, ce que ne fait pas Georges Marchais, qui se contente de critiquer sans faire de propositions constructives. »*

La dénonciation de la « mentalité stalinienne » nourrit une polémique entre M. Max Gallo et le PCF

M. Max Gallo est écrivain, homme politique et porte-parole du gouvernement. Lequel de ces trois « personnages » a écrit et publié *la Troisième Alliance, pour un nouvel individualisme ?* L'écrivain et l'homme politique, *cela va de soi* : *certainement pas le porte-parole du* gouvernement.

M. Gallo peut toujours préciser que *« à l'évidence, les idées exprimées dans cet essai n'engagent que l'auteur, comme il se doit »,* il se trouvera toujours quelqu'un pour juger commode de ne pas le croire. Si son essai commence déjà à faire quelque bruit, c'est bien parce que l'auteur est porte-parole du gouvernement. Celui-ci ne pouvait douter que la direction du Parti communiste, *attaquée bien que jamais nommée* dans un chapitre de ce livre, lui consentirait, en se défendant, quelque publicité.

Samedi 21 janvier, dans l'éditorial de *l'Humanité*, consacré au débat qui agite la gauche sur la politique économique et sociale du gouvernement, Claude Cabanes écrivait : *« Dans un ouvrage qui sort en librairie, M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement, traque dans les têtes de gauche, « les traits caractéristiques de l'attitude stalinienne ». Par exemple, en économie, il fustige la volonté de croissance, les efforts de reconquête du marché intérieur, les augmentations de salaires, l'investissement des entreprises... Diable ! M. Gallo annonce-t-il en douce que les engagements de mai 1981 passent à la trappe ? »*

Ce raccourci est aussi injuste qu'est polémique la description par l'auteur de *la Troisième Alliance* des *« traits caractéristiques de l'attitude stalinienne »*, sous lesquels on reconnaît, bien qu'elle ne soit pas nommément désignée, la direction du Parti communiste français. Selon M. Gallo, ces caractéristiques sont les suivantes : *« Croissance ? Il serait souhaitable qu'elle existe. On la décrète. Impôts ? Prélevons, prélevons et ne nous soucions pas des conséquences. Concurrence des produits étrangers sur le sol national ? On s'enfermera. Difficultés de la politique agricole de l'Europe communautaire ? Pourquoi ne pas se retirer de ce marché ? Salaires ? Augmentons-les automatiquement. Entreprises ? Il faut qu'elles investissent. Elles ne le font pas ? Sabotage ! Déficit de la Sécurité sociale ? Faux problème. Entreprises non rentables ? Les nationalisations s'imposent. Licenciements ? Reconversions ? Jamais ! »*

Cette *« mentalité »* stalinienne, M. Gallo veut s'efforcer d'en extirper les racines dans la référence au modèle soviétique que certains, à gauche, se refusent encore, selon *lui*, à passer au crible de la critique, par *aveuglement, cynisme ou « tolérance molle ». M. Gallo se refuse même à considérer* l'Union soviétique avec *indifférence*. Il ne s'agit pas, à son avis, d'un Etat comme les autres, encore moins, bien entendu, de la *« patrie du bien »*.

L'auteur reproche au Parti communiste français, toujours sans le nommer, de soutenir l'URSS *« à chaque pas »*, quitte à *« regretter quelques-unes de ses « maladresses » qui ne seraient d'ailleurs que le fruit des pièges que l'impérialisme lui tend, des provocations qu'il organise en sous-main. »*

Les analyses et les réflexes *« staliniens »* conduiraient aussi, en matière économique, à la commodité du recours à l'incantation volontariste ainsi qu'aux références, jugées dépassées, aux anciens critères de division sociale.

La charge est lourde, massive, et il fallait bien que M. Gallo justifie que les socialistes s'accommodent de gouverner la France avec ceux qu'il met en accusation. Il le fait, au passage, rapidement, puisque d'autres l'ont fait avant lui. La démonstration reste importante, puisqu'elle justifie que M. Gallo ait été un élu de l'union de la gauche aux élections législatives de 1981 et qu'il se trouve aujourd'hui, à la place où il est, dans un gouvernement de la gauche.

Une telle alliance n'est légitime qu'à deux conditions, écrit-il. D'abord qu'elle n'interdise pas de *« formuler une politique étrangère déterminée, rigoureuse, prenant en compte l'analyse du système soviétique et en dénonçant les dangers ».* Ensuite, que la pratique de l'alliance permette d'ouvrir les yeux à ceux qui sont dans l'erreur. Outre que cette analyse n'est *qu'une justification a posteriori d'une alliance qu'il fallait bien conclure avant* d'en mesurer l'efficacité au pouvoir, on remarquera que M. Gallo, en affirmant que la deuxième condition est déjà remplie, enlève de l'intérêt à sa dénonciation d'une *« mentalité »* stalinienne qui, selon lui, n'existe plus dans l'esprit des Français.

M. Gallo considère au contraire que les socialistes ont encore un immense travail pédagogique à accomplir. A commencer par ce qu'il leur reste à évacuer d'eux-mêmes. Après tout, plusieurs traits *« caractéristiques de l'attitude stalinienne » tels que l'auteur les définit pourraient* bien s'appliquer aux socialistes d'avant mai 1981. Les socialistes du congrès de Metz (1979) subissent, à l'épreuve du pouvoir, leur révolution culturelle. Elle est déchirante, même si elle reste relativement discrète.

Ce que M. Gallo exige des communistes est autrement plus douloureux. En mettant le doigt sur la plaie et en appuyant de toutes ses forces, il prend le risque de faire enrager le souffrant.

JEAN-YVES LHOMEAU.

★ *La Troisième Alliance, pour un nouvel individualisme*, de Max Gallo. Fayard, 225 p., 54 F.

DANS SON RAPPORT AU COMITÉ CENTRAL

M. Gremetz réaffirme l'opposition du PCF à l'élargissement de l'Europe

M. Maxime Gremetz, membre du secrétariat du comité central du Parti communiste, dénonce, dans le rapport sur la situation internationale qu'il avait présenté le 19 janvier au comité central et qui a été rendu public le 21 janvier, le *« pilonnage quasi unanime sur un thème unique : la menace que ferait peser l'Union soviétique sur l'existence même de l'humanité »*. Parmi les *« émules »* du président américain en matière d'anticommunisme, M. Gremetz cite, outre *« les gouvernements réactionnaires »* et la droite française, *« certains hommes ou femmes qui se disent ou se sont dits de gauche »*, ainsi que l'épiscopat français et le pape Jean-Paul II, auquel son attitude *« a valu les hommages appuyés de l'hôte de la Maison Blanche et, en prime, des relations diplomatiques Vatican-Etats-Unis »*.

A propos des pays socialistes, M. Gremetz fait valoir que le PCF *« condamne sans complaisance les mesures administratives quand elles sont prises, ici ou là, pour régler des problèmes politiques »*, mais que ces pays ne sont *« ni un paradis, ni un goulag »*. Parlant de la Pologne, le dirigeant du PCF souligne les *« améliorations réalisées en 1983 »* et *« une légère décrispation »* au plan politique. Par opposition, M. Gremetz souligne la *« dégradation »* de la situation économique dans les pays capitalistes.

M. Gremetz dénonce la *« formidable pression militaire* [des États-Unis] *sur les pays socialistes, par le jeu, notamment, d'alliances militaires régionales »* et affirme que l'installation des fusées Pershing conduit à un *« engrenage dangereux »*. Reprenant les propos de M. François Mitterrand, il souligne que la France peut jouer un rôle en faveur de la paix. Des délégations du PS et du PCF se rencontreront en février et, *« sur la base des convergences qui se dessinent entre eux, les deux grands partis de la majorité »* devraient décider des initiatives communes en faveur de la paix et du désarmement, précise-t-il.

A propos du Proche-Orient, M. Gremetz estime que *« le moment est venu de commencer à mettre en œuvre les dispositions du plan de Fès, de présenter au conseil de sécurité de l'ONU le projet de résolution franco-égyptien. »* La France, dit-il, doit mener *« une politique de paix indépendante, refusant tout alignement, pour la résolution négociée des conflits »*.

L'Europe fera l'objet d'une prochaine session du comité central du PCF. M. Gremetz réaffirme l'opposition de son parti à *« tout élargissement de la CEE »* et à *« toute intervention de celle-ci dans les compétences du gouvernement français »*. Il ajoute : *« Cela n'est pas contradictoire avec la recherche d'une coopération européenne, qui peut être à dix ou à quelques-uns si certains seulement sont intéressés par tel projet envisagé. »*

DÉFENSE

PREFET MARITIME DE TOULON

L'amiral Jean-Paul Orosco est mort à l'âge de cinquante-huit ans

Préfet maritime de Toulon et appelé à prendre, le 1er février prochain, les fonctions d'inspecteur général de la marine nationale, l'amiral Jean-Paul Orosco, cinquante-huit ans, est mort, dimanche 22 janvier à Toulon, des suites d'une crise cardiaque.

L'amiral Orosco, « pied noir » d'origine et longtemps nostalgique de l'Algérie, avait un sens de l'efficacité du commandement, une compétance professionnelle et une disponibilité d'esprit qui ont toujours destiné aux postes de responsabilités. Derrière une bonhomie souriante et décontractée, il cachait, en réalité, une volonté et une ambition qui auraient pu le désigner pour les fonction de chef d'état-major de la marine si son ami, l'amiral Yves Leenhart, avec lequel il entretenait des relations professionnelles ou personnelles d'une rare loyauté et qui écoutait beaucoup ses conseils, n'avait été choisi à ce poste en 1982.

J.I.

[Né le 4 novembre 1925 à Maison-Carré (Algérie) et ancien élève de Navale, Jean-Paul Orosco a servi en Indochine en 1946 à bord de différents bâtiments basés à Saigon et à Haiphong jusqu'en 1954. Après divers postes à Paris, i est désigné en 1965 comme membre du Centre de prospective et d'évaluations au ministère des armées pour conseiller le cabinet du ministre de l'époque, M. Pierre Messmer. Il commande ensuite l'escorteur d'escadre *La Galissonnière*.

Après avoir occupé les fonctions de sous-chef de la division des forces nucléaires stratégiques à l'état-major des armées, il prend en août 1972 le commandement de la frégate lance-missiles *Dusquesne*. En 1974, il est nommé directeur adjoint du personnel militaire de la marine et devient, en 1976, chef du cabinet militaire du premier ministre, M. Raymond Barre.

En novembre 1978, l'amiral Orosco prend le commandement des forces maritimes de l'océan Indien et, en mais 1980, il est appelé à commander l'École supérieure de guerre navale à Paris. En juin 1981, il est nommé préfet maritime de Toulon, commandant l'escadre de la Méditerranée et commandant en chef en Méditerranée.

Le conseil des ministres du 3 novembre dernier avait décidé d'élever au rang et à l'appellation d'amiral Jean-Paul Orosco et de lui confier le poste d'inspecteur général de la marine nationale, qui dépend directement du ministre de la défense.]

L'AFFAIRE DES « AVIONS RENIFLEURS »

M. Beck aurait commis une « erreur d'appréciation » selon la Cour des comptes

Dans un entretien publié lundi 23 janvier par *Libération*, M. Pierre Mauroy déclare notamment, à propos de l'affaire des « avions renifleurs » : *« Je ne suis pas intervenu dans cette affaire pour en tirer un quelconque profit politique. Reste qu'il y a eu escroquerie, que de l'argent de l'Etat a disparu. Qui me dira qu'il fallait refermer le dossier parce qu'il met en cause des gens importants ? Pourquoi exigerait-on de ce gouvernement qu'il poursuive les loubards, alors que nous devrions fermer les yeux lorsqu'il s'agit d'escrocs en col blanc ? Je trouve même qu'il y a une sorte de dégradation morale à prôner ce genre d'accommodement. Plus on détient de responsabilités, plus on est responsable. Le rapport avait disparu, il est maintenant public, les Français peuvent juger. »*

Le premier ministre ajoute, à propos des documents détruits par l'ancien premier président de la Cour des comptes, M. Bernard Beck : *« Le premier président m'a remis la réponse de la Cour des comptes. Cette réponse a été élaborée après consultation du procureur général et des présidents de chambre. Il en ressort que le rapport rendu public a le caractère d'une communication de la Cour. Toutefois, ce document n'aurait jamais dû être détruit, et l'ancien premier président de la Cour des comptes a manifestement commis, pour le moins, une « erreur d'appréciation »*.

[L'hôtel Matignon n'avait pas encore décidé, lundi matin, si le texte de cette réponse de la Cour des comptes serait ou non rendu public. Au cabinet du premier ministre, on précisait simplement pour l'instant que, selon la Cour, M. Beck ne pouvait s'estimer dépositaire des documents en question à titre personnel.]

The « Sniffing plane » affair

Le professore Aldo Bonassoli s'est discrètement envolé pour les Etats-Unis à la fin de la semaine dernière. Officiellement : une conférence sur ses expériences et découvertes devant un parterre de scientifiques et d'étudiants.

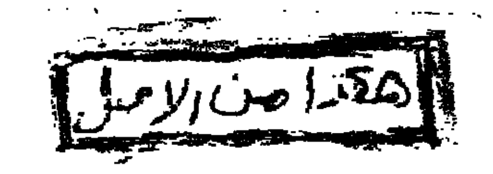
Le comte Alain de Villegas de Saint-Pierre-Jette, censément brisé par l'affaire des avions renifleurs errerait sur le continent américain. Aux dernières nouvelles, l'inventeur belge, quittant New-York, s'est rendu à Los Angeles pour participer à une conférence.

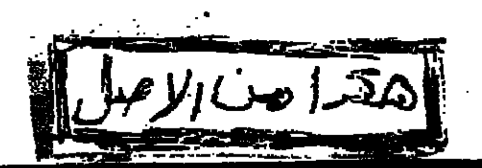
Son homme de confiance, brasseur d'affaires américain, M. Daniel Boyer, s'efforce, pour sa part, de liquider l'affaire sur le plan financier. Il est... confiant. Il l'a dit à Washington à notre correspondant.

M. Carlo Pessenti, industriel italien, l'un des premiers à avoir soutenu les recherches d'Aldo Bonassoli et les espoirs de Villegas, se trouverait, lui aussi, sur le continent américain pour se soigner.

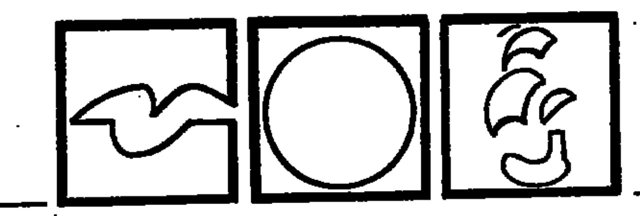
Ainsi, le hasard des voyages des protagonistes de cette affaire les conduit-il aux Etats-Unis. Simple hasard encore, l'édition datée samedi-dimanche de l'*International Herald Tribune* consacre la moitié de sa « une » à une vaste synthèse sur l'affaire des « avions renifleurs ». Joseph Fitchett y retrace les grandes étapes de ce roman vrai et souligne qu'il reste *« des questions sans réponse, principalement à propos de l'argent »*. Où est-il parti ? Et pourquoi est-il parti si facilement, se demande l'*Herald Tribune*. Pour ce quotidien, l'ensemble des informations disponibles fait plus penser à une escroquerie *(swindel)* qu'à un complot *(conspiracy)*.







RÉPONSE DU PRÉSIDENT AUX AUTOMOBILISTES ASSURÉS À : MUTUELLES UNIES GROUPE DROUOT MUTUELLE PARISIENNE DE GARANTIE.



LE PRÉSIDENT

Le mardi 24 janvier 1984

Depuis le début de l'année, des automobilistes s'inquiètent avec leur agent d'assurances de l'augmentation du prix de leur cotisation d'assurance obligatoire.

C'est VRAI : en 1984, la majorité d'entre vous verra sa cotisation progresser plus vite que l'inflation. Et ceci parce que l'état nous impose de prélever des TAXES TOUJOURS PLUS FORTES.

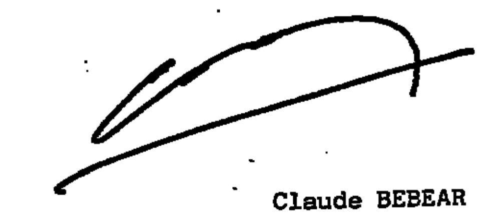
- En 1975, vous avez payé, pour 1.000 F de cotisations, 142,50 F de taxes en plus.
- En 1979 : 165 F.
- En 1982 : 225 F.
- En 1984 : pour ces mêmes 1.000 F de cotisations, c'est 315 F que vous allez payer au Trésor Public, à la Sécurité Sociale et autres Organismes, par notre intermédiaire.

C'est INJUSTE : les assurés qui paient les taxes les plus lourdes sont ceux qui ont déjà les cotisations les plus élevées. C'est-à-dire les jeunes et ceux pour qui l'auto est un outil de travail.

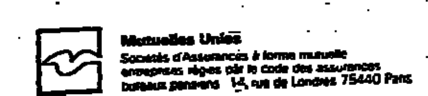
C'est TROMPEUR : Les assurés accusent les assureurs de trop augmenter leurs tarifs alors que c'est l'état qui alourdit indirectement leurs impôts.

C'est pourquoi nous DEMANDONS aux Pouvoirs Publics que la taxe proportionnelle à la cotisation d'assurance soit supprimée et remplacée, si l'Etat en a besoin, par une TAXE LIEE A LA PUISSANCE DU VEHICULE et SEPAREE de la cotisation d'assurance.

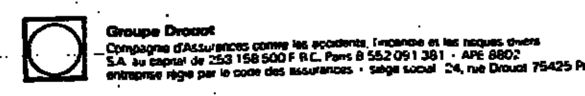
CE SERAIT PLUS CLAIR ET PLUS JUSTE.



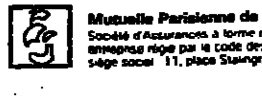
Claude BEBEAR



Mutuelles Unies
Sociétés d'Assurances à forme mutuelle
entreprises régies par le code des assurances
bureaux parisiens 14, rue de Londres 75440 Paris



Groupe Drouot
Compagnie d'Assurances contre les accidents, l'incendie et les risques divers
S.A. au capital de 253 158 500 F R.C. Paris B 552 091 381 · APE 8802
entreprise régie par le code des assurances · siège social 24, rue Drouot 75425 Paris



Mutuelle Parisienne de Garantie
Société d'Assurances à forme mutuelle
entreprise régie par le code des assurances
siège social 11, place Stalingrad 75484 Paris

société

ixante mille personnes ont manifesté Bordeaux en faveur de l'école privée

ux. – Les cinq manifesta- cidées par la commission nte du Comité national de ement catholique (CNEC) *ppuyer les positions qu'elle elée à prendre tout au long iode qui s'ouvre et qui ris- e décisive pour l'avenir de é de l'enseignement* » ont limanche 22 janvier à Bor- ar un succès. Cette ville choisie en premier comme le qui devait attirer le moins e en raison de la faiblesse antation de l'enseignement ns le quart sud-ouest de la et du court délai imparti s manifestations devant al- ndo à Lyon, le 29 janvier ; s, le 18 février et Lille, le à Versailles, le 4 mars.

les prévisions officielles des teurs, il devait y avoir ersonnes. Ils en attendaient le 40 000. Il y en eut en fait elon les estimations les plus s (45 000 pour les Rensei- s généraux, entre 80 000 et pour les participants). Pour lais, la dernière grande ré- est la visite du général e. Il semble que le chiffre t été largement dépassé.

certain que des initiatives lles de dernière minute ont largement les espérances du fondées sur les engagements les sympathisants de l'ensei- libre dans les académies de x, Poitiers et Limoges. Des sont venus des départe- lu Gers et des Hautes- . Ils dépendent de l'Acadé- Toulouse, qui n'était pas . D'autres renforts, enfin, ille même de Bordeaux, ha- nent déserte le dimanche. breux quartiers se sont sur le coup de 14 heures, le gens endimanchés.

es ont suivi les appels des opposition, largement repré- nais discrets. Aucune ban- re que celles des écoles, des ons d'anciens élèves ou des

De notre correspondant

départements représentés n'a été admise. Aucun homme politique n'a pu prendre la parole, et il se disait même, chez les organisateurs, que M. Guermeur avait été fermement prié de ne pas venir s'afficher comme porte-bannière dans une croisade dont on ne voulait pas le voir prendre la tête.

De nombreux élus, avec ou sans écharpe, étaient présents. Parmi eux, M. Jean François-Poncet, président du conseil général du Lot-et-Garonne. M. Jacques Chaban-Delmas, qui avait prévu de disparaître au premier carrefour, ne put le faire : « *Je n'ai jamais rien vu de pareil depuis de Gaulle*, a-t-il déclaré. *C'est la France profonde qui s'exprime ici.* » Il avait revêtu, pour la circonstance, l'imperméable kaki des grandes manifestations à caractère patriotique.

Un évêque au micro

Ayant débuté à 14 h 15, le défilé des manifestants s'est étiré jusqu'à 18 heures. La tête du cortège est revenue à son point de départ avant que toutes les personnes massées sur la place des Quinconces, une des plus grandes de France, aient pu commencer à défiler.

Les participants au cortège – qui n'a donné lieu à aucun incident – ont apporté au préfet de la région Aquitaine une motion dans laquelle était affirmé le soutien à la commission permanente du Comité national de l'enseignement catholique (CNEC) et rappelées quatre exigences : 1) le libre choix de l'école, inaliénable dans toute société démocratique ; 2) une négociation qui ne soit pas enfermée dans des délais « *anormalement courts* » qui « *apparaissent comme la volonté tenace de ne pas engager un véritable dialogue* » ; 3) le désir de toutes les composantes de l'enseignement catholique de participer à la rénovation du système éducatif français ; 4) Le refus du monopole scolaire.

Plusieurs interventions ont clôturé la manifestation. Elles portaient sur la place de l'école privée, le statut de ses enseignants, la position des parents d'élèves ou les reproches faits aux négociations proposées par M. Savary. Mgr Maziers, archevêque de Bordeaux, dernier intervenant, a pris deux références : les évêques de France (« *J'agis en pleine solidarité avec eux et en leur nom* ») et le pape Jean-Paul II, qui, dans son discours du 25 août à Lourdes avait déclaré : « *Lorsque partout dans le monde l'Eglise s'attache aujourd'hui avec la ténacité que l'on sait à agir pour le respect de la liberté religieuse, elle a clairement conscience de prendre la tête d'un combat nécessaire pour l'homme, pour sa liberté la plus intime et pour la défense de toutes les autres libertés fondamentales. Et je sais que cette terre de France est singulièrement attachée à une telle lutte pour la liberté et la dignité humaines* ».

Pour Mgr Maziers, seul le pluralisme scolaire est compatible avec la Déclaration des droits de l'homme du 10 décembre 1948. Les vraies questions de ce temps ne sont pas « *techniques mais spirituelles : elles révèlent un besoin désespéré de sens* ».

Si l'école catholique n'est pas « *le seul chemin* », a-t-il précisé, « *elle en est un auquel l'Eglise dans son histoire a tenu fermement* ». Il a cependant insisté sur la nécessité de ne pas décider en fonction des incompréhensions et des querelles passées, mais en fonction d'un « *avenir à bâtir tous ensemble pour répondre au défi gigantesque qui se pose à la France, à l'Europe et à l'humanité, et pour arriver à l'heure de la solution stable du problème scolaire dans l'harmonie et la complémentarité, selon le vœu évident de toute la nation* ».

PIERRE CHERRUAU.

DES CHRÉTIENS DÉPLORENT LE SOUTIEN DE L'ÉGLISE A L'ÉCOLE PRIVÉE.

Tours. – L'association Chrétiens pour une Eglise dégagée de l'école confessionnelle (CEDEC), créée en juin 1983 et qui affirme avoir recueilli en six mois quelque soixante-dix adhésions, a publié à Tours une déclaration pour déplorer « *le soutien officiel accordé par les responsables de l'Eglise de France à l'école privée* ». Les membres du CEDEC « *désirent que leurs concitoyens sachent qu'il n'y a pas unanimité des catholiques sur les liens structurels que l'Eglise institutionnelle maintient avec une école qui leur semble avoir un rapport de plus en plus lointain avec l'annonce de l'Evangile* ».

« *C'est notre foi*, précise le président de l'association, *qui nous pousse à contester, comme elle nous pousse à rester profondément dans l'Eglise. Il ne peut être question de guerre ouverte dans l'Eglise.* » – *(Corresp.)*

LE MINISTRE NSEIL CONSTITUTIONNEL ET LA POLITIQUE

lain Savary, *ministre de* ion nationale, a réagi, le ier, à Montpellier, à la déci- Conseil constitutionnel d'in- plusieurs articles de la loi ré- l'université, et notamment ui prévoyaient la création llège électoral *commun* aux urs et aux assistants.

Conseil a annulé une des ions que le Parlement majo- avait introduites dans le a-t-il déclaré, en remarquant fait permettait de compren- ien entre le vie des institu- la Constitution et « *la place tique dans une décision ap- ent juridique* ».

AU COLLOQUE DE MONTPELLIER

M. Savary a donné le coup d'envoi à un nouvel enseignement de l'histoire

Montpellier. – Le ministre de l'éducation nationale a annoncé, samedi 21 janvier, à Montpellier, les premières mesures qu'il a décidé de prendre pour remédier à la crise de l'enseignement de l'histoire et de la géographie en France. Nouvelles instructions pour l'école primaire, introduction de cet enseignement dans les programmes des sections techniques d'où il est absent, plan de formation échelonné sur quatre ans pour cent soixante mille instituteurs et dix mille professeurs. M. Alain Savary clôturait un colloque national consacré à « *l'histoire et son enseignement* », du 18 au 21 janvier. Plus d'un demi-millier d'enseignants, de chercheurs et d'historiens avaient prolongé les travaux de la mission confiée en juillet 1982 à M. René Girault et de la mission permanente présidée par M. Jacques Le Goff. Ce dernier estime qu'il faudra « *cinq à dix ans* » pour que les mesures prennent tout leur effet.

De notre envoyé spécial.

Depuis quinze ans, le diagnostic est établi, l'alarme sonnée de tous côtés. Rien cependant n'est venu en profondeur s'attaquer au mal. En connaît-on seulement les causes ?

Il y a eu un âge d'or de l'enseignement de l'histoire en France, et les adultes d'aujourd'hui vivent dans la nostalgie de cette période *heureuse*. Celle d'un « *assentiment collectif* », selon le mot de M. Savary, quand l'histoire enseignée était « *nationale, exemplaire* » et pénétrée d'une « *vision scientiste du progrès* ». Mme Mona Ozouf, professeur à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), a décrit cette « *image radieuse* » de l'instruction civique sous la IIIe République, quand l'histoire patriotique déroulait « *la lente procession des rois amasseurs de terre, des généraux républicains, des grands ministres et des grands savants bienfaiteurs de l'humanité* ». Les professeurs d'histoire étaient alors, a rappelé Mme Michelle Perrot, professeur à l'université Paris-VII, « *clercs de la République, ferments de la société* ».

Place à la chronologie

Période révolue. Les empires ont cédé. Génocides et totalitarismes ont ruiné la croyance en un progrès continu. L'histoire s'est vue confrontée à de nouvelles exigences scientifiques, lorsqu'on a découvert, comme l'a affirmé M. Jean Devisse, professeur à l'université Paris-I, que « *les textes peuvent mentir* ». Son champ s'est élargi, justifiant ce qu'écrivait, dès 1941, Marc Bloch, fondateur des *Annales* avec Lucien Febvre : « *Le bon historien ressemble à l'ogre de la légende : où il flaire la chair humaine, il sait que là est son gibier* ».

L'enseignement de l'histoire et de la géographie n'en est que plus nécessaire. Parce que la France d'aujourd'hui, qui n'est plus celle « *rassemblée* » des manuels de Lavisse et de Mallet-Isaac, doit, au dire de M. Jacques Le Goff, « *assumer ses divisions* ». Enseignement nécessaire aussi comme un rempart pour protéger la démocratie.

Deux conceptions

En rappelant la place de la géographie, M. Yves Lacoste, professeur à l'université Paris-VIII, a demandé : « *Est-ce un hasard si les seuls États où quiconque peut librement se procurer des cartes précises à grande échelle sont les États de régime démocratique ?* »

Mme Ozouf a souligné qu'il faut apprendre aux adolescents, par une démocratie vécue dans l'école, la liberté, « *y compris celle de s'opposer à l'histoire* ». M. Jacques Le Goff a conclu : « *L'histoire qu'il faut enseigner ne peut être le retour à l'histoire de grand-papa.* » C'est celle qui donnera aux jeunes générations, selon M. Pierre Mauroy, venu inaugurer le colloque, « *à la fois une autonomie et le sens de la solidarité* ».

Elle fera sa place aux repères chronologiques. Tout le monde en est tombé d'accord. M. Jacques Le Goff : « *De grâce, ne faisons pas de la chronologie le champ de bataille du libéralisme et de l'autoritarisme* ». M. René Rémond, professeur à l'université Paris-X et président de la Fondation des sciences politiques : « *La chronologie est indispensable, mais elle n'est pas l'histoire. Ce n'est pas une fin, c'est un moyen.* » M. Antoine Prost, professeur à l'université Paris-I : « *La mémorisation des dates ne doit pas être confondue avec la construction des repères de temps et d'espace.* »

En rapportant les travaux des commissions, M. Prost soulignait que deux conceptions se sont opposées lors du colloque : celle d'un enseignement didactique, où le maître a toute initiative, où le savoir est donné et où, par exemple, il faut apprendre les dates par cœur ; et celle de la démarche d'éveil, où l'élève construit son savoir. Il est vrai que les participants représentaient un éventail assez large d'écoles de pensée et d'opinions. Même si manquaient des personnalités-phares, pourtant invitées, comme MM. Michel Debré ou Pierre Chaunu.

Cette diversité n'en donne que plus de prix à la satisfaction exprimée après l'annonce des mesures prises par M. Savary. M. René Rémond voit en elles « *l'amorce d'un redressement* » et apprécie « *leur échelonnement dans le temps* ». Il considère que grâce à elles « *on aura un enseignement de qualité dans vingt ans* ». M. Hubert Tison, secrétaire général de l'association des professeurs d'histoire-géographie, estime « *qu'un premier coup d'arrêt a été porté à la dégradation* », mais qu'il ne faut pas se cacher que le changement sera lent. Satisfaction aussi chez les responsables du SNI, tandis que pour M. Jean-Claude Guérin, du SGEN-CFDT, « *le doigt a été mis sur les vrais problèmes* ».

C'est lorsque les arbitrages sur les horaires, les programmes, le baccalauréat auront eu lieu dans les lycées que l'on saura vraiment si l'histoire a gagné.

CHARLES VIAL.

es deux évadés de la prison de Bastia ient bénéficié de nombreuses complicités

Correspondance

a. – Deux nouvelles évasions ieu dimanche 22 janvier à la le Bastia. Il s'agit de Charles trente-deux ans, inculpé inat dans l'affaire de l'atta- camp de la Légion étrangère bo Ocagnano le 11 février où un légionnaire au repos té tué et un autre blessé. n avait été revendiquée par le le libération nationale de la (FLNC). L'autre évadé est is Mariani, trente-quatre ans, té notamment dans l'attaque armée d'un fourgon postal en 1983 sur les hauteurs de Bas-

t peu avant 13 heures que les létenus, qui ne vivaient pas même cellule, se sont évadés. avoir scié un barreau d'une llules, située au troisième les deux hommes se sont glisser le long d'une corde rue qui longe la prison. Cette , qui a duré un quart d'heure, ble-t-il, été possible grâce à de multiples complicités à la fois intérieures et extérieures à la prison. Déjà, le 30 octobre dernier, Daniel Casanova, trente ans, inculpé pour hold-up et prise d'otages, réussissait une seconde évasion quatre mois après la première. Il n'a toujours pas été repris.

Une heure après l'évasion de Charles Pieri et François Mariani, la police a bouclé les principales issues de la ville et procédé à des contrôles dans un certain nombre d'habitations. Mais sans résultat. La maison d'arrêt Sainte-Claire de Bastia, est connue pour sa vétusté. C'est l'une des plus vieilles de France. L'une de celles aussi où les évasions sont les plus nombreuses. Le 7 novembre 1983, M. Pierre Cortesi, le directeur de la prison, avait été remplacé par M. Jean-Baptiste Castellani, précédemment en poste à Ajaccio. Une mission d'enquête avait été diligentée par le ministère de la justice.

DOMINIQUE ANTONI.

LA SITUATION A FR 3

La démission de M. Guibert, refusée par M. Holleaux sera-t-elle confirmée lundi après-midi ?

M. Edouard Guibert, directeur de l'information de FR 3, a présenté sa démission, samedi 21 janvier, au PDG de la chaîne, M. André Holleaux, qui l'a refusée. Bien qu'aucun motif officiel ne figure dans le communiqué de la direction générale de FR 3, l'interdiction de diffuser, le vendredi 20 janvier, la cassette destinée à expliquer la situation en Corse et les difficultés rencontrées par les journalistes locaux pour exercer leur métier (*le Monde* daté 22-23 janvier) n'y serait pas étrangère.

Plusieurs bureaux régionaux ont réagi à cette interdiction, certains même passant outre, tandis que de nombreux chefs de BRI manifestaient leur solidarité avec M. Edouard Guibert. Tel n'est pas l'avis cependant du président du Syndicat national de l'audiovisuel CFTC, M. Jean-François Jolivalt, journaliste à FR 3 Marseille, estimant que « *la dégradation de l'information dans les rédactions régionales de FR 3 est la sanction prévisible et inéluctable d'une gestion partisane, qui a permis à l'ancien secrétaire général du SNJ* [Edouard Guibert], *aujourd'hui directeur de l'information à FR 3, de monopoliser la quasi-totalité des postes-clés des rédactions au seul profit de ses amis syndicaux et politiques* ».

Même en écartant l'aspect très polémique de cette lettre ouverte, frisant la délation, la démission de M. Édouard Guibert est l'aboutissement d'une crise latente au sein de FR 3 au sujet de deux conceptions antagonistes de la décentralisation et de la place que doit y occuper l'information. L'« affaire Corse » n'a fait que cristalliser le différend qui porte sur la répartition des crédits et des moyens disponibles. La démission de M. Édouard Guibert, si elle était confirmée lundi après-midi, pourrait en entraîner d'autres. Plusieurs rédacteurs en chef de la troisième chaîne se réunissent ce lundi 23 janvier pour en délibérer.

Le colonel François Villanova, porte-parole de La Corse française et républicaine (CFR) a affirmé samedi 21 janvier à Ajaccio qu'il existait dans l'opinion publique corse « *une colère contre une manière de présenter les faits qui risque un jour de dégénérer* », avant de préciser : « *Et comme des têtes chaudes il y en a chez nous au moins autant que chez les autres, on risque un jour de voir la station de FR 3 payer les conséquences des facilités faites au séparatisme.* » Le colonel Villanova a déclaré qu'« *Il ne s'agissait pas de menaces* » mais seulement d'« *un avertissement charitable à des gens qui, peut-être, ne connaissent pas très bien les mœurs et les coutumes* » de l'île.

A propos de la dégradation du climat en Corse, signalons la prise de position commune, le samedi 21 janvier, des organisations composant le comité Presse-Police-Justice (SM, SNJ, FASP et SAF) : « *Constatant la dégradation de l'exercice de leurs professions respectives,* [ces organisations] *tiennent à réaffirmer qu'une société démocratique ne peut se concevoir, quelles que soient les situations locales, sans le respect de principes fondamentaux pour lesquels elles ont toujours mené un combat commun : liberté d'informer, exercice d'une justice sereine, respect des droits de la défense, une police au service de tous.*

» *Ce n'est pas en portant atteinte à ces principes que seront résolus les problèmes politiques, que ce soit en Corse, au Pays basque, en Guadeloupe ou ailleurs.*

» *Conscient de l'urgence qu'il y a à mettre fin à l'escalade violence-répression-atteinte aux libertés, le comité Presse-Police-Justice demande à être reçu par le premier ministre dans les plus brefs délais.* »

Ce texte est signé : Syndicat de la magistrature, Syndicat national des journalistes, Fédération autonome des syndicats de police, Syndicat des avocats de France.

Les mesures annoncées

● **A L'ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE :**

Les instructions officielles seront refaites pour la prochaine rentrée avec un souci de « *cohérence et de clarté* ». Elles devront :

● Assurer la présence de l'histoire dans toutes les classes élémentaires en y consacrant un temps suffisant. Des activités adaptées aux classes maternelles pourront préparer les enfants à recevoir cet enseignement.

● Concevoir l'enseignement de l'histoire et de la géographie en liaison avec celui des autres matières : français, mais aussi mathématiques car « *un enfant qui ne sait rien des nombres négatifs ne peut se repérer dans le siècle qui précède l'an premier de notre ère* ».

● Veiller à la progression régulière du cours préparatoire au cours moyen pour respecter l'ordre de présentation des connaissances, et maintenir éveillé l'intérêt des élèves.

● Mettre un terme à la querelle sur les « méthodes d'éveil », née d'une confusion. L'éveil doit redevenir une méthode, c'est-à-dire un moyen qui ne saurait tenir lieu de contenu.

● Donner aux enfants les cadres chronologiques (histoire) et cartographiques (géographie) et aussi le vocabulaire, en tenant compte de l'élargissement de ces disciplines aux grandes inventions scientifiques et techniques contemporaines et à l'histoire économique et sociale.

● Un plan de formation spécifique des instituteurs sera mis en œuvre. M. Savary a pris l'engagement qu'il concernera cent soixante mille instituteurs entre 1984 et 1988. Cette formation pourrait s'effectuer par des stages d'une semaine.

● **DANS LES COLLÈGES ET LES LYCÉES :**

Une priorité est donnée à l'enseignement technique et professionnel. Les deux tiers des élèves de quatorze à dix-huit ans fréquentent ce secteur où ils sont privés de l'enseignement de l'histoire. Il est difficile d'ajouter une matière à des horaires déjà chargés : trente-deux à trente-huit heures par semaine.

● Il faudra procéder non à des adjonctions, mais à une coordination des différentes disciplines, en faisant place à l'histoire, particulièrement à celle des sciences et des techniques.

● Une épreuve d'histoire-géographie sera introduite.

a) En fin de première (*sur dossier*) pour les élèves des sections E et F.

b) Au baccalauréat, en terminale pour la section G.

● **LA FORMATION DES ENSEIGNANTS :**

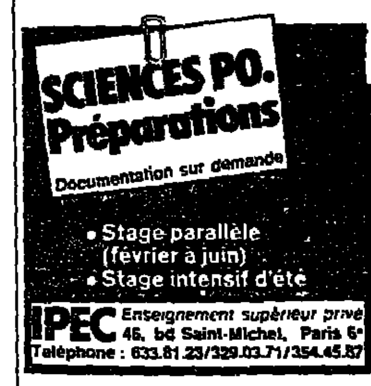
● L'enseignement supérieur devra participer de façon « *plus décisive* » à la formation continue des maîtres, car « *la vitalité de la recherche historique doit être aussi au service des écoles* ».

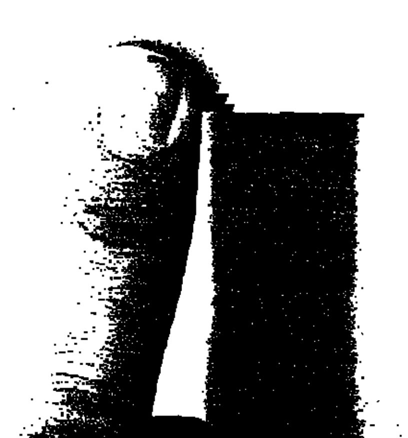
● La formation initiale des enseignants sera moins « *morcelée en unités de valeur trop spécialisées et hétérogènes* ». Cela vaudra aussi pour le DEUG des instituteurs ;

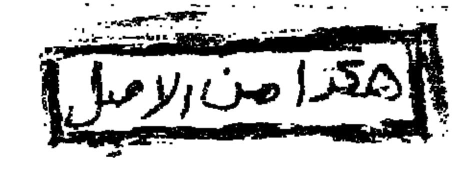
● L'entrée dans l'enseignement sera « *dans toute la mesure du possible* » précédée d'un travail de recherche. Les instituts universitaires de formation, que pourront créer désormais les universités, devront s'atteler à la recherche sur l'enseignement et sur l'histoire ;

● Un plan de formation spécifique pour les professeurs complétera celui des instituteurs. Il s'adressera dès cette année à la préparation de 600 formateurs. Sur quatre ans, 6 000 PEGC et 4 000 professeurs de lycées d'enseignement professionnel en bénéficieront.

Ce plan sera « *largement décentralisé* » et conçu comme un véritable programme de formation d'adultes, c'est-à-dire sous des formes « *ni paresseuses ni ennuyeuses* ».







Pas de gaz à l'étage

De notre correspondant

Grenoble. – La plaisanterie en vogue à Grenoble consiste à remplacer le traditionnel *« Bonjour, ça va ? »* par la formule *« Bonjour, ça gaze ? »* beaucoup plus adaptée aux récents événements. La capitale alpine vient en effet de s'offrir un paradoxe à sa manière : souvent citée pour ses prouesses techniques en tous genres, il lui a fallu cinq bonnes journées pour venir à bout d'une banale panne de gaz, consécutive à la rupture, mercredi 18 janvier, de la canalisation alimentant l'ensemble de l'agglomération. *« Il a fallu tout fermer avant de rouvrir »* dit, navré, le directeur de la Régie municipale qui alimente 50 000 abonnés à Grenoble. Ces derniers ont été invités, par mesure de sécurité, à couper leur installation et à le faire savoir en collant sur leur porte l'affichette distribuée par la Régie. Cette précaution vérifiée, le gaz pouvait être rétabli appartenent par appartement.

Plats qui se mangent froids

Une opération qui a duré jusqu'à dimanche soir, grâce à la mobilisation de deux cents agents sur le terrain. Les Grenoblois ont plutôt pris la chose avec bonne humeur, sortant bottes et manteaux et redécouvrant les plaisirs du camping. Les parents ou amis épargnés par la panne ont accueilli enfants et personnes âgées. Miracle de la solidarité : les possesseurs d'une cuisinière électrique ont invité leurs voisins à faire chauffer leurs plats, au lieu de marmonner leurs vagues « bonjour, bonsoir » quotidiens.

Puis l'assurance des premiers jours a fait place à une vague inquiétude, le moral baissant au même rythme que la température. « EGF » n'étant toujours pas passé, bien des départs anticipés pour le week-end ont été décidés.

Cette perturbation, en revanche, a procuré un surcroît de travail aux vendeurs de réchauds à gaz et d'appareils de chauffage électrique d'appoint, ainsi qu'à l'imprimeur chargé des fameuses affichettes. Mais les grands bénéficiaires de la panne sont, incontestablement, les restaurateurs non touchés par cette coupure, qui accueillaient les clients de leurs malheureux confrères, ceux qui auraient mangé froid chez eux, ceux qui retardaient le moment de regagner leur domicile et, enfin, les personnes qui avaient invité des parents ou des amis.

L'Union patronale de l'Isère, en revanche, *« se doit de recenser les conséquences financières, d'ordre social et économique, de cet accident »*. Un accident qui, finalement, aura plus marqué les Grenoblois par ses effets sur leur vie quotidienne que par ses causes. Qualifié d'« imprévisible », il risque évidemment de se reproduire...

JEAN-PIERRE MARDUEL.

UN MEETING DU SNAPC

Les « civils » contre la « tenue »

La police : sous l'étiquette apparemment commune, plusieurs mondes où l'on aime à rappeler ses prérogatives. *S'il était un message à* retenir du meeting organisé, samedi 21 janvier, à Paris, par le Syndicat national autonome des policiers en civil (SNAPC) il tenait dans cette insistance à dire qu'entre les uns et les autres, l'uniforme fait la différence. Civils nous sommes, et ne nous confondez pas avec « ceux de la tenue ». Tel était le message, et la revendication.

L'ombre des événements du 3 juin 1983 planant sur les humeurs policières, ils ne purent l'exprimer dans la rue. Faute de « manifestation », interdite par le préfet de police, l'exigence syndicale fut cantonnée à la salle de la Mutualité. Elle n'en avait *pas moins de coffre* : les meetings de policiers savent faire dans l'ovation bruyante, les roulements de pieds et les claquements de mains. Comme au stade, quelque 2 500 inspecteurs et enquêteurs, dont beaucoup de province, surent entonner le refrain du jour : *« On va gagner ! »* Tous supporters d'une même équipe : la police en civil.

La revendication du moment concerne les enquêteurs, corps comptant quatre mille membres en 1983 et qui fut créé en 1972 pour des besoins conjoncturels. Le SNAPC réclame sa « hiérarchisation », c'est-à-dire un déroulement de carrière propre aux enquêteurs. M. Gaston Defferre refuse cette *« mesure catégorielle »*, pour des raisons financières certes, mais surtout liées à l'architecture d'ensemble des corps composant la police nationale. Cependant, l'argument du SNAPC vise au-delà : le sort des enquêteurs *ne serait que l'expression* du malaise des « civils », déstabilisés par la philosophie policière de l'après mai 1981 qui privilégierait la police en tenue, majoritaire, visible et quotidienne, celle du contact immédiat avec la population.

« En ce qui nous concerne, tout a été dit, rien n'a été fait » résume le premier orateur, M. Christian Raingeon, responsable de l'Ile-de-France, qui détaille les *« appareils radio déficients »*, les *« locaux insalubres »*, les *« disparités de traitement »* avec la tenue ou encore *« les missions abusives telles que les protections statiques de potentats déchus »*.

« Austérité et sécurité ne sont pas conciliables » assure-t-il. Mais s'il en appelle *« à la dignité »*, ses successeurs à la tribune ne l'écouteront pas toujours.

« *Non*, dit le représentant de la région Nord, *la tenue ne constitue pas la seule police nationale.* » D'ordinaire prompte à critiquer le pouvoir des « patrons », c'est-à-dire les commissaires, le SNAPC se pose, aujourd'hui, en défenseur de *« l'ensemble des corps en civil, jusqu'au plus haut de la hiérarchie »*, comme le dira le secrétaire de la région Rhône-Alpes. Danger par conséquent que ce projet d'extension des qualifications judiciaires des gardiens de la paix – actuellement réservé aux civils, – recommandé notamment par le rapport Belorgey sur les réformes de la police. *« Si l'on donne cela, on s'achemine vers la répression »*, lance M. Gérard Munaut, secrétaire général du SNAPC, qui invoque la défense des *« libertés individuelles »*.

Un match donc, et tendu à tel point que, samedi, le bouc émissaire ne fut plus seulement le ministre de l'intérieur, mais le syndicat d'en face, l'organisation majoritaire chez les policiers en tenue, la Fédération autonome des syndicats de police (FASP). Aux *« Defferre, démission ! »* succédèrent plus vivement, dans la salle, les *« Deleplace au carrefour ! »*. Tout un programme adressé au secrétaire général de la FASP. Combat fratricide puisque les actuels dirigeants nationaux du SNAPC se disent de gauche, tout comme ceux de la FASP.

« Nous sommes réunis pour défendre la police en civil », lance sans ambiguïté M. Gérard Munaut. Selon le secrétaire général du SNAPC, qui ne fait pas mystère de son appartenance au Parti socialiste, 1981 n'a rien changé à l'affaire : *« Poniatowski, Defferre, même combat ! »*, résumera-t-il.

E. P.

(1) La police nationale comptait, en 1983, 20 355 policiers en civil (dont 14 224 inspecteurs et 4 114 enquêteurs) et 87 147 policiers en tenue.

Des policiers vont contrôler les prix

Nouvelle mission pour la police nationale : la chasse aux commerçants inflationnistes, aux prix grimpants et à la vie chère.

Dès cette semaine et durant au moins un trimestre, des fonctionnaires de police en uniforme seront en effet chargés de contrôler les prix de certains commerces « sensibles » et, s'il y a lieu, de dresser procès-verbal des infractions constatées.

Concernant les douze principaux départements urbains de province (1) et la préfecture de police de Paris, cette opération répond à la demande de la direction générale de la concurrence et de la consommation du ministère de l'économie et des finances. Elle s'explique par le manque d'effectifs de cette direction dont le personnel sera renforcé l'été prochain et surtout par la volonté gouvernementale de ne pas dépasser 5 % d'inflation cette année.

En 1983, les polices urbaines de province avaient été certes mises à contribution, mais de manière moins systématique, avec pour seul objectif les relevés de prix. Paris non compris, les policiers avaient ainsi effectué 118 909 relevés de prix. Cette année, leur mission est élargie aux contrôles et aux procès-verbaux à l'encontre des commerçants en infraction. Une ordonnance du 30 juin 1945 autorise cet accroissement de compétence, les policiers concernés, habilités par la direction générale de la concurrence et des prix, ayant alors le même pouvoir que des officiers de police judiciaire en matière de contrôle des prix.

L'opération concerne 814 policiers pour les douze départements provinciaux, soit près d'un *millier* au total avec Paris. Ils devront contrôler 20 % des points de vente des produits à surveiller. Ce qui représente une multiplication par cinq de la contribution policière au combat anti-inflationniste. Certains types de commerces sont *plus visés* que d'autres, en fonction du bilan des « dérapages » établi fin 1983 par le ministère de l'économie et des finances.

C'est surtout la méthode choisie pour organiser cet effort qui, du point de vue policier, retient l'attention. Les fonctionnaires habilités ne resteront pas affectés au seul contrôle des prix. Ils continueront dans leurs unités à assurer le tout-venant du service général policier. En somme, police-secours et la chasse à l'inflation pourront aller de pair. Les policiers choisis auront bénéficié d'un stage d'initiation de deux jours sous l'égide des directions départementales de la concurrence et de la consommation.

Rue de Rivoli, comme place Beauvau, on ne tait pas les difficultés de l'opération. Le contrôle des prix est une tâche plus difficile qu'il n'y paraît, supposant une certaine technicité. Sans doute, compte-t-on plus sur l'effet dissuasif que sur l'efficacité des contrôles. En outre, l'opinion publique est souvent peu sensibilisée aux infractions économiques. Paradoxalement, selon le ministre de l'intérieur, cette difficulté-là ne serait pas ressentie comme un obstacle par les policiers. Le contrôle des prix apparaît comme une tâche valorisante, et, de fait, les syndicats de policiers informés ont approuvé cette nouvelle mission.

D'autant plus qu'elle intervient au moment où, à l'occasion du passage des polices urbaines de province à la semaine de trente-neuf heures, un pas supplémentaire est fait en direction d'une « police de généralistes » polyvalente et visible. Diffusées cette semaine dans les services, les circulaires présentant cet alignement du régime horaire sur celui de toute la fonction publique, sont de ce point de vue explicites. Les fonctionnaires de police, écrit ainsi M. Pierre Verbrugghe, directeur général de la police nationale, devront *« retrouver la polyvalence nécessaire à la bonne exécution de leur mission »*. Il critique *« la trop grande diversité d'organisation des services territoriaux, tant sur le plan des horaires que sur celui de l'utilisation des effectifs, dont le fractionnement excessif en vue de la création de services spécialisés, a pu nuire à leur efficacité »*. Ce que la police perd en temps de travail, elle cherche donc à le gagner en présence sur le terrain, notamment le jour. Le service général est renforcé, tandis que les « charges indues » devront être réduites, et les unités spécialisées devront *« faire l'objet d'une refonte globale »*.

Tel est le contexte dans lequel *intervient cette nouvelle mission.* Reste, bien sûr, la question des relations avec le public, épineuse dès qu'il s'agit de notifier une infraction. Il est à espérer que le plus grand nombre de « gardiens-contrôleurs » aient suivi les stages de formation aux « relations police-public » organisés par le ministère de l'intérieur depuis l'automne 1983.

EDWY PLENEL.

(1) Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Rhône, Bouches-du-Rhône, Nord, Haute-Garonne, Gironde, Loire-Atlantique, Bas-Rhin, Seine-Maritime, Isère.

EN BREF

Les réactions à l'affaire Durieux

En attendant l'examen, mardi 24 janvier, par la chambre d'accusation de Paris de la demande de mise *en liberté* de M. Jean Durieux, rédacteur en chef de *Paris-Match*, de nouvelles réactions sont enregistrées.

L'Association des juges d'instruction, en réponse aux commentaires *suscités* par l'incarcération du journaliste, *« dénonce l'assimilation faite entre une mesure de détention et un chantage exercé sur l'inculpé dans le but d'obtenir des révélations »*. Elle constate aussi *« avec regret qu'une nouvelle fois un juge d'instruction fait l'objet d'attaques personnalisées à propos d'une décision prise dans l'exercice de ses fonctions »*.

De son côté, la Fédération française des associations de journalistes demande une *« confrontation rapide »* entre M. Durieux et les autres personnes éventuellement en cause pour *« que l'intéressé soit mis en liberté, sa détention n'étant plus nécessaire alors à la manifestation de la vérité »*. La Fédération ajoute que *« l'émoi suscité dans la presse ne doit pas être interprété par l'opinion publique comme une caution donnée par la profession à un genre de littérature inspiré par le seul appétit du gain et n'ayant rien à voir avec le devoir d'informer »*.

On relève enfin le point de vue de Mme Simone Veil, exprimé dimanche 22 janvier au « Club de la presse » d'Europe 1 : *« On poursuit un journaliste alors que c'est dans la police qu'il faudrait rechercher qui a donné les documents. »*

A MARSEILLE : fausses cartes de crédit

Un trafic de fausses cartes de crédit vient d'être découvert à Marseille, après l'interpellation, en décembre 1983, d'une jeune fille qui, dans un supermarché de la ville, acquittait des achats au moyen d'une fausse carte bleue tronquée. Tout à fait par hasard, elle s'était présentée à la caisse en même temps qu'une autre cliente avec une carte portant le même nom et le même numéro. La caissière avait donné immédiatement l'alerte.

Selon les enquêteurs, qui espèrent rapidement remonter la filière, un *stock important* de fausses cartes devait être écoulé au moment de la Coupe d'Europe de football.

Neuf expulsions d'intégristes musulman

Après les interpellations, les 18 et 19 janvier, à Marseille, d'intégristes musulmans (il s'agit d'étudiants de *nationalité iranienne, égyptienne*, tunisienne ou algérienne), quatre d'entre eux ont été expulsés du territoire jeudi dans la journée, (nos dernières éditions du 21 janvier). Quatre autres ont été inculpés de vol, recel et détention d'armes ; ils sont écroués à Aix et à Marseille.

Les dix autres ont comparu, vendredi, devant le tribunal correctionnel de Marseille. Neuf ont été reconduits à la frontière. Pour sa part, Abdel Abdid Taher, vingt-trois ans, de nationalité égyptienne, sera jugé *sur le fond, à sa demande*, le 2 février.

Les liens entre les auteurs des attentats de la Saint-Sylvestre (cinq morts), revendiqués par le groupe Lutte arabe armée et ces intégristes musulmans n'ont toujours pas été établis.

Un homme peut être « hôtesse de l'air »

Empêcher un homme de devenir « hôtesse de l'air » c'est faire preuve de *« discrimination sexiste à l'embauche »*. Ainsi en a jugé, le 20 janvier, le tribunal de Morlaix (Finistère).

En septembre 1982, M. François Beau, âgé de vingt-quatre ans, avait répondu à une offre d'emploi de la compagnie aérienne régionale, la Brit'Air, qui cherchait six hôtesses de l'air. M. Beau se vit répondre que la Brit'Air cherchait exclusivement du personnel féminin.

S'appuyant sur la loi du 13 juillet 1983 et sur l'article 416 du code pénal, M. Beau, soutenu par le Syndicat national du personnel navigant et commercial, intentait alors un procès au P-D G de la Brit'Air, M. Xavier Leclercq, pour « discrimination sexiste à l'embauche », aaffirmant, en outre, que les professions d'hôtesse de l'air et de steward *étaient similaires dans les textes*. La compagnie répondit que les décrets d'application de la loi du 13 juillet 1983 n'ayant pas été publiés, la législation lui permettait de refuser d'embaucher M. Beau.

Le tribunal de Morlaix en a décidé autrement. M. Leclercq devra verser 4 500 francs de dommages et intérêts à M. Beau qui en avait réclamé 50 000. – M.-C. R.

Le Monde

sports

RUGBY

LA VICTOIRE (25 A 12) DE LA FRANCE SUR L'IRLANDE

La rude cuvée 1984

Dans la ligne de son succès sur les Roumains, l'équipe de France a débuté victorieusement au Parc des Princes dans le Tournoi des cinq nations en battant, le 21 janvier, l'équipe d'Irlande (25-12) qui avait été la seule à la tenir en échec en 1983.

C'est aussi dans le droit fil de leur défaite face aux Roumains que les Gallois se sont, eux, inclinés à l'Arm's Park de Cardiff face à l'Écosse (15-8) pour la seconde fois consécutive.

Le 18 février prochain, les Français, qui visent le grand chelem, affronteront les Gallois sur leur terrain.

Faut-il adorer ou brûler cette équipe de France qui, échappant à la camisole de force irlandaise, a gagné, samedi, un match fou, fou, fou, pour inaugurer en fanfare le Tournoi des cinq nations 1984 ? La clameur de l'ovation faite par le Parc des Princes aux joueurs victorieux s'est éteinte. Le village de tentes des commanditaires de la Fédération française de rugby a été démonté après de phénoménales libations. Les smockings du traditionnel banquet d'après-match ont regagné la naphtaline. Et la question vient naturellement sous la plume.

Mais soyons clairs ! On ne s'interroge pas sur les qualités de ce XV tricolore parce que Jean-Pierre Garuet *a été renvoyé aux vestiaires à la soixante-sixième minute* par l'arbitre gallois, M. Norling. La faute du pilier lourdais était incontestable. Même quand on s'est fait chauffer les oreilles *pendant* une heure, il n'y a aucune raison de planter une « fourchette » dans les yeux d'un adversaire sous prétexte qu'il ne veut pas lâcher le ballon. L'arbitre, qui avait déjà donné des avertissements à Jean-Luc Joinel et à Michel Cremaschi, n'a donc pas *fait preuve d'une rigueur excessive.*

L'expulsion — la première d'un joueur français en match international — était justifiée. L'équipe de Jean-Pierre Rives ne doit pas, pour autant, être considérée comme une bande de *desperados* de l'ovale. Il y eut, naguère, en première ligne de l'équipe nationale des spécialistes de la « fourchette » que le président de la Fédération française de rugby (FFR), Albert Ferrasse, se serait bien gardé d'appeler « *imbéciles* », *comme il l'a fait* à l'adresse de Garuet pendant le banquet d'après-*match*. La faiblesse du Lourdais, éternel second de Paparemborde, qui était sélectionné pour la quatrième fois seulement à trente et un ans, a été de se laisser prendre dans l'engrenage de la violence sournoisement alimentée par les Irlandais.

Bref, il n'y a pas à rougir sur ce plan du quinze national millésime 84 comme cela fut le cas pour certains millésimes antérieurs. C'est une cuvée d'hommes rudes mais *loyaux. Victorieux hier comme ils l'avaient été au début* de la *saison* face aux Australiens puis aux Roumains, forment-ils, pour autant, l'équipe idéale, c'est-à-dire capable de réaliser un nouveau grand chelem ?

Vent de folie

Il y eut trois phases d'importance inégale durant ce match. Pendant les dix premières minutes, un petit vent de folie français souffla sur la pelouse du Parc. Deux *attaques débordèrent les Irlandais comme un raz de marée* fait sauter les digues. Le demi de mêlée, Jérôme Gallion, puis le trois-quarts centre Philippe Sella, inscrivirent chacun un essai. La France menait 10-3.

La demi-heure qui suivit fut à l'avantage des verts. L'équipe du talonneur Cirian Fitzgerald confis*qua tous les ballons en touche et*, à la faveur de chandelles vertigineuses, mettait l'ouvreur Ollie Campbell en position de tirer les pénalités concédées par les Français dans les regroupements. L'Irlande revenait 10-9.

La *fin* de la *partie* fut hachée par les coups de sifflet de l'arbitre. Mais c'étaient les irrégularités irlandaises qui permettaient maintenant à l'ouvreur Lescarboura de démontrer que sa botte valait bien celle de Campbell. Résultat : la France l'emportait 25-12.

Ces trois périodes mirent parfaitement en lumière les forces et les faiblesses de l'équipe pilotée par Jean-Pierre Rives. Au passif, apparaissait tout d'abord le manque de stabilité des piliers, qui eurent beaucoup de *peine à tenir tête aux* « pépés » irlandais Phil Orr et Jerry McLoughlin. De surcroît, ces piliers protégèrent fort mal les sauteurs dans les alignements en touche, si bien que les Français furent pratiquement privés de ballon dans cette phase de jeu durant un tiers de la partie.

En seconde ligne, le Grenoblois *Alain Lorieux ne se montra à son* avantage ni dans les mêlées, ni dans les alignements aux côtés d'un Jean Condom heureusement plus actif. Il y eut aussi, de la part de Gallion et du trois-quarts centre Codorniou quelques fautes de main assez inhabituelles et, à l'arrière, Serge Blanco, qui, il est vrai, relevait *d'une opération*, n'avait pas retrouvé ses jambes de l'an dernier. Enfin, le choix tactique consistant à faire « repiquer » les ailiers vers le centre amena systématiquement Patrick Estève et Patrice Lagisquet à s'enfermer dans une souricière alors qu'ils auraient, peut-être, pu prendre le *large* le long des lignes.

L'autorité de Gallion

A l'actif de l'équipe, il y avait l'ardeur du talonneur Philippe Dintrans et du troisième ligne Laurent Rodriguez. Mais il fallait surtout inscrire l'autorité de Gallion derrière la mêlée, deux années de pénitence n'ayant pas fait perdre au dentiste *toulonnais* son sang-froid *et son merveilleux culot*. Tout au contraire, il semble avoir mis à profit cet éloignement forcé de l'équipe nationale pour ajuster une passe superbe qui permit à Lescarboura de faire ensuite, en toute sécurité, les choix tactiques les plus judicieux. *Les coups de pied de l'ouvreur, qui se distingua en prenant seulement trois pas d'élan* dans l'axe des poteaux firent, pour le reste, la différence.

Ces deux gaillards-là constituent la *paire* de demis qui faisait défaut au XV de France depuis fort longtemps. Ceux-ci devraient permettre aux lignes arrière, dont l'action n'a pas été couronnée d'un grand succès samedi, malgré les exploits personnels de Sella, de donner libre cours, en *toute* tranquillité, à *leur imagination.*

Au total, le bilan a été, bien sûr, *largement* positif, comme l'indique le score. *Mais la griserie de la victoire ne doit pas faire oublier qu'une équipe d'Irlande* vieillissante mais teigneuse a été à deux doigts d'enrayer la machine. Les sélectionneurs devront s'en souvenir au moment de composer l'équipe qui affrontera les Gallois le 18 février prochain à l'Arm's Park de Cardiff.

ALAIN GIRAUDO.

JUDO

Les poisons de l'arbitrage

Le Tournoi de Paris de judo qui a été disputé les 21 et 22 janvier au Stade Coubertin par les représentants de quatorze nations a vu les victoires de l'Italien Renella (moins de 60 kilos), du Japonais Yamamoto (moins de 65 kilos), du Français Christian Dyot (moins de 71 kilos), du Japonais Akoboshi (moins de 78 kilos), de l'Autrichien Seisenbacher (moins de 86 kilos), du Sud-Coréen Hyung Joo (moins de 95 kilos) et du Français Parisi (plus de 95 kilos). Les titulaires de l'équipe nationale Delvingt, Rey, Mellilo, Berthet, Cann, Vachon ont paru émoussés par un récent stage de cinq semaines au Japon tout comme les Allemands de l'Est.

Quand Angelo Parisi, champion olympique des lourds, fait basculer les 120 kilos de son rival et ami Laurent Del Colombo, le judo c'est simple. L'arbitre tend le bras droit vers le ciel et crie *« ippon »* (point). La victoire est claire et nette, indiscutable. Le public applaudit à tout rompre. En revanche, ce public vocifère, trépigne, siffle quand le judo devient simulacre, parodie. Et les quatre mille spectateurs du stade Coubertin ne s'en sont guère privés, notamment au cours de la première journée de ce *Tournoi de Paris*. La responsabilité des arbitres *est* alors lourdement engagée car ils dénaturent l'esprit de la compétition.

Par exemple, il est extrêmement *rare de voir un juge pénaliser automatiquement un* combattant ayant un avantage technique lorsqu'il empêche son adversaire d'attaquer de façon irrégulière. Le Français Roger Vachon en bénéficia néanmoins au détriment du Hongrois Szefesi pour la troisième place des mi-lourds. En revanche, Christian Dyot gagna la catégorie des légers en ayant *laissé l'initiative* à Marc Houget, *c'est-à-dire en attendant* simplement la faute de son adversaire sans prendre lui-même le risque de l'attaque. Dans la même catégorie, le champion d'Europe Richard Mellilo faillit perdre la troisième place au profit du Sud-Coréen Ho Yeon, qui truqua pendant six minutes avant de s'effondrer.

Ce truquage est pratiquement toujours le même. Un combattant porte une attaque dans la bande rouge en bordure du tapis. *Si elle produit l'effet escompté, c'est-à-dire* une chute, elle est valable puisqu'elle est partie à l'intérieur des limites. Si elle n'aboutit pas, l'adversaire ne peut contrer puisque les limites ont été franchies. Champion d'Europe des mi-légers, Thierry Rey, qui, il est vrai, n'est pas au maximum de sa forme en ce moment, a *été victime de ce « système » face à Hansen, qui ensuite* a été lui-même victime d'une décision trop rapide dans sa finale contre le Japonais Yamamoto.

La répétition de telles erreurs peut dénaturer une compétition. Elles sont dues au fait que les arbitres ne sont pas sélectionnés sur des critères qualitatifs mais quantitatifs. Chaque nation représentée dans un tournoi délègue automatiquement deux juges. *Souvent ceux-ci n'ont qu'une connaissance approximative* des bases du judo et prennent leur décision en fonction du manuel. Un des moyens de faire progresser le niveau général de l'arbitrage serait peut-être d'obliger les juges à expliquer leurs décisions en annonçant le nom de la technique justifiant l'attribution d'un avantage ou d'une *sanction*. *Le* judo *redeviendrait peut-être* alors un *sport simple* et beau sans obscurs calculs.

A.G.

● *L'ancien champion de ski autrichien, Sepp Walcher*, âgé de vingt-neuf ans, a trouvé la mort, le 22 janvier, en heurtant une barrière de protection lors d'une épreuve de masse chronométrée à Schladming (Autriche).

Walcher, qui s'est brisé les vertèbres cervicales, avait été champion de monde de descente en 1978 à Garmisch. Ecarté de *la sélection* autrichienne des Jeux *olympiques* de 1980, il avait mis un terme à sa carrière, qui avait été marquée par des victoires à Kitzbuehel, après avoir terminé dix-huitième de la Coupe *du monde de descente en* 1982.

● *Raquettes en Auvergne.* — La direction départementale temps libre, jeunesse et sports du Puy-de-Dôme organise, du 2 au 11 février, un séjour « Connaissance de l'Auvergne en hiver par la pratique du ski de piste, de fond et des raquettes ». Cette rencontre internationale regroupera des stagiaires *étrangers, invités en France par le* ministère des relations extérieures, et des participants français de toutes les régions.

Inscriptions auprès des directions départementales temps libre, jeunesse *et sports de chaque* département ou de la direction départementale du Puy-de-Dôme, cité administrative, rue Pelissier, 63034 Clermont-Ferrand Cedex. Tél. : (73) 92-42-68.

Les résultats

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE NATIONALE I
(troisième tour, retour)

Limoges b. Avignon	91-85
*Le Mans b. Tours	95-70
*Orthez b. Stade Français	85-80
Antibes b. Lyon	95-86
Villeurbanne b. Monaco	71-69
*Vichy b. Caen	82-78
*Reims b. Challans	88-86

Classement. — 1. Limoges, 43 pts ; 2. Le Mans, 41 pts ; 3. Antibes, 40 pts ; 4. Orthez (+ 7), 39 pts ; 5. Stade Français (− 7), 39 pts ; 6. Villeurbanne, 34 pts ; 7. Avignon, Vichy, 30 pts ; 9. Tours, 29 pts ; 10. Caen, 27 pts ; 11. Monaco, CRO Lyon, 26 pts ; 13. Challans, 23 pts ; 14. Reims, 21 pts.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division
(vingt-cinquième journée)

**Bordeaux b. Strasbourg*	2-0
**Monaco b. Toulon*	1-0
**Nîmes b. Nantes*	1-0
**Auxerre b. Metz*	6-1
**Lille b. Laval*	1-0
**Rennes et Lens*	1-1
**Bastia b. St-Étienne*	2-1
**Nancy b. Rouen*	2-0
**Sochaux-Toulouse*	*remis*

**Paris-S.G.-Brest disputé le mardi 24.*

Classement. — 1. Bordeaux, 38 pts ; 2. Monaco, 35 ; 3. Nantes, 33 pts ; 4. Auxerre, 32 pts ; 5. Paris-SG, 31 pts ; 6. Toulouse, 30 pts ; 7. Strasbourg, 27 pts ; 8. Lens, Laval, 25 pts ; 10. Rouen, Bastia, 24 pts ; 12. Sochaux, 22 pts ; 13. Lille, Metz, Nancy, 21 pts ; 16. Toulon, 19 pts ; 17. Saint-Etienne, 18 pts ; 18. Brest, Rennes, 17 pts ; 20. Nîmes, 16 pts.

Ski alpin

COUPE DU MONDE MASCULINE A KITZBUEHEL

Slalom spécial : 1. Girardelli (Lux.), 1'38"24 (51"91 + 46"33) ; 2. Gruber (Autr.) 1'38"91 ; 3. Krizaj (Youg.) 1'38"93 ; 4. Mahre (E-U), 1'39"20 ; 5. Stenmark (Suède), 1'39"25, *etc.*

Descente : 1. Klammer (Autr.), 2'2"82 ; 2. Resch (Autr.), 2'3"39 ; 3. Steiner (Autr.), 2'3"43 ; 4. Zurbriggen (Suisse), 2'3"44 ; 5. Wirnsberger (Autr.), 2'3"54, etc.

COUPE DU MONDE FÉMININE A VERBIER

Slalom spécial : 1. A. Kronbichler (Autr.), 1'30"97 (45"43 + 45"14) ; 2. M. Epple (RFA), 1'31"07 ; 3. E. Hess (Suisse) 1'31"67 ; 4. D. Tlalka (Pol.) 1'31"69 ; 5. U. Konzett (Liecht.), 1'31"91, etc.

Descente : 1. M. Walliser (Suisse), 1'39"84 ; 2. H.B. Flanders (E-U), 1'39"99 ; 3. O. Charvatova (Tch.), 1'40"76 ; 4. K. Stemmle (Can.), M. Figini (Suisse), 1'40"90, etc...

Ski nordique

FOULÉE BLANCHE A AUTRANS

Quelque 15 000 fondeurs ont participé le 22 janvier à la traditionnelle épreuve de masse nordique, la Foulée blanche, qui a vu dans la course de 42 km la victoire de Louis-Marc Loubet (1 h 58 min 21 sec) chez les hommes, et de Marie-Christine Subot (2 h 07 min) chez les dames.

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE RELAIS

Après s'être imposé dans les épreuves individuelles de 15, 30 et 50 km, Dominique Locatelli s'est affirmé le numéro un du ski de fond français en amenant à la victoire l'équipe du Dauphiné dans le relais 4 × 10 km le 21 janvier à Autrans.

AVANT LES JEUX DE SARAJEVO ET DE LOS ANGELES

Le CIO, la politique et l'argent

De notre envoyé spécial

Chamonix. — M. Juan Antonio Samaranch, Mme Monique Berlioux et M. Maurice Herzog, respectivement président, directeur et membre du Comité international olympique (CIO), étaient à Chamonix, les 21 et 22 janvier, pour y célébrer le soixantième anniversaire des premiers Jeux d'hiver, officialisés comme olympiques un an plus tard, en 1925. L'exposition, au Musée alpin, d'affiches, de matériel et d'équipements de cette époque, la projection d'un film sur ces premiers Jeux — marqués par la domination des Norvégiens en ski, des Finlandais en patinage de vitesse, des Canadiens en hockey sur glace, et par la première apparition d'une fillette de onze ans, nommée Sonia Henie, — ont offert un rafraîchissant retour aux sources à moins de trois semaines de l'ouverture des Jeux de Sarajevo.

Argent et politique sont à l'origine des problèmes auxquels le CIO se trouve désormais confronté. Ainsi, le Comité pourrait être saisi du cas d'Hanni Wenzel qui souhaiterait participer aux Jeux d'hiver. Avec le Suédois Ingemar Stenmark, la skieuse du Liechtenstein avait pourtant pris, la saison dernière, une licence B qui l'autorisait à signer, à titre individuel, des contrats publicitaires, mais qui l'écartait des Jeux. Aujourd'hui, le Comité olympique de cette principauté serait prêt à témoigner qu'elle n'a pas tiré un profit personnel de sa situation. *« Si d'ici à Sarajevo la Fédération internationale de ski (FIS) reconsidère sa décision, nous sommes prêts à revoir la nôtre »*, nous a indiqué M. Samaranch.

De même, pour le tournoi olympique de football, le CIO ne se désolidarisera pas de la Fédération internationale (FIFA), chargée de réglementer les épreuves de qualification. En juillet 1983, les deux organismes s'étaient mis d'accord pour écarter des Jeux les joueurs qui *« gagnent leur vie par la pratique du football »*. Sous contrat professionnel avec des clubs de première division, les footballeurs français et ceux d'Allemagne de l'Ouest, qui se disputeront la place réservée à une équipe d'Europe occidentale, appartiennent — ils vraiment à la catégorie des joueurs sélectionnables ? *« Nous ne sommes plus en 1920 mais en 1984*, répond le président du CIO. *Le monde est divisé en deux grands systèmes politiques qui ont organisé le sport différemment. Le CIO doit être un pont entre ces deux systèmes, avec l'ambition de donner à tous les athlètes et à tous les joueurs les mêmes possibilités de participer aux Jeux. »*

Les problèmes politiques pourraient, en revanche, contrarier le bon déroulement des Jeux. De retour d'un voyage en Californie, M. Marat Gramov, président du Comité olympique soviétique, a déploré que le département d'Etat américain ait déclaré caduc l'accord qu'il avait signé avec le comité d'organisation des Jeux pour le cas *« où l'URSS se rendrait à Los Angeles »*. M. Samaranch, qui connaît bien les Soviétiques pour avoir été ambassadeur d'Espagne à Moscou avant son élection à la tête du CIO, n'est pas trop préoccupé par cette nouvelle source de polémique. *« Ce n'est pas au CIO de dire comment les Soviétiques pourront se rendre à Los Angeles ou s'ils pourront résider sur un bateau*, dit-il. *Je crois savoir que le département d'Etat est prêt à revoir sa position. Les Soviétiques seront à Los Angeles. »*

Après le boycottage des Jeux de Montréal par les Africains pour protester contre la présence des Néo-Zélandais qui entretenaient des relations sportives avec l'Afrique du Sud, puis les absences à Moscou de certains pays occidentaux et de la République populaire de Chine à la suite de l'intervention des Soviétiques en Afghanistan, les Jeux de Los Angeles seront-ils enfin universels ? Les tensions internationales n'inquiètent-elles pas le président du CIO ? *« Tout ce qui se passe dans le monde nous affecte*, répond-il. *Nous ne vivons pas sur une autre planète. Si nous avons la paix, nous aurons de bons Jeux. Sinon nous rencontrerons des difficultés. Mais je crois aussi que le sport et l'olympisme peuvent apporter un espoir en rassemblant des jeunes venus de systèmes politiques différents. Nous devons être optimistes. A Sarajevo, on va battre notre record de participation pour les Jeux d'hiver. J'espère qu'il en sera de même à Los Angeles, où nous attendons les représentants de plus de cent quarante-cinq pays. »*

GÉRARD ALBOUY.

NATATION

Vladimir Salnikov en rodage

Strasbourg. — *Aucun record du monde n'a été battu dans la piscine de Schiltigheim (Bas-Rhin), où a eu lieu, dimanche 22 janvier, une réunion internationale de natation, en dépit de la présence du triple* champion du monde, le Soviétique Vladimir Salnikov. Superstar des bassins, le champion *s'est contenté* de gagner le 1 000 mètres nage libre en 10 min., 02 sec., 71 et de participer, avec l'équipe d'URSS, *aux quatre fois 100* mètres quatre nages.

Pour sa part, la Française Catherine Poirot a *battu* le record de France du 100 mètres brasse, *qu'elle a porté* à 1 min., 11 sec., 94.

De notre envoyé spécial

Viendra-t-il ? Ne viendra-t-il pas ? Les organisateurs de la réunion de Strasbourg avaient craint que Vladimir Salnikov ne leur fasse faux bond. Le champion soviétique *n'avait-il* pas, il y a un an, renoncé au dernier *moment* à son *déplacement* ? Aucune *raison n'avait été* donnée à son absence à une manifestation commanditée par Triumph International, un fabricant allemand de vêtements de sport. Était-ce le fait de la Fédération soviétique de natation, qui venait de procéder au changement de son entraîneur en chef ? Peut-être. Mais on dit, aussi, que la même Fédération aurait cédé aux amicales pressions de son commanditaire, Adidas, autre *fabricant* de vêtements sportifs, qui *n'aurait* guère apprécié les prestations de Salnikov au profit de Triumph International...

Avec deux des meilleurs *nageurs du monde*, Robertas Shulpa (brasse) et Serguei Zabolotnov (dos), Salnikov était bien, en chair et en os, à Strasbourg, avant de se rendre à Font-Romeu (Pyrénées-Atlantiques) pour un stage de préparation en vue des prochains Jeux olympiques de Los Angeles et de participer, au début du mois de février, à la réunion de Boulogne-Billancourt.

A vingt-trois ans, le Soviétique n'a toujours pas trouvé d'adversaires à sa mesure. Champion d'Europe pour la première fois en 1977, il a, depuis, collectionné titres et médailles d'or aux championnats du monde et aux Jeux. Il détient tous les records du monde, du 400 mètres au 1 500 mètres. Mieux encore : il *n'a* pas connu la défaite depuis son premier titre européen. Une hégémonie qui en fait le grand favori des épreuves de demi-fond des Jeux.

Volontiers souriant, le champion a peu de contacts en dehors de la natation *soviétique*. Il n'exprime pas volontiers *ses états* d'âme. Son entraîneur l'accompagne dans les rares conférences de presse qu'il accepte de donner ; une interprète traduit les réponses alors qu'il s'exprime couramment dans la langue anglaise. *« Une demi-heure d'entretien. Nous n'avons pas plus de temps à vous accorder. Vladimir est trop sollicité ; il doit s'entraîner. »*

Fond musical

Vladimir Salnikov, effectivement, n'a pas beaucoup de loisirs. Il n'a même plus celui de *« sécher les séances d'entraînement »* comme il le faisait il y a une dizaine d'années *« par manque de motivation »*. Aujourd'hui, il aligne l'une après l'autre les fastidieuses longueurs de bassin. *« Chaque jour une vingtaine de kilomètres. »* Cinq heures de travail intense à un rythme soutenu et deux heures de séance de musculation sur fond musical.

Salnikov a bien tenu compte des leçons des entraîneurs américains, qui ont la réputation de mener leurs élèves à *un rythme* infernal. Le Soviétique, toutefois, a *fait mieux* dans le genre en nageant jusqu'à vingt-cinq kilomètres par jour, un rythme qu'il a désormais abandonné. Il ne s'étend pas outre-mesure sur ses propres méthodes de travail. Etudiant en éducation physique à Leningrad, il *laisse entendre* que les Jeux de Los Angeles pourraient bien être sa dernière compétition : *« Nous n'avons pas encore pris de décision*, dit-il, *mais cela reste une éventualité. »*

Strasbourg n'était qu'un aimable divertissement sur le chemin de l'Amérique. Nager un 1 000 mètres *ne lui a pas paru particulièrement* séduisant. Il n'avait jamais encore participé à cette épreuve, qui n'est pas reconnue officiellement par la Fédération internationale de natation. Il est néanmoins détenteur de la meilleure performance mondiale sur la distance, qu'il a nagée en 9 min. 57 sec. 63 au *passage d'un* 1 500 mètres.

Athlète de 1 m 80 pour 70 kilos, le Soviétique, en tout cas, s'est montré, à Strasbourg, à la hauteur de sa réputation. Même l'espoir est-allemand Sven Lodziewski, terminant à 25 mètres de son adversaire, a été éliminé par le rouleau compresseur soviétique. La puissance de *ce dernier* a fait, une fois encore, merveille. Il n'a *pas battu pour* autant sa meilleure performance. Les records, il les améliorera peut-être à l'occasion des prochains rendez-vous qu'il s'est fixés : URSS-RDA et les traditionnels championnats d'hiver d'URSS, qui sont les moments forts de la natation soviétique. Vladimir Salnikov aime à se distinguer dans ces occasions. Histoire d'impressionner ses rivaux à la veille d'une grande compétition.

GILLES MARTINÉAU.

INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

Les collections de printemps

Nouveaux venus

Si, par suite d'une grève, Nina Ricci manque à l'appel des couturiers présentant leurs créations de printemps, une nouvelle maison apparaît. Elle s'appelle Lecoanet Hemant, nom qui résulte de l'association de celui de Didier Lecoanet, un Lorrain de vingt-six ans, de celui d'Hemant Sagar, un Indo-Allemand de vingt-huit ans, qui se sont rencontrés sur les bancs d'école de la chambre syndicale de la couture parisienne. Ils se sont établis au 5, de la rue Lamennais, dans le huitième arrondissement.

Leur style optimiste, chaud et coloré se traduit en tuniques sur jupes, aux épaules carrées, agrémentées d'incrustations géométriques, décentrées, entre buste et manches, suggérant les divers pliages de cocottes en papier. Des soies à pois ou à rayures et des dentelles sont ajustées en mouvement asymétrique et plongeant pour le soir.

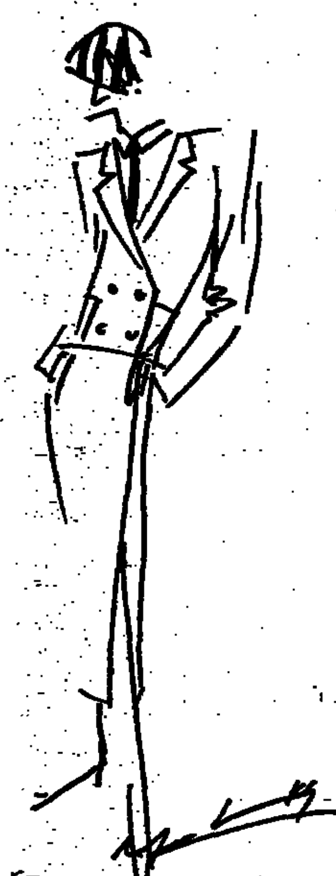
André Courrèges, lui, pense aux Jeux olympiques de Los Angeles, aux couleurs éclatantes du drapeau américain, dont les rayures et les étoiles claquent au vent en ensemble de jour et du soir, épaulés en boule, à petite jupe au genou ou en fourreau au mollet. Le noir se marie au blanc en gabardine de coton, sans oublier les ensembles pastel pour lesquels il est célèbre. Les triangles se superposent en robes folles, scintillantes, transparentes ou à relief, lamées et pailletées, destinées aux fêtes californiennes.

Philippe Venet plante un parterre de fleurs d'été en vestes de laine poids plume bleu dur, cyclamen, fuchsia ou rouge dahlia, aux carrures arrondies, posées sur des corsages bain de soleil en soie, à basques moulant les hanches et des jupes droites blanches. Un style juste, en tenues passant du jour au soir, la petite laine protégeant des excès de la climatisation. Toujours désinvoltes, de beaux manteaux appuyés aux hanches en beige rosé s'ouvrent sur des jupes assorties et des chemisiers structurés. Des effets de modestie retiennent les décolletés plongeants des robes pailletées et brodées.

Torrente, enfin, allie des formes sportives à la splendeur des tissus. Les rayures alternent avec les pois et les pastilles géantes en ensembles de robes aux vestes marine uni.

D'agréables pyjamas de terrasse sont plaqués aux hanches par de larges ceintures tandis que les robes de gala, en plissé Fortuny, diaphanes, gris perle ou champagne, s'enroulent autour du corps à partir de corsages en cache-cœur.

NATHALIE MONT-SERVAN.

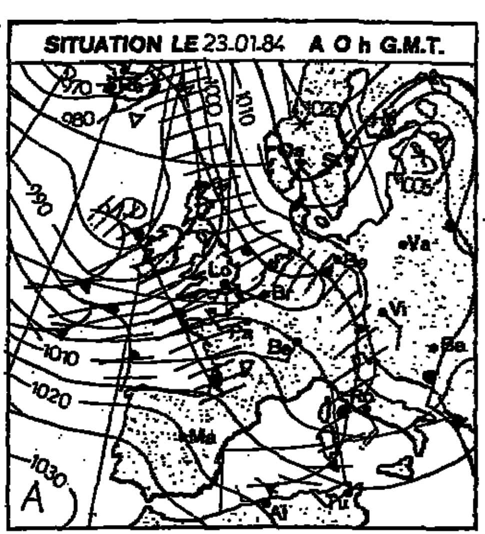


(Croquis DE MARCQ.)

CHRISTIAN DIOR : veste de tailleur écourtée sur jupe portefeuille au mollet, blouse en crêpe de Chine cravatée, cheveux maintenus par un serre-tête de cuir.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 23.01.84 A 0 h G.M.T.

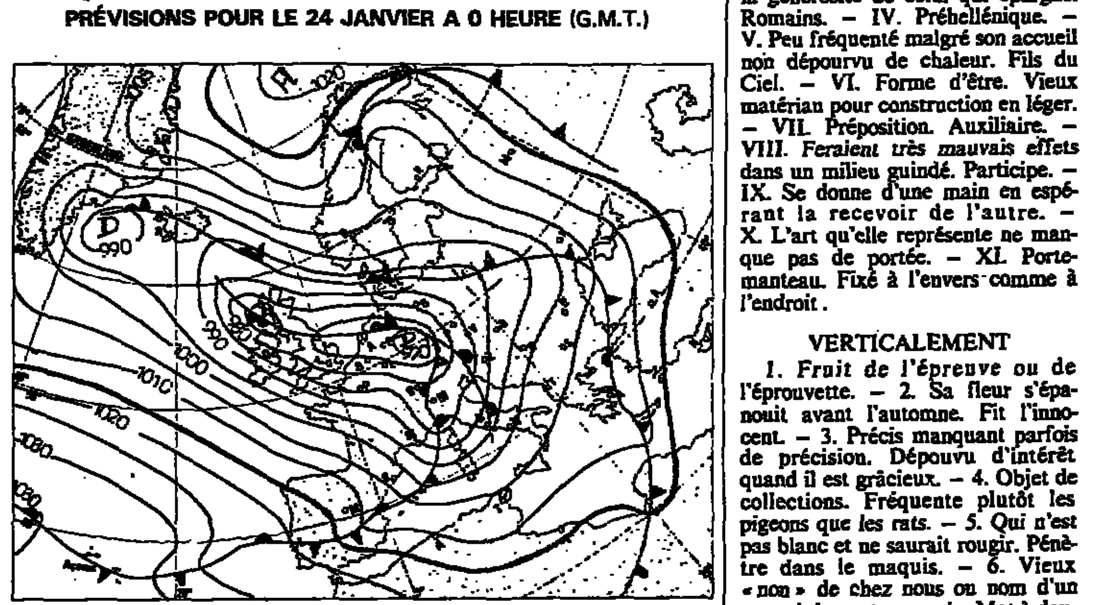


PRÉVISIONS POUR LE 24.01. DÉBUT DE MATINÉE

995
1005
975
Br
Li
Bo
To
Ma
Brouillard ~ Verglas dans la région

Evolution probable du temps en France entre le lundi 23 janvier à 0 heure et le mardi 24 janvier à 24 heures.

PRÉVISIONS POUR LE 24 JANVIER A 0 HEURE (G.M.T.)



La France restera sous l'influence d'un temps perturbé assez doux, mais très humide. Le vent soufflera fort atteignant la tempête en Manche.

Mardi, poussés par un fort vent de nord-ouest, des nuages défileront sur la France, laissant se développer uniquement de courtes éclaircies. De fortes averses se déclencheront en toutes régions, donnant par moments des pluies abondantes. Il neigera à l'est de la Seine, même en plaine. Au cours de l'après-midi, des averses de grêle menaceront la moitié nord du pays.

Le vent continuera de souffler en tempête sur la Manche et restera fort dans l'intérieur du pays, 60 km/h environ.

Près de la Méditerranée, mistral et tramontane dégageront le ciel et de belles éclaircies pourront se développer. Sur les versants exposés au nord-ouest, les pluies ou chutes de neige seront plus abondantes. En montagne, il neigera au-dessus de 600 mètres.

En fin d'après-midi, sur les Charentes et l'Aquitaine, moins d'averses, mais des nuages élevés annonceront l'arrivée d'une nouvelle perturbation.

Le matin, de faibles gelées sur le nord et l'est, 2 à 4 degrés dans l'ouest, entre 0 et 3 degrés dans le centre et 4 à 6 degrés du sud-ouest à la Méditerranée.

L'après-midi, 9 à 10 degrés de la Bretagne aux Pyrénées, 10 à 12 degrés en bordure de Méditerranée, 5 à 7 degrés sur le reste du pays.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 22 janvier; le second, le minimum de la nuit du 22 au 23 janvier) : Ajaccio, 14 degrés et 11; Biarritz, 13 et 9; Bordeaux, 13 et 9; Bourges, 10 et 2; Brest, 9 et 5; Caen, 9 et 3; Cherbourg, 8 et 4; Clermont-Ferrand, 11 et 1; Dijon, 9 et 1; Grenoble-St-M-H, 7 et 0; Grenoble Saint-Geoirs 7 et 0; Lille, 3 et –1; Lyon, 9 et 2; Marseille-Marignane, 9 et 4; Nancy, 5 et 1; Nantes, 11 et 4; Nice-Côte d'Azur, 11 et 5; Paris-Montsouris, 10 et 3; Paris-Orly, 9 et 1; Pau, 13 et 8; Perpignan, 16 et 11; Rennes, 10 et 3; Strasbourg, 3 et 1; Tours, 9 et 3; Toulouse, 14 et 8; Pointe-à-Pitre, 28 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 15 et 10 degrés; Amsterdam, – 2 et – 7; Athènes, 17 et 10; Berlin, – 2 et – 1; Bonn, – 2 et – 3; Bruxelles, 3 et 1; Le Caire, 19 (maxi); îles Canaries, 20 et 16; Copenhague, – 2 et – 2; Dakar, 22 et 18; Djerba, 16 et 6; Genève, 7 et 1; Jérusalem; 13 et 6; Lisbonne, 16 et 12; Londres, 6 et 0; Luxembourg, – 4 et 0; Madrid, 16 et 7; Moscou, –2 et –8; Nairobi, 27 et 14; New-York, –6 et –8; Palma-de-Majorque, 17 et 13; Rome, 16 et 9; Stockholm, –4 et –8; Tozeur, 17 et 7; Tunis, 18 et 9.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3630

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I							■		
II		■							■
III							■		
IV								■	
V				■					
VI		■				■			
VII			■		■				
VIII							■		
IX								■	
X		■							
XI	■					■			

HORIZONTALEMENT

I. Juge d'instruction. Participe passé. – II. Doit sa renommée à monts et cristaux. – III. Il est dû à la générosité de celui qui épargne. Romains. – IV. Préhellénique. – V. Peu fréquenté malgré son accueil non dépourvu de chaleur. Fils du Ciel. – VI. Forme d'être. Vieux matérian pour construction en léger. – VII. Préposition. Auxiliaire. – *VIII. Feraient très mauvais effets* dans un milieu guindé. Participe. – IX. Se donne d'une main en espérant la recevoir de l'autre. – X. L'art qu'elle représente ne manque pas de portée. – XI. Portemanteau. Fixé à l'envers comme à l'endroit.

VERTICALEMENT

1. Fruit de l'épreuve ou de l'éprouvette. – 2. Sa fleur s'épanouit avant l'automne. Fit l'innocent. – 3. Précis manquant parfois de précision. Dépouvu d'intérêt quand il est grâcieux. – 4. Objet de collections. Fréquente plutôt les pigeons que les rats. – 5. Qui n'est pas blanc et ne saurait rougir. Pénètre dans le maquis. – 6. Vieux « non » de chez nous ou nom d'un transalpin contemporain. Mot à double sens. – 7. Son homme doit avoir le cœur dans la tête, selon Napoléon. Figurent souvent au menu du cruciverbiste. – 8. Souche aux nombreux rameaux. Refuge de montagne. Grecque. – 9. Peuvent être des petits rats aspirant à devenir des tigres.

Solution du problème n° 3629

Horizontalement

I. Antialcoolisme. – II. Percolateur. Eta. – III. Aida. Aimanter. – IV. Pan. Na. Li. Al. – V. Lis. Moduler. Sis. – VI. Elan. Savarin. Ne. – VII. Cil. Gades. Ans. – VIII. Tête. Mêle. Ocre. – IX. Ici. Mise. Arides. – X. Quorum. Sanieuse. – XI. Noter. Veule. – XII. Et. Li. Ela. Ur. – XIII. Sépales. Ta. Erne. – XIV. Neutralité. – XV. Laids. Eure. Cals.

Verticalement

1. Apoplectiques. – 2. Ne. Ail. Écu. Téta. – 3. Transaction. – 4. Ici. Nie. Roland. – 5. Aod. Mutilés. – 6. Llanos. Mime. Eu. – 7. Ça. Adages. Reste. – 8. Ota. Uvales. Ru. – 9. Oeillade. Avatar. – 10. Lumière. Ane. Ale. – 11. Ira. Risorius. – 12. Na. Ciel. Etc. – 13. Métis. Ardue. réa. – 14. Eté. Innées. Un. – 15. Arasés. Secrets.

GUY BROUTY.

EN BREF

ENSEIGNEMENT

ÉCOLES PRIVÉES JUIVES. – Le premier numéro du *Courrier de l'UNEJ*, bulletin mensuel de liaison de l'Union des enseignants des écoles juives de France, vient de paraître. *L'UNEJ, créé en juin* 1981 par les enseignants des écoles privées israélites, veut défendre l'avenir de ces établissements et regroupe des professeurs qui refusent d'être considérés comme *« la cinquième roue du carrosse ».*

★ **UNEJ, 61, av. Simon-Bolivar 75019 Paris. Tél. : 200-83-19.**

EUROPE DE L'EST

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE. – Les éditions Economica publient un ouvrage de Georges Frélastre, professeur à la faculté des sciences économiques de Clermont-Ferrand, intitulé *l'Aménagement du territoire en Europe de l'Est*. Il s'agit d'une analyse inédite des systèmes de planification et de leurs applications géographiques dans des pays qui s'inspirent tous de la doctrine marxiste-léniniste. Toutefois, les politiques d'aménagement du territoire diffèrent sensiblement d'un pays à l'autre, depuis la farouche pureté doctrinale de l'Albanie, ou l'efficacité est-allemande, jusqu'à la tentative de saupoudrage industriel en Roumanie.

★ ***L'Aménagement du territoire en Europe de l'Est*, de Georges Frélastre, éd. Economica, 49, rue Héricart, 75015 Paris, 125 F. Tél. 578-12-92.**

STAGES

FEMMES EN MAIRIE. – L'Union féminine civique et sociale (UFCS) forme à la pratique municipale en deux sessions : « Urbanisme sur le *terrain, les 30 et 31 janvier* ; « Commune employeur – commune et emploi » les 6 et 7 février.

★ **UFCS, 6, rue Béranger, 75003 Paris. Tél. : 272-19-18, l'après-midi.**

MÉCÈNES POUR L'INDUSTRIE

INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION (ISG) : RECTIFICATIF. – Le numéro de téléphone publié dans notre édition du 19 janvier est celui de l'ISG-pays. Pour avoir l'ISG-sponsoring, il convient d'appeler *le 264-66-66 ou le 347-25-74*, après 18 heures.

VOILE

NOUVELLES FRAICHES. – Depuis le 10 janvier, le « Nautiphone », *journal téléphonique de la voile*, diffuse en permanence, vingt-quatre heures sur vingt-quatre heures et trois cent soixante-cinq jours par an, l'actualité de la navigation de plaisance et de la course océanique. Réalisé par Anne Réale et Thierry Vigoureux, journalistes, il est financé par des constructeurs de bateaux, des organisateurs de courses océaniques et, actuellement, par le Salon nautique. Numéro à composer : 16 (6) 069-67-89.

★ **« Nautiphone », B.P. 69, 77590 Bois-le-Roi. Tél. : (6) 069-68-68.**

Photographie

AVIS DE RECHERCHE

En novembre 1984 se tiendra à Paris le Mois de la photographie. A cette occasion, et pour célébrer le quatre-vingtième anniversaire de la naissance de l'autochrome (premier procédé photographique de reproduction directe des couleurs, inventé par les frères Lumière), la photothèque Albert Khan souhaite organiser une exposition dont une partie présenterait des images d'amateurs et de professionnels de cette époque.

Les particuliers, collectionneurs et fonds publics ou privés qui possèdent ce genre de document sont invités à la contacter. Seuls seront conservés pour l'exposition les tirages papier réalisés par les soins de la photothèque à partir des plaques de verre originales qui lui auront été confiées.

★ Département des Hauts-de-Seine, collections Albert Kahn, 10, quai du Quatre-septembre, 92100 Boulogne-Billancourt. Tél. 604-52-80.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 25 JANVIER

« Hôtel de Sully, 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, Mme Hulot.

« Notre-Dame et son trésor », 15 heures, portail central, *Mlle Zujovic.*

« Raphaël », 17 heures, Grand Palais, Mme Saint-Girons (Caisse nationale des *monuments historiques*).

« La Conciergerie », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge (Art et promenades).

« Raphaël », 17 h 15, Grand Palais (M. Bouchard ».

« Autour de Saint-Sulpice », 14 h 30, métro Saint-Sulpice (Paris pittoresque et insolite).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 22 janvier 1984 :

DES ARRÊTÉS

● Relatif aux concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature;

● Instituant dans des établissements d'enseignement agricole publics des expérimentations pédagogiques dans des formations conduisant à divers brevets de technicien et d'études professionnelles en agriculture et au certificat d'aptitude professionnelle agricole.

UNE INSTRUCTION.

● Relative à la participation des armées à des missions relevant d'autres départements ministériels.

Le Monde

culture

DEUX DISPARITIONS

Roger Blin

Le « découvreur » de Beckett et Genet

L'acteur et metteur en scène Roger Blin est mort dans la nuit du 20 au 21 janvier. Il était âgé de soixante-seize ans. Il avait notamment découvert Beckett, dont il avait monté En attendant Godot, *et Genet, dont il avait mis en scène* les Nègres *et* les Paravents.

Quand on le voyait passer dans sa rue Saint-Honoré, près du Palais-Royal, toujours à pied, avec sa démarche de chat et son allure de vieil étudiant, une élégance bohème bien à lui — il affectionnait les grands cache-nez tricotés et le béret basque ! — on ne pouvait s'empêcher de dévisager cet « artiste » connu, mais non célèbre, dont le beau visage étrange ne pouvait passer inaperçu.

Il était si discret, Roger Blin, n'aimant rien tant que de se fondre dans le paysage parisien pour observer, un sourire ironique creusant ses hautes pommettes, l'œil attentif à tout, ou bien retranché vers soi-même, un éternel manuscrit sous le bras — d'un auteur le plus souvent inconnu — à faire accepter par un producteur ou par un directeur de théâtre. Il n'aura jamais rien revendiqué pour lui-même : aucun poste, aucune prébende, aucune médaille, aucune fonction honorifique; il ne s'est jamais comporté en ancien combattant d'aucune cause et n'a jamais réclamé un quelconque droit d'antériorité sur des écrivains, des comédiens, des metteurs en scène qui lui devaient leur notoriété.

A l'âge où d'autres se considèrent comme des retraités, il vivait pauvrement et continuait, imperturbable, à aimer les chats et à travailler avec de jeunes inconnus, à chercher des auteurs qui correspondaient à une certaine idée qu'il se faisait de l'art et du théâtre. Une idée à laquelle il fut fidèle toute sa vie.

Né à Neuilly-sur-Seine, où son père était médecin, éduqué à Sainte-Croix de Neuilly, Roger Blin n'eut jamais aucun goût pour les valeurs bourgeoises. Il aura passé sa vie à ne pas s'établir, à courir le cachet, à proposer des mises en scène, insensible aux engouements modernes comme à la valeur certifiée des classiques. N'ayant jamais été à la mode, il n'attendait pas que celle-ci le rejoignît et s'étonnait, un peu goguenard, quand, au début des années 60, des jeunes, extatiques, venaient le trouver : « *Vous qui avez connu Artaud..., vous qui avez découvert Beckett..., vous qui...* » Il répondait, souvent aimable, égrenait quelques souvenirs, évoquait sans solennité aucune des morceaux de l'histoire du théâtre contemporain, tout en pensant à part soi : « *Et Roland Dubillard ? Et Eduardo Manet, le Cubain ? Et Fugard, le Sud-Africain ? ça ne vous intéresse pas ?* »

Marqué pour toujours par son amitié avec Antonin Artaud, dont il partageait l'univers de cruauté et de


Dessin de CAGNAT.

cauchemar, fasciné par ce maître es révoltes, il ne voudra jamais travailler qu'avec des gens de sa « famille », ses fidèles : Arthur Adamov, Sylvain Itkine, Samuel Beckett, Jean Genet, Jean Martin, Jean-Louis Barrault, Jean-Marie Serreau — cette autre prodigieuse « tête chercheuse » du théâtre d'aujourd'hui, mort trop tôt, — Laurent Terzieff, son fils spirituel. Athée, antimilitariste, libertaire et séducteur à la fois, il s'était toujours senti concerné par les combats de la gauche — le Front populaire, la guerre d'Algérie (il était signataire du manifeste des « 121 »), l'apartheid — tout en continuant à être un des grands hommes de théâtre de son temps qui ne vivait que pour son art... et que son art ne faisait pas bien vivre. Non pas « artiste maudit », mais libre. Indépendant.

D'Artaud à Godot

C'est cette liberté qui aura régi toute sa vie : il commence par se destiner à la peinture tout en se passionnant pour le cinéma, véritable « rat de ciné-club » (on dira plus tard « rat de cinémathèque ») ; il se lie aux surréalistes, fréquente le Dôme, où il rencontre Antonin Artaud. C'était en 1928. Il n'a pas choisi sa voie : il fait de la critique cinématographique puis, au début des années 30, débute comme figurant et comme assistant-réalisateur, avec Pierre Chenal, Jean Renoir. Avec Jacques Prévert, il s'intègre au groupe « Octobre », qui fait du théâtre engagé, et, en 1934, pour « *rendre service* » à Artaud, il devient assistant d'un spectacle qui aura marqué l'histoire du théâtre, même si peu de gens l'ont vu : *les Censi*. Comme il est trop timide pour jouer, qu'il bafouille, Artaud lui donne le rôle d'un sourd-muet...

Pourquoi avait-il lâché le dessin, pour lequel il était réellement doué et qu'il pratiqua toute sa vie, en refusant de vendre ou d'exposer ? Je le lui avais demandé, un jour. La réponse était venue avec un grand rire, immédiate, évidente : « *Parce que je bégayais !...* » Comme son aîné, Louis Jouvet, Blin bégayait : il lui fallait se vaincre à chaque réplique, dominer cette timidité rugueuse qui le faisait souvent silencieux, combattre sa nature ; il s'était imposé un handicap : obligé de combattre pour s'exprimer.

Pour vivre, il fit beaucoup de figuration au cinéma et, même tint, des seconds rôles où il s'imposait par une incontestable présence, une belle diction, un physique singulier. « *Je ressemblais si peu aux jeunes premiers de l'époque*, disait-il. *Alors, on m'a fait jouer des idiots de village, ou des intellectuels !* » On se souvient du monstre boiteux, le montreur d'ours des *Visiteurs du soir*, mais on ne revoit pas assez le film d'Edmond Gréville dont il fut la vedette, *Pour une nuit d'amour*, avec Odette Joyeux...

Pourtant, c'est le théâtre qui le tient : après la guerre, il prend la salle de la Gaîté-Montparnasse ; il fera faillite, mais il y aura joué un extraordinaire Strindberg, *la Sonate des spectres*, et il aura fait la connaissance de Samuel Beckett. « *Il était venu deux fois voir le spectacle*, racontait-il. *Il avait été ravi, alors qu'il n'y avait personne dans la salle ! Il s'est dit que j'étais l'homme dont il avait besoin pour son* Godot *et il m'a fait passer le manuscrit.* »

Ils attendront... quatre ans pour qu'un directeur, un autre fou de théâtre, Jean-Marie Serreau, accepte enfin d'accueillir cette pièce d'un inconnu dans son Théâtre de Babylone (aujourd'hui disparu). L'énorme succès de *En attendant Godot* l'étonnera, et il le considérera comme dû, en partie, à un « *malentendu religieux* ». *Fin de partie*, qu'il crée à Londres, en 1957, avant de le jouer à Paris, confirmera la gloire de Beckett et marquera pour longtemps Roger Blin, maître impotent et aveugle tyrannisant un valet épouvanté...

La rencontre avec Jean Genet sera capitale, pour l'un comme pour l'autre : à part *les Bonnes*, jouées chez Jouvet après la guerre, l'œuvre théâtrale de Genet était inconnue ; avec les Griots, une compagnie de comédiens africains et antillais, Roger Blin va créer son plus beau spectacle, *les Nègres*, qui marquera la trop brève existence du Théâtre de Lutèce. Il attendra encore longtemps pour monter l'autre pièce « scandaleuse » de Genet, *les Paravents*, que Jean-Louis Barrault accueillera dans son Théâtre de France-Odéon et qui donnera lieu à des chahuts de manifestants d'extrême droite hurlant : « *Genet, Barrault, Blin au poteau.* » Entre-temps, il avait offert à Madeleine Renaud un de ses plus beaux rôles : *Oh les beaux jours*, de Beckett.

Après mai 1968, il reste fidèle à Jean-Louis Barrault, dont pourtant il ne partageait pas du tout les idées politiques, et il dénoncera à l'avance les « *lottes pourries* » qui voudront prendre, à l'Odéon, la place de son ami, tombé en disgrâce.

A l'âge où d'autres vivent sur leurs lauriers ou prennent leur retraite, il continuait à chercher de nouveaux auteurs, quitte à se faire juger par les critiques comme un débutant. Il présentait des pièces contre l'apartheid, contre la pollution par le mercure dans la mer du Japon ; il répétait une pièce sur l'Irlande, en décembre dernier, à la Cartoucherie, lorsqu'il a fallu l'hospitaliser.

« Inventeur » de Beckett, de Genet, cet homme d'une culture immense avait une règle : être honnête avec les auteurs, les respecter, et non pas leur prêter des intentions qu'ils n'ont jamais eues. Il a toujours cherché les qualités d'un autre réalisme, il avait le goût des dialogues d'une banalité extrême pour mieux faire éclater un comique amer, teinté de tragique, grinçant. Cet homme, qui avait choisi la voie royale de la marginalité, alliait l'humour, la tendresse, le pessimisme. Le théâtre d'aujourd'hui lui doit beaucoup.

NICOLE ZAND.

[Né le 22 mars 1907 à Neuilly, Roger Blin fait de la figuration au cinéma, écrit des articles critiques, fréquente les ciné-clubs, se lie aux surréalistes... Il participe très vite aux recherches théâtrales du moment, avec Antonin Artaud, Jean-Louis Barrault et auprès du groupe Octobre. En 1935, il est l'assistant d'Artaud pour *les Cenci* et apparaît pour la première fois sur une scène. En 1937, année où il joue *Ubu enchaîné*, de Jarry, il fait partie de l'équipe de *Numance*, monté par Barrault.

Acteur, Blin devient metteur en scène essentiellement à partir de 1949 avec *la Lune dans le Fleuve jaune*, de Dennis Johnston, puis avec *la Sonate des spectres*, de Strindberg. Il lui faudra attendre quatre ans avant de pouvoir créer *En attendant Godot*, dont le succès l'entraîne à aller réaliser des mises en scène à l'étranger. A la fin des années 50, il monte Jean Duvignaud et encore Beckett. Puis c'est Jean Genet, avec *les Nègres*. En tant que comédien, il participe à la création du *Balcon*, mis en scène par Brook en 1960.

Il met en scène en 1966, à l'Odéon, *les Paravents*. En 1968, il reprend *Fin de partie*, de Beckett. Il met en scène un *Macbeth* en 1972 et de nouveau *Godot* en 1978. Sa dernière mise en scène fut celle de *Triptyque*, de Max Frisch, en 1983, à l'Odéon.

En 1976, il a reçu le Grand Prix national du théâtre.]

● *Mort de Jackie Wilson.* — Jackie Wilson, le chanteur de rhymth and blues, est mort le dimanche 22 janvier. Il était âgé de quarante-neuf ans. Il avait été numéro un au hit-parade américain en 1958 avec *Lonely Teardrops*.

Johnny Weissmuller

Le cri de Tarzan

Johnny Weissmuller, ancien champion olympique de natation, qui fut l'interprète de Tarzan au cinéma, vient de mourir à Acapulco, où il était retiré depuis de nombreuses années, d'un œdème pulmonaire. Il était âgé de quatre-vingt ans.

Le premier, il fit entendre le fameux cri, celui qui, dans les films d'aventures africaines de la M.G.M. annonça, dès 1932, la présence, l'arrivée du « roi de la jungle ». Il fut le premier Tarzan du cinéma parlant, et celui qui devait en rester l'incarnation même. Avant lui, il y avait eu — les romans d'Edgar Rice Burroughs ayant été adaptés dès 1917 — Elmo Lincoln, ancien agent de police, acteur chez Griffith, Gene Pollar, pompier new-yorkais, Perce Dempsey Tabler, chanteur d'opéra qui poussa le cri « en muet », James Pierce, gendre d'Edgar Rice Burroughs et le cascadeur Frank Merrill

Son propre cri, Johnny Weissmuller prétendit l'avoir repris à sa mère autrichienne : une sorte de tyrolienne dans la jungle d'Hollywood, en somme. On prétend que, en réalité (1) ce fut « *le produit d'un mixage composé de hurlement d'une hyène, de l'aboiement d'un chien, d'un ut poussé à l'aigu par la cantatrice Lorraine Bridge et de la vibration d'une corde sol de violon* ». Les spectateurs n'y regardèrent pas de si près. Ils identifièrent toujours Johnny Weissmuller à Tarzan, comme celui-ci s'y était identifié.

Né le 2 juin 1904 à Windber (Pennsylvanie), fils d'un ancien officier autrichien émigré, aux États-Unis, Johnny Weissmuller, champion olympique de natation en Europe, trouva la célébrité au cinéma en remplaçant, dit-on, le champion de lancer de poids Herman Brix, pressenti pour le rôle. *Tarzan, l'homme singe*, de Woody S. van Dyke (1932), s'éloignait par bien des points, du premier roman de Burroughs mais, en donnant à Weissmuller Maureen O'Sullivan comme partenaire dans le rôle de Jane, la M.G.M. allait, pour quelques temps, créer un couple mythique. La plastique, la musculature, les exploits sportifs du champion s'associèrent au charme et à la coquetterie de la « belle » séduite par la bête humaine.

Prouesses acrobatiques et nautiques, scènes d'action avec les animaux, envolées au bout des lianes, conflits avec les aventuriers venus de la civilisation ou les méchantes tribus noires... la saga de Tarzan-Weissmuller fut une des grandes créations du romanesque exotique des années 30. On suscita, dès cette époque, des rivaux à l'éblouissant dieu blanc de la jungle : Buster Crabbe dans un sérial en douze épisodes tourné avant le deuxième Weissmuller, *Tarzan et sa compagne* (Céderic Gibbons et Jack Conway, 1934), Herman Brix (qui devint en 1940 Bruce Bennett) choisi par Edgar Rice Burroughs lui-même pour un autre sérial *les Nouvelles Aventures de Tarzan* (1935) et pour *Tarzan l'invincible* (1938), le romancier ayant créé une maison de production ; et aussi Glenn Morris dans *la Revanche de Tarzan* (1938). Pourtant, les films produits par la M.G.M. — même si les lignes de vertus firent quelque peu modifier le pagne de Tarzan et la tunique sommaire de sa compagne — continuèrent d'avoir le même succès : *Tarzan s'évade* (1936), version amputée des scènes d'horreur de *la Capture de Tarzan*, qui ne fut pas distribué, *Tarzan trouve un fils* (1939), *le Trésor secret de Tarzan* (1941), *les Aventures de Tarzan à New-York* (1942), tous réalisés par Richard Thorpe. Après l'aventure new-yorkaise, Maureen O'Sullivan abandonna le rôle de Jane qu'elle avait tenu six fois et la production passa chez Sol Lesser

Johnny Weissmuller devait tourner encore *le Triomphe de Tarzan* (1942), et *le Mystère de Tarzan* (1943) de William Thiele, sans le personnage de Jane, puis, avec Brenda Joyce (Jane revenue), *Tarzan et les Amazones* (1945), *Tarzan et la femme-léopard* (1946), *Tarzan et la chasseresse* (1947), de Kurt Neumann et *Tarzan et les sirènes* (1948) de Robert Florey. Mais d'autres personnages féminins intervenaient dans les intrigues. Après cela, Johnny Weissmuller laissa place à Lex Barker, qui devait avoir, plus tard, des successeurs, dont Gordon Scott. Il avait vieilli, pris du poids, un visage bouffi. De [illegible] à 1956, il fut l'explorateur Jim [illegible] héros de bandes dessinées [illegible] cinéma et à la télévision.

Selon Francis Lacassin, auteur d'une remarquable étude, *Tarzan*, parue en 1971 dans la collection « 10 18 », le mythe de Tarzan, tel qu'il fut créé et suivi dans de nombreux romans par Edgar Rice Burroughs, a été le plus souvent édulcoré et trahi dans les productions hollywoodiennes. N'empêche que Weissmuller, en fut, le plus typique et que, en particulier, les reprises à la télévision (sur FR3) en 1976 et 1980 des six films M.G.M. avec Maureen O'Sullivan ont confirmé les enthousiasmes anciens et séduit de nouvelles générations.

JACQUES SICLIER.

(1) *Télé-Sept jours* N° 692 du 28-7-73.

Le champion

C'est à l'âge de dix-huit ans, le 9 septembre 1922, que Johnny Weissmuller est devenu le plus célèbre nageur du monde. Ce jour-là, il réussit, le premier, à battre une barrière plus psychologique que chronométrique : la minute sur 100 mètres. Le sport est ainsi fait que ceux qui jouent les précurseurs, au bon moment, entrent dans l'histoire et y restent. Le jeune Weissmuller, cependant, avait tout à fait mérité cette place à part. Sa manière de nager le crawl, bien en ligne, en force et en souplesse à la fois, allait faire école. Longtemps, les meilleurs sprinters du monde se sont, par la suite, inspirés de sa technique qu'il analysait ainsi : « Le corps doit faire quille, il ne faut pas qu'il roule sur l'eau, la respiration d'un côté ou de l'autre ne doit, en aucun cas, provoquer un déséquilibre et créer une résistance à l'avancement. »

La carrière de Johnny Weissmuller eut comme sommet les Jeux olympiques de Paris, en 1924, et ceux de 1928, à Amsterdam. Il obtint les médailles d'or du 100 mètres (59 secondes), du 400 mètres (5 min. 4 sec. 2/10) et du relais à la piscine des Tourelles de Paris et conserva son titre olympique sur 100 mètres (58 sec. 6/10) quatre ans plus tard aux Pays-Bas, assorti d'une autre médaille d'or en relais. Cinquante-deux fois champion des Etats-Unis, auteur de soixante-sept records du monde, en course individuelle et en relais, sa notoriété sportive fut, avant la guerre, au moins égale à celle de son compatriote Mark Spitz qui devait, en 1972, à Munich, enlever sept médailles d'or.

Au premier abord, le rôle de Tarzan qu'on lui offrit, en 1930, ne le séduisit pas trop. Il ne se laissa tenter que parce que le moment était venu, à vingt-six ans, d'envisager une reconversion et que l'emploi de Tarzan était de beaucoup nager. Bien lui en prit. En quelques années, le Johnny Weissmuller homme-singe avait presque fait oublier le plus grand champion de natation que les Etats-Unis, et le reste du monde, avaient connu.

Tarzan-Weissmuller fut une cigale. Avec l'âge, sa situation financière ne cessa de se détériorer. Voici deux ans, il fut contraint d'accepter une situation d'hôte dans un grand palace-casino de Las Vegas. Vieilli, malade, complètement oublié par Hollywood, il accueillait du mieux qu'il pouvait ceux qui venaient risquer des fortunes autour des tables de jeux.

Toute sa vie et encore plus sur le tard, Johnny Weissmuller a eu la nostalgie de ses beaux jours sportifs et il se plaisait à dire qu'il aurait volontiers échangé tous les rôles de Tarzan contre les joies que lui avait données une seule de ses victoires olympiques. Pour rien au monde, il n'aurait troqué une médaille d'or contre un Oscar. Il fut, en tout cas, avec Esther Williams, championne des Etats-unis, elle aussi, avant la guerre, le seul à aussi bien réussir devant la caméra que face au chronomètre.

FRANÇOIS JANIN.

MUSIQUE

« L'enlèvement au sérail », par Strehler

(Suite de la première page.)

Peut-être l'interprétation musicale reste-t-elle légèrement en-deçà de notre attente, ce qui pourrait justifier une petite déception, mais comment bouder un tel plaisir ?

Pour ce *Singspiel* étourdissant écrit par un garçon de vingt-six ans, ivre de sa liberté nouvellement conquise et du bonheur de ses fiançailles (il se marie le 4 août 1882, en plein milieu du triomphe de *l'Enlèvement*), Strehler a conçu le dispositif le plus immatériel : de ravissants panneaux décoratifs de Luciano Damiani, coulissant à toute allure, vaguement orientaux (les minarets sont des églises à bulbes très autrichiens, sommés d'un croissant), qui ouvrent sur l'infini de la mer et d'un ciel sans nuages, où passent la felouque du pacha et le navire de la délivrance.

Toute la mise en scène est concentrée sur le jeu des mains et les attitudes, en correspondance et en contrepoint avec les lignes musicales qui dessinent des portraits — sinon schématiques, du moins très stylisés — d'« emplois » traditionnels : le pacha magnanime, sa belle captive et l'amoureux accouru pour la sauver, que le despote délivre pour se « venger » noblement de l'affront subi jadis du père du jeune homme, la piquante soubrette et le malicieux valet bernant le sanguinaire gardien du sérail, dont la corpulence et la gloutonnerie font une proie facile...

Strehler invente à chaque instant mille péripéties dignes de la commedia dell'arte, gags légers, prestes et rebondissants, qu'il faut saisir au vol et qui se pulvérisent comme bulles de savon, à l'image d'une musique pétillant sans cesse.

Tout son art est dans la précision, la justesse du détail comique, l'expressivité tendre ou mélancolique du trait, d'autant plus exigeant que, jouant sans cesse de la lumière et de l'ombre localisées sur la scène par des éclairages rasants, ses personnages sont vus le plus souvent comme des silhouettes ou des ombres chinoises qui se découpent sur le ciel. Le mouvement d'un corps, la cambrure d'un bras, la ligne d'une robe, une main ouverte, un doigt qui se tend, dessinent une musique visuelle aussi rapide que celle de Mozart. Et que dire lorsque, délaissant la comédie, les personnages, s'avançant sur le devant de la scène plongé dans l'obscurité, viennent exhaler dans la nuit leurs confidences les plus douces ou désespérées ?

Gerhard Unger reste (à soixante-sept ans) le jeune et étincelant Pedrillo qu'il fut dès l'origine, voix claire, dorée, gouailleuse, avec une veine rustique typiquement autrichienne qui pimente l'italianisme de la commedia. L'Osmin de Helmut Berger-Tuna rivalise avec lui de légèreté et de malice, malgré son plantureux costume aux culottes bouffantes (d'où sortent de petits pieds) et son énorme turban qui lui donnent la silhouette la plus réjouissante, toujours en déséquilibre. La voix puissante, d'un comique irrésistible, a paru curieusement aphone dans le grave au troisième acte ; était-ce une idée de Strehler ?

Le couple d'amoureux est moins convaincant. Claës H. Ahnsjö, séduisant Belmonte au timbre fruité et sensible, à la technique déliée (même s'il a tendance à chanter un peu bas), ne s'affirme guère à côté de ses truculents voisins. Et l'on reste perplexe devant la constance de Catherine Malfitano. Grande cantatrice sans aucun doute (elle l'a prouvé dans *les Contes d'Hoffmann*, *Roméo et Juliette*, et bien d'autres), sa voix très riche n'a pas la transparence de cristal de ce rôle, et elle attaque avec violence ses airs aux vocalises d'une difficulté et d'une délicatesse extrêmes, souvent proches de la limite de rupture, sans avoir vraiment l'aigu et la souplesse nécessaires. Elle a été quelque peu malmenée injustement par le public de la première, souffrant aussi de la comparaison avec la Blondine idéale de Kathleen Battle, ravissant oiseau des îles, voix jubilante, pleine de gaieté et de rêve, avec une exquise gamme de couleurs, dont les vocalises cette fois planaient dans l'azur mozartien.

Le jeune chef américain James Conlon dirige avec précision et raffinement l'orchestre de l'Opéra, qui a prodigué pour la circonstance ses plus rares sonorités. Pourtant, l'exécution est encore un peu tendue et froide. Après une ouverture ultra-rapide, la plupart des *tempos* paraissaient assez lents ; on rêvait de la liberté et de l'envolée merveilleuses d'un Fricsay ou d'un Krips, cet accord permanent avec l'optimisme, la tendresse, la profonde émotion mozartienne, qui pourraient cependant prochainement souffler sur cette interprétation d'une excellente mise au point.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Prochaines représentations les 24, 28, 31 janvier ; 2, 4, 8 et 10 février. Signalons le numéro de *l'Avant-Scène-Opéra*, avec, comme toujours, une documentation aussi abondante que précieuse et une belle analyse de *l'Enlèvement* par Jean-Victor Hocquard, ainsi que de nombreuses photos du spectacle de Strehler (n° 59, janvier 1984, 50 F).

PETITES NOUVELLES

■ LE GRAND PRIX DU 12e FESTIVAL FANTASTIQUE D'AVORIAZ a été décerné au film néerlandais The Lift (« l'Ascenseur ») réalisé par Dick Maas. Le Prix spécial du jury a été attribué à un autre film néerlandais, *le Quatrième Homme*, de Paul Verhoeven. C'est un Canadien, David Cronenberg, qui a reçu le Prix de la critique pour *Dead zone*, ainsi que le Prix du « suspense Hitchcock » et le Prix « antenne d'or » décerné par Antenne 2.

■ NOCTURNE A CHARTRES. — Une visite exceptionnelle en nocturne a lieu au musée des beaux-arts de Chartres le 24 janvier, de 20 h 30 à 22 heures, pour l'exposition « Les exigences de réalisme dans la peinture française entre 1830 et 1870 » (*le Monde* du 14 janvier).

■ LA CINÉMATHÈQUE FRANÇAISE a dû supprimer la séance consacrée aux courts métrages arméniens prévue ce lundi 23 janvier en raison de menaces écrites émanant de l'Organisation de la lutte armée turque.

■ AUDIOVISUEL ET MOUVEMENT OUVRIER. — Le Centre de documentation du mouvement ouvrier et du travail (CDMOT) organise les 26, 27 et 28 janvier, à Nantes, des rencontres intitulées « Audiovisuel et mouvement ouvrier ». Elles seront animées par des réalisateurs, des représentants de comités d'entreprise, des syndicalistes et des chercheurs en histoire sociale.

★ Renseignements : CDMOT, 4 rue Désiré-Colombe, 44100 Nantes. Tél. : (40) 89-38-42.

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LE PHARAON - Poche (548-92-97), 20 h 30.
SEMIRAMIS - Vincennes, Sorano (374-81-16), 21 h.
PROMÉTHÉE ENCHAÎNÉ - Lierre (586-55-83), 20 h 45.

Les salles subventionnées

OPÉRA (742-57-50), Ballet : 20 h : Hommage à Martha Graham. « Seraphic Dialogue. Errand into the Maze, Phaedra's Dream, Acts of Light ».
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : La critique de l'École des femmes/L'École des Femmes.
CHAILLOT (727-81-15) : Grand Foyer, 20 h 30 : Rendez-vous de poésie avec V. Kozovoï.
BEAUBOURG (277-12-33), Débats : 18 h 30 : L'invention des figurants. – Cinéma/Vidéo : Nouveaux films Bpi ; 16 h : De l'animal à l'homme, un entretien avec K. Lorenz, de J. Brissot ; 19 h : Châteaux en Bavière, de C. Vilardebo ; 19 h : voir cinémathèque.
CARRÉ SILVIA-MONFORT (531-28-34), 20 h 30 : Musique du XXe siècle, Ensemble Musique Oblique (Vercken, I. Stravinsky, A. Schönberg).

Les autres salles

ARTS-HEBERTOT (387-23-23), 18 h 30 : le Pèlerin ; 21 h : la Foi en l'homme.
CARTOUCHERIE, Tempête (328-36-36), 20 h 30 : Albatros.
COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
DAUNOU (261-69-14), 21 h : la Chienlit.
DÉCHARGEURS (236-00-02), 19 h : les Eaux et Forêts.
EPICERIE (329-46-78), 20 h 30 : la Pendule.
ESCALIER D'OR (523-15-10), 21 h : Match d'impro.
GALERIE 55 (326-63-51), 20 h 30 : Who's afraid of Virginia Woolf ?
LUCERNAIRE (544-57-34), I. 18 h 30 : Si j'avais su le jour et l'heure ; 20 h 30 : les Journées orageuses de Garounski ; 22 h 15 : Un autobus pour Mathilda. – II. 18 h 30 : Recatompilu ; 20 h 15 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : le Frigo. – Petite salle, 18 h 30 : Pique et pique et follet drame ; 22 h 30 : Oy, Moyshele, mon fils.
LYS MONTPARNASSE (327-88-61) 20 h 30 : Labiche de poche ! ; 22 h : Enfantines.
MARAIS (278-03-53), 20 h 30 : Le roi se meurt.
MARIGNY, Grande salle (256-04-41) ; salle Gabriel (225-20-74), 21 h : le Don d'Adèle.
NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : l'Entourloupe.
ŒUVRE (874-42-52), 20 h 30 : l'Extravagant Mister Wilde.
PALAIS-ROYAL (297-59-81), Rencontres du Palais-Royal : 20 h 30 : Quand Paris chante et rit.
RADEAU DE LA MÉDUSE (320-91-37), 20 h 30 : Don Juan aux enfers.
SAINT-GEORGES (878-63-47), 21 h : Théâtre de Bouvard.
TAI TH. D'ESSAI (278-10-79), 20 h 30 : Huis clos.
THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.
THÉATRE DE DIX-HEURES (606-07-48), 20 h : Un milieu sous la mère ; 22 h 15 : Au secours papa, maman veut me tuer.
TROIS SUR QUATRE (327-09-16), 20 h 30 : Quelque estaminet ; 22 h : Acteur... est acteur... est acteur.

Les cafés-théâtres

ATMOSPHÈRE (249-74-30), 20 h 30 : Fou, moi ? jamais !
AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : Tohu-Bahut ; 22 h : le Président.
CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 20 h : Chant d'épandage.
CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), I : 20 h 15 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. – II : 20 h 15 : Dieu m'tripote ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Fais voir ton Cupidon
LE PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Je veux être pingouin ; 22 h 15 : Attention, belles-mères méchantes.
POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Les Surgelés ; 21 h 30 : le Ticket ; 22 h 30 : Moi je craque, mes parents raquent.
PROLOGUE (575-33-15), 20 h 30 : Automobilocratie.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : On perd les pétales.
DEUX-ANES (606-10-26), 21 h : l'Impôt et les Os.

Les concerts

ATHÉNÉE, 20 h 30 : M. Caballe, M. Zanetti.
SALLE GAVEAU, 20 h 30 : Orchestre de la S.N.C.F., dir. : C.-E. Nandrup (Humperdinck, Hindemith, Brahms).
THÉATRE DU ROND-POINT, 20 h 30 : Duo Corre-Exerjean (Tailleferre, Poulenc, Auric...)
THÉATRE DU RANELAGH, 21 h : Y. Boukoff (Chopin, Liszt).
SALLE ROSSINI, 20 h 45 : L. Diessel, M. Housiangou, C. Resnel, D. Aubert, B. Beaufreton, A. Beun, Cl. Chevaillier, Ph. Legrand, Quatuor Tuba Mirum (Diessel, Weber).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
281-26-20 +
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 23 janvier

Le music-hall

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 21 h : Lâche-moi les claquettes.
FORUM (297-53-47), 21 h : Lacombe/Asselin.
LUCERNAIRE (544-57-34), 19 h 45 : V. Duarte ; 21 h : Ch. Bernard.
STUDIO BERTRAND (783-64-66), 20 h 30 : Marilyn je t'aime.

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : D. Doriz.
DUNOIS (584-72-00), 20 h 30 : Latin Go.
MEMPHIS MELODY (329-60-73), 23 h : L. Rulka.
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h : New Jazz Bandar.
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : N. Pereira.
SAVOY (277-86-88), 21 h : Badault, Torchinsky, Pifarely.
TWENTY ONE (260-40-51), 21 h : Trio Greg Hunter.

En région parisienne

MAISONS-ALFORT, Th. Cl.-Debussy (375-72-58), 20 h 45 : B. Rigutto.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

Relâche.

BEAUBOURG (278-35-37)

15 h, Aelita, de J.A. Protozanov ; 17 h, l'Incendie de Chicago, de H. King ; 19 h, Cinéma polonais : le Sel de la terre noire, de K. Kutz.

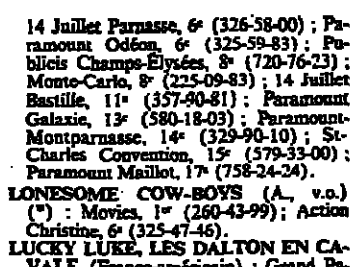
Les exclusivités

ADIEU FOULARDS (Fr.) : Maxéville, 9e (770-72-86).
LES ANGES DU BOULEVARD (Chi., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
A NOS AMOURS (Fr.) : Gaumont Halles 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02).
AU NOM DE TOUS LES MIENS (Fr.) : Gaîté Boulevard, 9e (233-67-08).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).
LE BAL (Fr.-It.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Champs-Élysées, 8e (359-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
LA BALLADE DE NARAYAMA (Jap., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).
LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).
BOAT PEOPLE (Chin., v.o.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (255-18-45).
LA CAGE AUX POULES (A., v.o.) : George V, 8e (562-41-46) ; v.f. : Maxéville, 9e (770-72-86).
CANICULE (Fr.) (*), Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Grand Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Normandie, 8e (359-41-18) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétans, 19e (241-77-99) ; Tourelles, 20e (364-51-98).
CARMEN (Esp., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).
CHALEUR ET POUSSIÈRE (Ang., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
LE CHOIX DES SEIGNEURS (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08). – V.f. : Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Gaumont Berlitz, 2e (743-60-33) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
LES COMPÈRES (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LES FILMS NOUVEAUX

LES ANGES DU MAL, (**) film américain de Paul Nicolas, v.o. : Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Olympic, petite salle, 14e (545-35-38). V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).
LE BON PLAISIR, film français de Francis Girod, Forum, 1er (297-53-74) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23) ; Français, 9e (770-33-88) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Wepler Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
P'TIT CON, film français de Gérard Lauzier : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Montparnasse Bienvenüe, 15e (544-25-02) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
UN TRAIN S'EST ARRETÉ, film soviétique de Vadim Abdrachitov, v.o. : Cosmos, 6e (544-28-80).

LES DENTS DE LA MER No 3 (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).
2019 APRÈS LA CHUTE DE NEW-YORK (A., v.o.) (*) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Images, 18e (522-47-94).
LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost.-A., v.f.) : Impérial Pathé, 2e (742-72-52).
DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32) ; Cinoches, 6e (633-10-82).
ERENDIRA (Franco-Mex., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).
L'ETE MEURTRIER (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (257-49-70).
ET VOGUE LE NAVIRE (It., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; St-Germain Village, 5e (633-63-20) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; U.G.C. Normandie, 8e (359-41-18) ; Gaumont Colisée, 8e (359-29-46) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) – V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).
FAUX-FUYANTS (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).
FLASHDANCE (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Marbeuf, 8e (225-18-45). – (V.f.) : Lumières, 9e (236-49-07).
FRÈRE DE SANG (A., v.o.) (*) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15) (H. sp.).
FURYO (Jap., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11) ; Rialto, 19e (607-87-61).
GANDHI (Brit., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76).
GARÇON (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Français, 9e (770-33-88) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).
LE GRAND CARNAVAL (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
JAMAIS PLUS JAMAIS (A. v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18). – (V.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64).
LES JOUEURS D'ECHECS (Ind., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
JOY (Fr.) (**) : Arcades, 2e (233-54-58).
MEGAVIXENS (A., v.o.) (**) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15) ; Élysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).
MISS OYU (Jap., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).
LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
MONTY PYTHON A HOLLYWOOD (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Cluny Ecoles, 5e (354-20-12).
LES MOTS POUR LE DIRE (Fr.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).
LA NUIT DES JUGES (A., v.f.) : Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).
PAPY FAIT DE LA RÉSISTANCE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Marignan, 8e (350-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
PRENOM CARMEN (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Forum, 1er (297-53-74) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; St-André des Arts, 6e (326-80-25) ; Publicis St-Germain, 6e (222-72-80) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Élysées, 8e (720-76-23) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; St-Charles Convention, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24).
LONESOME COW-BOYS (A., v.o.) (*) : Movies, 1er (260-43-99) ; Action Christine, 6e (325-47-46).
LUCKY LUKE, LES DALTON EN CAVALE (Franco-américain) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).
LE MARGINAL (Fr.) : Gaumont Colisée, 8e (359-29-46) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Miramar, 14e (320-89-52).
QUAND FAUT Y ALLER, FAUT Y ALLER (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Images, 18e (522-47-94).
RETENEZ-MOI OU JE FAIS UN MALHEUR (Fr.) : Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Images, 18e (522-47-94) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
LE RETOUR DU JEDI (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).
LE ROI DES SINGES (Chinois, v.f.) : Marais, 4e (278-47-86) ; Tep (Hsp.), 20e (797-96-06).
RONDE DE NUIT (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount City, 8e (562-54-76 ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-83) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Fauvette, 13e (320-12-06) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
RUE BARBARE (Fr.) (*) : Forum, 1er (297-53-74) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).
RUE CASES-NÈGRES (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).
LE SACRE DE LA NAISSANCE (Fr.) : Saint-André des Arts, 6e (326-48-18).
SIGNES EXTÉRIEURS DE RICHESSE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23).
STAR WAR LA SAGA (A., v.o.), la Guerre des étoiles, l'Empire contre-attaque, le Retour du Jedi : Escurial, 13e (707-28-04).
TCHAO PANTIN (Fr.) : Forum 1er (297-53-74) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
TOOTSIE (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).
LA TRACE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; St-Séverin, 5e (354-50-91) ; U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23).
LA TRAGÉDIE DE CARMEN (Fr.) version Delavault ; version Gal ; version Saurova : St-Ambroise, 11e (700-89-16).
TRAHISONS CONJUGALES (Angl., v.o.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Champs-Élysées, 8e (359-12-15) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
LA TRAVIATA (It., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
LES TROIS COURONNES DU MATELOT (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04).
LA ULTIMA CENA (Cub., v.o.) (H. sp.) : Denfert, 14e (321-41-01).
UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).
UN BRUIT QUI COURT (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
UN FAUTEUIL POUR DEUX (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Lumière, 9e (246-49-07) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
VIVEMENT DIMANCHE (Fr.) : Calypso, 17e (380-30-11).
Y A TELLEMENT DE PAYS POUR ALLER (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).
WARGAMES (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Maxeville, 9e (770-72-86) ; Fauvette, 13e (331-60-74).
ZELIG (A.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-42-05).

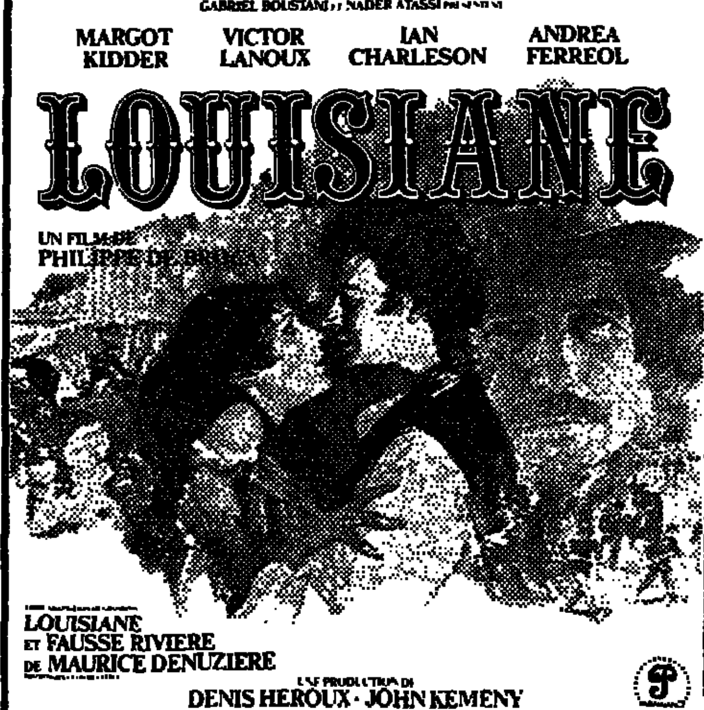


Les grandes reprises

LES ARISTOCHATS (A., v.f.), Napoléon, 17e (380-41-46).
LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) (*) : Champo, 5e (354-51-60).
LES BAS-FONDS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25).
BLANCHE-NEIGE ET LES SEPT NAINS (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; La Royale, 8e (256-82-66) ; U.G.C. Ermitage, 8e (359-15-71) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; Napoléon, 17e (755-63-42)) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).
BUTCH CASSIDY ET LE KID (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).
CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL (A., v.o.) (*) : Epée de bois, 5e (337-57-47).
LES CHIENS DE PAILLE (A., v.o.) (**) : Studio Galande (H. sp.), 5e (354-72-71) ; Studio St-Lambert, 15e (532-91-68).
CARMEN JONES (A., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).
LA CLÉ DE VERRE (A.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).
LES CONTES DES MILLE ET UNE NUITS (It., v.o.) (**) : Champo, 5e (354-51-60).
DROLE DE DRAME (Fr.) : Ciné 13, 18e (254-15-12).
EASY RIDER (A., v.o.) (*) : Studio Galande, 5e (354-72-71) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).
EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount-City, 8e (562-45-76).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).
ERASERHEAD (v.o.) (**) : Escurial (H. sp.), 13e (707-28-04).







SPECTACLES

LA FABULEUSE HISTOIRE DE DONALD ET DES CASTORS JUNIORS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (755-63-42).
LE FACTEUR SONNE TOUJOURS DEUX FOIS (A.) (*) : Templiers, 3e (272-94-56).
FANFAN LA TULIPE (Fr.) : Acacias, 17e (764-97-83).
FANNY ET ALEXANDRE (Suéd., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).
GERTRUD (Dan.) : Marais, 4e (278-47-86).
GIMME SHELTER (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR (Fr.) (**) (H. sp.) : Denfert, 14e (321-41-01).
LES HAUTS DE HURLEVENT (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (325-65-04); Olympic Balzac, 8e (561-10-60); v.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
HELLZAPPOPIN (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).
IDENTIFICATION D'UNE FEMME (It., v.o.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
L'IMPOSSIBLE M. BÉBÉ (A., v.o.) : Acacias, 17e (764-97-83).
JEREMIAH JONHSON (A., v.f.) : Calypso, 17e (380-30-11).
JÉSUS DE NAZARETH (It., v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
JONATHAN LIVINGSTON LE GOÉLAND (A., v.o.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32); Cinoches, 6e (633-10-82).
LAURA (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).
LOLITA (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60).
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).
LE MILLIARDAIRE (A., v.o.) : Logos-II, 5e (354-42-34).
MOLIÈRE (Fr.) Bonaparte, 6e (326-12-12).
LE MINISTÈRE DE LA PEUR (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46) ; Mac Mahon, 17e (380-24-81).
NEW-YORK, NEW-YORK, (vers. int.) : Calypso, 17e (380-30-11).
ONIBABA (Jap., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) : St-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : Lumière, 9e (246-49-07)).
ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (**) : Studio Galande (H. sp.), 5e (354-72-71) ; Arcades (233-34-58).
ORFEU NEGRO (Fr.) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).
OSSESSIONE (It., v.o.) : André Bazin, 13e (337-74-39).
LA PASSION DE JEANNE D'ARC (Dan.) : Templiers, 3e (272-94-56).
PAQUES SANGLANTES (It., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38) ; Acacias, 17e (764-97-83).
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32) ; Saint-Lambert, 15e (532-91-68).
PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97).
RACKET (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).
SENSO (It., v.o.) : Logos III, 5e : (354-42-34); Acacias, 17e (764-97-83.
LE SEPTIÈME SCEAU (Suéd., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
SHINING (A., v.o.) (*) : Forum Orient Express, 1er (233-42-46); Hautefeuille, 6e (633-79-38); Marignan, 8e (359-92-82); Parnassiens, 14e (329-83-11); v.f. : Maxéville, 9e (770-72-86); Nations, 12e (343-04-67).
TUEURS DE DAMES (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07).
UN NOUVEL AMOUR DE COCCINELLE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (755-63-42).
LA VIE EST BELLE (A., v.o.) : 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60).
LE VOLEUR DE BICYCLETTE (It., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).
LE VOYEUR (Brit., v.o.) : Logos I, 5e (354-42-34) ; Olympic, 14e (545-35-38).

Les festivals

L'AVENTURE AU CINÉMA (v.o.) : Olympic, 14e (545-35-38) : Raging Bull.
H. BOGART (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50) : la Main gauche du seigneur.
MARX BROTHERS (v.o.) : Action Ecoles, 5e (327-72-07) : Une nuit à l'Opéra.
G. DEBORD : Studio Cujas, 5e (354-89-22) : In Girum Imus Nocte et Consumimur Igni.
DIALOGUES AMOUREUX DU CINÉMA (v.o.) : Républic-Cinéma, 11e (805-51-33) : l'Amour l'après-midi.
FELLINI (v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11) : 16 h 10 : Huit et demi ; 17 h 45 : Fellini-Roma ; 18 h 30 : Casanova.
FILMS FANTASTIQUES A AVORIAZ (v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04) ; 16 h : Full cercle ; 18 h : Phantom of the paradise ; 20 h : Terreur sur la ligne ; 22 h : The bud sitting room.
A. HITCHCOCK (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50) : la Loi du Seigneur.
N. OSHIMA (v.o.), Rialto, 19e (607-87-61) ; 16 h 15 : la Cérémonie ; 18 h 30 : Furyo ; 21 h : la Pendaison.
M. PIALAT Studio 43, 9e (770-63-40) : 18 h : Passe ton bac d'abord ; 20 h : l'Enfance nue ; 22 h : Loulou.
J. SCHATZBERG (v.o.) : Olympic, 14e (545-35-38) : Portrait d'une enfant déchue.
C. SAURA (v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01) ; 16 h : la Cousine Angélique.
SHAKESPEARE PAR LAURENCE OLIVIER (v.o.) : Action Rive-Gauche, 5e (325-65-04) : Henri V.
JULES VERNE (v.o.) : Marais, 4e (278-47-86) ; le Fer à cheval brisé.

Les séances spéciales

AMERICAN GIGOLO (A., v.o.) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14), 17 h 5.
ANNIE HALL (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 16 h 10.
L'ARNAQUE (A., v.o.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21), 19 h 50.
BULLITT (A., v.o.) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14), 22 h 15.
LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), 20 h .
LE DERNIER TANGO A PARIS (*) (It., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), 21 h 45.
LE DOULOS (Fr.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.
CLÉMENTINE TANGO (Fr.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 20 h 15.
FRANCES (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), 17 h 30.
FURYO (Jap. ; v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68), 21 h.
LENNY (A., v.o.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21), 20 h 15.
MORT A VENISE (It., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56), 20 h.
NEW-YORK 1997 (A., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.
NOCES DE SANG (Esp., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 19 h 5.
OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 16 h.
QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A., v.o.) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14), 22 h 25.
TAXI DRIVER (**) (A., v.o.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21), 22 h 05.
TRAQUENARD (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.
THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 22 h 30 et 0 h 20.
VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-111), 21 h 10.

COMMUNICATION

LES RADIOS LOCALES PRIVÉES A CHATEL

Une mini-rencontre au sommet

(De notre envoyée spéciale.)

Châtel. — Une centaine d'animateurs de radios locales, des représentants de la Haute Autorité, de Radio-France et du secrétariat de la commission Galabert, ainsi que quelques artistes se sont réunis à Châtel (Haute-Savoie) du 16 au 18 janvier pour la première Coupe de France des radios libres. Une rencontre amicale dans la neige qui, après un colloque sur la radio locale, a permis aux participants de se connaître et d'échanger des informations et expériences.

Belle idée en vérité que cette première rencontre hivernale de radios locales. Folle idée, mais aussi heureuse initiative de la petite radio saisonnière Radio-Châtel et de l'office de tourisme de ce village savoyard de mille habitants.

Congrès ? Assises ? Conférence ? Non point ! « Coupe de ski ! La première Coupe de France des radios locales ». Evidemment, pour être attirante, l'idée paraissait moins sérieuse. Mais Yvon Chaloyard se montra persuasif. Ce fut, depuis l'irruption des radios libres en mai 1981, l'un des rassemblements les plus sympathiques et les plus réussis. La fête, en somme, des radios locales.

De quoi renouer avec l'esprit qui les a vues surgir : échanges d'expériences, de problèmes, de soucis et puis de trouvailles. L'occasion de rencontres mais aussi de projets, d'informations ou de plans en commun. Elles étaient venues de partout (Show et Oblique de Paris, Corsaire de Dunkerque, Pelican de Mâcon, TSF de Bobigny, RVS des Mureaux, Caen FM ou Chamalières FM...) et n'étaient pas les seules, puisque quelques artistes avaient fait également le voyage, parmi lesquels Georges Chelon et Jacqueline Huet. Mais la caution de ce rassemblement est plutôt de la présence de la Haute Autorité, représentée par MM. Gandrey-Réty et Dèze, de la télévision et du secrétariat de la commission Galabert (Mmes Frey et Pochon). Voilà bien qui donnait du poids à la rencontre. « *A quand mon autorisation ?* », demandait un animateur angoissé. « *Au fait*, interrogeaient plusieurs autres, *à quand un changement de cette loi débile antipublicité ?* »

Malaise. Que répondre, que penser ? Une loi libérale, mais absurde et constamment bafouée — tous le confirmaient, — donne à chaque radio une chance bien précaire et se moque de tous les « sans-soutien » qui s'échinent bénévolement au micro. Comment dans ce cas, oser évoquer le manque de qualité de challenge, d'invention ? La question du financement est désormais un leitmotiv auquel aucun débat ne peut échapper. Et celui qui eut lieu le premier soir à Châtel ne fut pas sur ce point différent.

Les stations y avouèrent sereinement leurs pratiques : la recherche de subventions auprès d'associations mais aussi auprès de municipalités, de conseils généraux ou régionaux... ou bien de discothèques. La publicité sous forme de petites annonces, de pages d'informations services ou bien de parrainage ; les échanges marchandises ou bien rédactionnels, la montée des réseaux et offres de rachat des autorisations. Le problème enfin du bénévolat, rendu souvent possible grâce aux allocations-chômage ou facilité par d'utiles congés-maladie...

« *Quelle situation malsaine*, s'exclama Guy Thomas, éditorialiste à Europe 1. *C'est hypothéquer la survie matérielle des radios, refuser la création de nouveaux emplois, interdire aux jeunes de découvrir un métier passionnant.* » Sans parler du risque qu'un jour, pour faire taire une radio, il suffise de prévenir l'URSSAF ou de lui envoyer les inspecteurs du fisc. Cette loi conduit à une hypocrisie institutionnalisée. M. Gandrey-Réty, interrogé par la salle, hésita entre son devoir de réserve et ses convictions personnelles : « *Si j'étais à votre place*, glissa-t-il tout de même au public, *je penserais comme vous.* » Certains auditeurs ont souri, mais tous, en revanche, ont applaudi Monique Frey, qui, questionnée sur ce qui la frappait dans le secteur des radios locales depuis trois ans bientôt, répondit : « *leur courage* », sans aucune hésitation. Là où existe la passion...

ANNICK COJEAN.

● « *La Lettre de Montpellier* », *premier numéro.* — Une lettre confidentielle, *la Lettre de Montpellier*, vient d'être lancée à l'initiative de deux journalistes, Pierre-Albert Serre, ancien directeur-rédacteur en chef de l'hebdomadaire *le Journal de Montpellier*, et Henri-Marc Rossignol, qui fit partie aussi de cette équipe rédactionnelle. Cette publication veut s'intéresser à ce qui va se passer « *demain* » : « *savoir avant les autres, c'est pouvoir décider* ». Elle comporte plusieurs rubriques : les entreprises, la communication, la politique, les affaires à suivre, les hommes. La lettre est diffusée par abonnements : 930 F pour un an (40 numéros), avec un tarif pour lancement de 730 F.

★ Montpellier communication, 13, place de la Comédie, 34000 Montpellier. Tél. : (67) 58-31-10.

Lundi 23 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF1

20 h 35 Cinéma : le Sucre.
Film français de Jacques Rouffio (1978), avec G. Depardieu, J. Carmet, M. Piccoli (95 minutes).
Un inspecteur des impôts en retraite se laisse convaincre de faire fructifier la fortune de sa femme, en spéculant sur le sucre. Il est victime d'une escroquerie. Inspirée d'un fait réel (krach financier en 1974), cette savoureuse comédie met à la portée de tous le mécanisme des manipulations boursières, et porte à la caricature (les interprètes sont fameux) les arnaqueurs et le gogo.
22 h 20 Etoiles et toiles.
Magazine du cinéma de F. Mitterrand et M. Jouando.
Le retour de Hitchcock.
23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 35 Le grand échiquier de Jacques Chancel.
Avec Claude Brasseur, Serge Reggiani, Patrick Sébastien, Roman Polanski, Josiane Balasko, Dominique Lavanant, Jean Carmet, Louis Chedid, John Mc Laughlin, Billy Cobham, Jonas Hellborg...
23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR3

20 h 35 Cinéma : César.
Cycle Pagnol : film français de Marcel Pagnol (1936), avec Raimu, P. Fresnay, O. Demazis (N) (135 mn).
Après la mort de Panisse, le fils de Fanny, âgé de vingt ans, apprend que celui-ci n'était pas son père. Il cherche à connaître Marius, qui vit, maintenant, à Toulon. Pagnol réalisateur au service de Pagnol auteur. Cette fin de la trilogie, qui comporte autant d'humour que d'émotion, fut écrite directement pour le cinéma.
22 h 50 Journal.
23 h 10 Thalassa, magazine de G. Pernoud.
La vie à bord du ferry-boat, le Prince of Britanny, *qui véhicule deux mille passagers par jour de Saint-Malo à Portsmouth : une traversée qui dure neuf heures.*
23 h 55 Prélude à la nuit.
Spécial MIDEM : Extraits de Nabucco *et du* Trouvère *de Verdi, par les Chœurs de l'Opéra de Trieste.*

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 05 Dessin animé : Du plomb dans la neige.
17 h 10 Comment vous sportez-vous ?
17 h 20 Les phares : Thévenec.
17 h 35 Télévision ouverte.
18 h 5 Dessin animé : Inspecteur Gadget.
18 h 30 Sports.
18 h 55 Dessin animé : Gil et Julie.
19 h Informations.
19 h 15 Informations régionales.
19 h 35 Feuilleton : Fortune.
19 h 50 Dessin animé : Le Tour du monde en quatre-vingts jours.

FRANCE-CULTURE

20 h Passages : Présentation de la série « Passages » consacrés au théâtre.
21 h L'autre scène ou les vivants et les dieux : la connaissance du complexe ; la philosophie naturelle d'E. Morin.
22 h 30 Nuits magnétiques : Madagascar.

FRANCE-MUSIQUE A CANNES

20 h 30 Concert (en direct du Palais des congrès) : *le Garçon qui a grandi trop vite*, opéra pour enfants de Menotti, par l'Orchestre de Provence-Côte d'Azur, dir. P. Bender, avec M. Calveiry ; B.-J. Mura, F. Raynal...
22 h 30 Fréquence de nuit ; à 23 h 5, concert : Brahms, par F.-R. Duchable, piano, et G. Caussé, alto.

Mardi 24 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 30 Vision plus.
12 h Le rendez-vous d'Annik.
12 h 30 Journal.
13 h 45 Portes ouvertes, magazine des handicapés.
14 h 5 Série : Jo Gaillard.
(Dif. le 19 janvier).
14 h 55 Magazine : Contre-enquête.
Les espions au cinéma.
16 h 20 Le forum du mardi : L'accueil à l'hôpital.
La vie quotidienne des malades en milieu hospitalier.
17 h 30 T.V. Service : Informations pratiques.
17 h 30 Microludic.
18 h Feuilleton : Le neveu d'Amérique.
18 h 15 Le village dans les nuages.
18 h 40 Variétoscope.
18 h 55 7 heures moins cinq.
19 h Météorologie.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Jeu : Les petits drôles.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord, *magazine de l'INC.*
20 h 35 Les mardis de l'information : Derrière les murs du lycée.
Magazine de la rédaction de TF 1, d'A. Denvers, R. Pic et M. Albert.
Un reportage de F. Bouchet et A. Retsin sur l'enseignement au lycée Bichat de Lunéville (867 élèves), ses temps forts (la classe), ses temps morts (permanences, récréations) et ses instants de liberté. A quoi sert l'école en 1984 ? Des témoignages d'adolescents de seize à dix-neuf ans.
21 h 35 Musique : Il Signor Fagotto.
Opéra bouffe de J. Offenbach, mise en scène M. Jacquemont, dir. L. Dunoyer de Segonzac, réal. J. Hennin avec K. Fender, J. Sand, G. Butin.
Le maître Bertolucci souhaite que sa fille Clorinda épouse Caramello, un vieil antiquaire épris comme lui de musique sérieuse, mais celle-ci en aime un autre un jeune musicien inspiré par la musique gaie. Un duel où la musique « bouffe » triomphe de sa rivale. Un régal.
23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 ANTIOPE.
12 h Journal (et à 12 h 45).
12 h 50 Jeu : L'académie des neuf.
13 h 35 Feuilleton : Les amours romantiques.
13 h 50 Aujourd'hui la vie.
14 h 55 Série : Drôles de dames.
15 h 45 Reprise : La chasse aux trésors.
« Leningrad » (diff. le 22 janvier).
16 h 50 Entre vous.
Les métiers d'art : le cuir ; les tissus anciens et la décoration sur porcelaine.
17 h 45 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord, magazine de l'INC.
20 h 40 Cinéma : Une étrange affaire.
Film français de Pierre Granier-Deferre (1981), avec M. Piccoli, G. Lanvin, N. Baye (110 mn).
Un nouveau PDG prend la tête d'un grand magasin vieillot. Il bouleverse la vie d'un jeune cadre — assez médiocre — du service publicité auquel il confie des responsabilités pour mieux le fasciner et en faire une sorte d'esclave.
D'après un roman de Jean-Marc Roberts, un film original par l'étrangeté de son atmosphère, la mise en scène de rapports psychologiques extrêmement ambigus.
22 h 30 Mardi cinéma, de P. Tchernia et J. Rouland.
Avec Francis Perrin, Andréa Ferréol, Margot Kidder et Jacques Villeret.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR3

17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
19 h 55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.
20 h 5 D'accord pas d'accord, magazine de l'INC.
20 h 35 Cinéma : Michel Strogoff.
Film franco-yougoslave de Carmine Gallone (1956), avec C. Jurgens, G. Page, H. Nassiet (115 mn).
Vers 1880, un courrier du tsar doit porter secrètement un message à Irkoutsk, ville menacée par les hordes tartares. Sept mille kilomètres de parcours, et la traversée d'une région envahie.
Imagerie cosmopolite, d'après le roman de Jules Verne bizarrement adapté. Curd Jurgens, alors grande vedette, est le héros de ce spectacle, tourné en Yougoslavie.
22 h 30 Journal.
22 h 50 Prélude à la nuit (en simultané sur France-Musique).
Spécial MIDEM : *Quatuor opus 18 n° 2* de Beethoven, par le Quatuor Pro Arte de New-York.

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 5 Dessin animé : Du plomb dans la neige.
17 h 10 Cinéma : Le berger des abeilles, de J.-P. Le Chanois.
18 h 55 Dessin animé : Gil et Julie.
19 h Informations.
19 h 15 Informations régionales.
19 h 35 Feuilleton : Fortune.
19 h 50 Dessin animé : Le Tour du monde en quatre-vingts-jours.

FRANCE-CULTURE

7 h 2 Matinales.
8 h Les chemins de la connaissance : à 8 h, la femme adultère ; à 8 h 32, Schumpeter et Keynes ou les dynamiques du capitalisme ; à 8 h 50, le Pont du Nord.
9 h 7 La matinée des autres : les livres des autres.
10 h 45 Les jeunes entrepreneurs.
11 h 2 Musique : orgues (à 13 h 30, 17 h 32 et 21 h 15).
12 h 5 Agora.
12 h 45 Panorama.
14 h 5 Un livre, des voix : « les Mouchoirs rouges de Cholet », de M. Ragon.
14 h 47 Les après-midi de France-Culture : Variations IV ; à 15 h 20, Rubriques internationales ; à 16 h 30, Micro-hebdo.
18 h 30 Feuilleton : les Ethiopiques.
19 h 25 Jazz à l'ancienne.
19 h 30 Sciences : M. Tompkins au pays des merveilles.
20 h Dialogues : L'ethnologie en question (avec R. Jaulin, J.-T. Desanti).
21 h 15 Orgues (*concert donné en l'église Saint-Pierre des* Chartreux à Toulouse, le 28 juin 1983) : A. Isoir, J.-M. Beauvarlet-Charpentier, B. Lagacé, interprètent des œuvres de Titelouze, Gibbons, A.-L. Couperin...
22 h 30 Nuits magnétiques.

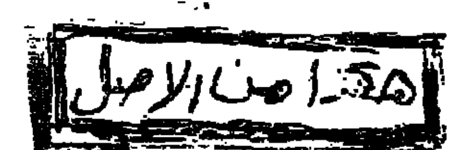
FRANCE-MUSIQUE

6 h 2 Musiques du matin : Donizetti, Lalo, Verdi, Debussy, Dvorak.
7 h 5 Magazine.
9 h 5 Le matin des musiciens : histoire d'un disque ; à 11 h, histoire du « live » (1880-1980).
12 h 5 Jazz : A. Briggs.
12 h 30 Les enfants d'Orphée.
15 h Musiciens à l'œuvre : les concours de musique internationaux, concours international « Marguerite Long, Jacques Thibaud ».
17 h 5 L'imprévu.
18 h 30 Concerts : œuvres de Gibbons, Couperin, Bach par Dewitt Moroney, clavecin.
20 h 5 *Jazz.*
20 h 30 Concert : (en direct du Palais des Congrès) : « Ouverture d'Obéron » « Air de Max » du « Freischütz », « Air d'Agathe », du « Freischütz » de Weber, « Air de Lohengrin », « Air d'Elisabeth » de Tannhäuser, extrait de « la Walkyrie » ; extrait de « Tristan et Isolde », de Wagner par l'Orchestre de Lyon, dir. E. Krivine, sol. W. Raffeiner, ténor, H. Garetti, soprano.
22 h 30 Fréquence de nuit : à 23 h 5, concert en simultané avec FR 3 : « Quatuor » de Beethoven par le Quatuor Pro Arte ; concert (non télévisé) : « Troisième Quatuor » de Bartok, « Quatuor » en fa mineur, de Brahms par le Quatuor Pro Arte.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 23 JANVIER

— *M. Pierre Méhaignerie*, président du CDS, participe à l'émission « Face au public », sur France-Inter, à 19 h 15.



Le Monde

ECONOMIE

LA POLITIQUE MÉDITERRANÉENNE DE LA CEE

Un échec que l'élargissement risque de rendre dramatique

Les récentes émeutes de Tunisie illustrent le faux calcul que fait la Communauté en se désintéressant d'une politique méditerranéenne lancée il y a une bonne dizaine d'années, et qui n'a créé que des frustrations. La CEE, soucieuse de maintenir son influence dans ses anciennes colonies et de se rapprocher des pays pétroliers alors au faîte de leur puissance, avait conçu, un peu avant la crise, une « politique globale » visant à établir des relations privilégiées avec chacun des pays du pourtour de la Méditerranée. Une série d'accords de coopération, qui souvent prenaient la suite de textes plus anciens, ont été signés avec les voisins de l'Europe méridionale, avec les pays du Maghreb, avec ceux du Machrek et avec Israël.

Ce souci de cohérence — la volonté ainsi affirmée de pratiquer une approche globale des relations méditerranéennes — pouvait paraître séduisant. Cependant, la crise économique aidant, les résultats pratiques ne furent pas à la hauteur des ambitions. La politique de Lomé avec l'Afrique sud-saharienne a des faiblesses, mais elle existe. La politique méditerranéenne de la Communauté n'est qu'un songe creux.

La CEE n'avait ni les moyens financiers ni les marchés à offrir à tous. La multiplication des accords a eu pour effet d'éroder les avantages qui, aux premiers jours de la Communauté, avaient été reconnus aux partenaires à la fois les plus naturels et les plus dépendants du marché communautaire que sont les pays du Maghreb. Le Maroc et la Tunisie, qui, contrairement à l'Algérie, n'ont pas ou peu de pétrole, ont été les plus touchés. Pour sa part, la Turquie, l'un des premiers associés de la CEE, n'a jamais été aidée à sortir du bourbier économique où elle s'était enlisée avant les réformes draconiennes introduites en 1980 après le coup d'État militaire. La Communauté, reniant ses engagements, a dressé des barrières de plus en plus élevées aux exportations agricoles, puis industrielles, de ses partenaires du Sud.

Que se passera-t-il après l'élargissement ? L'Espagne est un colosse agricole, qui produit en grande quantité les oranges, les primeurs, le vin, l'huile d'olive, et qui, possédant des réserves de productivité considérables, peut en produire bien davantage encore. Pour toutes ces productions de l'aire méditerranéenne, la CEE à douze sera autosuffisante.

Est-ce à dire qu'elle utilisera de manière draconienne les mécanismes de la politique agricole commune (PAC) afin de complètement évincer des voisins devenus encombrants ? *« La Communauté ne peut laisser se développer de tels phénomènes susceptibles d'entraîner des crises politiques graves dans certains pays amis et une montée de l'intégrisme musulman comme le souhaitent certains pays »*, pouvait-on lire dans le rapport préparatoire du IXe Plan du groupe de travail sur l'Europe.

Le risque d'un blocage des importations aboutirait à une coupure du monde méditerranéen — d'un côté la Communauté, de l'autre les pays qui ne lui appartiennent pas, — blocage bien réel et ressenti comme tel par les États qui en seraient les victimes. Pourtant, paradoxalement, la perspective de l'élargissement peut avoir des effets positifs : sauf total aveuglement, elle devrait obliger les États membres à se saisir d'un problème qu'ils ont jusqu'ici négligé.

S'agissant des échanges agricoles, on ne distingue qu'une manière sérieuse de traiter le problème : fixer des « seuils de production », c'est-à-dire des plafonds qui tiennent compte des courants d'échanges, avec les partenaires méditerranéens — *autrement dit, leur garantir un accès.* Une telle formule est conforme aux nouvelles orientations que les Dix sont en train d'imprimer à la PAC. Mais elle limiterait d'entrée de jeu les possibilités de développement des ventes espagnoles sur le marché communautaire.

Comment amener le gouvernement de Madrid à souscrire à de telles disciplines ? La voie actuellement choisie par la Communauté, qui consiste à faire traîner la négociation d'adhésion, puis à prévoir une longue période de transition divisée en deux étapes (avec une première étape durant laquelle l'Espagne serait traitée comme un pays tiers), n'est certainement pas la meilleure. On commence à en prendre conscience à Bruxelles.

L'effort d'imagination à consentir par la CEE pour inciter ses industriels à investir chez les voisins méditerranéens autres que les deux candidats à l'adhésion est assurément considérable. Comment les sécuriser ? Comment leur assurer que les marchés des Douze seront et resteront ouverts ? Les expériences du passé les incitent à la méfiance. Réussir la nouvelle politique méditerranéenne, ce sont dix années d'erreurs à redresser.

Ph. L.

MAROC : des courants d'échanges à maintenir

LES importations agricoles ou alimentaires — que rend nécessaires la défaillance de la production locale, — additionnées à celles de pétrole, représentent 90 % de la valeur des exportations du pays ! Comment s'étonner que le déficit du commerce extérieur ait augmenté de façon spectaculaire ? En 1982, les importations marocaines s'élevaient à 26 milliards de dirhams, en hausse de 16 % sur l'année précédente. Pour leur part, les exportations s'établissaient à 12,4 milliards de dirhams, en progression de 3,3 % seulement. Le taux de couverture n'atteignait même pas 48 %, et les recettes du tourisme et celles procurées par les transferts des travailleurs émigrés ne comblaient que la moitié d'un déficit des échanges, atteignant 13,6 milliards de dirhams.

Le ciel a été clément. La pluie est tombée sans rechigner. Au cours des premières semaines de décembre, l'eau a coulé à nouveau dans les oueds, remplissant les barrages. Et c'est le cœur plus léger que les Marocains avaient fêté, du 17 au 20 décembre 1983, l'anniversaire de la naissance du Prophète. C'est que quatre années de sécheresse obligeant à accroître les importations de céréales, qui venaient s'ajouter à un dollar en folie, à l'amenuisement des débouchés extérieurs, à la dégradation des termes de l'échange et au poids de la guerre du Sahara, n'ont pas peu contribué à l'aggravation de la crise économique.

Depuis des années, le Maroc emprunte pour vivre. La note étant trop élevée, les créanciers inquiets, le FMI exigeant, Rabat a dû pratiquer une politique d'austérité : en mars *1983, des dispositions ont été prises* pour freiner les importations. En août, le gouvernement a réduit les subventions aux produits de grande consommation. En janvier, de nouvelles hausses de prix ont été mises en vigueur. L'opération a, comme on le sait, provoqué des troubles sans doute graves, qui rappellent ceux qui, pour les mêmes raisons, ont eu lieu aussi en Tunisie. D'autres prix devaient encore être « rajustés » en février. Le seront-ils ? Jusqu'à maintenant l'unité nationale, réelle derrière le roi dans le conflit du Sahara a incité les victimes les plus directes de la crise à faire preuve de patience ; sur le plan politique, la participation de l'USFP (parti socialiste) au gouvernement de coalition chargé par le roi de préparer les élections, démobilise, au moins provisoirement, l'opposition. Le gouvernement a aussi obtenu sans trop de difficulté le rééchelonnement de la dette extérieure, qui atteint 11 milliards de dollars.

Le souverain s'est saisi du dossier des relations entre le Maroc et la Communauté. Venant en Europe, notamment à Bruxelles, en octobre 1983, il a laissé de côté le langage de technicien pour aborder l'affaire sous son angle politique. La stabilité de la ceinture sud-méditerranéenne est, a-t-il expliqué en substance, primordiale pour la Communauté. Celle-ci aurait intérêt à payer le prix de sa sécurité par un minimum de coopération et devrait s'assurer au moins que le Maroc ne supportera pas de plein fouet les effets du futur élargissement.

Ses interlocuteurs, évidemment favorables au renforcement de l'expérience pluraliste actuellement tentée à Rabat, savent que l'appauvrissement et les inégalités la rendent fragile. Les Dix sont conscients que, pour mieux respirer, le Maroc doit impérativement alléger le déficit de ses échanges, principale raison de son endettement. Les mesures protectionnistes arrêtées en mars ont entraîné une baisse sensible des importations, surtout d'ailleurs de celles en provenance de la CEE Mais le pays, dont la population croît à un rythme rapide, ne peut aller très loin dans cette voie. *Il lui faut donc impérativement* davantage exporter.

« Nous sommes frustrés »

La Communauté peut-elle l'y aider ? Sinon, existe-t-il une politique alternative ? La première question exige une bonne dose d'optimisme. En effet, non seulement les objectifs définis dans l'accord d'association de 1969, puis dans l'accord de coopération de 1976, n'ont jamais été atteints, mais, chaque année, on s'en est un peu plus écarté. Les engagements pris par la CEE n'ont pas été tenus. Alors que le Maroc consentait des efforts indéniables pour satisfaire les besoins du partenaire européen, la lettre et l'esprit de l'accord n'ont pas été respectés par la Communauté.

« Nous sommes frustrés et amers », dit M. Guessous, ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme. C'est un sentiment largement partagé : les dirigeants du Parti du progrès et du socialisme constatent aujourd'hui, avec mélancolie, que leurs réserves étaient fondées.

« Nous pensons que l'Europe a des obligations à l'égard du Maroc. C'est la France qui a créé notre agriculture, irriguée, tournée vers l'exportation. Ensuite, la Communauté, jusqu'à un passé tout récent, ne nous a pas encouragés à nous diversifier », souligne M. Oualalou, un économiste socialiste aujourd'hui directeur de cabinet du ministre de la coopération, membre de l'USFP.

Le projet initial, aux premiers jours du Marché commun, c'est-à-dire peu de temps après l'indépendance, était de faire du Maroc *« le jardin potager de l'Europe et, accessoirement, sa banlieue industrielle »*. La gauche marocaine aurait préféré un développement moins tourné vers l'extérieur, plus autocentré. La continuité était la solution de facilité, et les propriétaires terriens poussaient dans ce sens. M. Oualalou, évoquant l'accord de 1969, parle de *« satellisme structurel »*.

Quoi qu'il en soit, le Maroc a éprouvé, au fil des ans, de plus en plus de difficultés pour exporter vers la CEE L'octroi de préférences à d'autres pays de la Méditerranée concurrents du Maroc, l'Espagne et Israël principalement, combiné à la mise en œuvre de ce que M. Guessous appelle *« les mécanismes pervers et démoniaques de la politique agricole commune »*, s'est traduit par une réduction sensible des exportations agricoles. *« Tous nos créneaux ont été touchés »*, constate M. Guessous.

PHILIPPE LEMAITRE.

(Lire la suite page 20.)

TUNISIE : 200 000 paysans menacés

« IL ne peut y avoir une politique méditerranéenne de l'Europe si les intérêts vitaux des pays du Maghreb et, partant, de la Tunisie, ne sont pas pris en considération et si un équilibre n'est pas maintenu entre les deux rives de la Méditerranée », remarque M. Ahmed Ben Arfat, secrétaire d'État tunisien aux affaires étrangères.

« L'intérêt économique des relations de la CEE avec la Tunisie doit être placé dans sa dimension politique et stratégique », affirme de son côté M. Nourredine Hached, ambassadeur de Tunisie à Bruxelles. *« De quelle coopération pourra-t-on parler avec l'Europe si demain il n'y a plus matière à coopération? »*, s'interroge un banquier de la place de Tunis.

Une famille sur cinq

Déjà fortement déçus de l'évolution de leurs rapports avec la Communauté, qui, selon eux, se sont écartés de l'esprit et de la lettre du traité d'association conclu en 1976, les Tunisiens sont aujourd'hui inquiets. Ils le disent et le répètent, que ce soit à Bruxelles, à Tunis ou ailleurs, aux personnalités européennes qu'ils rencontrent. Toutefois, les assurances qu'ils reçoivent ici et là les laissent sceptiques, et ils demandent avec insistance que soient dès à présent aménagées des formules qui puissent assurer formellement les exportations de leurs produits — et ceux des autres pays du Maghreb — vers l'Europe.

Pour la Tunisie, l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la CEE ne manquera pas — c'est certain — d'aggraver les difficultés qu'elle rencontre déjà pour l'écoulement sur le marché européen de son huile d'olive (dont vit une famille de Tunisiens sur cinq et qui vient en tête de ses exportations agricoles), de son vin, de ses textiles et de certains produits de petites industries (chimiques, mécaniques, du cuir...) : c'est en définitive les revenus de quelque 200.000 paysans qui risquent de diminuer. Le changement risque aussi de détourner bon nombre d'investisseurs européens qui avaient choisi la Tunisie en raison des multiples garanties, notamment de stabilité et de sécurité, qu'elle présentait et que, malgré les troubles récents, elle présente sans doute encore aujourd'hui.

Dans son chapitre commercial, le traité de 1976 prévoyait le libre accès de tous les produits industriels sur le marché communautaire et fixait, pour les produits agricoles, des conditions tarifaires et contingentaires très souples qui convenaient alors parfaitement. Mais, remarquent les Tunisiens, au fil des années, on a vidé progressivement les textes de leur substance. En voulant sauvegarder les intérêts de ses membres, la CEE n'a cessé de léser ceux de la Tunisie.

Pour *l'huile d'olive*, par exemple, la fixation d'un prix de seuil, d'un *« prélèvement »* (taxe à l'importation) ensuite et, pour couronner le tout, d'une aide dite *« à la consommation »* versée aux producteurs européens bénéficiant par ailleurs de primes à la production et à l'exportation ont eu des conséquences désastreuses. Non seulement l'huile tunisienne se trouve vendue à un prix inférieur à celui fixé à la production, mais elle est aussi concurrencée *« de manière déloyale »* auprès d'autres clients de pays tiers.

Pour le *vin*, l'application de textes quasiment identiques a fait que les exportations ont chuté de 991.600 hectolitres en 1972 à 133.000 en 1982.

D'autres partenaires

Pour le *textile*, ce sont les mêmes difficultés que l'on retrouve. Si le traité de 1976 prévoyait le libre accès, aujourd'hui s'exerce une forme de protectionnisme, par suite de *l'« arrangement »*, en fait imposé, sur *l'« auto-limitation »*, comportant désormais (depuis 1982) des quotas annuels précis. Dans ce secteur, qui s'est considérablement développé depuis quelques années sur les conseils mêmes de la Communauté, le problème n'est pas que commercial, il est aussi social.

Les usines ne travaillent plus à plein rendement ; l'emploi, souci majeur des autorités, en pâtit, comme d'ailleurs, fait-on remarquer, les importations de matières premières, essentiellement en provenance de France. En 1982, la Tunisie a importé de la CEE pour 165 millions de dinars de matières premières destinées à son industrie textile et a exporté pour 207 millions, ce qui représente un bénéfice qualifié de *« dérisoire »*, si l'on tient compte des investissements très importants effectués dans ce secteur.

Les formules que la Tunisie souhaiterait voir mises au point, avant l'élargissement de la CEE, devraient donc, entre autres, préserver une ouverture appréciable pour les exportations de textile et de *« petits » produits industriels* ; garantir la vente des vins, qui risquent de ne plus trouver la moindre place sur le marché européen lorsque seront exploitées totalement les capacités de production de l'Espagne, et surtout assurer, bon an, mal an, un quota de 40 000 à 50 000 tonnes d'huile d'olive — en 1982, 25 000 tonnes, soit 40 % de la production, ont été exportées vers l'Europe, contre 60 % à 70 % il y a quelques années — à des prix rémunérateurs et non pas à ceux pratiqués actuellement. La Tunisie va se retrouver bientôt le seul membre n'appartenant pas à la CEE du conseil oléicole international qui risque ainsi de devenir un club fermé.

« L'élargissement de la CEE est certes une affaire européenne, nous a déclaré un responsable de l'économie tunisienne. *Mais si nous ne pouvons plus écouler nos produits vers la CEE, notre principal client, comment pourrons-nous importer de l'Europe, notre principal fournisseur, nos biens d'équipement ? Évidemment, nous pourrons toujours nous tourner vers d'autres partenaires, qui ne demanderont d'ailleurs pas mieux. Mais, pour des raisons géographiques, historiques, politiques aussi, nous voudrions bien ne pas être obligés d'en arriver là. »*

MICHEL DEURÉ.

La contrainte de la compétitivit

LE plus dur reste à faire. déficit de la balan commerciale a certes é réduit de plus de moitié en 198 ce qui était indispensable après grave dérapage de 1982, pc conserver une certaine crédibil à la France. Mais il s'agit maint nant de parvenir à un excéde des échanges de marchandise *afin de rembourser — sar* emprunter davantage — les int rêts de la dette extérieure.

Il ne faut pas, en effet, tr compter sur le surplus des se *vices qui, mis à part le tourism* est menacé. Les revenus de coopération technique vo *notamment baisser, compte te* du recul des grands contra conclus par les entreprises fra çaises. Le total de ces signatur a représenté 56 milliards c francs en 1983 contre 94 m liards en 1982. (91 milliards 1981). Ce repli de 40 % en un *se traduira aussi par une rédu* tion des ventes de biens d'équip ment.

Dès lors, vu la persistance d difficultés financières du tier *monde, la bataille va se livr* davantage sur le terrain des pa industrialisés, où compte, ava *tout, la discipline des coûts* production. Les firmes françaisi vont devoir accroître leur produ tivité, si elles veulent reconqué des parts de marché.

La réorientation des échang est déjà apparue dans les statis ques douanières. Ainsi la CEE représenté en 1983 près de moitié du commerce extérieur c la France contre 48 % en 1982 47 % en 1981. L'évolution a é comparable pour les autres pay *de l'OCDE, qui ont représen* ensemble plus du cinquième d échanges. Parallèlement, la plac des pays de l'Est, de l'OPEP et c tiers-monde a diminué pour s situer respectivement à 4 % 11 %, et 14 %.

Ce rétrécissement du cham géographique va obliger à ur plus grande concentration de *efforts,* là où les industriels n bénéficient pas des mêmes aide publiques. La France est cepe *dant restée l'an dernier déficitai* vis-à-vis de tous les principau pays industrialisés, sauf la Suiss Et si le solde négatif s'est forte ment réduit à leur égard, c'es grâce à la fois à un ralentisseme des importations (qui ont bais en volume) et à une croissanc des exportations.

Le tout a été acquis à la suit d'un tassement de l'activité, don la poursuite n'est sans doute pa souhaitable. Le décalage d *conjoncture,* qui est de la respon sabilité des politiques économi ques, a joué cette fois *dans le bo sens,* comme il avait joué en sen inverse en 1974 et 1982. Mais comme l'écrit la Banque Paribas dans son dernier bulletin, *« ne pa faire plus de bêtises que les voi sins ne sera pas suffisant ; il v falloir en faire beaucoup moins »* La France ne peut en tout cas s satisfaire d'un redressement pa défaut.

MICHEL BOYER.

(Voir les tableaux du commerc extérieur en page 22).

LES PARADOXES DE L'AMÉRIQUE LATINE

...nouvelles relations commerciales propres à faciliter le remboursement de la dette

par FRANÇOIS VELLAS (*)

ENDETTEMENT extérieur des États d'Amérique latine représente 40 % de l'endette- de l'ensemble des pays en loppement (330 milliards pour tal d'environ 680 milliards). exportations (1982) dépas- 50 % du total des exportations roupe des pays en développe- (exportateurs traditionnels de le exclus), soit 95,4 milliards llars pour un total de 158 mil- de dollars.

algré cette relation ttement-exportation, apparem- moins défavorable que pour emble du groupe des pays en loppement, l'endettement de érique latine dépasse un seuil ilement supportable qui se tra- par un déficit dramatique de la nce des paiements courants. matique, parce que, selon osa, représentant du Venezuela conférence financière latino- ricaine de Caracas (1983), térêt de la dette latino- ricaine en 1983 représente 42 % a valeur de ses exportations % pour l'Argentine et le Chili, pour le Brésil et le Mexique, pour le Venezuela). Dramati- parce que ce déficit constitue lourde menace pour l'équilibre ncier international si des res commerciales ne sont pas s afin de consolider les accords ifs au rééchelonnement de la et permettre son apurement.

es mesures commerciales de olidation et d'apurement sont tant plus utiles que les États nérique latine ont déjà fait, dans ns, en 1983, une part du che- malgré la très grave crise que coup d'entre eux ont subie. Il aux pays industrialisés, mais à l'ensemble des pays du tiers- de, à faire l'autre bout du che- . Comme l'écrit le G.A.T.T. son rapport sur le commerce rnational en 1982-1983 : *squ'ici, on s'est surtout préoc- é de mobiliser des crédits gence... Ils n'ont, au mieux, n caractère conservatoire. En ière analyse, seules des possibi- accrues d'échanges commer- x permettent d'apporter une tion réelle.* »

Le redressement de la balance commerciale en 1983

En 1982, certains pays d'Améri- latine ont pu disposer, grâce à politique commerciale rigou- se, d'un excédent assez remar- ble de leur balance commerciale.

Le Mexique, malgré une dégrada- sensible des termes de l'échange tre 10 et 15 %), a dégagé un édent de 6,6 milliards de dollars r la première fois en trente-neuf , malgré une diminution des neuses recettes sous douane *(aquilas)* avec les États-Unis. tes, le déficit des paiements cou- ts demeure, mais il est en très te diminution : 2,7 milliards tre 12,5 milliards en 1981.

Le déficit commercial de l'Argen- e a fait place à un excédent de milliards de dollars en 1982, de me qu'au Chili, avec un excédent 0,2 milliard, malgré une conjonc- e de crise économique et politi- très sévère. Le Brésil, qui a subi forte dégradation des termes de change en 1982, a eu 0,8 milliard dollars d'excédent alors qu'il en érait davantage.

Ces résultats ont été obtenus, ur une large part, grâce à une duction très sensible des importa- ns, qui est, par ailleurs, l'une des uses essentielles de la dégradation s systèmes d'allocation de res- rces attribuées aux États débi- urs. C'est pourquoi, par-delà le ci évident de réduire le déficit s paiements courants, une double iorité s'impose : assurer le dyna- sme de la production intérieure et surer sa compétitivité extérieure. core faut-il que les pays d'Améri- e latine puissent être commercia- ment soutenus par les pays indus- alisés.

Les mesures restrictives des pays industrialisés

Les exportations de produits anufacturés d'Amérique latine à stination des pays industrialisés se nt mieux comportées que les portations des autres pays du rs-monde faisant partie du groupe s seize pays les plus endettés (1). rticulièrement pour les produits anufacturés qui intègrent une leur ajoutée importante, comme s produits électromécaniques, avec taux de croissance, de 1979 à 982, de 0,11 pour l'Argentine, 0,47 ur le Brésil et 0,88 pour le Mexi- ue. Ces taux faibles s'expliquent tamment par le fait que, comme déplore le GATT, « *30 à 40 % des xportations des pays en développe- ent non exportateurs de pétrole se heurtent à des mesures restrictives sur les marchés concernés* » (2). Alors qu'il serait souhaitable, dans l'intérêt de tous, que les pays débiteurs puissent accroître leurs recettes d'exportation pour pouvoir se libérer de leurs dettes, notamment dans le secteur des produits manufacturés, qui représentent 40 % des recettes d'exportation des pays en développement non exportateurs de pétrole. Il conviendrait donc que des négociations soient ouvertes, associant des négociateurs commerciaux aux négociateurs financiers habituels pour consolider les accords de rééchelonnement des dettes et permettre leur apurement.

Le développement des échanges Sud-Sud

L'analyse de l'évolution récente du commerce extérieur de l'Argentine, du Brésil, de la Colombie et du Mexique montre que ces États accomplissent une fonction de relais entre pays industrialisés et pays en développement, notamment ceux qui sont situés dans leur espace économique régional ou sous-régional. Ils réalisent ainsi une nouvelle division internationale du travail en important des pays industrialisés des capitaux et de la technologie et en exportant vers les pays en développement des produits manufacturés.

A la différence des pays du Sud-Est asiatique, qui visent surtout à la conquête des grands marchés industriels, les pays d'Amérique latine jouent un rôle d'intermédiaire Nord-Sud qui, s'il se développe dans des conditions satisfaisantes, peut contribuer à modifier les relations Nord-Sud, à améliorer leurs balances commerciales et donc leurs balances des paiements courants. A titre d'exemple, selon la CNUCED, en 1980, les exportations de produits manufacturés à destination des pays en développement ont représenté, en pourcentage, par rapport à leurs exportations globales, 55 % pour le Brésil, 62 % pour la Colombie et 50 % pour l'Argentine. Ces flux de produits manufacturés se sont développés rapidement avec un taux de croissance de 26 % par an durant la précédente décennie. Exportations d'autant plus importantes qu'elles intègrent une forte part de technologie. A titre d'exemple, pour l'Argentine, le Brésil et le Mexique, les exportations vers les pays en développement de matières plastiques représentent respectivement 73 %, 83 % et 77 % de leurs exportations globales de ces produits. Les exportations latino-américaines de produits manufacturés sont, par ailleurs, très fortement régionalisées, puisque, en 1980, 84 % des échanges Sud-Sud étaient destinés à la région. Ces courants d'échange ont été confirmés en 1981 et 1982, même s'ils ont été limités du fait de la crise subie par les pays en développement.

Pour consolider ces flux commerciaux, il convient de favoriser le rôle d'intermédiaires que sont appelés à jouer les pays relais d'Amérique latine (mais aussi d'autres régions) par des mesures appropriées telles que : transferts technologiques adaptés à leur fonction d'intermédiaires ; négociation d'un système de préférences généralisées Sud-Sud ; réduction accrue des tarifs douaniers régionaux et surtout des obstacles non tarifaires ; prise en compte dans les politiques industrielles financières et commerciales des dotations factorielles, notamment en travail, technologie et capital.

Les relations Nord-Sud s'en trouvent déjà transformées. Les relations Sud-Sud s'intensifient. Des solutions mieux adaptées peuvent ainsi être apportées à l'endettement des pays en développement. Pour une plus grande sécurité des pays créanciers et de la communauté financière internationale.

(*) Professeur agrégé à l'université des Antilles-Guyane.

(1) Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Mexique, Pérou, Venezuela ; Egypte, Maroc, Nigeria ; Indonésie, Corée, Philippines, Thaïlande, Turquie, Yougoslavie.

(2) *Rapport sur le commerce international 1982-1983*, page 15.

L'ECHEC DE LA POLITIQUE

MAROC : des courants d'échanges à maintenir

(Suite de la page 19.)

Au vu des statistiques, les ventes d'agrumes se sont à peine tassées (390 800 tonnes en moyenne annuelle durant la période 1965-1970, 357 500 tonnes durant la période 1980-1982). Cependant l'Espagne, plus proche, a augmenté ses ventes à la Communauté : en dix ans, sa part du Marché commun a progressé de 10 points, de 50 % à 60 %, malgré les efforts déployés par le Maroc pour adapter sa production à la demande européenne.

« *La Marché voulait des fruits sans pépins. La reconversion a été réussie et autofinancée* », note M. Lahlou, directeur général de l'Office de commercialisation et d'exportation (O.C.E.). Ainsi, les clémentines ont vu leur part dans les exportations marocaines passer de 10 % en 1966 à 26 % en 1983. Mais l'avenir est menaçant. Le « *prix de référence* » à l'importation dans la C.E.E. — en dessous duquel est appliquée une « *taxe compensatoire* » dissuasive, — qui avait été gelé pendant huit ans, a été sensiblement relevé à deux reprises depuis 1982. « *Il risque d'arriver aux clémentines ce qui est arrivé aux tomates* », note l'O.C.E.

Abris-serres contre gazo-tomates

Sombre perspective. Les tomates, contrairement aux agrumes produits dans des grandes et moyennes exploitations, sont cultivées par de petits agriculteurs sur la frange côtière, de Rabat à Agadir. Afin de protéger les « *gazo-tomates* » produites sous serres chauffées, surtout aux Pays-Bas, la Communauté a multiplié par trois le prix de référence en dix ans. La catastrophe ! L'O.C.E., pour essayer de limiter les dégâts, autrement dit pour échapper au prix de référence (qui entre en vigueur le 1er avril de chaque année), est en train de restructurer la production. Au sud de Casablanca, on compte chaque année davantage d'abris-serres qui protègent du vent et de la pluie, et qui, avec l'usage de nouvelles variétés, permettent d'accroître la production d'hiver. En dépit de ces efforts coûteux, les livraisons de tomates à la C.E.E. ont régressé de 160 000 tonnes en 1973 à 61 000 en 1983.

Les exportations de conserves de sardines ont été aussi durement touchées ; mais le cas le plus dramatique est sans doute celui des concentrés de tomate. Les subventions versées par la Communauté à ses transformateurs, surtout italiens, ont entraîné un développement spectaculaire de la production européenne et une baisse des prix. Les Marocains, qui avaient investi dans ce secteur où ils étaient apparemment bien placés, n'ont pas pu suivre. M. Guessous nous raconte la triste histoire de l'usine de Kenitra, « *l'une des plus performantes au monde* », construite avec le groupe britannique *Heinz* qui a dû fermer voici trois ans. Aujourd'hui, palme de l'absurde, le Maroc doit importer pour satisfaire ses propres besoins.

La plus grande déception est venue du textile. *C'était pourtant* l'exemple idéal de la « *relocalisation industrielle* », telle que l'envisageaient les promoteurs de la politique méditerranéenne de la Communauté. La principale raison de l'accord de 1976 n'était-elle pas de développer l'industrie marocaine en lui assurant un marché ? Les entrepreneurs européens, surtout français, et marocains avaient imaginé l'établissement de liens de sous-traitance à grande échelle : la firme marocaine achetait du tissu européen, fabriquait à bon compte pantalons, chemises et tee-shirts pour les réexporter vers les marchés des Dix. Beaux projets mais qui ne tenaient pas compte de la crise et de l'incapacité d'une partie de l'industrie européenne à se restructurer à temps.

En juillet 1977, la Communauté décidait de stabiliser ses importations en provenance des pays à bas coût de revient. Les partenaires méditerranéens étaient, eux aussi, frappés, en complète infraction avec les accords. « *Tout ce qu'il ne fallait pas faire a été fait. Nous sommes des clients structurels de l'industrie européenne. La balance des échanges « textiles » du Maroc est déficitaire avec la C.E.E. Nous contribuons à maintenir l'emploi en France en sous-traitant à bon marché. L'arrangement que la C.E.E. a alors imposé au Maroc est une aberration qui illustre combien nos partenaires européens font peu de cas de la spécificité de nos relations* », commente M. Abouyoub, le directeur général du commerce extérieur. La critique n'épargne pas les syndicats : « *Quand ils protestent contre les importations du Portugal tous azimuts, ils confondent Macao et le Maghreb* », souligne M. Tazi, vice-président de l'Association des industries textiles.

L'invasion verte

Les Marocains, qui se battent pied à pied pour limiter les effets destructeurs du protectionnisme européen, sont légitimement inquiets des conséquences de l'élargissement : « *L'Espagne, avec un niveau de développement supérieur au nôtre, produit la même chose que nous ; elle va progressivement prendre la place du Maroc* », explique M. Guessous. « *Pour nous, l'horizon s'assombrit de plus en plus. La perspective que nous avons c'est un arrêt absolu et total de nos exportations* », confirme M. Lahlou.

Les Portugais eux aussi sont dangereux : « *Pour les produits de la bonneterie, ils ne laisseront pas une seule chance au Maroc* », note M. Abouyoub. « *Nous ne savons plus dans quels créneaux investir, comment nous convertir* », conclut, désolé, M. Ouali, le secrétaire général de la Confédération générale économique marocaine représentant le patronat.

A Rabat, dans l'administration, comme à Casablanca, chez les industriels ou à l'O.C.E., on ne croit pas aux paroles d'apaisement. On est convaincu que les Espagnols sont décidés à « *mettre le paquet* ». A Madrid comme à Bruxelles, on se veut rassurant. « *Il y aura partage, nous dit-on, mais les Espagnols se préparent activement. Ce sera le rouleau compresseur ; ils sont décidés à faire l'invasion verte* », estime M. Lahlou.

« *Les Allemands et les Néerlandais ont compris. Ils investissent à tour de bras dans l'agriculture en Espagne* », remarque M. Guessous. « *L'adhésion de l'Espagne change complètement les données ; l'intérêt évident des Espagnols c'est d'améliorer leurs débouchés agricoles* », estime, lui aussi, M. Belguendouz. Il ajoute : « *Le Maroc doit se défendre.* »

Comment ? Les points de vue divergent. Il y a ceux qui croient que le Maroc, n'ayant plus guère à espérer du côté de la C.E.E., doit chercher de nouveaux débouchés. Des efforts ont déjà été faits, des percées réussies vers l'U.R.S.S. (agrumes, phosphates, vins), la Scandinavie, le Canada, le Proche-Orient. Mais la diversification ne va pas sans mal : ainsi les difficultés avec l'U.R.S.S. ont surgi, nombreuses.

Ceux qui croient inévitable le choc des intérêts entre le Maghreb et la Communauté élargie veulent néanmoins persévérer. « *Le Maroc importe beaucoup ; il faut contrôler et négocier ses importations et pratiquer la politique du donnant donnant, acheter à ceux qui nous achètent* », affirme M. El Khayari, responsable économique du P.S.

Provocants ou sincères, ou bien les deux ensemble, quelques-uns des patrons rencontrés tiennent le même discours : « *L'administration essaie d'orienter les entrepreneurs vers des achats en France. Mais pourquoi décider d'acheter en France ou dans la Communauté ? Pourquoi ne pas s'adresser aux Japonais ?* », souligne l'un d'eux. Pas évident. « *L'orientation culturelle rend difficile le saut vers d'autres horizons* », remarque M. Abouyoub.

Sans négliger les bienfaits de la diversification, le directeur du commerce extérieur croit nécessaire de continuer à se battre pour sauver la mise de son pays sur les marchés de la C.E.E. Il considère comme illusoire, voire dangereuse, la politique apparemment souhaitée par Paris qui consiste à différer l'adhésion de l'Espagne ou à rassurer les agriculteurs des Dix, en renforçant le protectionnisme aux frontières de l'actuelle C.E.E. avec l'idée qu'il sera opposable aux Espagnols durant une longue période de transition. « *En fait, c'est là une menace supplémentaire. C'est nous qui en ferons les frais* », dit-il.

Sous-traiter

Les revendications marocaines ? S'agissant des produits agricoles et des conserves, des garanties d'accès pour des quantités au moins égales à celles qui sont actuellement exportées. « *Il faut communautariser une partie de la production marocaine* », indique M. Guessous. Cela signifie qu'au moins dans ces limites quantitatives il n'y aura plus assujettissement à un prix de référence. En contrepartie, les Marocains sont prêts à respecter — ils l'ont au reste toujours fait — les disciplines internes de la C.E.E.

Pour l'industrie, l'idée est de s'employer à faire disparaître le mauvais effet produit par l'affaire textile afin de relancer le redéploiement industriel, la sous-traitance. Cela suppose, pour commencer, que la Communauté améliore l'aménagement textile, c'est-à-dire augmente les quotas.

« *Nos usines ont été conçues pour répondre aux besoins des consommateurs européens, avec la complicité des groupes européens. Actuellement elles doivent souvent fermer en septembre, parce que les quotas annuels sont atteints* », déplore M. Tazi. Si le climat psychologique change, pourquoi les capitaux européens ne reprendraient-ils pas le chemin du Maroc, notamment dans les secteurs de pointe, telles la micro-électronique ou les télécommunications ?

Quelques entreprises ont montré la voie et ont réussi. Ainsi la S.F.R.M., (Société de fabrication radio-électrique du Maroc), filiale de Thomson, qui fabrique à Casablanca des semi-conducteurs pour les diverses unités du groupe français. Elle a vu son activité croître rapidement et constitue donc un exemple prometteur. « *C'est comme ça qu'ont commencé les pays d'Extrême-Orient. Faire de la sous-traitance attire les gens qui sont en aval et ceux qui sont en amont. Il faut commencer de la sorte pour acquérir le savoir-faire. Pour notre part, alors qu'il nous était nécessaire de nous placer dans les mêmes conditions de production que nos concurrents américains et japonais, nous avons trouvé, à 2 000 kilomètres de Paris, dans un pays de langue française, une main-d'œuvre efficace et moins chère* », explique M. Prince, le directeur général. Ce sont des propos auxquels souscrit sans réticence M. Guessous.

Accès pour les produits agricoles, relance d'une production industrielle. La réponse, chacun en est conscient, est de nature politique. La Communauté pensant à l'avenir — 36 millions d'habitants au Maroc en l'an 2000 — comprendra-t-elle enfin la nécessité de répondre à l'attente d'un partenaire qui, depuis son indépendance, un peu par laisser-aller, beaucoup par choix délibéré, a fait le pari européen.

PHILIPPE LEMAITRE.

هكذا من الأصل

MÉDITERRANÉENNE DE LA CEE

ISRAEL : l'obsession de la concurrence espagnole

LA perspective d'une « Europe à douze » nourrit en Israël une vive inquiétude teintée d'amertume. Les craintes de Jérusalem sont aussi fortes qu'anciennes. Le Portugal, atlantique, est économiquement trop différent pour inquiéter Israël. Sa « bête noire », c'est l'Espagne agricole, redoutable rivale. Israël a, de longue date, attiré l'attention sur les graves dangers que l'adhésion de Madrid à la CEE fera courir, selon lui, à son agriculture. Il constate aujourd'hui – et s'en irrite – que ses alarmes n'ont pas ému outre mesure la Communauté.

Israël ne désire ni ne peut s'opposer à l'élargissement de la CEE. Mais il veut empêcher le déroulement d'un « scénario catastrophe » qu'on tient à Bruxelles pour exagérément pessimiste et donc improbable. Grande productrice d'agrumes, l'Espagne a souffert jusqu'à présent d'un certain handicap douanier maintenu à son endroit par la Communauté. En rejoignant l'Europe agricole, elle sera libérée de cette entrave et deviendra le premier producteur européen d'agrumes méditerranéens, en particulier d'oranges et de citrons.

Déjà, souligne-t-on à Jérusalem, Madrid prépare activement l'échéance européenne. L'entrée de l'Espagne accroîtra de 80 % les surfaces irriguées bénéficiaires d'un climat méditerranéen ou subtropical. D'ici à 1990, un tiers des nouvelles terres irriguées seront espagnoles. Du coup, la production européenne de légumes augmentera d'un quart, celle des fruits de 48 %. Le nombre de consommateurs, lui, croîtra seulement de 14 %. La Communauté, submergée par les produits espagnols, deviendra pratiquement autosuffisante en fruits et légumes méditerranéens. Elle produira 90 % des oranges et des citrons qu'elle consomme. Conclusion : le marché saturé se fermera bientôt aux pays méditerranéens non membres. Israël sera le premier perdant.

L'Espagne, aux yeux de Jérusalem, bénéficiera de précieux avantages : proximité géographique, coûts plus faibles, préférences tarifaires. Profitant de l'« acquis communautaire », elle sera automatiquement protégée par le mécanisme des prix de référence et d'intervention, qui jouera en revanche plus souvent au détriment d'Israël. Madrid recevra des aides et des subventions qui l'encourageront à investir toujours plus dans le secteur des agrumes. Israël sera évincé d'un marché engorgé par des surplus sectoriels. On s'inquiète ici d'autant plus qu'on affirme souffrir déjà de plusieurs mesures « protectionnistes » prises en 1983 : extension du prix de référence à de nouveaux légumes, hausse de ces prix sur certains produits méditerranéens. A cela s'ajoute la mise à l'étude, par Bruxelles, de restrictions dans le secteur floral.

La stratégie des avocats

Face au « péril » espagnol, Jérusalem assure être démuni. Pour Israël, en effet, le marché européen est crucial ; 37 % de ses exportations sont destinées à la CEE, tandis que celle-ci lui vend 45 % des produits qu'il importe. Les produits agricoles achetés par l'Europe ne rapportent pourtant que 650 millions de dollars par an du fait de leur faible valeur ajoutée – par rapport aux autres exportations (biens industriels ou diamants notamment), – mais leur importance est jugée primordiale.

« Sans la CEE, expliquent les Israéliens, *notre agriculture ne trouvera pas de salut car l'Europe est son marché naturel. Elle seule est en mesure d'acheter nos produits de première qualité consommables hors saison.* » Israël a développé une recherche scientifique agricole de pointe et mis en place une stratégie commerciale imaginative en fonction des besoins de l'Europe, allant dans certains cas – celui des avocats est le plus connu – jusqu'à « guider » le goût de sa clientèle. Israël alimente ainsi les marchés européens lors de brèves périodes de « soudure » et parvient, par exemple, pendant quelques semaines chaque année, à vendre des tomates en Italie.

Le poids des habitudes alimentaires et les contraintes de la politique internationale lui interdisent de pénétrer avec force dans d'autres marchés du monde arabe ou de l'Europe de l'Est. En outre, son agriculture ne peut se reconvertir. Le capital d'Israël en sols et en eau est désormais limité. La terre apte à produire des agrumes est déjà exploitée. Pour toutes ces raisons, Jérusalem est soucieux de conserver sa part du marché européen, en soulignant au passage que la CEE n'a aucun intérêt à mettre en difficulté l'un de ses meilleurs clients.

Israël veut d'autant moins faire les frais de l'élargissement qu'il est le seul parmi les partenaires méditerranéens de la CEE à lui offrir des concessions douanières. A quoi les Européens répètent que cette contrepartie est justifiée dans la mesure où Israël, à la différence des autres pays du Maghreb et du Machrek, a le « *profil* » *d'un* pays industrialisé, comme en témoigne le montant de son PNB par habitant (5 000 dollars).

Pour protéger la compétitivité de ses produits agricoles, Israël aligne une série de revendications en matière de prix et de droits de douane, visant à le placer sur un pied d'égalité avec l'Espagne. « *Nous souhaitons l'entrée libre de nos produits en Europe* », dit-on à Jérusalem, tout en reconnaissant que cette position de départ est une exigence maximale ayant peu de chance d'être satisfaite, qui devra être « modulée » cas par cas.

Des Européens par procuration

Les Israéliens reprochent à la CEE de ne pas les avoir consultés et d'avoir ignoré leur héritage économique. Ils ont la hantise du fait accompli et sont d'autant plus vexés qu'ils se considèrent un peu comme des Européens par procuration : « *L'Europe est notre frontière*, remarque un responsable, *notre référence intellectuelle. Nous avons adhéré, dès l'origine, à l'idée européenne. Nous fûmes les premiers à demander le statut de membre associé et avons rapidement ouvert une ambassade auprès de la Communauté.* » Tout se passe, au fond, comme si Israël n'avait jamais accepté ce mauvais tour de l'histoire qui le fit naître si loin du Vieux Continent. Sa déception est à la mesure de ses espérances.

Israël aspire au retour de « relations privilégiées » avec l'Europe. Les accords – commercial de 1964 et préférentiel de 1970 – ouvrirent la voie à un accord général en date du 11 mai 1975 qui instituait une zone de libre-échange dans le domaine industriel – tout en protégeant l'industrie israélienne – et d'importantes concessions douanières en matière agricole. Cet accord fut complété par un protocole financier en février 1977.

Mais les divergences croissantes après la guerre du Kippour entre la CEE et Israël au sujet du problème palestinien ont freiné les relations économiques. L'intervention israélienne au Liban retarda d'un an la signature du second protocole financier conclu en juin 1983. Jérusalem ne cessa de protester contre ce « *mélange des genres* » entre commerce et politique. Il reste que la CEE a, au fil des ans, « marginalisé » Israël.

Dès que l'Europe des Dix songea à son élargissement, Israël demanda l'ouverture de « *négociations parallèles* ». Autrement dit, Jérusalem veut discuter avec la CEE, en même temps que Lisbonne et Madrid. Bruxelles juge cette requête inacceptable, Israël n'étant ni membre de la CEE ni – géographie oblige – candidat à l'adhésion. En janvier 1983, Bruxelles fit un geste politique envers Jérusalem en acceptant l'ouverture de « contacts exploratoires », qui eurent lieu les 8 et 9 juin. Il ne s'est agi aucunement pour la CEE de négocier avec Israël mais d'écouter ses revendications, d'apaiser ses craintes et d'examiner les moyens de protéger le fragile équilibre commercial qui lie les deux partenaires.

Les Européens admettent que l'élargissement fait problème, mais ils jugent excessives le inquiétudes de Jérusalem. Ils souhaitent maintenir l'accès à leur marché des produits israéliens les plus menacés : oranges, citrons et fleurs. Dans l'ensemble, on s'efforce à Bruxelles de dédramatiser l'affaire. On souligne que rien n'est joué. La CEE fera tout pour prévenir la formation de surplus durables. Elle n'encouragera pas les Espagnols à produire des agrumes.

Madrid devra améliorer la qualité de ses produits destinés au marché intérieur pour se conformer aux standards européens, d'où une baisse prévisible de ses exportations. Qui peut jurer, en outre, que l'Espagne irriguera autant de terres que prédit Israël ?

Sur tout cela se greffe le problème des relations diplomatiques, pour le moment inexistantes, entre Madrid et Jérusalem. Pour Bruxelles, les choses sont claires : en *adhérant à la CEE, l'Espagne* acceptera l'acquis économique et reconnaîtra à tout le moins Israël *de facto*, à l'exemple de la Grèce.

Au-delà des considérations commerciales, l'élargissement de la CEE, en menaçant son potentiel agricole, lance à Israël un grave défi idéologique. Les pères fondateurs exaltaient, en effet, le retour à la terre. Le travail des champs était, à leurs yeux, une vertu cardinale du sionisme, puisqu'il permettait d'occuper et de mettre en valeur la terre des ancêtres. Dans les kibboutzim, les pionniers, tout en produisant, veillaient à la sécurité du jeune Etat. Aujourd'hui, l'agriculture contribue pour 8 % au produit national brut et emploie 7 % de la population active. C'est un minimum qu'on ne peut réduire, affirme-t-on à Jérusalem, sous peine de mettre en cause l'identité et la survie même de l'Etat juif.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Quatorze accords d'association théoriquement en vigueur

La Communauté a signé des accords d'association ou de coopération avec quinze pays du bassin méditerranéen. Celui avec la Grèce, le plus ancien, est devenu caduc le 1er janvier 1981, à la suite de l'adhésion de cette dernière au Marché commun.

Les accords actuellement en vigueur ont été conclus avec les pays suivants : la Turquie, l'Espagne, le Portugal, la Yougoslavie, Chypre, Malte, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, l'Egypte, la Syrie, la Jordanie, le Liban et Israël. Ils ont pour objet de faciliter l'accès des partenaires méditerranéens aux marchés des Dix grâce à des préférences tarifaires, lesquelles sont modulées selon le niveau de leur développement. Afin de favoriser leur industrialisation, outre l'accès aux marchés, la plupart des accords comportent l'octroi d'une aide financière.

Cet ensemble de dispositions, à première vue favorable, a été contrecarré par l'application de mesures protectionnistes qui ont pour effet de freiner les exportations agricoles et industrielles vers la CEE. Les dispositions concernant la main-d'œuvre, qui figurent dans plusieurs des accords, sont restées lettre morte.

CHYPRE : des citrons pour la Grande-Bretagne

LES querelles surgies à la suite de la proclamation, en novembre, de la République turque de Chypre masquent provisoirement l'inquiétude que suscite dans le pays la perspective de l'élargissement de la CEE à l'Espagne et au Portugal.

La Communauté sanctionnera-t-elle le coup de force des Chypriotes turcs en leur supprimant le bénéfice des préférences tarifaires prévues dans l'accord de 1972 ? Rien n'est moins sûr. Elle a répondu jusqu'à présent de manière dilatoire aux démarches faites dans ce sens par le gouvernement de M. Kyprianou.

Cependant, le plus grand risque *pour les producteurs de citrons* et les négociants de la région de Famagouste, principale ville de la partie *nord (turque) de l'île, ne vient* probablement pas des représailles des autorités de Nicosie, mais bien des *dangers de la concurrence espagnole*. En effet, si aucune précaution n'est prise, les deux futurs adhérents, *l'Espagne et le Portugal*, risquent fort, une fois entrés dans la Communauté, d'évincer les Chypriotes du marché des Dix, en particulier de celui, tout à fait vital pour l'île, du Royaume-Uni (90 % des légumes et 75 % des fruits exportés *dans la Communauté* lui sont destinés).

La CEE absorbe plus de 60 % des exportations agricoles chypriotes et 40 % de ses exportations totales. Cela situe donc l'île parmi les pays qui, d'après la Commission de Bruxelles, seront les plus exposés aux conséquences de l'élargissement. Pour certains produits agricoles, la part de la Communauté est *encore plus spectaculaire* : 84 % pour les exportations de pommes de terre de primeur, 75 % pour celles de citrons *et de pamplemousses*, 73 % pour les raisins frais.

Pour tous ces produits, il va se poser, à des degrés divers, un risque de concurrence accrue entre l'Espagne *et Chypre, surtout sur le marché* britannique. Pour au moins deux d'entre eux, à savoir les raisins frais et *les citrons, le risque est majeur*, puisque la Communauté à Douze deviendra autosuffisante et même exportatrice nette. *C'est le Portugal*, plus compétitif que l'Espagne, qui menace les exportations chypriotes de vêtements, elles aussi principalement destinées au Royaume-Uni.

L'administration de Nicosie ne peut, pour l'instant, envisager qu'une issue : conformément à l'objectif inscrit dans le traité d'association, elle entend établir une union douanière avec la Communauté. Compte tenu des réticences manifestées par plusieurs Etats membres, en particulier par la France et l'Italie, il paraît peu vraisemblable qu'elle puisse au moins à moyen terme obtenir gain de cause. La seule solution qui jusqu'ici n'a pas été explorée consisterait à accorder à Chypre *pour les produits les plus menacés* des garanties d'accès, c'est-à-dire des quotas sur le marché britannique.

Ph. L.

APRÈS LE NET MOUVEMENT DE REPRISE OBSERVÉ L'ANNÉE PRÉCÉDENTE

Les cours des matières premières devraient dans leur ensemble légèrement progresser en 1984

QUELLE sera l'évolution des cours des matières premières en 1984 ? Le marché est-il tiré d'affaire après la dépression subie pendant la période 1981-1982 ? A ces questions, les professionnels apportent des réponses variées sur la forme mais *quasi* unanimes sur le fond : plus sensible sur les métaux que sur les denrées, le mouvement de reprise des cours devrait se poursuivre durant les prochains mois. A un rythme toutefois inférieur à celui de l'année précédente (1), les plus pessimistes tablant sur une stabilisation des prix aux niveaux actuels. Dans l'ensemble, les accords internationaux qui visent à la fois à stabiliser les prix de tel ou tel produit et à dégonfler les stocks des producteurs ont fonctionné d'une manière satisfaisante.

De plus, le mouvement de reprise économique, même ralenti, aux États-Unis a toutes les chances de s'étendre à d'autres pays industrialisés, à commencer par le Japon, qui affiche pour 1984 des perspectives de croissance très encourageantes. Seules ou presque, les denrées agricoles pourraient pâtir de conditions climatiques qui restent, par nature, imprévisibles.

D'après les spécialistes de la Bank of America, une légère hausse des cours devrait intervenir cette année, et l'établissement américain va jusqu'à escompter une augmentation de 5 % en moyenne des prix des matières premières, ce qui devrait porter au niveau de 105 son « indice-maison » (base 100 : 1982), qui se situait à 98 en décembre 1983.

La Bank of America réserve, toutefois, un traitement différent aux matières premières, à caractère industriel, auxquelles elle attribue une perspective de hausse des cours de plus de 10 % en moyenne, alors que les prix des produits agricoles de base ne devraient progresser que de moins de 2 % environ. La banque précise, à ce sujet, que la généralisation de la reprise économique devrait entraîner parallèlement un accroissement de la demande de produits alimentaires et de fibres, aboutissant *alors, mais* avec retard, à leur renchérissement.

Ce diagnostic à deux volets recueille l'assentiment des professionnels de la City. Sans aller jusqu'à chiffrer avec précision une hausse des cours cette année — une hypothèse *sur laquelle tous semblent* d'accord, — ceux-ci tiennent cependant à souligner la permanence de deux facteurs d'incertitude qui peuvent faire jouer les prix dans un sens ou dans l'autre : *l'évolution des taux* d'intérêt et du dollar. A l'exception du plomb, dont, selon certains, la consommation ne devrait croître que de 3 % dans le monde occidental en 1984 (et de l'or, *toujours handicapé* par le rôle de valeur refuge actuellement dévolu au dollar), les autres métaux devraient aller de l'avant, à commencer par l'aluminium, qui a su jouer les grandes vedettes ces derniers mois sur les marchés internationaux.

Un schéma diversifié

En ce qui concerne les denrées agricoles, le schéma d'ensemble est *plus diversifié*. Les cours des céréales et des oléagineux ont eu tendance à se raffermir en raison des effets de la dramatique sécheresse qui frappe de nombreux pays et de la réduction de l'espace réservé *aux cultures* aux États-Unis, mais l'avenir reste incertain sur ce chapitre. Si les marchés du café et du cacao sont considérés comme plutôt haussiers, le sucre, par contre, devrait légèrement baisser. Par ailleurs, plusieurs produits pourraient faire l'objet de hausses plus importantes, comme semble l'attester l'intérêt que leur porte la spéculation. Les professionnels londoniens rangent parmi eux le thé (même si les récoltes s'annoncent meilleures que prévu), après les importantes restrictions de ses exportations récemment décidées par l'Inde.

Face à ces avis quasi unanimes, les analystes des Nations unies basés à Genève se distinguent en prévoyant tout au plus une stabilisation du marché des matières premières cette année, quand ce n'est pas *un léger repli sur certains* produits. La demande en provenance des pays occidentaux est actuellement stagnante, voire en légère baisse à l'égard de plusieurs produits tropicaux et matières premières agricoles, essentiellement en raison d'une politique de substitution aux importations menée par ces mêmes pays, font-ils valoir. Ces observateurs en veulent pour exemple le sort qui devrait être réservé à l'industrie du jute, sévèrement concurrencé par les produits synthétiques et dont les exportations mondiales devraient tomber à 435 000 tonnes cette année contre 500 000 tonnes en 1982/1983 (alors qu'elles atteignaient encore 800 000 tonnes il y a dix ans), les cours *chutant* de leur côté de 350 dollars par tonne en 1978 à 270 dollars environ à la fin de l'année 1983.

A l'exception de quelques hausses escomptées sur l'aluminium et le zinc, ces mêmes experts prévoient une légère baisse *pour les autres métaux*. Ils expliquent qu'au fur et à mesure que les économies des pays occidentaux abordent la phase de reprise espérée, la modernisation de leur appareil de production s'accompagne *d'un recours* accru aux produits de substitution ou synthétiques et de l'application systématique de méthodes d'économie sur les matières premières utilisées. Certes, la demande en *provenance* des pays en voie de développement devrait s'accroître à moyen terme, mais, de toute façon, elle ne pourra pas compenser la diminution de la consommation intervenue *pendant le même* temps dans les nations industrialisées.

SERGE MARTI.

(1) Stimulés par une reprise économique d'abord circonscrite aux États-Unis, les cours des matières premières ont sensiblement progressé l'année dernière après une forte baisse au cours des douze mois précédents, notamment sur les métaux non ferreux. Selon l'indice Moody's, l'un des deux principaux baromètres admis dans les milieux spécialisés et dont la base 100 a été établie en 1974, la progression d'ensemble a été voisine de 5 % sur une base exprimée en dollars. Par contre, pour l'indice Reuter's calculé depuis 1931 sur des produits facturés en livres sterling, la hausse a été de 25 % environ, un écart qui se justifie en grande partie par la dépréciation de la monnaie britannique intervenue pendant le même laps de temps.

L'activité de la Bourse de commerce de Paris a augmenté de 32 % en 1983

L'ACTIVITÉ des marchés à *terme* de la Bourse de commerce de Paris a enregistré, en 1983, des niveaux record confirmant le « boom » constaté l'année précédente *sur l'ensemble des places internationales* et, notamment, aux Etats-Unis (*le Monde* du 10 janvier 1984).

A Paris, les commissionnaires agréés ont traité 386 892 *contrats sur les quatre* différents marchés (sucres blancs, cacaos en fèves, cafés Robusta et tourteaux de soja), contre 300 671 contrats l'année *précédente*, 263 960 *en* 1981 et 334 397 en 1980, précédente année record.

Dans le même temps, les transactions ont porté sur 17,58 millions de tonnes métriques, *soit une augmentation* de 32 % par rapport à l'année 1982, *un pourcentage supérieur* à l'accroissement constaté d'une année sur l'autre en termes de contrats (+ 28,67 %). S'ils traduisent la progression *enregistrée* en 1982 lorsque le nombre de contrats traités à la Bourse de commerce s'était accru de 14 % environ, ces résultats reflètent toutefois une évolution très diversifiée *selon les quatre marchés* :

● *Sucres blancs* : ils accaparent toujours *l'essentiel de l'activité avec* 336 000 contrats et 16,93 millions de tonnes négociées en 1983, soit une augmentation de 31 % sur l'année précédente ;

● *Cacaos en fèves* : les transactions ont porté sur 34 125 contrats et 341 250 *tonnes*, soit un bond de 339 % d'une année sur l'autre ;

● *Cafés Robusta* : 9 971 contrats et 97 130 tonnes ont finalement trouvé preneur, soit une baisse de 72 % sur 1982, *confirmant* la tendance qui se dégageait au vu des résultats du premier semestre 1983 lorsqu'il apparaissait clairement que les *opérateurs* avaient *changé leur fusil d'épaule* en délaissant le café au bénéfice du cacao ;

● *Tourteaux de soja* : la forte progression constatée en *1983 par rapport à l'année* précédente (+ 952 %) ne doit pas faire illusion. Le redémarrage de ce marché n'est intervenu qu'au début de l'été 1982, et il faudra *encore plusieurs mois avant* de savoir si oui ou non les tourteaux de soja (dont 6 196 contrats et 309 800 tonnes ont été traités en *douze mois*) ont *justifié* leur *existence* à la Bourse de commerce de Paris.

Le commerce extérieur français en 1983

Par groupes de produits : quadruplement de l'excédent sur les échanges des produits manufacturés

	Importations	Exportations	Solde
CAF-FAB (hors matériel militaire)	800	695	– 105 (– 151,2)
● Agriculture	102,8	124,4	21,6 (15,3)
● Energie	195	26,1	– 168,9 (– 177,8)
● Industrie	502,2	544,5	42,3 (11,3)
dont matières premières et demi-produits	186,3	190,3	4 (– 3,2)
dont équipement professionnel	135,6	162,3	26,7 (12,8)
dont transport terrestre	58,7	83,1	24,4 (28,8)
dont biens de consommation	119,4	102,6	– 16,8 (– 22)

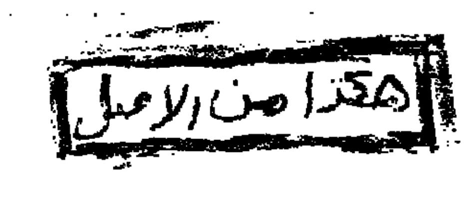
En données brutes et en milliards de francs (entre parenthèses chiffres de 1982).

Par zones géographiques : net redressement vis-à-vis des pays industrialisés

	Importations	Exportations	Solde
– FAB-FAB	766,5	723,1	– 43,4 (– 93,5)
– CAF-FAB (1) (hors matériel militaire)	800	695	– 105 (– 151,2)
● OCDE	574,9	485,7	– 89,2 (– 106,8)
dont CEE	398,1	341,6	– 56,5 (– 63,6)
● Pays de l'Est	34,3	29,5	– 4,8 (– 9,6)
● OPEP	101,2	66,4	– 34,8 (– 54)
● Tiers-monde	89,6	113,4	23,8 (19,2)

En données brutes et en milliards de francs (entre parenthèses chiffres de 1982)

(1) La valeur des exportations est exprimée FAB (franco à bord) comprenant le coût départ-usine et le coût du transport du lieu de production au poste frontière. La valeur des importations est exprimée CAF (coût assurance-fret), augmentée du coût total du transport et des assurances jusqu'à la frontière nationale.



AUTOMOBILE

Les Corolla de la cinquième génération

Peu de constructeurs d'automobiles *peuvent s'enorgueillir* d'avoir eu dans leur gamme un modèle produit à au moins dix millions d'exemplaires. La Toyota Corolla est de ceux-là (1). Apparue sur le marché en novembre 1966, elle a, au fil des ans, subi plusieurs cures de rajeunissement, qui permettent aujourd'hui au constructeur japonais de présenter la cinquième génération des Corolla, mais aussi de *tourner le dos* aux solutions techniques retenues pour la génération précédente en optant pour la traction avant et les roues indépendantes.

Comme le veut la mode, mais *comme l'impose aussi la nouvelle* politique de réduction de consommation d'essence engagée par les constructeurs automobiles du monde entier, le « cheval de bataille » de Toyota présente donc un profil en coin s'accommodant mieux aux principes de l'aérodynamisme même si le résultat obtenu ne fait pas de la Corolla une championne dans ce domaine. C'est la raison pour laquelle, au-delà de l'esthétisme, tous les angles du véhicule ont été adoucis par rapport à l'ancien modèle, tandis qu'un soin *particulier a été porté dans* ce but au dessin de la caisse et à des détails comme, par exemple, les enjoliveurs de roues.

Bien qu'existant en deux volumes dans les catalogues du constructeur, *la Corolla n'est disponible en France* que dans sa version trois volumes, de manière, selon l'importateur, à ne pas *gêner* les ventes de la Tercel. Dans ce but, trois modèles – déjà disponibles chez les concessionnaires – sont proposés à la clientèle : deux berlines à essence équipées, au choix, d'un moteur de 1 300 ou de 1 600 centimètres cubes, développant respectivement 69 chevaux et 84 chevaux, et une berline diesel équipée d'un moteur de 1 800 centimètres cubes, dont la puissance atteint 58 chevaux.

La puissance, transmise aux roues avant par l'intermédiaire d'une boîte de vitesses à cinq rapports, permet d'atteindre des vitesses de pointe de 155 km/h pour la Corolla 1300, de 170 km/h pour la 1600 et de 155 km/h pour la Diesel. De tels chiffres, en dépit des réductions de poids obtenues sur les nouveaux modèles de la marque, ne contribuent pas pour autant à faire des Corolla des foudres de guerre sportifs. Il s'agit, avant toute chose, d'une voiture moyenne, assez agréable, reprenant des techniques éprouvées – traction avant, roues indépendantes, freins à disques à l'avant et tambours à l'arrière – et dont le caractère réel ne se révèle vraiment que sur le modèle équipé du 1 600 centimètres cubes. Pour 55 950 F (2), peut-on demander plus ? Non. Ou alors, il convient de s'armer de patience en attendant l'arrivée d'un éventuel coupé équipé d'un 1 600 centimètres cubes à seize soupapes.

J.-F. AUGEREAU.

(1) On devrait plutôt parler de famille Corolla, alors que les Ford T et la Coccinelle de Volkswagen, qui ont été également produites à plus de 10 millions d'exemplaires, étaient vraiment des monotypes.

(2) 52950 F pour la Corolla 1300 et *62950 F pour la version diesel. Quant* aux consommations, elles s'échelonnent entre 5,6 litres à 90 km/h et 8,7 litres en cycle urbain pour la 1600 et 4,3 litres et 6,8 litres pour la Diesel.

LE CARNET DU Monde

Décès

– Paul-Louis et Gérard Augias ont la tristesse de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-troisième année, de leur père,

Marcel AUGIAS,
administrateur en chef
de la France d'outre-mer,
inspecteur des affaires administratives.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– La famille de

François BARRET,
(dit « Corot »),
actuaire,
lieutenant de la 12e brigade
internationale,

a la douleur de faire part de son décès, survenu à soixante-douze ans, le 20 janvier 1984, à Neuilly-sur-Seine.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

26, *rue Madeleine-Michelis,*
92200 Neuilly-sur-Seine.

– Le proviseur
Et les professeurs du lycée Claude-Monet
ont la tristesse d'annoncer le décès de

Mme Christiane ENGEL,
agrégée de l'Université,
professeur de première supérieure,

leur collègue et amie.

Les obsèques ont eu lieu le 16 janvier 1984.

Lycée Claude-Monet,
1, rue du Docteur-Magnan, Paris-13e.

– M. Bernard Leclair,
Mlle Stéphanie Leclair,
M. et Mme Alain Griotteray
et leurs enfants,
Mme Andrée White
et ses enfants,
M. et Mme Charles Leclair
et leur fille,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Mme Bernard LECLAIR,
née Yvette Griotteray,

leur épouse, mère, sœur, belle-sœur et tante,
survenu le 20 janvier 1984.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 25 janvier, à 15 h 45, en l'église Saint-François-Xavier, 12, place *du Président-Mithouard,* Paris-7e, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière d'Auteuil dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, avenue de Villars,
75007 Paris.

– Pierre-Henry Lutran,
son époux,
Cyril et Stéphane Lutran,
ses enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Jacqueline LUTRAN,
née Guillemot,

survenu à Paris le 13 décembre 1983, dans sa quarante-septième année.

10214 Eby, Overland Park,
Kansas 66212 (USA).

– M. Charles Mélard,
ses enfants, petits-enfants,
Et toute la famille
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Renée MÉLARD.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 12 janvier 1984 au cimetière de l'Est à Rennes.

– M. Raoul Salzberg,
son époux,
Karen,
sa fille,
M. et Mme Frédéric Bloch,
ses parents,
M. et Mme Samuel Wolf,
ses beaux-parents,
M. et Mme Claude et Helma Bloch-Warum,
ses frère et belle-sœur,
Mme Liliane Salzberg
et sa fille Anna,
ses belle-sœur et nièce,
Les familles Frydman, Klugerman et Curti,
ont l'immense douleur de faire part du décès, des suites d'une longue et cruelle maladie, de

Mme Josselyne SALZBERG,
née Bloch,
agrégée de l'Université,

survenu le 17 janvier 1984, à l'âge de trente-sept ans, en son domicile, 213, rue Raymond-Losserand, Paris-14e, entourée de tous les siens.

L'enterrement civil a eu lieu le vendredi 20 janvier 1984 au cimetière parisien de Pantin, en présence de nombreux parents et amis.

Son intelligence, sa générosité et son courage ont fait l'admiration de tous.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Remerciements

– Mme Jean-Claude Arnaud
et son fils Mathieu,
Les familles Arnaud, Depolla, Geffroy, Genin et Vieillescazes,
remercient toutes les personnes qui leur ont témoigné leur sympathie et se sont associées à leur peine lors du décès de

Jean-Claude ARNAUD,
conseiller culturel
près l'ambassade de France au Niger.

Messes anniversaires

– Pour le quinzième anniversaire du rappel à Dieu du

médecin général inspecteur
Raymond DEBÉNÉDETTI,

une prière est demandée à ceux qui ont *gardé son souvenir,* en union avec la messe célébrée le samedi 28 janvier 1984, à 18 h 15, en la chapelle du Val-de-Grâce, 1, place Laveran.

Communications diverses

– Lyon.
L'Ecole de service social du Sud-Est invite tous ses anciens et amis à fêter son cinquantenaire :
– Le 26 janvier, de 9 h à 16 h, autour des infirmières, 1, rue Alphonse-Fochier, (2e) ;
– Le 27 janvier, de 11 h à 18 h, toutes formations réunies, 20, rue de la Claire (9e). Tél. : 883-40-88.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

– Université Paris-II, vendredi 27 janvier, à 10 heures, salle des Fêtes, M. Sami Hiram : « Le rôle du système bancaire des pays en voie de développement ».

Conférence-débat

– « La liberté d'enseignement, quel avenir ? », par Mme Hélène Missoffe, ancien ministre, le mercredi 25 janvier, à 20 h 45, à l'église Notre-Dame de Clignancourt, 36, rue Hermel, 75018 Paris.

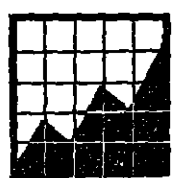
(Voir P. 32)

	La ligne*	La ligne T.T.C
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.*	La mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,60
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Directeur GIE informatique

375.000 F

Membre d'une union nationale paritaire, ce GIE informatique traite les informations liées à une réglementation sociale (prestations d'allocations) pour le compte de trois organismes (Paris et région parisienne). Le conseil d'administration recherche un directeur capable d'assurer l'animation et la gestion technique, financière et humaine de ce GIE dont l'effectif est de 65 personnes. L'ordinateur central est un IBM 3081 relié par réseau à 400 terminaux (extension à 1000 d'ici 2 ans). Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 38 ans, de formation supérieure, ayant l'expérience de la direction d'importantes structures informatiques et de grandes qualités d'animateur et de gestionnaire. La rémunération annuelle, de l'ordre de 375.000 francs, sera liée à l'expérience acquise. L'importance de l'union nationale concernée peut offrir à terme des perspectives d'évolution de responsabilités. Ecrire à J. MOUNIER en précisant la référence A/2491M.

MEMBRE DE SYNTEC

PA

3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Directeur de production

300.000 F

Industrie agro-alimentaire - bretagne sud - Cette société (chiffre d'affaires 250 millions de francs - 300 personnes) connaît un des plus forts taux d'expansion de la profession grâce à une politique basée sur l'innovation, sur des produits de qualité et une commercialisation dynamique. Son ambition est de maintenir cette progression en abordant de nouveaux créneaux et en développant des nouveaux concepts. Dans ce contexte, le directeur de production, intégré au comité de direction, devra apporter la dimension technique à toute décision stratégique, gérer l'ensemble de la fabrication et prévoir son évolution. Il sera assisté de trois chefs de fabrication répartis en deux usines et d'un responsable des achats. Ce poste convient à un candidat âgé de 35 ans minimum, de formation ingénieur (Agro, ENSIAA, ...) ayant acquis une solide expérience de la fabrication dans un domaine de l'alimentaire nécessitant une grande souplesse d'organisation et des réponses rapides. Sa motivation, sa maturité professionnelle lui permettront de s'intégrer aisément dans une équipe de direction générale restreinte. Le salaire annuel sera de l'ordre de 300.000 francs auxquels s'ajoutera une voiture de fonction. Ecrire à J.B. FOURNIER en précisant la référence A/1255M.

MEMBRE DE SYNTEC

PA

1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Directeur

ORGANISATION INTERPROFESSIONNELLE AGRICOLE

recherche son Directeur

Jeune, dynamique, accrocheur, sens des relations publiques.
Formation économique supérieure, expérience gestion entreprise et organisations professionnelles souhaitées.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 3586 à mentionner sur l'enveloppe à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris.

média-system

ASSOCIATION FORMATION D'ADULTES

recherche urgent

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER (H./F.)

- Gestion comptable et financière.
- Gestion du personnel.
- Fonctionnement administratif.
- Participation comité direction.

Salaire annuel : 109.000 F.

Ne pas téléphoner. Envoyer lettre + C.V. + photo à : A.D.F.I.
68, bd de Sébastopol, 75003 PARIS.



Nous sommes une banque d'affaires, née de la réunion de 2 établissements, filiale d'un puissant groupe financier nationalisé. Notre développement (+ 25-30 % an), nous conduit à rechercher notre

DIRECTEUR du PERSONNEL et des AFFAIRES SOCIALES

Directement rattaché au S.G., il sera à la tête d'un service de 6 personnes dont 2 cadres spécialisés dans la gestion administrative du personnel. Sa première mission consistera à achever l'intégration des personnels provenant des 2 sociétés fusionnées et à accélerer le processus de création d'un climat d'entreprise en cours de construction. Il assurera la plénitude de la fonction (gestion des carrières, formation, recrutement...).
Il sera le conseil interne de notre D.G. et de nos services opérationnels, négociera avec les partenaires sociaux.

Nous souhaitons rencontrer :
- un professionnel confirmé (40 ans environ) de la gestion personnel dans le secteur tertiaire, spécialisé dans le droit social.
- Homme de prospective, concepteur, il doit être également un praticien soucieux de gérer le quotidien et de conduire les évolutions nécessaires.

Directeur comptable et administratif

Picardie

Industrie agro-alimentaire - Réalisant un chiffre d'affaires annuel de 400 millions de francs, cette société en expansion regroupe en Picardie usine moderne et siège social pour lequel elle recherche le directeur comptable et administratif. Dépendant de la direction générale et animant une douzaine de personnes, il sera essentiellement chargé de superviser les fonctions "comptabilité" (comptabilité générale-analytique-trésorerie-fiscalité-contrôle de gestion...), "informatique" (matériel CII-HB-DPS 4) et "administration générale" (administration de personnel-paye-assurances...) en veillant à l'actualisation des méthodologies employées. Ce poste de confiance conviendrait à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur (expertise comptable - ESC + DECS...) âgé d'au moins 35 ans, justifiant d'une expérience réussie de plusieurs années dans des responsabilités comptables complètes, assumées soit en entreprise soit en cabinet d'expertise. L'ouverture d'esprit et les facultés d'adaptation sont également nécessaires à la réussite dans cette fonction aux aspects variés. La rémunération sera liée à l'acquis professionnel du candidat retenu. Ecrire à J. HAXAIRE en précisant la référence A/2439M.

MEMBRE DE SYNTEC



3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Directeur banque

Nîmes

Important groupe bancaire ouvre son agence de Nîmes et engage son directeur.

30 ans minimum, ayant une formation supérieure et une première expérience probante de la vie des affaires (bancaire ou commerciale).

Ecrire manuscrit (+ photo)

L. justet psychologue

18, rue des Grottes 84000 AVIGNON

MEDIA PA

L'informatique au service de la communication

Groupement d'achat d'importance nationale, 850 commerçants répartis en six enseignes dans le domaine de la quincaillerie et du bricolage, réalise plus de 3 milliards 600 millions de francs. Il recherche son DIRECTEUR DU SERVICE INFORMATIQUE ET DE LA COMMUNICATION.

Animateur, vous aurez avec votre équipe (18/20 personnes) à atteindre un double objectif. D'une part fournir aux différentes divisions du groupement (commercial, financier, comptabilité, stock, personnel...) tous les éléments nécessaires à leur bon fonctionnement ; d'autre part déterminer toutes les procédures de communication les mieux adaptées à notre système coopératif : télématique, bureautique, vidéo... de sorte qu'elle intensifie l'information entre notre groupement et ses adhérents.

De formation MIAGE ou équivalente, vous avez une expérience d'au moins 10 ans en entreprise, en tant que responsable informatique.

Matériel : 7/65, 64 DPS, Mini 6/43, Mini 6/31.
Lieu de travail : Poitiers.

Faites nous part de vos intérêts et motivations en envoyant votre dossier de candidature sous réf. 683 E à Marc Galopin.

Claude Debray Conseil,
78 rue Olivier de Serres
75739 Paris Cedex 15

SOURCES

directeur régional

PARIS

Une Société de premier plan de l'Agro-Alimentaire souhaite intégrer à son équipe de vente pour lui confier la Direction Régionale Paris (couvrant l'Ile de France, le Nord, et une partie de l'Est de la France) un **CADRE COMMERCIAL** de

FORMATION ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE

Il a 30 ans, et donc environ 5 à 6 ans d'expérience de la vente à la Grande Distribution.

Il est actuellement dans une Société de réputation nationale et au minimum Chef de Secteur ; il a donc déjà encadré du personnel et eu la responsabilité de chiffres d'affaires et de budgets importants.

Sa personnalité et ses compétences seront nos principaux critères de choix.

Résidence Paris ou région.

Les candidatures (lettre manuscrite et C.V. sous référence 2269-M) précisant le niveau de rémunération, seront examinées avec la discrétion d'usage par

a. et j. ourlin CONSEILS DE DIRECTION
47, AV. ALSACE-LORRAINE
92160 ANTONY

Pour société de mécanique directeur technique du renouveau

Membre du Comité de Direction, notre futur directeur technique va réveiller notre outil de production un peu vieillot pour en faire une unité de production compétitive et rentable. En proche banlieue. Avec de bons opérateurs, en liaison avec un commercial efficace, en équipe avec des dirigeants passionnés par la relance de cette petite société pour le compte d'un grand groupe.

Vous aurez enfin la large responsabilité technique que vous souhaitez ; du BE jusqu'aux prix de revient. Vous pourrez marquer de votre empreinte toutes les fonctions pour suppléer les lacunes, moderniser les méthodes, améliorer les comportements, voire bouleverser les errements anciens. Les décisions les plus graves ont été prises, vous pouvez reconstruire. Votre expérience vous a appris que lorsque le Patron technique fait bien équipe avec son DG, le directeur administratif et le directeur commercial, il peut tirer ses gars et leur fait faire des progrès étonnants en les mettant dans le coup. C'est ce que nous souhaitons.

Ingénieur, mécanicien dans l'âme, vous faites «faire des copeaux» depuis une bonne quinzaine d'années. Peut-être même connaissez-vous plus précisément les problèmes de production en moyenne série du type compresseurs, distributeurs hydrauliques, robinetterie industrielle, réducteurs, etc... Mais, vous êtes surtout devenu un généraliste, organisateur et animateur plein de bon sens, au fait des dernières méthodes et méfiant à l'égard des modes. Vous aimez être obéi rapidement après avoir longuement expliqué. Vous aimez concevoir mais vous savez acheter. Vous souhaitez automatiser mais vous sous-traitez convenablement. Vous dominez tous les aspects de votre métier sans dédaigner les conseils extérieurs. Bref, vous n'avez pas la grosse tête. Une affaire à remonter vous passionne et vous écrivez à SIRCA sous la référence 116 450 UN. Confidentialité assurée.



Sirca

64, rue La Boétie - 75008 PARIS

SOURCES

MEMBRE DE SYNTEC

Directeur de clientèle

Paris **220 000 F +**

Nous sommes un important groupe français de dimension internationale leader sur son marché. Notre développement nous amène à renforcer le potentiel de notre Direction du Marketing et à rechercher un professionnel de la communication.

Il sera chargé de concevoir et de mettre en œuvre tous les moyens, outils et supports nécessaires à l'optimisation de nos relations avec nos clients et aura un rôle de conseil et d'assistance auprès de nos chefs de produits.

Dans le cadre de nos objectifs de développement et d'image, il saura répondre aux besoins à court terme et anticiper l'évolution de notre profession.

Nous souhaitons rencontrer un homme jeune, diplômé d'études supérieures, ayant prouvé au cours d'une expérience réussie dans le domaine du marketing ou de la communication, de réelles qualités professionnelles et humaines.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) en précisant sur l'enveloppe la référence 2800/DC5 à



Curriculum Vitae
9, bd des Italiens
75002 PARIS



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Le Bozec et Gautier

Directeur Commercial

Le Bozec et Gautier est une société qui depuis 1920 conçoit et fabrique avec un constant dynamisme des produits et équipements destinés à l'aéronautique comme à l'industrie. Elle dispose de réels atouts *techniques et son souci du service à la clientèle a toujours contribué à sa notoriété*. Dans le cadre de sa restructuration actuelle est créée une Direction Commerciale destinée à appuyer l'action des trois départements (*équipements de circulation de combustible, filtration, robinetterie industrielle*).

Ce sera à ce nouveau Directeur Commercial d'entretenir et développer les contacts personnels *nécessaires avec la dizaine des clients principaux, français et étrangers*, avionneurs mais pas uniquement. En même temps il devra monter et animer le réseau de vente à la clientèle beaucoup plus vaste de la robinetterie industrielle et définir la politique des produits.

Sa compétence technique sera importante, mais plus encore son tempérament commercial, de *négociateur*. Sa capacité à travailler en équipe un atout supplémentaire. Le poste est basé à Courbevoie, sa rémunération comprendra une large part d'intéressement. Les candidatures seront étudiées *confidentiellement* par CLEAS. *Ecrire sous référence* 8406 LM.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine - 75017 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

INSTITUT INTERN. PRIVÉ ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR recherche pour Paris

DIRECTEUR D'ÉTABLISSEMENT

ayant déjà eu responsabilité à l'échelon direction *IMPÉRATIVEMENT*

Ecrire sous le n° 281.002 M *RÉGIE-PRESSE* 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

AGENCE IMMOBILIÈRE réputée banlieue ouest recherche

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL pour COORDINATION ADMINISTRATIVE (informatique) et **ANIMATION DU SERVICE TRANSACTION**

Solide formation et expérience Pratique négociation. Envoyer lettre manuscrite à M. DUMARTIN 10, résidence Foch 92380 GARCHES.

GENERAL ELECTRIC

PLASTICS FRANCE

recherche le

DIRECTEUR DES VENTES

de son département PLAQUES et FILMS

Il aura à assurer l'ANIMATION D'UNE EQUIPE DE VENTES chargée de promouvoir et de développer les produits par l'INTERMEDIAIRE d'un RESEAU DE DISTRIBUTEURS auprès d'une clientèle industrielle et dans le secteur du bâtiment.

Il sera responsable de L'EXPANSION DE SA DIVISION et utilisera les études d'un service de marketing industriel élaboré.

Ce poste s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur, commercial ou technique, ayant une pratique courante de l'anglais et l'expérience *d'une fonction similaire*.

Une habileté dans les négociations, une autonomie dans les prises de *décision et un ascendant naturel sont indispensables pour répondre* aux exigences de ces fonctions et envisager une évolution de carrière au plan international.

Ecrivez en envoyant CV, photo, références et prétentions sous n° 84 013M

CAPIC 18 rue Volney, 75002 Paris

SOURCES

Une importante imprimerie de presse et labeur de l'Ouest de la France recherche un

Directeur Commercial

pour le développement de ses activités imprimerie de labeur (presse non quotidienne, hebdomadaires locaux, house organs).

Convaincu que ce secteur est appelé à se *développer de façon rentable*, le Directeur Général recherche un professionnel auquel il destine les missions suivantes : création de la fonction commerciale, entretien des relations clientèle et recherche de nouveaux travaux, politique d'image de marque, gestion administrative du secteur d'activités.

De formation supérieure commerciale, âgé d'une trentaine d'années, le candidat bénéficierait d'un atout certain s'il disposait d'une expérience *dans l'imprimerie ou dans une industrie voisine (papier ou matériel)*. Doué d'un tempérament commercial et ayant acquis une expérience réussie de la vente aux entreprises, il a de bonnes aptitudes à la technique et à la gestion. Poste à pourvoir dans une grande ville de l'Ouest.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée s/réf. 543 M à



EKA

18, Avenue Matignon — 75008 Paris

Dassein

Directeur commercial adjoint

(HEC - ESSEC...) 250 000 +

Nous sommes un groupe agro-alimentaire international dans les produits de seconde transformation. Nous recherchons l'Adjoint *du Directeur Commercial*.

Il aura en charge pour la France et l'export, le marketing, c'est à *dire l'ensemble des éléments du mix, ainsi que la mise en place* et le suivi des actions publi-promotionnelles. Il prendra également rapidement la responsabilité *de dossiers commerciaux opérationnels*.

Ce poste, évolutif, intéresse un diplômé de l'enseignement *supérieur de 32 ans environ*. La *connaissance de l'industrie* agro-alimentaire serait appréciée.

Son expérience du terrain, sa réussite dans l'animation d'équipes lui ont apporté autonomie et sens du commandement, il est à même de s'intégrer dans une société puissante et de forte notoriété. Il parle bien sûr l'anglais. Le poste est basé en proche banlieue.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo) réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence 9606M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec





emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer) emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer) emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

Produits de grande consommation

RESPONSABLE GRANDE EXPORTATION

Zones : Afrique, Moyen-Orient et Extrême-Orient

Filiale de l'un des premiers groupes industriels français, cette Société réalise 75 % de son C.A. à l'exportation. La *Grande Exportation* (*zones* Afrique, Moyen-Orient, Extrême-Orient) représente pratiquement la moitié des ventes à l'étranger. Constituée de pays très différents, cette partie du monde présente un intérêt considérable par ses perspectives de développement.

Responsable de 3 délégués commerciaux, assisté par une équipe administrative, le Responsable de la Grande Exportation participe avec le Directeur Commercial à l'élaboration *de la stratégie (produits, réseaux, distribution, prix, service...)* et il la met en oeuvre sur le terrain. Il négocie avec les clients les plus importants (centrales d'achats, chaîne de grands magasins, chaînes d'hôtels et restaurants...), il s'assure de l'efficacité des agents et il est responsable de l'exploitation économique de son territoire.

Pour ce poste particulièrement important, nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement commercial supérieur. Son *expérience professionnelle* (5 ans minimum) lui a permis à la fois de négocier avec succès à l'étranger, d'animer une équipe commerciale et d'avoir eu des responsabilités, budgétaires importantes.

Pafaitement bilingue anglais/français, la connaissance de langues locales sera appréciée. Basé à Orléans, il voyage 50 % de son temps. Les perspectives d'évolution en France ou à l'étranger, dans la Société ou dans le Groupe, sont multiples et variées.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 4314 AG, à :

EGOR S.A.
8, rue de Berri 75008 Paris.

egor

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

média-system

Un des leaders mondiaux de l'hydraulique industrielle (20 000 personnes dont 4 000 en Europe), dividendes en augmentation continue depuis 26 ans. Si le Groupe investit dans la filtration, c'est avec des moyens considérables et un professionnalisme éprouvé (sa nouvelle gamme 84-85 en témoigne). Cela ouvre des opportunités (en France comme en G.-B. et en R.F.A.) pour des compétences techniques et commerciales de premier plan

Parker

PRODUCT SALES ENGINEERS

Filtration Systems

Les hommes que nous recherchons :

- *sont aussi solides techniquement qu'au plan de la négociation*,
- connaissent déjà les techniques de la filtration ou un domaine voisin (pompes, centrales, applications),
- *maîtrisent l'anglais*,
- fortement disponibles, ils allient tonus, sens de l'organisation et goût des résultats.

Ils interviendront :

- personnellement auprès de nouveaux secteurs de clientèle directe (constructeurs) et indirecte (distribution) qu'ils gagneront à nos systèmes,
- en support, formation et conseil, des responsables commerciaux de l'équipe "Fluid Power" pour développer nos filtres auprès de la clientèle hydraulique,
- rattachés au Responsable européen de l'activité filtration, et en liaison fonctionnelle *avec le "Regional Sales Manager Fluid Power", ils seront responsables de l'activité sur* leur zone avec des objectifs et une large autonomie.

Nous pensons :

que notre politique claire de responsabilité individuelle, promotion (formation interne systématique et loyauté/simplicité dans les relations est une des clés de notre réussite européenne (assortie bien sûr d'un système salarial stimulant et crédible).

Cette offre s'adresse à des professionnels confirmés. Nous l'avons donc confiée à *MERCURI URVAL qui engage sa réputation sur le soin, la rapidité et la discrétion qui seront* assurées au traitement de toute candidature (CV, photo et rémunération actuelle) adressée sous réf. 88 FILT-LM1 au 21, rue Eugène-Flachat 75017 PARIS.

HAVAS CONTACT

Mercuri Urval

Pour suivre la constante expansion de notre société, nous recherchons des candidats dynamiques pour travailler dans le domaine intéressant du

junior management consulting

Nous comptons parmi nos clients un grand nombre de sociétés internationales les plus connues en Europe.

- Nous ne recherchons que des collaborateurs ambitieux, sachant faire preuve d'initiatives, possédant une grande facilité de communication. L'âge idéal serait 25 ans environ *et nous ne voyons pas d'inconvénient à rencontrer des candidats en début de carrière*.
- Nous vous apprendrons nos techniques qui permettent d'exceptionnelles améliorations dans tous les domaines de la rentabilité des sociétés techniques qui ont fait leurs preuves dans des activités aussi diverses que le management, la fabrication, l'administration, les ventes et la formation du personnel. Vous devez être de ceux qui apprécient les progrès tangibles et qui aiment voir le succès couronner leurs efforts.
- Cela concerne principalement ceux qui considèrent qu'une solide formation sur le tas a plus de valeur qu'un salaire de départ, mais pour les éléments les plus dynamiques, *nous offrons la possibilité d'une carrière à évolution rapide tant sous l'aspect responsabilité* que salaire.
- Les déplacements fréquents imposent d'être domicilié près de Paris ou de Lyon.

Une connaissance active de l'anglais est requise et une connaissance de l'italien est souhaitable.

Nous attendons votre candidature et C.V. avec mention de votre niveau de rémunération actuel et sous réf. JMM 230184 (à mentionner sur l'enveloppe) à :

EUROLINK

Boulevard de la Cambre 42 - Boîte 13 - 1050 Bruxelles (BELGIQUE), qui transmettra.

Société Française recherche

CHEF DE MISSION EN LIBYE

Langue arabe (lue, parlée, écrite), maîtrisant l'anglais et parlant couramment français. Niveau technique équivalent au BTS — DUT minimum. Expériences relation clientèle et vie en mission à l'étranger nécessaires. Connaissance en géologie et *expérience Libye appréciées*.

Env. C.V., photo et prétention *s/n° 7.391 le Monde Pub*, service ANNONCES CLASSÉES 5, rue des Italiens, 75009 PARIS, qui transmettra.

SOCIÉTÉ EAU ET ÉLECTRICITÉ recherche POUR MALI

INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN

expérim., ayant notions froid Ecrire avec réf. et prétentions à SMP, B.P. N° 1.229 BAMAKO (MALI).

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES

296-15-01

Notre Réseau de Maintenance se développe en Afrique et recherche des

INSPECTEURS DE MAINTENANCE

de nationalité Ivoirienne, Nigérienne, Togolaise

Vous êtes diplômés de l'enseignement supérieur (Ingénieur ou Technicien, option : électronique, électrotechnique, automatisme, électricité).

Vous aimez les technologies de pointe, mais les contacts commerciaux vous intéressent également. Nous vous confierons les responsabilités de l'installation, l'entretien et le dépannage de matériels chez les utilisateurs.

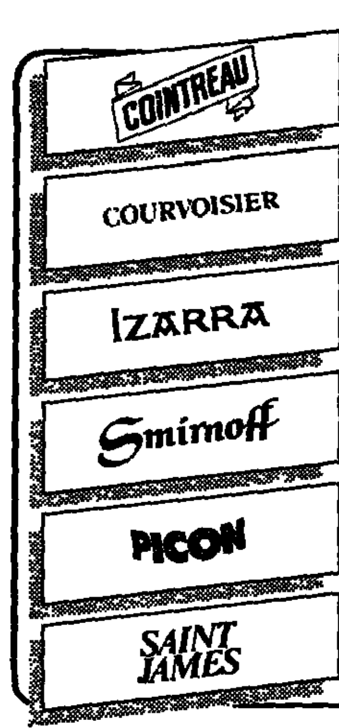
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 504 M à

Véronique Bourlet
Cu Honeywell Bull
PC OG021C
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux





JEUNES DIPLOMES ESC

si vous avez les qualités et le potentiel que nous attendons, nous sommes prêts à investir sur vous !

Dans le cadre d'une politique, humaine et économique, ambitieuse, la Société de commercialisation du Groupe Cointreau offre à de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur l'opportunité d'une expérience du terrain passionnante et formatrice. Elle est un tremplin idéal vers des responsabilités commerciales ou marketing élargies à un niveau de Manager.

Concrètement, nous vous confierons, dans un premier temps, la vente de notre gamme de produits auprès de la distribution moderne (G.M.S.) sur un secteur géographique exclusif. A ce niveau de responsabilité, nous vous proposons un statut de cadre, un fixe substantiel assorti d'une prime sur objectif et d'une voiture de fonction. Ces postes sont à pourvoir à :

PARIS, NANTES, ANGERS, REIMS, METZ, NANCY.

Si vous avez déjà exercé vos qualités commerciales ou si vous souhaitez faire la démonstration de vos capacités dans le secteur alimentaire, confiez-nous vos aspirations et adressez votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite motivée, C.V., photo et prétentions) à Dominique DEBEURME, BP 547, 77006 MELUN CEDEX, *qui vous réservera le meilleur accueil et vous garantit une discrétion totale.*

PMI DE LA METALLURGIE
installée en région stéphanoise,
recherche son

Responsable commercial

Directement rattaché au PDG et à la Direction Générale, il sera chargé de développer les ventes et d'élargir le portefeuille clientèle, en **FRANCE** et à **L'EXPORT**, d'une société déjà solidement implantée dans son domaine. Il participera étroitement, avec la Direction Générale, à la définition de la politique commerciale, à la recherche de *nouvelles actions à mener,* mais il sera aussi *l'homme de terrain prêt à passer* la moitié de son temps auprès des clients. L'animation de la cellule de gestion commerciale sera sous sa responsabilité. Ce poste convient à un **INGENIEUR GENERALISTE** ou à un **TECHNICO-COMMERCIAL,** apportant une expérience significative de la vente de pièces techniques et voulant évoluer dans un poste autonome au sein d'une structure à *taille humaine.* La langue anglaise doit être maîtrisée et des *connaissances* en allemand seraient appréciées.

Ecrire au **CABINET GATIER**, 32 Rue Barrème 69006 LYON, sous **réf. 027 M.**

Cabinet Gatier

média-system



emplois internationaux emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

Responsable marketing

300.000 FF nets

Cameroun - produits de grande consommation - Un important groupe international, très actif en Afrique, et spécialisé dans la fabrication et la commercialisation de produits de grande consommation, recherche, pour sa filiale camerounaise (employant plusieurs milliers de personnes) un responsable marketing. Basé au siège de la société, à Douala, il sera *chargé, sous l'autorité du directeur commercial,* et dans le cadre de la politique définie par la direction générale, d'élaborer le plan marketing, de définir les objectifs à moyen et court terme, d'élaborer la stratégie correspondante et de déterminer les moyens à mettre en œuvre pour son application. Assiste d'une dizaine de personnes, il veillera à l'application de ses plans d'action et en contrôlera les résultats et le budget. Ce poste conviendrait à un cadre âgé de 32 ans minimum, possédant une formation supérieure type école supérieure de commerce, et ayant acquis une expérience de plusieurs années dans le marketing des produits de grande consommation. *La pratique de l'anglais de base est nécessaire.* L'expérience de l'expatriation serait appreciee. Le salaire annuel, de l'ordre de 300.000 francs nets d'impôts et de charges sociales, sera assorti d'avantages liés à l'expatriation. Ecrire à H. MICHERON en précisant la référence A/R9023M.

PA

3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

La plupart des salles de bain de l'Europe *anglo-saxonne sont équipées* et décorées d'accessoires que nous fabriquons depuis 1965. Très solide PMI irlandaise (185 personnes, 5,5 millions de £ de CA), après avoir posé quelques jalons, nous avons décidé d'aborder sur le Continent pour nous y développer, en France et au Bénélux dans un premier temps.
Nous recherchons donc notre «developer»,

A bilingual sales manager

France-Bénélux **200 000 FF mini.**

Dans un *esprit marketing, il prospectera et créera de nouvelles opportunités* de réseaux de revendeurs et développera nos ventes en liaison avec l'Irlande. Jeunesse adulte, vraisemblablement formation commerciale supérieure et certainement expérience européenne commerciale réussie (dans l'équipement de la maison, si possible), mobilité et disponibilité organisées, compétence au service d'un enthousiasme de pionnier commercial... : nous saurons vous faire confiance et vous donner les moyens de onstruire votre réussite et votre carrière *chez nous,* en Europe. (*Anglais* indispensable).

Nous vous remercions d'écrire sous réf. 1352 à ERNST & WHINNEY Conseil - 150 Bd Haussmann - 75008 Paris, qui étudiera votre candidature avec soin et discrétion avant de vous répondre.

AFCOREM



Ernst & Whinney Conseil

Jeune audit interne, assurez des missions en Afrique et en Asie.

C'est ce que vous propose un important groupe français de dimension internationale. *Rattaché au siège parisien du groupe, il assurera des missions d'audit financier et* opérationnel au sein des filiales situées en majeure partie dans les pays d'Afrique et d'Asie. Ce poste requiert une formation financière et comptable supérieure, une expérience de l'audit d'environ un an acquise en entreprise ou dans un cabinet spécialisé et une pratique courante de l'anglais. Il implique une large autonomie et une disponibilité importante pour *des déplacements fréquents à l'étranger.*

La rémunération est de l'ordre de 100 à 120 000 francs et complétée par des indemnités de déplacements. Ce poste ouvre des perspectives d'évolution intéressantes au sein du groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence 5497 sur l'enveloppe, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

AMNESTY INTERNATIONAL

recherche
pour son Secrétariat international à Londres

UN CHERCHEUR

pour les pays d'*Asie du Sud* (Afghanistan, Bangladesh, Inde, Pakistan et Sri-Lanka) *ou du* Sud-Est (Birmanie, Kampuchéa, Laos, Malaisie, Singapour et Thaïlande).

Ce chercheur enquêtera sur les violations des droits de l'homme dans l'une ou l'autre de ces régions et déterminera les moyens permettant d'assurer la protection des droits de l'homme dans le cadre du mandat d'Amnesty International.

Il doit posséder une connaissance approfondie de ces pays, *notamment* sur les plans politique et juridique, être capable de rassembler des informations et de les interpréter objectivement et d'évaluer la situation politique.

Il est indispensable qu'il sache s'exprimer avec aisance en anglais, tant oralement que par écrit.

Seules les candidatures de personnes possédant l'*expérience des aptitudes requises pour* l'une ou l'autre de ces régions seront retenues.

Pour l'Asie du Sud, des compétences dans le domaine juridique *et/ou* la connaissance du persan (dari), de l'hindi ou de l'urdu seraient un avantage. Pour l'Asie du Sud-Est, la connaissance d'un dialecte local serait un avantage.

Dans l'exercice de ses fonctions, le chercheur utilisera un équipement moderne.

Traitement annuel (*indexé*) : £ 9 030.

Pour recevoir la description détaillée du poste et une formule de candidature, prière d'écrire au service du personnel, Amnesty International, secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WCX 8 DJ, Grande-Bretagne, en joignant une enveloppe à votre adresse. Telex 28502. Tél. : 01-833-1771, Ex. 5144. Date limite pour la réception des candidatures : 24 février 1984.

SPEDITION HAMBURG - FRANKFURT

SUCHT

VERKAEUFER

FUER NORDDEUTSCHLAND UND FRANKFURTER REGION
ALTER : ETWAS 35 JAHRE
ERFAHRUNGEN IM SPEDITIONSBEREICH
SPRACHKENNTNISSE : DEUTSCH, FRANZOESICH, ENGLISCH
ZUSCHRIFTEN ERBETEN UNTER CHIFFRE N° 280.921 M.,
RÉGIE PRESSE, 85, bis rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

VIVRE EN RHÔNE-ALPES UNE INFORMATIQUE INTERNATIONALE

Société internationale de services appliqués à l'industrie pétrolière, installée en région Rhône-Alpes, recrute pour son centre de recherche comprenant plus de 120 ingénieurs et techniciens, et disposant de **quatre VAX dont deux 780, 120 terminaux et de nombreux équipements graphiques.**

Ingénieur informaticien

chargé de développer des programmes complexes de traitement d'informations scientifiques au sein d'une équipe dont il devrait rapidement prendre la responsabilité. Un diplôme d'ingénieur ou un doctorat et une bonne connaissance de l'anglais sont nécessaires, une expérience de deux ou trois ans est indispensable de préférence dans le domaine **des bases de données relationnelles.**
Ce poste est à pourvoir dans un environnement intellectuel stimulant et dans un groupe où vous pourrez évoluer en fonction de vos compétences et de vos goûts.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. L 1766, à Média-System, 93 rue Edouard Herriot, 69002 Lyon qui transmettra.

CHEF DE DIVISION TECHNIQUE

Agro-alimentaire **VAL DE LOIRE**

Une société française de l'agro-alimentaire qui occupe une position de *leader sur son marché tant par la qualité de ses produits que par la mise en œuvre de technologies de pointe, recherche* le CHEF DU SERVICE TECHNIQUE de l'une de ses unités située en Val de Loire (effectif 350 personnes - chiffre d'affaires 1,2 milliard). Sous l'autorité du Directeur et dans le cadre d'un budget de l'ordre de 10 millions de francs, *il sera chargé d'assurer l'entretien et la maintenance d'équipements et matériels de plus en plus performants.* Il assurera la production et la gestion des fluides. Dans le cadre de nouveaux investissements, il participera à leur définition, il assurera la rédaction du cahier des charges, la consultation des entreprises et le suivi des travaux. Il sera *responsable des achats généraux (emballage, vêtements de travail, etc...).* Il mènera les études pouvant permettre une amélioration de la production, de la sécurité et de l'hygiène, soit par amélioration des postes de travail, soit par implantation de nouveaux équipements. Il sera *chargé de l'animation d'une équipe de 25 personnes. Le candidat retenu, âgé d'au moins 28 ans, de formation type A & M,* ICAM, ECAM,... possèdera quelques années d'expérience acquise dans l'entretien de bâtiments, d'équipements et de réseaux fluides d'une unité industrielle fortement automatisée. Le candidat sera un homme *de terrain animé d'une volonté permanente de progrès.*
Ecrire sous référence 654/M à :

GRH conseils

3 avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

AFCOREM

La Chambre de Commerce et d'Industrie du Loiret recherche

Directeur Administratif

Il secondera le secrétaire général sur tous les dossiers qui lui seront délégués et suivra notamment les grandes questions d'actualité économique *régionale et nationale. Outre les services généraux,* il animera et coordonnera l'activité des services d'études économiques, documentation et comptabilité dont l'effectif total représente une quinzaine de personnes. *Il aura également des liaisons fonctionnelles* avec les services intervenant auprès des PME commerciales et industrielles. Ce poste s'adresse à un cadre de 30 ans minimum, de formation ESC, Sc. Po ou Droit, pouvant *justifier d'une expérience réussie, de préférence dans une* CCI ou un organisme à vocation économique. *Son sens des relations* humaines constituera un atout important pour réussir dans ces fonctions. Ses connaissances *en informatique seront appréciées. Poste basé à* Orléans. (Réf. 3420)

Responsable de l'antenne de Montargis

Sa *mission* sera de représenter et d'appliquer à Montargis la politique de la CCI du Loiret tout en participant à la vie économique locale. Il devra être à même de répondre sur place aux besoins des PME industrielles et commerciales (formation, gestion financière, export, implantation en ZI) en liaison avec les services *spécialisés du siège* à Orléans. Il animera une équipe de 2 personnes. Ce poste peut convenir à un cadre de 30 ans minimum, de formation *ESC, Sc. Eco ou équivalent* pouvant justifier d'une *expérience* de 2 à 3 ans en PME ou *dans une CCI. Son aptitude* aux contacts et sa capacité d'autonomie seront appréciées. (Réf. 3421)

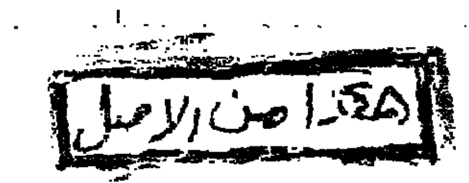
Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence correspondante à notre Conseil qui garantit réponse et discrétion.



CABINET OPPERT

69 Bd Maréchal Joffre - BP 4 - 92340 BOURG LA REINE

Dessein





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Filiale d'un des premiers groupes industriels français, figurant parmi les tous premiers mondiaux de sa spécialité pour des produits de haute technologie et d'applications très diversifiées, recherche pour régions :
AUVERGNE - VAL-DE-LOIRE - ALSACE

INGÉNIEURS DÉBUTANTS

diplômés Mines, Centrale, Arts et Métiers ou équivalent,
auxquels nous proposons des postes en :
- fabrication,
- entretien,
- travaux neufs,
- méthodes,
- recherche appliquée, avec complément d'études 3e cycle, Docteur Ingénieur ou Master.

Possibilités de carrière intéressantes dans une entreprise de dimension internationale.

Adresser lettre de candidature et C.V. sous référence 2401 à

BAILLY CONSEIL
128, bd Haussmann
75008 PARIS

Responsable gestion et comptabilité

220.000 F

Centre ouest - Filiale d'un groupe international agro-alimentaire, cette PME de 120 personnes occupe la *position de leader dans sa spécialité. Elle réalise 60 % de son chiffre d'affaires* à l'exportation et sa rigueur dans les domaines de la gestion et de la qualité garantit une excellente rentabilité. Elle recherche le cadre qui, dépendant de son directeur général et animant trois collaborateurs, prendra la responsabilité de la gestion comptable et administrative - comptabilité générale, analytique et budgétaire, reporting, relations bancaires, suivi administratif, réglementaire et fiscal, administration du personnel -. Ce poste permet une intégration dans l'équipe de direction et constitue une opportunité pour un cadre qui exerce des fonctions similaires dans une PME gérée avec rigueur et informatisée. Outre sa compétence dans les domaines concernés, il apportera ses capacités d'autonomie et d'investissement personnel dans une société performante. La connaissance de la comptabilité anglo-saxonne et la pratique de l'anglais sont des atouts supplémentaires. Ecrire à S. BAQUEDANO en précisant la référence A/1256M.

PA

1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Chef de projet

Nord

Cette société filiale d'un important groupe industriel français est spécialisée dans la fabrication de gros équipements industriels. Elle recherche pour son usine implantée en métropole Nord, un chef de projet. Animant un service d'une douzaine de personnes, il sera responsable, dans le cadre d'un budget, de l'exploitation et de la maintenance des programmes existants. Il aura également à développer en liaison avec le service informatique du siège de nouvelles applications concernant essentiellement la gestion de production. Ce poste qui nécessite un dialogue permanent avec les «fabricants» et donc des qualités de contact, s'adresse à un candidat âgé de 30 ans au moins. De formation supérieure, grande école d'ingenieurs et/ou MIAGE, il aura acquis l'expérience de la conduite de projets importants, de préférence dans l'industrie, et possédera la connaissance du GAP et du FORTRAN. La rémunération annuelle de départ sera fonction de l'acquis du candidat. Ecrire à M. OLARI en précisant la référence A/4659M.

PA

19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. (20) 72.52.25

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Implantée dans la région Val de Loire, notre société filiale d'un groupe international produit en grande série des pièces mécaniques.
Pour promouvoir auprès de l'industrie automobile italienne nos produits techniques, nous recherchons

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

INSA - AM ou équivalent

maîtrisant parfaitement la langue italienne et justifiant de quelques années de pratique industrielle.
La connaissance de l'allemand ou de l'anglais serait un atout supplémentaire.

Ce poste à larges responsabilités offre de réelles perspectives d'avenir pour candidat de valeur.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 7489 à
PIERRE LICHAU S.A.,
BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Contrôleur de gestion

VIDEOCOLOR, filiale de Thomson Brandt, deuxième constructeur européen de tubes pour télévisions couleur, recherche le contrôleur de gestion de son unité de Dijon (700 personnes, 150 millions de chiffre d'affaires). Rattaché au directeur d'établissement, il prendra en charge la centralisation de tous les éléments nécessaires à la construction du budget annuel, il participera étroitement à son élaboration, le contrôlera mensuellement et analysera les écarts. Il devra faire appliquer ou mettre en œuvre, puis améliorer les procédures de contrôle. Il suivra les investissements propres. Il assurera le reporting au siège. Il supervisera la comptabilité analytique, ainsi que le service informatique (7 collaborateurs au total). Ce poste s'adresse à un diplômé ESCAE et/ou DECS, âgé d'au moins 25 ans, possédant deux années d'expérience dans un poste similaire ou éventuellement débutant à très fort potentiel. Une formation sera assurée par le titulaire actuel. La pratique de l'anglais est vivement souhaitée. De réelles perspectives d'évolution existent à terme au sein du groupe. Ecrire à M. FOBY en précisant la *référence A/3778M.*

PA

78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Chef comptable

180.000 F

Sud-ouest - *Cette importante société de distribution (500 millions de francs de chiffre* d'affaires, 500 personnes) est le leader français dans sa branche d'activité (50.000 clients actifs). Dans le cadre de la prochaine décentralisation de son siège social dans le sud-ouest de la France, elle recherche le chef de son service central de comptabilité. Rendant compte au directeur administratif et financier et à la tête d'une équipe comprenant deux cadres, il prendra en charge l'ensemble des problèmes comptables, fiscaux et de trésorerie de l'entreprise. Au-delà de la centralisation des opérations des agences et filiales, il aura à jouer un véritable rôle d'animation des services comptables régionaux dont il sera le responsable fonctionnel. La personne que nous recherchons sera au minimum titulaire d'un DECS et pourra justifier d'une expérience similaire de plusieurs années en entreprise (si possible à établissements multiples) ou en cabinet (importants dossiers de révision comptable). Pour ce poste, basé dans une agréable ville du sud-ouest, une courte période de mise au courant à Paris est cependant à prévoir. La rémunération annuelle brute, de l'ordre de 180.000 francs, sera essentiellement fonction de l'expérience et des qualités du candidat retenu. Ecrire à M. FABRE en précisant la *référence A/T7025M.*

PA

71 bis, allées Jean-Jaurès - 31000 TOULOUSE - Tél. (61) 63.70.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

VIDEOCOLOR, filiale de Thomson Brandt, deuxième constructeur européen de tubes cathodiques, recherche, dans le cadre de l'expansion de son unité de Dijon (700 personnes) fabriquant des déviateurs :

Responsable maintenance

Suite à l'automatisation très poussée de la fabrication, il assumera la mise en place de nouvelles machines, l'amélioration *de leur fiabilité et l'augmentation de leurs performances.* Rattaché au responsable du service production, il prendra en charge la maintenance et l'entretien du parc machines. Il supervisera deux services de maintenance (mécanique et électronique) d'une vingtaine de personnes au total. Ensuite en position d'adjoint au responsable production, il verra sa mission s'élargir au sein des services production. Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé, électromécanicien, âgé d'au moins 26 ans, possédant au minimum deux années d'expérience industrielle en entretien. Réf. A/3779M.

Ingénieur électronicien

En liaison étroite avec la clientèle, il devra assurer l'étude et le développement de déviateurs sophistiqués destinés au secteur professionnel. Puis, il pourra éventuellement s'orienter vers une fonction commerciale. Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé, débutant mais possédant de solides connaissances en électronique analogique, en magnétisme et en optique électronique. Réf. A/3780M.

Pour ces deux postes, l'anglais est souhaité. De larges possibilités de promotion existent au sein du groupe. Ecrire à M. FOBY en précisant la référence choisie.

PA

78, bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Société Française (6000 pers. 2 milliards de F de CA) appartenant à un groupe international de premier plan, secteur électromécanique, recherche

CHEF DE PROJET

FUTUR DIRECTEUR D'USINE

Il prendra en charge le projet de restructuration d'une usine de 600 personnes, qu'il dirigera par la suite.

Son profil :
- ingénieur Grande Ecole (AM, ECP, ENSM, ...)
- âgé d'au moins 35 ans
- expérience confirmée de la gestion de production, de préférence dans le même secteur.
- maîtrise de l'anglais indispensable.
- Lieu de travail : Loiret (45)
- salaire : 300 000 F.

Ecrire sous réf. 80695 M à *HAVAS CONTACT* – 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS.

IMPORTANT CABINET CONSEIL JURIDIQUE
recherche pour
RÉGION LITTORAL NORD

1) un **JURISTE CONFIRMÉ EN DROIT FISCAL**

Rémunération motivante.

2) un **JURISTE FISCALISTE**

débutant.

Ecr. s/nº 7381 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ALSTHOM ATLANTIQUE

NEYRTEC GRENOBLE

NEYRTEC conçoit et réalise des installations complètes dans les domaines des fluides (l'eau particulièrement) et des matériaux, agrégats et minerais (broyage et concassage). NEYRTEC est l'un des établissements du groupe ALSTHOM-ATLANTIQUE :
42000 personnes - 16 milliards de chiffre d'affaires. NEYRTEC recherche

INGENIEUR ELECTRONICIEN

(électronique de puissance)

pour travailler dans un centre d'études sur la conception, le suivi des études et la réalisation d'équipements de puissance. Connaissances en informatique et en mécanique appréciées.
Grande disponibilité pour déplacements de courte durée à l'étranger.
Anglais indispensable.
Quelques années d'expérience.

Adresser C.V. à NEYRTEC - BP 61X
Service du Personnel - 38041 GRENOBLE CEDEX.

MATRA COMMUNICATION

Notre activité principale, *la fabrication de matériels télématiques et téléphoniques,* connaît un fort développement. L'évolution constante de nos moyens de production nous conduit à renforcer nos structures et à créer un poste de

Chef de groupe méthodes

Sous l'autorité du Chef de Service Méthodes et Formation de l'une de nos unités de production (600 personnes), cet ingénieur anime une équipe de préparateurs confirmés, et assure la mise en place des moyens de fabrication adaptés à des produits électroniques de grandes séries, dans un souci d'évolution *des conditions de travail et d'amélioration de la productivité.*

A ce poste basé dans le Sud Finistère, nous souhaitons rencontrer un Ingénieur de formation A.M., I.N.S.A... ayant 3/5 ans d'expérience proche de la production et doté d'un bon potentiel évolutif. *(Réf. CGM/0316)*

Adressez lettre + photo + C.V. à **A.C.P. ENTREPRISES** - 12, rue Dupleix - 29200 BREST - Tél. : (98) 46.20.78.

entreprises

Nous sommes une importante entreprise française présente sur le marché international parmi les toutes premières de sa spécialité.
Nous fabriquons et commercialisons une gamme de produits de très haute performance.
Nous recherchons pour
PUY-DE-DÔME, NANCY, ALSACE

CADRES TECHNICO-COMMERCIAUX DÉBUTANTS

diplômés grandes écoles de gestion : HEC, ESSEC, SUP. DE CO. ou Ingénieurs.

Ils bénéficieront d'une solide formation à nos techniques de production et de gestion, après quoi il leur sera confié une responsabilité opérationnelle dans la vente de nos produits en France et à l'étranger.

Adresser lettre de candidature et C.V. sous référence 2301 à

BAILLY CONSEIL
128, bd Haussmann
75008 PARIS

DIPLOME(E) D'UNE GRANDE ECOLE : INGENIEUR OU GESTION

Le groupe Bull vous propose de débuter votre carrière dans son centre industriel d'Angers.
Au cours des deux premières années, vous seront confiées successivement plusieurs missions dans les différents services de la Direction Financière d'Angers.
Parallèlement, vous suivrez une formation théorique et pratique de haut niveau aux méthodes modernes de *gestion.*
Vous serez amené(e) ensuite à développer progressivement vos compétences et vos responsabilités au sein d'un univers industriel très moderne, *selon vos goûts et l'orientation* que vous souhaitez donner à votre future carrière.
Le groupe Bull, par la variété de ses activités, de ses métiers et par son implantation mondiale, vous permettra d'envisager de larges possibilités d'évolution.

Adresser votre candidature à :

Cii Honeywell Bull
Direction du Personnel
331, avenue Patton
49005 ANGERS CEDEX





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Crouzet recrute ses ingénieurs de demain

La continuité de notre développement dans les technologies les plus avancées (navigation aérienne, traitement de l'information, électronique hybride, télécommunications...) nous permet de vous proposer de débuter votre carrière ou de confirmer une expérience réussie de quelques années en participant, dans différentes fonctions, à des projets véritablement passionnants : nouveaux systèmes de navigation, réseaux de paiement électronique, nouvelles générations de téléphones publics...

Ingénieurs industrialisation (électronique)

Ils sont responsables (de la phase d'étude jusqu'à la série) de la mise en place des moyens de fabrication des produits (optimisation, coûts, délais, qualité).
Ils assurent l'interface entre l'étude et la production, et sont responsables de l'établissement des devis techniques et du lancement.
(réf. 143466)

Ingénieurs d'études (électronique)

Ils prennent en charge la conception et le développement de produits nouveaux, dans le domaine de la navigation aérienne, du paiement électronique, de l'électronique spatiale...
Ils travaillent au sein d'une équipe-projet pluridisciplinaire.
(réf. 141000)

Ingénieurs électroniciens " composants "

Ils interviennent sur tous les aspects de l'utilisation des composants dans le développement d'un produit : prospective, aide au choix, technologie, évaluation, standardisation.
(réf. 143417)

Ingénieurs assurance qualité

Ils participent au développement de nos produits en veillant à ce que tous les aspects concourant à la qualité et à la fiabilité soient pris en compte.
Ils mettent en place les moyens d'assurance-qualité.
(réf. 143467)

Ces postes s'adressent à des ingénieurs (ESE, ENSAM, ENSAE, INSA, ENSI...) ou des spécialistes de haut niveau dans les spécialités considérées

Postes à pourvoir à Valence



Adresser votre dossier de candidature en précisant la ou les références choisies au responsable du recrutement, Crouzet S.A., 26027 Valence cédex
(les entretiens auront lieu à Valence, les frais de déplacements étant remboursés).

ALSTHOM ATLANTIQUE

NEYRTEC GRENOBLE

NEYRTEC conçoit et réalise des installations complètes dans les domaines des fluides (l'eau particulièrement) et des matériaux, agrégats et minerais (broyage et concassage). NEYRTEC est l'un des établissements du groupe ALSTHOM-ATLANTIQUE : 42000 personnes - 16 milliards de chiffre d'affaires. NEYRTEC recherche

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Adjoint au Chef de la Section Instrumentation, pour travailler dans un centre d'études et de recherches sur la conception, le suivi de réalisation et la mise en œuvre de systèmes de mesures.

Connaissances en optique et micro-informatique appréciées.

Déplacements de courte durée à l'étranger (peu fréquents).

Anglais souhaité.

Adresser C.V. à NEYRTEC - BP 61X
Service du Personnel - 38041 GRENOBLE CEDEX.



ALUMINIUM ALCAN DE FRANCE
(2 Etablissements - 600 personnes)
Filiale du Groupe Multinational ALCAN recherche son

CONTROLEUR DE GESTION-ADJOINT

Vous avez une formation supérieure de gestion (Sup de Co ou équivalent) et une première expérience de la comptabilité industrielle ou du contrôle de gestion.

Nous vous proposons de seconder notre contrôleur de gestion dans l'établissement et l'analyse de nos différents budgets et plans. Vous participerez également à l'informatisation de nos outils de gestion et aux diverses études nécessaires au contrôle des coûts.

Nos méthodes de gestion sont caractéristiques du style anglo-saxon.

Votre réussite dans ce poste au sein d'une équipe jeune sera la garantie de votre évolution dans notre Groupe en France (8 Sociétés - 2000 personnes).

Basé à CHARTRES, vous concilierez un cadre de vie et la proximité de la capitale.

Vous rencontrerez l'Entreprise dès le premier contact.

Merci d'adresser votre candidature (en indiquant votre rémunération actuelle) à :
M.P. LAJARRIGE - Département du Personnel - BP 49 - 28111 LUCE Cédex.

Champagne Deutz
Maison Deutz & Geldermann
FONDÉE EN 1838 AY (51)

Chef des ventes "efficace" accélérateur commercial des produits vins fins, Vallée du Rhône.

Maison de Champagne réputée pour la qualité de ses produits (50 Millions CA - 75 personnes) recherche pour sa filiale "Côtes du Rhône Delas" spécialisée dans la production et la commercialisation de vins fins de la vallée du Rhône son

CHEF DES VENTES 200.000 F

Dépendant du PDG du groupe, il aura pour mission d'accroître la pénétration de l'image de marque, d'augmenter et de développer les ventes et profits de cette gamme de produits.
Il fera preuve de son savoir-faire d'homme de terrain et de sa maîtrise en matière d'animateur et de motivation d'une force de vente puisqu'il utilisera celle du groupe soit 100 agents.
De formation supérieure commerciale, il a 40 ans environ, et une expérience dans une fonction identique liée à des produits de luxe vins fins et spiritueux utilisant circuits de distribution modernes et traditionnels haut de gamme.
Merci d'adresser votre C.V. detaillé manuscrit avec photo et salaire actuel sous référence 5440 DGM à notre Conseil.
58, av. de Wagram 75008 PARIS
17, rue Courmeaux 51054 REIMS Cedex.

MORENO CONSULTANTS
Recrutement Structures et Communication

LA FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL SPÉCIALISÉ DANS LES DEMI-PRODUITS NON FERREUX
recherche

• AGENT COMMERCIAL EXPORTATION

Expérimenté, anglais courant exigé, allemand souhaité.

• RESPONSABLE TRÉSORERIE

et devises, expérimenté, niveau BTS.

• RESPONSABLE COMPTABILITÉ CLIENTS ET CRÉDIT MANAGER

Niveau BTS ou DUT.

POSTES A POURVOIR EN ALSACE A 40 KM DE MULHOUSE.

Adresser curriculum vitae et prétentions à :
RÉGIE-PRESSE, sous nº T 044.038 M,
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

La Fnac
recherche

jeune cadre comptable

NOTRE réussite n'est plus à démontrer, nous avons à l'heure actuelle 13 magasins en province, autonomes dans leur gestion.

Pour l'un d'entre eux, 60 personnes, situé au centre Saint-Jacques à Metz, nous recherchons un cadre comptable.

Auprès du Directeur de magasin, il sera chargé de la comptabilité fournisseurs, de la comptabilité générale et analytique, de la préparation de la paye.

Il participera à l'établissement des budgets et en suivra la réalisation. Il gérera la trésorerie.

Il aura, en outre, la responsabilité d'une équipe composée de personnel administratif et de caisses.

Les candidats que nous souhaitons rencontrer seront âgés d'au moins 26 ans, de formation DECS, posséderont une expérience minimale de 5 ans, acquise si possible dans la distribution, et complétée par un passage en cabinet d'expertise.

Pierre-Yves Quintin vous remercie de lui adresser votre lettre de candidature à Fnac Metz, centre Saint-Jacques, 57000 Metz.

Franche Comté
(3 h de Paris en TGV)

Rowenta

Contrôleur Financier

Filiale française d'un important groupe américain, nous poursuivons notre croissance avec un CA de 400 MF. Le Directeur Financier de notre division commerciale située à Besançon recherche son collaborateur.

Véritable homme orchestre, vous supervisez et animez une équipe comptable de 10 personnes. Responsable du reporting à la société mère, vous déterminez les résultats mensuels, élaborez les documents comptables et veillez au respect des procédures. Contrôleur et gestionnaire, vous prenez en charge l'établissement des budgets, l'analyse des écarts et assurez la gestion quotidienne de la trésorerie. Enfin, vous participez activement à la mise en place d'un système informatique intégré.

Votre formation supérieure (ESCP, ESSEC... + DECS) complétée par 2/3 ans d'expérience acquise au sein de la direction financière d'un groupe ou d'un cabinet d'audit anglo-saxons vous incite à assumer une fonction plus large. Vous cherchez l'étape qui vous permettra d'accéder plus tard à une direction financière : c'est l'opportunité que nous vous offrons dans un cadre de travail très agréable où la qualité de vie n'est pas absente (ski à proximité).

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la réf. M 29101 à Nicole Le Breuilly TEG - 18, place Henri Bergson 75008 PARIS.

Dessein



division de SYSTEMA

COTE D'AZUR

S.S.C.I. RECRUTE

UN INGÉNIEUR COMMERCIAL

Professionnel de la vente de progiciels micro et mini-ordinateurs

Adresser C.V. détaillé sous référence 11.409 à P. LICHAU S.A., Boîte Postale 220, 75063 Paris Cedex 02 qui transmettra.

LA GUILDE INTERNATIONALE DU DISQUE

spécialisée dans la vente par correspondance de produits d'édition et d'articles de loisirs cherche à compléter sa jeune équipe MARKETING par un

CHARGÉ D'ÉTUDES

Formation ESC, animé d'une véritable motivation pour le Marketing Direct, vérifiée et consolidée par une première expérience réussie, décidé à prouver ses capacités commerciales et d'innovation au service de l'élaboration du plan Marketing, comme ses qualités de rigueur dans l'analyse des résultats.

Les dossiers complets de candidature (avec niveau de salaire souhaité) devront parvenir rapidement au Département des Relations Sociales, GID, B.P. 1000, 27001 EVREUX CEDEX.

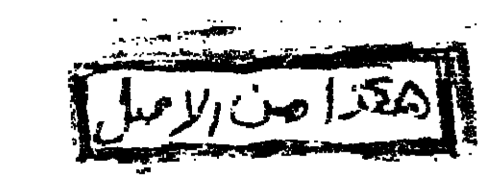
Bull Systèmes Angers (3500 personnes)
recherche pour sa
Division Circuits Imprimés Usines, son

CHEF DU BUREAU D'ORDONNANCEMENT FABRICATION

Ingénieur AM, ESSEC ou équivalent, vous avez le goût du dialogue et de l'animation et vous possédez 3 à 5 ans d'expérience industrielle réussie, si possible dans le domaine de la gestion. Nous vous proposons d'animer un groupe de gestionnaires et de magasiniers, et d'améliorer les méthodes de lancement et d'ordonnancement d'ateliers automatisés, en liaison étroite avec les utilisateurs et l'ordonnancement central. Vous assisterez les différents niveaux de la hiérarchie en fabrication pour toutes les prévisions de charges, en préparant les choix stratégiques.
A terme des possibilités d'évolution vous sont offertes vers les domaines opérationnels ou fonctionnels selon vos goûts et aptitudes.

Merci d'adresser votre candidature à :
Bull Systèmes Angers
Service Recrutement
331, avenue Patton
49005 ANGERS CEDEX

Bull





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

GROUPE COMMERCIAL ET INDUSTRIEL
(2.200 personnes)
recherche

EXPERT-COMPTABLE FISCALISTE HAUT NIVEAU

pour traiter l'ensemble des dossiers fiscaux et droit des sociétés en relation avec les services comptables des 70 filiales du groupe.

Le candidat, âgé de 35 ans environ, de formation expertise comptable complétée par une formation juridique et fiscale de haut niveau aura une expérience réussie d'au moins 5 années dans un poste similaire.

Rémunération élevée et réelles possibilités d'évolution pour candidat de valeur.

Adresser C.V. (préciser rém. actuelle) s / réf. 7488 à
PIERRE LICHAU S.A., BP 220, 75063 PARIS Cédex 02
qui transmettra.

Alpes-Maritimes

Centre de Recherche

Ph. D ou Doctorat chimie pharmaceutique

Laboratoire de recherche mondialement connu, nous créons auprès de notre **Direction BIOCHIMIE**, un nouveau poste de chercheur, appelé à participer à la création et à la mise en route de nouveaux projets de recherche fondamentale et appliquée. Travaillant en relations étroites avec des pharmacologues et biologistes, il animera une équipe de techniciens. Ce poste convient à un(e) diplômé(e) Ph. D ou Doctorat d'Etat en Chimie ayant 3 à 6 ans d'expérience de la recherche dans l'industrie pharmaceutique, une bonne connaissance des méthodes modernes de recherche en synthèse organique, l'expérience des techniques analytiques et de l'étude de structure-activité.
Les conditions de travail dans ce laboratoire, à la pointe de la recherche dans son domaine, disposant des moyens et équipements les plus performants, sont particulièrement motivantes pour un chercheur ambitieux, bilingue anglais et d'une classe internationale.
Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. sous référence 23673/M à Mme FOURNIAT Sélé-CEGOS Méditerranée, 35, rue Pastorelli, 06000 NICE. Les premiers entretiens auront lieu à Paris ou à Nice.

sélé CEGOS

Publival — Membre de SYNTEC

Douai

Nous sommes une société importante (850 personnes - 500 MF/CA) faisant partie d'un des tous premiers groupes industriels français. Notre activité : la production de pièces métallurgiques pour le marché de l'automobile et du chemin de fer. Nous réalisons 30 % de notre chiffre d'affaires à l'export.

Nous recherchons pour notre unité de Douai (300 personnes) un

Chef d'établissement

Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur de formation AM, INSA, ECL, Mines ou équivalent ayant acquis une réelle expérience en fabrication, de préférence dans le secteur de la mécanique ou de la transformation des métaux.
Le poste comprend tous les volets de la fonction : gestion de la production, personnel, suivi de la productivité, respect des délais, respect de la qualité, méthodes, entretien, etc...

La rémunération offerte, la variété des responsabilités et des tâches ainsi que de réelles perspectives d'évolution sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Notre Conseil vous remercie d'adresser votre candidature, CV détaillé + photo et rémunération actuelle sous la réf. nº 50115.
La confidentialité des candidatures est garantie.

Staff Consultants 91, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris.

STRASBOURG
PARIS
LYON
NEW-YORK



THE DOW CHEMICAL COMPANY, 6e groupe chimique au monde (près de 11 milliards de dollars de C.A. dans plus de 70 pays).

En Europe **DOW** emploie 12.000 personnes et à réalisé en 1982, 3,3 milliards de dollars de C.A. dans ses secteurs d'activité (chimie, pharmacie, phytosanitaire, plastiques).

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur, vous avez environ 2 ans d'expérience de la trésorerie en entreprise ou en banque.

A SOPHIA ANTIPOLIS, près de Nice, vous prendrez d'abord en charge en tant qu'adjoint au responsable du département trésor, la trésorerie d'un de nos plus importants secteur d'activité (financial operations : cash management, planning and reporting).

Ensuite, pour prendre de plus larges responsabilités, vous évoluerez au sein de Dow Chemical en Europe afin de compléter *votre expérience et votre connaissance du Groupe.*

Il est évident que vous devez avoir une grande mobilité géographique et être parfaitement bilingue anglais.
Comme l'ensemble des hommes et des femmes de Dow Chemical vous savez faire preuve d'autonomie, de responsabilités et d'initiative.

Merci d'envoyer C.V, photo et prétentions sous réf. TM / 840124 à
DOW CHEMICAL - Département des Relations Humaines -
BP 31 - Parc de Sophia Antipolis - 06561 VALBONNE Cédex.

* Marque déposée THE DOW CHEMICAL COMPANY



Développer nos Services aux Entreprises



RESPONSABLE SERVICES AUX ENTREPRISES

Nous avons des produits (prévisions financières).
Vous en développerez d'autres (TPV, Vidéotex...).
Vous aurez en appui de notre réseau d'agences, à les "Vendre"
à nos clients et aux autres. Vous utiliserez la micro-informatique.

Banque Populaire Bretagne Atlantique
La banque coopérative régionale

Capacité de convaincre, adaptabilité, goût pour la nouveauté. Une formation en analyse financière et une pratique de l'informatique (ou de la micro-informatique).
Une première expérience du financement des entreprises et de leur contact.
Si vous avez ces qualités, envoyez CV+ photo + prétentions à :
P. BRUNET. B.P.B.A. Cedex 3. 44040 Nantes cedex

WITCO CHEMICAL S.A.

Société française, filiale d'un groupe international
recherche pour assister le CHEF du DÉPARTEMENT TENSIO-ACTIFS

– un **CADRE COMMERCIAL** formation E.S.C. ou équivalent, expérience internationale souhaitée ;
– un **INGÉNIEUR CHIMISTE** pour assurer assistance et marketing technique, expérience tensio-actifs dans industrie du pétrole souhaitée.

Pour ces deux postes Anglais indispensable.
Localisation - région ROUEN.

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé avec prétentions à :
Service du personnel
WITCO CHEMICAL S.A. – 76320 SAINT-PIERRE-LES-ELBEUF

Le Centre National pour l'Exploitation des Océans

recrute pour son centre de **BREST**

UN INGENIEUR GRANDE ECOLE

au sein de sa cellule « technologies navales », pour participer à son programme de soutien technique à la construction navale de taille moyenne, sur les plans de la SECURITE, de la PRODUCTIVITE, et de l'INNOVATION.

— expérience bureau d'études au sein d'un chantier naval souhaitée,
— bonnes connaissances en hydrodynamique navale,
— pratique des méthodes modernes de conception et d'évaluation,
— si possible, pratique des contacts avec les milieux professionnels maritimes.

Merci d'adresser C.V. + prétentions au
Service du Personnel **CNEXO**
66, avenue d'Iéna 75116 PARIS.

BANQUE SCALBERT DUPONT

recherche UN (E) DIPLOMÉ (E)

D E C S COMPLET

pour son département Comptabilité Générale.

Les candidats (es) seront titulaires du D E C S.
Une expérience professionnelle notamment bancaire serait appréciée. Ils (elles) seront libres rapidement. *La personne choisie assistera le responsable du contrôle* comptable dans ses tâches de contrôle, d'assistance à la mise en place de procédures nouvelles, d'étude du plan comptable.

Ses qualités pédagogiques seront un atout pour la réalisation de ce travail.
Déplacements occasionnels (Nord-Pas-de-Calais-Paris).
Situation évolutive à élément de valeur prêt à travailler en équipe.
Le poste est basé banlieue Lilloise.

Ecrire lettre et curriculum vitae manuscrits détaillés, sous référence N A V, en indiquant prétentions ou rémunération actuelle à :
G.C. CONSEIL
5/53, résidence Citeaux, 59800 LILLE SAINT-MAUR
(totale discrétion assurée).

IMPORTANTE SOCIÉTÉ RECHERCHE POUR LYON

INGÉNIEUR D'ÉTUDES EN ÉLECTRONIQUE

GRANDE ÉCOLE.
Adresser lettre manuscrite, c.v. et photo à :
HAVAS-ANNONCES nº 5.033,
81, rue de la République, 69002 LYON.

Toulouse

Nous sommes un puissant groupe industriel situé dans un secteur de pointe. Dans le cadre du développement d'un nouveau programme, nous recherchons

2 INGENIEURS D'AFFAIRES ACHATS

équipements électroniques ou hydrauliques

Leur mission s'appuie sur des spécifications proposées par le Bureau d'Etudes et des objectifs financiers qu'ils déterminent.
Ils consultent et sélectionnent les fournisseurs, puis négocient avec eux les contrats et leurs avenants.
Ils assurent le suivi des modifications et gèrent les approvisionnements.
Ils ont la responsabilité d'une équipe d'acheteurs.
Quelques courts déplacements sont nécessaires en France et à l'étranger.

Nous souhaitons rencontrer des Ingénieurs (A et M, ENSICA, ENSEEITH...) *maîtrisant l'anglais et possédant environ 5 ans d'expérience.*
Pour informations complémentaires, écrire sous référence M 22723 H, à :

EGOR INDUSTRIE
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

média-system

Filiale française d'une importante Société belge recrute un

CHEF DES VENTES

– Agé de 30 à 35 ans.
– Dynamique et rompu aux techniques de vente modernes.
– Capable de diriger et d'animer un réseau de vente composé d'agents et de négociants.
– Expérience et contacts dans le domaine du bâtiment.

Envoyer curriculum viate manuscrit détaillé avec photo sous le nº 7.080 de l'Agence HAVAS,
78, bd de la Sauvenière, 4000 LIÈGE, BELGIQUE.

CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES
recherche

Toulouse

Ingénieur logiciel en gestion

• Au sein de la division «gestion automatisée», son expérience de trois à cinq ans l'amènera à assurer la conduite de projets complexes.
• Il sera chargé de la définition des systèmes informatiques de gestion administrative et technique dont il suivra la réalisation jusqu'à la phase opérationnelle.
• Une formation école d'ingénieur ou universitaire, des connaissances en systèmes de gestion de bases de données, et en systèmes réseaux, lui permettront de réussir à ce poste.

Adresser CV et prétentions au CNES, division du personnel, 18 avenue Edouard Belin 31055 Toulouse Cédex.

média-system

ASSOCIATION GENERALE DES PRODUCTEURS DE MAÏS

Organisation nationale de défense et de promotion des producteurs de maïs recherche pour son siège social de Pau

agpm

Vrai spécialiste de la communication

Rattaché au Directeur Général, ce PROFESSIONNEL de la communication participera très étroitement à l'élaboration de la stratégie globale de communication interne et externe et prendra en charge les actions de toute nature visant à favoriser une meilleure information entre l'Association et ses différents publics : Organismes Agricoles, Administrations, Instituts de recherche, Agriculteurs.

FONCTIONNEL, au service des Directions Opérationnelles, il collaborera activement à l'élaboration de publications techniques, de documents économiques, de matériels audio-visuels (affiches, diapositives, films), rapports d'activité, - à l'organisation de séminaires, congrès et manifestations, - ainsi qu'à la conception d'actions promotionnelles professionnelles. Centralisateur des besoins en communication des divers départements, il sera l'unique INTERLOCUTEUR des médias.

S'agissant d'une création de poste, la personnalité et le professionnalisme du candidat H ou F seront au moins aussi importants que sa formation (Marketing, Journalisme, Relations Publiques). Cinq années au moins d'expérience professionnelle réussie sont nécessaires, la connaissance du milieu agricole constituant un atout. Situation très stable et d'avenir au sein d'un organisme agricole d'audience nationale.

Adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et dernier salaire à

Henri Thomas

Conseil en Direction d'Entreprise Chemin des Coquelicots
32300 Mirande, qui vous assure de sa totale discrétion.

média-system

RECHERCHE POUR IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL

INGÉNIEUR EN ORGANISATION INDUSTRIELLE

Formation : Ecole d'Ingénieur du type Arts et Métiers, INSA, ENI, etc.
Expérience : Minimum 2 ans soit en Production soit en Organisation ou Méthode.
Salaire : Suivant expérience.

Adresser C.V. + photo + rémunération sous le nº 7.395 le Monde Publicité, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Cabinet Juridique en Droit des Sociétés Sud. Est Rech. Coll. « Conseil Juridique ou ayant déjà effectué 2 ou 3 ans de stage formation DJCE souhaitée adresser C.V. et prétentions. » Ecr. s/nº 7.390 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

NICE Ecole de français pour adultes étrangers recherche

PROFESSEUR

exp. pratique V.I.F. et D.V.V. exigés, parlant bien anglais plein temps, poste permanent.
Ecrire sous le nº T044.040 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

UNE RÉELLE OPPORTUNITÉ POUR DE JEUNES INFORMATICIENS

Ingénieur, École de Commerce ou Université option Finances-Comptabilité

LE GROUPE SLIGOS A ÉTÉ PARMI LES TOUTES PREMIÈRES SSII A CONCEVOIR, PROMOUVOIR ET METTRE EN PLACE DES PROGICIELS GÉNÉRAUX DE GESTION.

Il est parvenu à un véritable PROFESSIONNALISME dans ce domaine, mettant à la disposition des entreprises informatisées de toutes tailles et de tous secteurs des produits de type industriel adaptés à leurs besoins : PAGOS, GAETAN, GAEL IV, ...

Dans le cadre du développement rapide de cette activité, les JEUNES INFORMATICIENS recherchés pourront élargir leur champ d'activité, valoriser à la fois leurs compétences informatiques et leurs connaissances de gestion, assumer des responsabilités importantes, auprès d'une clientèle variée, dans un rôle très autonome.

MISSIONS :

- comprendre la spécialité de chaque client (gestion et matériel) pour assurer : l'installation, la mise en place et le suivi de PROGICIELS GÉNÉRAUX DE GESTION (comptabilité, finances, gestion personnel, paye...). Leurs interlocuteurs seront les utilisateurs et les informaticiens qu'ils devront former au produit.
- participer à la MAINTENANCE et à l'ÉVOLUTION du PRODUIT sur les plans de la conception, de l'analyse et de la programmation.

Pour réussir, il est nécessaire d'avoir une première expérience en INFORMATIQUE DE GESTION (2/3 ans), la connaissance du matériel, soit gros ORDINATEURS IBM 370 - 43/41 ou BULL, série 64 DPS, soit mini IBM 34/36 ou VAX. La formation aux techniques spécifiques sera assurée. Lieu de travail : PUTEAUX. Très courts déplacements à prévoir Paris/province.

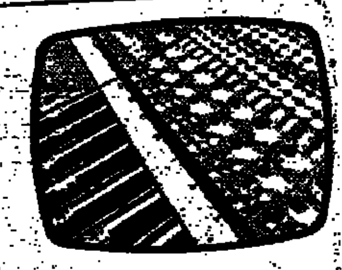
Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et rémunération souhaitée, sous réf. 737OO/M à Madame CLÈRE - TOUR CHENONCEAUX
204, rond-point du Pont de Sèvres - 92516 BOULOGNE Cedex.

HAVAS CONTACT



Professionnel

AUDIO VIDEO



Ingénieur de maintenance ou technicien supérieur

Vous assumerez la responsabilité technique du service après-vente, de la mise au point, de l'installation et du support à la vente du matériel audio-vidéo professionnel. Votre connaissance : des micro-processeurs, de leur programme. Votre acquis technique dans le domaine de la vidéo et de la prise de son, sera un atout supplémentaire. - quelques années de pratique en studio d'enregistrement seront appréciées. Anglais indispensable.

Les conditions offertes et les perspectives de carrière au sein de la société sont de nature à intéresser un professionnel de valeur.

Denis Fauconnet attend votre dossier de candidature à 3 M FRANCE sous réf. 23 M
Division Relations Humaines Boulevard de l'Oise 95006 Cergy-Pontoise Cédex.

3M



QUELQUES CHIFFRES POUR VOUS DÉCRIRE NOTRE DÉVELOPPEMENT :

- C.A. de 260 M.F. pour la période Juillet 82/Juin 83. Plus 40% prévus cette année, avec un point de passage en Décembre 83 au-dessus de ces objectifs.
- 310 personnes en Juin 83. Plus de 400 en Janvier 84 et une prévision de 440 collaborateurs pour Avril 1984.
- Le lancement en Avril 1984 de notre micro-ordinateur. L'annonce au SICOB de nombreux produits dont le P.I.C. (ordinateur professionnel pour le traitement de l'image), et ce n'est pas terminé...

Pour faire face à ce formidable développement, il nous faut recruter. Nous recherchons des

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

POUR PARIS ET LYON

Nous leur confierons la vente de l'ensemble des produits de notre gamme soit auprès de Sociétés performantes de moyenne importance, soit auprès de très grands comptes.

Nous proposons :
- Une formation complémentaire à nos produits.
- Un salaire élevé, fonction des résultats obtenus.
- Des possibilités réelles d'évolution de carrière.

Nous demandons :
- Quelques connaissances en anglais.
- Une expérience réussie chez un constructeur ou dans une SSCI.

Si ces perspectives vous motivent, merci d'écrire à V. LAURENT - Direction du Personnel
WANG FRANCE S.A. - Tour Gallieni - 78-80, Avenue Galliéni - 93170 BAGNOLET

bleu

Responsable achats

En liaison avec le chef du service approvisionnements d'une filiale d'un important groupe industriel du secteur électronique et informatique, vous vous verrez confier :
- **l'animation** d'une section approvisionnements production composée de 4 personnes,
- **la responsabilité** de la mise en place et du suivi d'une politique de marketing approvisionnements tant dans le domaine des composants que dans celui de la sous-traitance,
- **la gestion** de la fonction incluant le contrôle de ses propres résultats, le choix de méthodes rigoureuses et efficaces applicables à une partie importante du budget et des approvisionnements,
- **la négociation et la finalisation** des contrats avec les fournisseurs français et étrangers.

De formation **grande école de commerce ou technique**, âgé de 35 ans environ, vous avez 5 ans d'expérience minimum dans une fonction similaire au cours de laquelle vous vous êtes familiarisé avec l'utilisation de **l'outil informatique**. Vous maîtrisez **l'anglais**, nécessaire aux relations commerciales que vous entretiendrez à l'étranger.

Ce poste évolutif à terme nécessite une grande mobilité. Il est à pourvoir en région parisienne Sud.

Merci d'adresser CV et prétentions, sous réf. M.5580, à Sieglinde Boch, Centi Profile, 128 rue de Rennes 75006 Paris.

centi profile
Conseil en Recrutement



Sept ans après notre création, nous réalisons un C.A. de plus de 300 Millions et employons plus de 200 personnes. Une croissance aussi rapide n'est pas le fruit du hasard. Par exemple dans la **division Produits Magnétiques**, des marques comme PRIAM, CIPHER et QUME, nous ont fait confiance. Parce que nous nous développons aussi vite, nous sommes obligés de rechercher plus que des spécialistes, de véritables responsables qui, s'ils réussissent, auront à prendre rapidement plus de responsabilités. Toniques, compétentes et pleines de bon sens, les personnes que nous recherchons ont choisi d'être sérieuses sans se prendre au sérieux. Nous vous proposons de démarrer dans la **division Produits Magnétiques** chez nous en tant que

CHEF DE PRODUITS (réf. 43.384 LM1)

Votre formation commerciale supérieure ou votre expérience réussie dans une fonction marketing ou commerciale nous intéresse (anglais courant indispensable).

Chargé de "manager" des produits de professionnels (destinés aux OEM et aux constructeurs), vous êtes un véritable gestionnaire qui sera responsable de la recherche, la promotion et la vente de produits magnétiques.

RESPONSABLE DE CLIENTÈLE (réf. 43.385 LM1)

Que votre formation ou votre première expérience soit technique ou commerciale, vous avez été attiré par le monde des constructeurs d'informatique et intégrateurs.

Nous vous proposons d'embrayer sur une nouvelle phase de votre développement professionnel.

Comment ? Après une formation complémentaire technique et commerciale, vous deviendrez le partenaire privilégié de notre clientèle industrielle.

Adressez CV, photo et rémunération actuelle, sous la référence correspondante, à MERCURI URVAL - 21, rue Eugène-Flachat - 75017 PARIS.

Mercuri Urval



emplois régionaux

URGENT
P.E.E.P. et F.C.P.E.
recherche pour
LEP LOUVIERS

PROF. DE MATHS

Classe du BEP

Renseignements (32) 40-12-40
Mme GOURMELON - Proviseur.

ORGANISATION MONDIALE D'INSPECTION recrute régions parisienne et lyonnaise
- INSPECTEURS mi-temps
- RELANCEURS mi-temps

pour contrôle/réception/expédition aux fournisseurs des équipements pétro-chimie.
Anglais et expérience indispens.
Env. C.V. à John Loveridge, Moody-Tottrup Int'l, Cuckfield House, High Street, Cuckfield, West Sussex, RH17 5EL. Angleterre.
Tél. : 19-44-444-45-81-11 poste 236.

SYNTHÈSE CHIMIQUE

INGÉNIEUR CHIMISTE RESPONSABLE DES PROCÉDÉS

- 10 ans dans une usine de synthèse organique.
- Production, contrôle des rendements et des temps.
- Capable de commander des hommes.

INGÉNIEUR CHIMISTE RESPONSABLE SEMI-INDUSTRIEL

- 5 ans min., expér. semi-industriel, chimie organique de synthèse.

Notre usine est située près de Valenciennes. Env. s/réf 4498 à DAREP, 8, rue de Richelieu Paris 1er, qui transmettra.

NORMANDIE
SOCIÉTÉ COMMERCIALE AGRO-ALIMENTAIRE
Diffusion Nationale et Etrangère
recherche

NÉGOCIATEUR

HOMME ou FEMME
Pour assurer transactions avec industriels. Formation supér. ou niv. équivalent. Bonnes notions d'anglais. Poste important et évolutif.
Adresser C.V. et photo sous no 7.446 à :
AGENCE HAVAS 14000 CAEN
qui transmettra.

URGENCE INFORMATIQUE EUROPE

recherche pour réalisations
- LOGICIEL INDUSTRIEL.
- LOGICIEL DE BASE.
- LOGICIEL APPLICATION.

DES INGÉNIEURS

Connaissant :
PDP-RT 11 - RSX 11
M-VAX VMS - MITRA
THEMIS - MMT2.

Tél. 874-38-23 pr R.V.

ARIM
MIDI-PYRÉNÉES
recherche
pour l'Ariège ou le Lot

CHARGÉ D'OPÉRATIONS

ET DIRECTION LOCALE

Pour l'amélioration et du cadre de vie.

Une des formations de base sera nécessairement :

ÉCONOMIE, URBANISME GÉOGRAPHIE, DROIT

Une expérience de gestion, des collectivités territoriales, du milieu rural, sont des atouts importants.

Env. C.V. + photo + prétent. + disponibilité, 7, rue du Pont-Guilhemery - 31000 TOULOUSE.

École des Mines de Douai

recherche

2 INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

DÉVELOPPEMENT DU POLE PRODUCTIQUE RÉGIONAL (Automatique - Informatique Robotique).

Écrire avec C.V. et photo à :
M. le directeur de l'E.N.S.T.I.M.D.
941, rue Charles-Bourseul
59508 DOUAI CEDEX.

LE GROUPE SOFRESID est l'un des premiers de l'Ingénierie Internationale,

plus de 3000 INGENIEURS / TECHNICIENS
80 % du C.A. à l'exportation, des contrats dans 70 pays dans les domaines suivants :

MINES - METALLURGIE - PETROLE - PETROCHIMIE - ENGRAIS
CHIMIE - OFFSHORE - PIPELINES - CENTRALES.

SOFRESID recherche

INGENIEUR EN ORGANISATION

possédant 3 à 5 années de pratique en GESTION DE PRODUCTION. Le candidat devra impérativement être DIPLOME GRANDE ECOLE :

X - MINES - E.C.P.

Ses facultés d'adaptation lui permettront de rejoindre une équipe dynamique au sein du service Organisation, actuellement en réelle expansion.

Cet Ingénieur de fort potentiel, interviendra auprès des opérationnels d'usines intégrées afin de réaliser des MISSIONS DE CONSEILS, nécessitant études de diagnostic, analyse fonctionnelle, mise en place et suivi.

L'anglais courant serait un sérieux atout pour ce poste évolutif destiné à un candidat de valeur.

Des déplacements de courte ou longue durée sont à prévoir tant en France qu'à l'étranger.

Merci de bien vouloir adresser lettre manuscrite, C.V. + photo et prét. sous réf 3575 à
SOFRESID Service Recrutement
59, rue de la République
93108 MONTREUIL Cédex

SOFRESID

Le Cam : société informatique de 750 personnes traite les applications de la Caisse des Dépôts.

Analystes confirmés

Vous avez une formation DUT + 4 ans d'expérience.
Vous aurez à intervenir dans les domaines suivants : paie, gestion du personnel sur matériel IBM.
Le poste que nous vous offrons évoluera vers la maîtrise de projets.

Merci d'adresser un dossier de candidature, sous réf. M.17.AC, au Cam : Direction du Personnel, bureau 3200, BP 16, 94114 Arcueil Cédex.

CAM

média-system

BANQUE PRIVÉE PARIS

cherche pour son

Département des Opérations Financières

(Ingénierie financière, études d'entreprises, négociations en vue de rapprochements, fusions et acquisitions, etc.)

CADRE FINANCIER

DONT LA FONCTION CONSISTERA EN :
- la réalisation d'études à caractère industriel et commercial ;
- la mise au point d'analyses financières et éventuellement juridiques et fiscales ;
- l'évaluation des entreprises.

LE CANDIDAT DOIT AVOIR :
- une formation supérieure appuyée sur de bonnes études comptables et financières ;
- une bonne aptitude et le goût pour le travail rédactionnel ;
- si possible quelques années d'expérience ;
- une bonne connaissance de l'Anglais.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous no T 043.938 M,
RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.



Centre National des Caisses d'Epargne et de Prévoyance

Ce nouvel organisme créé par la loi du 1er Juillet 1983 est le chef de réseau des Caisses d'Epargne et de Prévoyance et son agent financier (460 Caisses d'Epargne et 22 Etablissements financiers régionaux). Il a pour mission d'en définir la politique, d'en assurer sa réglementation et son contrôle et d'organiser son développement. Dans cette structure, **la Direction Financière** est chargée notamment d'elaborer et de mettre en œuvre les mesures financières et comptables nécessaires au développement, à l'organisation et au bon fonctionnement du réseau et de ses organismes. Elle recherche :

• **POUR SON DEPARTEMENT DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE ET DES METHODES DE GESTION** chargé de définir et de faire appliquer la réglementation comptable du réseau, d'organiser sur le plan comptable les circuits financiers internes, de développer les méthodes modernes de gestion dans les organismes du réseau (comptabilité analytique, prévisions budgétaires,...).

CHEF DU DEPARTEMENT

Rattaché au Directeur Financier, il dirigera le Département de la réglementation comptable et des méthodes de gestion et animera une petite équipe de cadres de haut niveau.
Cette fonction s'adresse à un EXPERT COMPTABLE (éventuellement HEC, ESSEC, ESCP + DECS) justifiant d'une expérience minimum de six années acquise en Cabinet ou dans un organisme financier, Créatif, rigoureux, il devra aussi être un homme de communication ayant un sens pédagogique développé. (Réf. 1223 M)

ORGANISATEUR COMPTABLE

De formation supérieure (niveau maîtrise) et de préférence, titulaire du DECS, il sera chargé de la conception et de la maintenance des procédures comptables liées au fonctionnement des circuits financiers internes du réseau. Il est nécessaire de pouvoir justifier d'une expérience de 3 à 4 ans de ce type de problèmes, si possible dans une institution financière. Une solide maîtrise du fonctionnement de systèmes informatiques et le sens du dialogue sont indispensables. (Réf. 1224 M)

• **POUR SON DEPARTEMENT DES INVESTISSEMENTS ET FINANCEMENTS INTERNES,** qui a pour vocation de gérer les moyens financiers nécessaires au développement du réseau et de définir la politique générale de leur utilisation

2 HEC-ESSEC-ESCP (ou formation universitaire équivalente)

• L'un se verra confier la conduite de toutes les interventions financières liées à la modification des structures du réseau. Une expérience de 3 à 4 ans du contrôle de gestion dans une structure de type holding est souhaitée. (Réf. 1225 M)

• L'autre sera chargé de la mise en œuvre des financements nécessaires au développement des moyens d'activité du réseau. Une expérience de 3 à 4 ans d'analyse des investissements dans le secteur tertiaire est demandée. (Réf. 1226 M)

Ces deux postes exigent ténacité, esprit de synthèse, goût de la négociation et des contacts sur le terrain.

• **POUR SON DEPARTEMENT DE LA PROGRAMMATION FINANCIERE ET DES GARANTIES** qui a pour mission de déterminer et de négocier les conditions de l'équilibre financier de l'ensemble du réseau

3 DIPLOMES DE GRANDES ECOLES DE COMMERCE ou d'INGENIEURS (ou formation universitaire équivalente)

Selon votre profil les fonctions suivantes vous seront proposées :

• Définir les conditions financières des produits et des services offerts à la clientèle, si vous justifiez d'une expérience similaire de deux à trois ans acquise dans une institution bancaire et d'une reelle sensibilisation aux problèmes commerciaux et informatiques. (Réf. 1227 M)

• Etudier et définir les conditions du financement global des activités du réseau notamment en pré*parant les négociations avec les autorités monétaires concernées, si vous possedez une expérience* de 2 à 3 ans minimum des problèmes de réglementation bancaire et monétaire. (Ref. 1228 M)

• Organiser et piloter les mécanismes centraux de garantie financière et de réserve du réseau, si vous avez une bonne maîtrise des techniques d'analyse des risques financiers. (Ref. 1229 M)

Sur le plan humain, ces trois postes nécessitent des qualites de rigueur et d'imagination.

• **POUR SON DEPARTEMENT DES ANALYSES ET PREVISIONS FINANCIERES** chargé de la prévision des conditions de financement du réseau et de l'analyse de l'activité de ses organismes

STATISTICIEN (ENSAE-ISUP)

Il aura pour mission d'établir et de conduire les projets nécessaires à la satisfaction des besoins de la Direction en matière de collecte, de traitement et de diffusion des informations financières sur l'activité des organismes du réseau. (Réf. 1230 M)

Ce poste nécessite une bonne maîtrise des techniques informatiques et un reel attrait pour le traitement des problèmes financiers.

Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis par notre conseil.
Merci de lui envoyer C.V., photo et prétentions sous référence choisie à :

Jean-Claude Maurice S.A. 397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

AFCOREM

IMPORTANTE SOCIETE DE CONTROLES TECHNIQUES
C.A. de 350 MF - 1400 personnes en France et à l'étranger, recherche

LE RESPONSABLE DE SON ACTIVITE ANALYSES METALLOGRAPHIQUES
JEUNE INGENIEUR CHIMISTE

Pendant quelques mois, il devra, sous l'autorité du responsable actuel, assimiler les méthodes d'organisation et de gestion et se mettre au courant des techniques employées.

A l'issue de cette première période il assurera l'intégralité des fonctions du responsable actuel et devra penser développement et diversification.

Nous souhaitons rencontrer un candidat ayant 5 ans d'expérience industrielle capable et désireux de prendre rapidement des responsabilités.

La pratique de l'anglais sera un atout.

Le poste est basé en proche banlieue parisienne.

Envoyer C.V. détaillé à CEP, M. BARRE - DCI
34, rue Rennequin - 75017 PARIS

Importante société d'électronique située en banlieue Sud-Ouest recherche pour ses **applications Télématique**

Jeunes ingénieurs

3 à 5 ans d'expérience en développement de logiciel temps réel.

Adresser votre dossier de candidature sous réf. 5508 AS/GO, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris.

média-system

Ingénieur développement

CECA S.A. se situe parmi les leaders internationaux de la chimie de spécialités.
Nos produits, grâce à leur diversité, trouvent des débouchés dans tous les secteurs de l'industrie.
L'importance croissante que nous avons accordée à la fonction développement, ces dernières années, nous a permis de répondre aux besoins d'une clientèle industrielle étendue, en France comme à l'étranger (65 % du C.A. réalisé à l'export en 83, 26 filiales étrangères).
Dans ce cadre, nous recherchons un **ingénieur développement**.
Vous seconderez le responsable de notre division développement, plus particulièrement dans la réalisation d'études techniques et économiques concernant les procédés de fabrication de *nouveaux produits*. Vous participerez également à la genèse des idées pour les nouveaux produits.
Nous souhaitons rencontrer, pour ce poste, un candidat de formation ingénieur ou équivalent, possédant de bonnes connaissances en Génie Chimique et en Biologie. Une première expérience dans une fonction équivalente ou dans une fonction technique y *préparant est indispensable pour mener à bien la mission* confiée.
Enfin, de bonnes connaissances en anglais sont nécessaires.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo sous réf. M/23 à CECA S.A. - DPRS - 11, av. Morane-Saulnier - B.P. 66 - 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY Cedex.



CHIMIE DE SPECIALITES

MEDIA BA

JE PENSE, J'AGIS, JE VIS.



"Penser, mais pas seul. L'informatique d'avant garde développée par TELESYSTEMES implique l'esprit d'équipe tout en gardant ma liberté d'action.

Agir, c'est m'engager en prenant mes responsabilités pour que TELESYSTEMES conserve sa position de leader en matière de communication et de réseaux.

Vivre chez TELESYSTEMES c'est développer mes connaissances des techniques de pointe, de l'ingénierie de systemes par exemple, mais aussi exporter aux 4 coins du monde la maîtrise TELESYSTEMES.

Ce qui ne m'empêche pas de mener une vie familiale où je peux pratiquer mes loisirs préférés.

Il faut un temps pour tout."

L'innovation et la conquête du marché national (banque, santé, distribution, collectivite ...), **c'est notre objectif.**

L'écoute du marché, la souplesse, l'adaptation pour avoir une croissance plus rapide encore, **c'est notre stratégie.**

Des activités différenciées confiées à des unités opérationnelles autonomes et polyvalentes, **c'est notre structure.**

1984 nous permet d'être le leader des systèmes et services télématiques, grâce à nos métiers : la gestion temps reel, la communication électronique et l'information automatisée.

Notre croissance, ce sont les 200 postes qui seront offerts au cours de l'année 1984. Informaticiens confirmés ou debutants, vos objectifs, votre stratégie sont les nôtres.

Vous êtes, vous serez les specialistes d'avant garde BULL (grands et moyens systèmes), IBM (grands et moyens systemes), DEC (VAX), PRIME, micro (P.C.), microprocesseurs, réseaux,...

C'est vous qui confirmerez notre avance technologique en **VIDEOTEX, carte à mémoire, gestion, réseaux, bureautique, télécommunication...**

Prenez contact en ecrivant à TELESYSTEMES S.A.
Service Gestion et Recrutement
115, Rue de Bac - 75007 PARIS - Tél. (1) 544.38.98



DES METIERS POUR PENSER, AGIR, VIVRE.

GEMAP OUEST

Une société industrielle – 2500 personnes – réalisant plus d'un milliard de CA et appartenant à un groupe international recherche son

Trésorier

Sous l'autorité du Directeur Financier, il aura la responsabilité de la gestion de trésorerie, du suivi des relations et conditions bancaires, du reporting spécifique à la fonction (prévisions à court terme, analyse des réalisations, etc.).

Le candidat retenu devra justifier d'une expérience d'au moins 5 années au sein d'une banque ou d'une grande entreprise dans un poste similaire.

Le poste est à pourvoir en proche banlieue Est de Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 80684 M à HAVAS CONTACT – 1, place du Palais Royal – 75001 PARIS *qui transmettra.*

HAVAS CONTACT

Votre avenir en trois dimensions

Construisons-le ensemble. Pour réussir la deuxième phase de notre stratégie circuits hautes performances, nous avons besoin de vous. Nous recherchons des ingénieurs confirmés et débutants.

Ingénieurs de développement de procédés.

Ingénieurs photolithographie.

Ingénieurs de test.

Ingénieurs qualité et fiabilité.

Ingénieurs d'assemblage (boîtiers circuits).

Ingénieurs produits (marketing).

Ingénieurs d'applications.

Ingénieurs de conception de circuits (VLSI).

Informaticiens (conception de logiciels CAO).

Ingénieurs de vente (formation électronique).

Pour en savoir plus sur les postes proposés, écrivez rapidement à Pierre-Yves Siraudin, Matra Harris Semiconducteurs, BP 942 - 44075 Nantes Cedex

MHS MATRA HARRIS SEMICONDUCTEURS

le nouveau monde des micromondes

dp-industries

Grande distribution futur directeur export

Nous sommes un des leaders dans notre secteur (CA : 22 milliards), en dynamisme et en résultats car nous misons sur le potentiel de nos collaborateurs.

Nous sommes organisés depuis 8 ans en import, nous avons décidé d'exporter.

Nous avons les moyens de notre développement, nous recherchons un entrepreneur, voire un créateur d'entreprise.

Dans l'immédiat, vous vous mobilisez sur le secteur Proche et Extrême-Orient, vous créez votre propre gamme de produits auprès de nos fournisseurs, vous négociez vos contrats. Votre succès vous permet, à 18 mois, de diriger notre équipe export sur le monde entier.

Nous devons intéresser un homme de formation supérieure (HEC, ESSEC, ESC...), ayant une expérience réussie de 5 à 8 ans en export. La hauteur du défi suppose un homme d'action, habitué aux objectifs (réussis !), capable de réelle autonomie et fort négociateur.

Bien sûr, vous parlez couramment l'anglais et maîtrisez probablement d'autres langues.

Vous avez bien compris qu'il s'agit d'un challenge peu commun et que votre rémunération dépendra de votre expérience.

SEFOP notre conseil, vous parlera de nous. Merci de nous adresser votre dossier sous référence DE 101M.

SEFOP 11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC



Audit Expertise Comptable

HEC-ESSEC-ESC...

Notre développement est lié avant tout à la valeur technique et humaine de nos collaborateurs que nous choisissons avec soin. En ce début d'année 1984 nous prévoyons l'intégration à notre bureau parisien de 3 professionnels.

Manager 300.000+

Réf. 4125 G - Vous avez 7 à 10 ans d'expérience. Vous vous verrez confier la responsabilité d'une cellule opérationnelle de notre bureau. Votre personnalité, votre formation technique et votre aptitude à la gestion devront être de tout premier ordre. Vous aurez à manager à la fois des hommes et de grands dossiers de commissariat. Une connaissance du milieu bancaire sera appréciée. Vous aurez votre place dans notre structure de décision.

chef mission audit

Réf.4126G - Jeune diplômé ou mémorialiste, vous interviendrez auprès de Sociétés cotées ou importantes. Vous devez donc avoir une bonne maîtrise du commissariat. Nous serons sensible à la valeur de votre formation initiale et à votre désir d'évolution au sein de notre groupe.

assistant réviseur

Réf.4127G - Vous avez votre DECS et éventuellement un certificat supérieur et vous possédez à fond les bases de votre métier en matière de surveillance comptable. Vous pourrez terminer votre stage chez nous et vous perfectionner en commissariat dans un contexte particulièrement enrichissant.

Notre Société évolue très vite et offre donc de belles perspectives nationales ou internationales à des professionnels ambitieux.

Merci d'adresser votre CV à notre Conseil, 15 Rue du Louvre PARIS 1er - (1) 233.09.27, chargé de cette recherche dans la plus totale discrétion. Préciser la référence du poste.

Curriculum



nervet pont conseil

steria INGENIERIE

VELIZY

LA DIMENSION HUMAINE

(100 Ingénieurs) dans un

GRAND GROUPE PRIVE FRANCAIS

(1000 Ingénieurs)
leader en ingénierie informatique
vous invite à participer à son
DEVELOPPEMENT NATIONAL et INTERNATIONAL
dans les domaines : Automatisation, Productique, Télésupervision, Simulation, Commutation et Téléphonie.

VOUS ETES INGENIEURS INFORMATICIENS

avec 3 à 8 ans d'expérience et souhaitez mettre en valeur votre capacité d'innovation et votre sens des responsabilités.

VENEZ CONSTRUIRE L'AVENIR AVEC NOUS

Vous dirigerez ou rejoindrez des équipes travaillant sur des projets intéressants et variés et disposant de méthodes de travail et d'outils modernes de développement.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + C.V.) à

steria
J.C. NARCONTI STERIA
26, avenue de l'Europe
78140 VELIZY.

Ingénieur commercial H ou F

(chimiste ou physicien)

- Des techniques de pointe
- Une société performante
- Un grand groupe international

Si vous pouvez vous prévaloir, de préférence d'un diplôme d'ingénieur, d'une expérience de la vente de produits industriels et d'une bonne connaissance de l'allemand ou de l'anglais, nous vous invitons à évoluer avec nous, en exerçant vos fonctions dans une ambiance tonique.

Notre société, LEYBOLD HERAEUS SOGEV, qui est la filiale du premier spécialiste mondial des techniques du vide, occupe en France, dans ce domaine aussi, une position de leader. Basé à notre siège social dans la banlieue Sud de Paris, vous négociez la vente de systèmes d'analyse de gaz de haute qualité dans les principaux secteurs de l'industrie en France. Poursuivre le développement d'un département dont le chiffre d'affaires connaît une forte croissance et gérer de façon très autonome votre activité avec l'assistance de deux techniciens, tel est l'ensemble de responsabilités que vous confie la Direction Commerciale.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/3905, à Hélène REFREGIER qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION 49, av. de l'Opéra 75002 Paris



Filiale française d'un des leaders mondiaux de l'industrie pharmaceutique, nous représentons déjà un millier de personnes, pour un C.A. de plus d'un milliard de francs, en progression constante.

Nous vous proposons une mission de confiance :

Elizabeth Arden

Optimiser la rationalisation et l'informatisation des procédures financières et comptables

Notre Direction Financière et Comptable ouvre un poste qui sera à la mesure de vos idées et de votre dynamisme : analyser les besoins, proposer et coordonner l'amélioration des procédures financières et comptables pour et avec les Services utilisateurs. Vous assurerez la liaison avec notre équipe informatique.

Un poste-clé de reflexion et d'analyse, mais aussi un rôle moteur qui conviendra à un jeune diplômé d'une Grande Ecole Commerciale qui ait déjà vécu pendant au moins 2 ans l'utilisation active de l'informatique et de la bureautique dans le domaine financier et comptable... et qui bien sûr maîtrise l'anglais.

Voici un excellent poste « tremplin » pour une promotion dans notre Groupe, attentif à l'évolution de carrière de ses cadres.

Adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel), sous réf. 4/CIP/LM, à notre Conseil qui garantit toute discrétion.



Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

AFCOREM

Nous sommes l'un des tout premiers constructeurs d'ordinateurs en Europe et notre taux global d'expansion est important. Dans le cadre de notre développement, nous recherchons, en staff de la Direction Générale, à Paris, 2 Spécialistes :

responsable réseaux

De formation ingénieur (SUPELEC, SUP TELECOM,...), âgé d'environ 38 ans, il aura pour missions d'intervenir à tous niveaux internes ou externes sur les problèmes liés aux réseaux : Conseil de la Direction Générale et de la force de vente, participation à toute action mettant en œuvre les problèmes "réseaux" : réunions techniques, relations PTT,...

Il est demandé une expérience acquise dans cette branche soit chez un constructeur, soit dans une Société de Services et des connaissances approfondies des réseaux (TRANSPAC, SNA,...).

(Réf. : 33.96/SR/576)

responsable productique

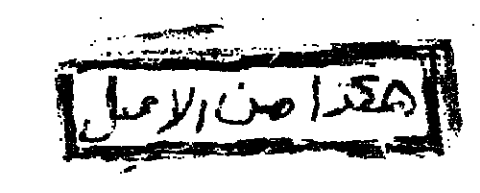
Véritable spécialiste des problèmes de gestion de production, son rôle consistera à être le conseil à tous niveaux, internes et externes, dans le domaine "Productique". Agé d'environ 38 ans, de formation ingénieur ARTS et METIERS ou équivalent, il aura une large expérience de la Gestion de Production informatisée (CFAO, post-processors,...) acquise en Entreprise ou de préférence au sein d'une Société de Services. (Réf. : 33.97/SP/577)

Pour ces deux postes, anglais indispensable.

Envoyez C.V. + photo et salaire actuel sous référence respective à ADEQUATION
62/64 avenue Emile Zola 75015 Paris.

Adequation





OFFRES D'EMPLOIS



JOBIN YVON

DIVISION D'INSTRUMENTS S.A.
Société d'instrumentation scientifique proche banlieue sud recrute pour faire face à son développement,

4 TECHNICIENS SUPERIEURS

— niveau BTS-DUT électronique (3 postes)
— mesures physiques (1 poste).

1°) **DEPARTEMENT ETUDES : ELECTRONICIEN** avec pratique confirmée des microprocesseurs et connaissances informatiques pour réalisation de prototypes.

2°) **DEPARTEMENT RECHERCHE :**
ELECTRONICIEN notions informatiques et automatismes, responsable de la conception et la réalisation des fonctions électroniques pour télécomm. optique.

3°) **DEPARTEMENTS COMMERCIAUX :**
ELECTRONICIEN notions informatiques indispensables.
Dans le cadre du service après-vente, il assure en France et à l'Etranger (voyages fréquents), l'installation et la maintenance des instruments.

4°) **SERVICES DE PRODUCTION** : mesures physiques, option techniques instrumentales, montage final, réglage et recette d'instruments de spectrométrie d'émission (plasma, étincelle). Interventions extérieures de courte durée.

Pour tous ces postes il est demandé :
— une expérience industrielle de 2 à 3 années dans un domaine proche.
— Une connaissance de l'anglais (lu et parlé).

Envoyer C.V., photo et prétentions, (discrétion assurée), à : JOBIN YVON - Affaires Sociales - BP 118
91163 LONGJUMEAU Cédex.

---

abeille ◇ paix

Un des premiers Groupes de l'Assurance recrute pour son département informatique installé près de SAINT-LAZARE

jeunes DIPLOMÉS *HF*

titulaires d'un diplôme ingénieur ou maîtrise scientifique (mathématiques, physique *par exemple*).

Une carrière dans l'informatique vous intéresse, le Groupe se chargera de vous donner une solide formation théorique et pratique.

Envoyer C.V., photo et prétent. à N. 3633 PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.

Ingénieur d'affaires

Informatique grands projets - La jeune filiale française d'un groupe britannique implanté dans 30 pays et spécialisé dans le développement et la commercialisation de systèmes *informatiques de* gestion de grands projets destinés aux grandes entreprises, recherche un ingénieur d'affaires. Basé à Paris et rapportant à la direction générale, sa mission sera de commercialiser une solution informatique originale et complète simplifiant la gestion des grands projets (planification, ordonnancement, gestion des coûts...) de la conception à la réalisation dans des secteurs variés : ingénierie, TP, offshore, pétrochimie, aérospatiale... Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 30 ans minimum, de formation ingénieur, école de gestion ou équivalent, ayant soit l'expérience de la gestion de grands projets acquise dans l'ingénierie, grands groupes, sociétés de conseil et souhaitant la valoriser, soit celle de la vente de produits similaires acquise en SSCI ou chez un constructeur. Ce poste, compte tenu de la structure et de l'évolution de la société, offrira d'excellentes perspectives de carrière à court terme. La formation sera assurée dans divers pays européens. La pratique de l'anglais est nécessaire. La rémunération de haut niveau, tenant compte essentiellement du calibre et de l'expérience du candidat retenu sera assortie d'une voiture de fonction. Ecrire à H. MICHERON en précisant la référence A/R9038M.

MEMBRE DE SYNTEC

PA

3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Ingénieur support technique

Terminaux graphiques - Cette société nouvellement créée en France, filiale d'un groupe britannique jouissant d'une bonne image de marque, spécialisé dans le développement, la fabrication et la commercialisation de terminaux graphiques haute performance, recherche un ingénieur support technique. Basé dans la proche banlieue sud de Paris et placé sous l'autorité de la direction générale, il prendra en charge l'ensemble de l'assistance technique à la clientèle (service avant-vente, installation, mise en route de terminaux et systemes graphiques). Ce poste conviendrait à un ingénieur électronicien ou informaticien, âgé de 30 ans minimum, ayant une expérience similaire, acquise chez un constructeur et désirant évoluer à court terme *vers la responsabilité de ce département. Il aura une bonne connaissance du fortran 77 ainsi* que de l'anglais et si possible des normes GKS et des protocoles de transmission. D'excellentes perspectives de carrière seront offertes à un candidat ayant l'esprit d'initiative et capable d'évoluer avec les structures. La rémunération, fonction de l'expérience, sera assortie d'une voiture de fonction. Ecrire à H. MICHERON en précisant la référence A/R9039M.

MEMBRE DE SYNTEC

PA

3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Cadre commercial

Paris

Assurances - Ce cabinet de courtage en assurances est l'un des plus importants de France et possède des correspondants dans le monde entier. Il recherche pour son agence de Paris un jeune cadre commercial. En collaboration étroite avec le directeur d'agence, il participera à *l'animation de l'actuel portefeuille de clients et se consacrera essentiellement au développement* commercial : recherche d'une clientèle nouvelle (PME et PMI), recherche et mise au point de produits nouveaux, définition, réalisation et suivi d'actions commerciales. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 26 ans au moins, possédant une bonne formation générale. Il aura acquis une première expérience commerciale, soit dans les assurances, de préférence, soit plus largement dans le secteur tertiaire. Une formation technique est assurée. La rémunération sera fixée en fonction de l'acquis. Elle sera composée d'un fixe et d'une partie variable liée aux résultats. Ecrire à M. OLARI en précisant la référence A/4670M.

MEMBRE DE SYNTEC



3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Jeune chef de projets

Négoce international

Paris - Cette compagnie commerciale, leader dans son domaine d'activité, (chiffre d'affaires de 5,5 milliards de francs-effectif de 120 personnes) recherche pour son siège social situé aux Champs-Elysées, un jeune informaticien de haut niveau. En relation étroite avec le directeur *informatique, et animant une petite équipe, il conduira le développement, la mise en place* d'applications très variées (négoce-change-marchés à terme...), sera responsable de l'architecture du système d'information, et de l'organisation du travail. L'environnement technique (IBM 38-25 terminaux-applications temps réel-connexion de micros IBM PC) et le contexte général motiveront par exemple un jeune ingénieur diplômé d'une grande école qui disposerait déjà d'une expérience convaincante en informatique de gestion. La rémunération tiendra compte de l'expérience et du potentiel du candidat retenu. Ecrire à J. HAXAIRE en précisant la référence A/2451M.

MEMBRE DE SYNTEC



3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

LA CHAMBRE SYNDICALE DES BANQUES POPULAIRES *organisme de tutelle de 38 banques régionales recherche pour son* ***département Contrôle Général***

Un Chargé d'Etudes

Réf. CN 57

Vous serez en relation avec la Commission Bancaire et les banques du groupe.

Vous concevrez et mettrez en œuvre des méthodes de contrôle des documents comptables et réglementaires.

Un Responsable du Service Encadrement du Crédit

Réf. CN 64

Vous assurerez l'animation du service chargé de la gestion, de l'encadrement du crédit au niveau du groupe, des études en ce domaine, et des relations avec les autorités monétaires.

Diplômés de l'enseignement supérieur, ayant acquis une première expérience bancaire, vous avez de la rigueur, le goût de l'analyse et des contacts.

Adressez votre candidature manuscrite accompagnée d'un C.V., photo et indication de la rémunération actuelle sous référence du poste choisi à Anny NOE.

Banque Populaire

Chambre Syndicale des Banques Populaires
131, avenue de Wagram 75847 PARIS CEDEX 17

Préparez les communications du futur

Membre d'un puissant groupe industriel français, dont nous sommes le fer de lance technologique, nous avons dans le secteur de l'électronique professionnelle une réputation qui nous permet d'être compétitifs sur les marchés internationaux. De la liaison par câble aux transmissions par satellite, du civil au militaire, une infinité d'applications temps réel passionnantes sont prises en charge par de petites équipes pluridisciplinaires et autonomes bénéficiant de puissants moyens informatiques basés sur minis et mégaminis 16 et 32 bits. Souhaitant renforcer notre potentiel technique en région parisienne nous recherchons :

Responsable génie logiciel

250.000 F

Informaticien confirmé, vous souhaitez maintenant faire bénéficier autrui des méthodes de travail et des connaissances en matière de soft que vous avez acquises sur différents projets temps réel. Homme de relation, en position fonctionnelle, vous aurez l'importante responsabilité d'evaluer les nombreux logiciels proposés sur le marché, de les introduire dans l'entreprise et de former nos *ingénieurs à leur utilisation optimum. Parallèlement vous mettrez en place* les méthodes permettant d'assurer la qualité et la gestion des logiciels que nous élaborons. La réussite dans ce nouveau poste dont la rémunération se situera entre 220 et 250.000 francs par an en fonction de l'expérience acquise, vous permettra d'évoluer au sein d'un groupe. Réf. A/2427M.

Responsable qualité logiciel

200.000 F

Etablir des procédures de développement de logiciel, définir leurs critères de qualité et mettre en place, en liaison étroite avec les différentes équipes-systèmes les moyens de leur respect, en bref, être responsable de la qualité de nos logiciels sera votre mission. Cette fonction nouvelle de l'informatique que vous pourrez développer selon votre tempérament, nous la créons pour vous au sein de notre équipe qualité. *Vous êtes informaticien de formation. Votre* première expérience de l'analyse de systèmes complexes impliquant une methode de programmation structurée vous a sensibilisé aux impératifs de la maintenance des logiciels. Si vous avez de plus une forte motivation pour les problèmes de qualité, nous vous donnerons les moyens de réussir et d'évoluer. Dans l'immédiat, votre rémunération annuelle s'échelonnera de 160 à 200.000 francs en fonction de votre potentiel. Réf. A/2488M.

Ingénieurs analystes

160.000 F

Soutenus par l'atelier logiciel au niveau méthodes, outils et qualité, ces informaticiens prendront en charge l'analyse d'importants projets temps réel. Ces postes pouvant évoluer à moyen terme vers des fonctions de chefs de projet, s'adressent de préférence à des ingénieurs en informatique souhaitant approfondir une première expérience même courte de soft d'applications industrielles. La rémunération pourra s'échelonner entre 120 et 160.000 francs annuels en fonction de leur acquis. Réf. A/2489M.

Ecrire ou téléphoner à J. SCARINOFF en précisant la référence choisie.

MEMBRE DE SYNTEL



3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

INGENIEUR EN TELECOMMUNICATIONS

Notre Service **RESEAUX - COMMUNICATIONS - VOIX** vous propose de participer à la définition des produits réseaux, au choix des technologies et au développement de certains de ses produits.

Ce domaine d'activité concerne plus particulièrement :
- l'architecture des réseaux,
- les réseaux locaux,
- l'étude de la connexion au futur RNIS (réseau numérique à intégration des services) développée par les administrations PTT des différents pays.
- le développement éventuel de VLSI.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre, C.V., prétentions) sous référence 15610 M. à Michèle CORBINEAU BULL TRANSAC - BP 92 - 91301 MASSY.



Transac

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Groupe industriel français de taille européenne (10 000 p., 3 milliards de F de CA consolidé, 30 sites de production dont 10 à l'étranger), nous amorçons une politique de recentrage de nos activités et de décentralisation de notre système d'information.

Nous créons à notre siège parisien le poste de

responsable de l'audit interne.

Votre mission : assurer une plus grande cohérence des procédures administratives, comptables et financières, apporter à la direction générale des jugements et des recommandations permettant d'améliorer notre efficacité et de prendre certaines options.

Nous cherchons un cadre de 33 ans minimum, de formation grande école commerciale + DECS, ayant acquis une solide expérience d'audit dans une affaire industrielle de bonne dimension et maîtrisant l'anglais (l'allemand serait apprécié). Le poste implique, bien sûr, des déplacements en France et à l'étranger.

Notre consultante, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire à Paris (réf. 4468 LM).

un ingénieur, à Lyon,
dirigeant la fabrication d'outils industriels.

Après des années difficiles, notre PME (250 p. - 80 MF de C.A./an) se redresse et repart à l'attaque. Notre nouvelle organisation va nous permettre de valoriser notre savoir-faire et de mieux exploiter la qualité reconnue de nos produits.

Voulez-vous contribuer à ce nouveau départ ? Vous dirigez les ateliers de production en petites et moyennes séries en améliorant la souplesse et les performances de notre équipement.

Ingénieur généraliste, vous avez, à 30 ans au moins, l'expérience de la production ; voulez-vous mieux utiliser vos idées et décider plus souvent ? Chez nous, vous serez vite l'un des patrons de notre usine.

Notre consultant, D. MARTINON, vous remercie de lui écrire à Lyon (réf. 934 LM).



un chef de projet
formé aux valeurs mobilières pour piloter nos applications décentralisées.

Le centre informatique de la Bourse a entamé la décentralisation, sur un parc de minis distribués, d'une large part des traitements qu'elle effectue au profit d'une trentaine d'agents de change.

Vous prenez la tête de l'équipe chargée des développements décentralisés, conduisez les études préalables, réalisez les analyses fonctionnelles, encadrez l'équipe de réalisation, tout en raisonnant comme un chef de produit.

Ingénieur ou universitaire, vous avez acquis, en 5 ans, une solide culture bancaire en pilotant des projets de bonne taille, sur gros systèmes et/ou sur minis, dans une banque, un établissement financier ou chez un conseil, et êtes aujourd'hui rodé à la gestion des valeurs mobilières. Venez tirer chez nous le meilleur parti de votre compétence.

Notre consultant, J. TALLIEU, vous remercie de lui écrire à Paris (réf. 4432 LM) à **"Carrières de l'Informatique"**.



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE -75008 PARIS
7, RUE SERVIENT -69003 LYON

MEMBRE DE SYNTEC

HEC, ESSEC, ESCP ou ingénieur Grande Ecole

et peut-être une premiere expérience de vente acquise "sur le terrain". Vous avez ainsi pu tester votre goût et vos aptitudes pour le commercial. Vous cherchez maintenant l'entreprise où vous pourrez progresser dans votre carrière, vos responsabilités et votre rémunération.

A PARIS ou LYON

nous vous proposons de commercialiser auprès de tous les circuits de distribution nos produits Electronique Grand Public et Informatique : *notamment notre ordinateur professionnel* TIPC qui se distingue par ses performances et ses caracteristiques techniques de pointe ; *mais aussi nos jeux éducatifs, calculatrices et micro-ordinateurs portables. Vous vous verrez donc confier des produits performants, conçus comme instruments de travail des cadres ou de pédagogie moderne.*

Monique NERVET vous prie de lui adresser votre candidature avec photo et remuneration souhaitée sous réference ECD/0184/1M à TEXAS INSTRUMENTS FRANCE
8/10, avenue Morane Saulnier
78140 VELIZY-VILLACOUBLAY



Un excellent commercial pour vendre notre "connectique"

Nos produits : les connecteurs et supports pour circuits intégrés que nous proposons à l'électronique et aux industries qui lui sont liées.

Nous attendons votre performance sur ce marche porteur : nous vous souhaitons bon technicien, commercial confirmé dans la vente de composants industriels et doué pour la négociation et l'initiative.

Votre mission : suivre nos clients et distributeurs, prospecter votre marché, la France entière, à partir de Paris, votre base, développer vos ventes, établir vos prévisions, choisir votre stratégie et votre publicité...

La connaissance de l'anglais vous sera nécessaire.

Monique NERVET vous prie de lui adresser votre candidature avec photo et rémunération souhaitée sous référence EMCD/184/1M à :
TEXAS INSTRUMENTS FRANCE
8/10, avenue Morane Saulnier
78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

Organisation et Publicité

responsable fiscal

HF

Par suite de son fort développement, Hewlett Packard France crée le poste de Responsable Fiscal (EVRY). Relevant fonctionnellement du Directeur Fiscal européen, il dépend hiérarchiquement du Directeur Financier de Hewlett Packard France.

Sa responsabilité s'étend à la Division Commerciale d'Evry et à la Division Fabrication de Grenoble. Il est en relation avec les services comptables, juridiques et avec les forces de vente et traite tous problèmes fiscaux y compris ceux relatifs au personnel.

Le candidat, âgé d'une trentaine d'années et de formation supérieure, a une expérience réussie de 3 à 5 ans comme responsable fiscal d'une entreprise de type anglo-saxon. Le poste requiert une forte personnalité autonome, mobile, ouverte à la communication, capable de résoudre les problèmes et de vendre des solutions. La connaissance de l'anglais est indispensable. Le poste offre de réelles possibilités d'évolution au niveau Europe. La rémunération sera fonction des exigences du poste.

Ecrire avec CV. et prétentions sous la réf. 11103/M à H. Bouet, Sema-Sélection :
Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.



MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

Spontex Une Société de Chargeurs S.A.

Notre Entreprise est spécialisée dans la fabrication de produits d'entretien ménagers destinés au grand public. Nous réalisons en France environ 400 Millions de C.A. et nous sommes leader dans notre domaine. Nous disposons d'une importante unité de production située à Beauvais, travaillant en feu continu (process, génie chimique). La fabrication (process) et le finissage bénéficient chaque année d'importants budgets d'investissements pour améliorer de façon permanente les performances de production. *Ceci nous conduit à rechercher un :*

CHEF DU BUREAU D'ETUDES TRAVAUX NEUFS

Rattaché au responsable du service équipement et en liaison avec les méthodes et les services techniques, le bureau d'études est responsable de la définition et de la mise en oeuvre des nouveaux équipements. Ceci implique les études (conception, faisabilité), les plans et les plannings de réalisation, la négociation, le choix et le contrôle des sous-traitants et prestataires extérieurs, le suivi budgétaire. Le titulaire du poste participe à l'animation et à l'organisation du travail d'une équipe de 7 personnes (projeteurs, dessinateurs). Nous souhaitons confier cette responsabilité à un Ingénieur (28 ans minimum), de formation supérieure mécanique possédant d'une part une spécialisation «automatismes» et d'autre part une expérience significative des fonctions B.E. et T.N. La connaissance des contraintes d'une industrie de process serait bien évidemment appréciée. Connaissance de l'anglais souhaitée.

Les conditions offertes, les perspectives d'évolution du poste, les projets de l'Entreprise, sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 6626 V, à :

EGOR INDUSTRIE
8 rue de Berri 75008 Paris

média-system

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

Elastomères



Débuter une carrière dans notre groupe par la fonction commerciale

une opportunité pour un jeune

INGENIEUR
Généraliste ou génie chimique + ESICA

Tel est le challenge que propose ESSO CHIMIE FRANCE (5 milliards de C.A. dont 40 % à l'export, 1.200 personnes), filiale pétrochimique du plus important groupe mondial. Elle souhaite confier à un Jeune Collaborateur, le développement d'une gamme de produits techniques : élastomères, caoutchoucs synthétiques...

Au sein d'une équipe légère et motivée, et après une formation technique adaptée, l'ingénieur commercial prend en charge la gestion du courant d'affaires auprès d'une clientèle industrielle diversifiée : pneumatiquiers, sous traitants de l'automobile...

Nous souhaitons rencontrer un Jeune Ingénieur (Centrale, Mines, AM, IGC, ENSCP...) dont la formation a été idéalement complétée avec un diplôme d'une école spécialisée : ESICA.

Débutant ou disposant si possible d'une courte expérience en production ou dans un service technique de l'industrie du caoutchouc, il souhaite donner une nouvelle orientation à sa carrière dans un groupe dynamique et performant.

Mobile et disponible, il est susceptible d'évoluer vers d'autres fonctions (marketing ou manufacturing).

La pratique de l'anglais est vivement souhaitée.

Le poste est basé à Paris.

Merci d'adresser C.V., lettre de candidature, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 5507 Y, à :

EGOR INDUSTRIE
8 rue de Berri 75008 Paris

média-system

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL



BANQUE
de la
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE EUROPÉENNE
recherche pour PARIS

ASSISTANT du DIRECTEUR du Département
CORPORATE PLANNING & CONTROL

- Fonctions : Participation à la conception et à la mise en oeuvre d'outils de planification et de contrôle. En contact étroit avec les services opérationnels, développement et évolution des systèmes d'information et de gestion.
- Profil souhaité : formation supérieure de type HEC, ESSEC avec une solide option comptable.
- Expérience professionnelle de 2 à 3 ans acquise en qualité de collaborateur ou de contrôleur de gestion dans une Direction Administrative d'une société multinationale. Un passage dans un cabinet d'audit anglo-saxon serait un plus.
- Anglais courant indispensable.

Envoyer C.V., photo et prétentions qui seront traitées confidentiellement à :

M. J. Lhopiteau, Directeur du Personnel
Banque de la Société Financière Européenne
20, rue de la Paix - 75002 Paris.

INGENIEUR SYSTEME MICROPROCESSEURS

Gilbarco
Une société du groupe
EXXON ENTERPRISE

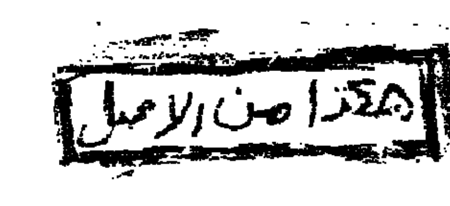
Dans le cadre de notre expansion sur le marché des distributeurs de carburants, systèmes et périphériques de gestion automatiques des stations-services nous cherchons un Ingénieur Système Microprocesseurs.

Diplômé d'une grande école (SUPELEC, ENSEEIHT, ENSI...), vous avez acquis une première expérience dans le domaine de l'électronique digitale et des microprocesseurs.

Votre mission : concevoir et développer des logiciels en encadrant une équipe de techniciens. Vous maîtrisez, bien sûr, l'anglais.

Merci d'écrire à Bernadette BLUZET sous référence 1374.
Information téléphonée sur nos opportunités de carrière 24 h/24 au (1) 749.86.50.





Société d'Études et de Conseil en marketing et communication

tmo CONSULTANTS

recrute dans le cadre de son expansion continue :

– **UN DIRECTEUR D'ÉTUDES QUANTITATIVES** (3 à 5 ans d'expérience), avec bonne maîtrise des techniques d'analyse de données.

– **UN CHARGÉ D'ÉTUDES EXPÉRIMENTÉ** (en poste depuis 2 ou 3 ans) intéressé par la jonction qualitatif/quantitatif.

– **UN CHARGÉ D'ÉTUDES INDUSTRIELLES** (en poste depuis 1 ou 2 ans, de préférence en institut).

Curriculum vitae + photo à T.M.O., 22, rue du 4-Septembre, 75002 PARIS.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FRANÇAISE de tout premier plan, recherche pour sa DIRECTION DU PERSONNEL en proche Banlieue Parisienne

Jeune Cadre Gestion du Personnel

HEC, ESSEC, ESC,...

possédant, si possible, première expérience de 2 à 3 ans.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous réf. 34329 à HAVAS CONTACT 1 Place du Palais Royal 75001 PARIS qui transmettra.

HAVAS CONTACT

VILLE DE GENNEVILLIERS

recherche

pour son conservatoire (E.N.M.)

1 PROFESSEUR ANIMATEUR

– Solides références et expérience musicales (si possible C.A.).
– Aptitude à travailler avec l'équipe pédagogique et à chercher nouvelles ouvertures vers la population : milieux scolaires, enfants et jeunes, quartiers, C.E., radio locale, etc.

Candidature à adresser à Monsieur le Maire, Centre Administratif, 177, avenue Gabriel-Péri, 92230 GENNEVILLIERS.

Jeunes Ingénieurs

Expérience micro-informatique

Etablissement spécialisé dans les **opérations financières internationales**, filiale d'une grande banque d'affaires française, recherche de jeunes ingénieurs pour participer à la création d'outils d'information et de communication en support de l'évolution des opérations financières internationales réalisées par des spécialistes de très haut niveau. Ce domaine impose de faire appel aux techniques de pointe en matière de télécommunication, bases de données, télématique,... Les problèmes abordés relèvent de la recherche opérationnelle, des statistiques, des mathématiques financières. Il est indispensable d'avoir une formation supérieure de base (grande école ou universitaire) et une première expérience de 2 à 3 ans en micro-informatique, acquise de préférence dans un service d'actuariat ou de trésorerie internationale d'une banque ou d'une grande entreprise, ou dans une compagnie d'assurance. Bilingue anglais. Très nombreuses perspectives d'évolution de carrière en France ou à l'étranger. Lieu de travail : PARIS-OPERA. Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 73602/M à Mme CLERE, Sélé-CEGOS Tour Chenonceaux, 204, Rond Point du Pont de Sèvres - 92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé CEGOS INFORMATIQUE

Publivai

CEGOS INFORMATIQUE

Dans le cadre du développement de nos activités Informatique et Organisation, nous recrutons des

Conseils de haut niveau

Réf. CI1

(Ingénieurs en chefs et ingénieurs principaux)

chargés d'établir des schémas directeurs, des plans informatiques et d'effectuer des missions d'audit informatique.

Spécialistes en organisation administrative

Réf. CI2

Diplômés d'une grande école d'ingénieurs, les candidats devront avoir de bons contacts humains et justifier d'une expérience d'au moins 5 ans.

Si vous souhaitez exercer le métier de Conseil dans une équipe ouverte et dynamique, enrichir votre expérience en effectuant des missions variées en France et à l'étranger, bénéficier d'une mise à niveau technique permanente et d'une évolution rapide de carrière en fonction de vos performances, adressez lettre manuscrite et C.V. à Sélé-CEGOS INFORMATIQUE Tour Chenonceaux, 204 Rond Point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE CEDEX

sélé CEGOS INFORMATIQUE

Publivai

Cadre de Personnel HF

PARIS

En vue de faciliter les communications internes et d'améliorer les circuits d'informations existants, le Directeur des Relations Sociales d'un organisme financier d'importance nationale recherche un Cadre de Personnel auquel sera confié le secteur ETUDES-METHODES. Chargé de toutes études relatives à l'évolution de la législation sociale, aux rémunérations, aux procédures diverses, il sera également responsable du bilan social, de la préparation des négociations avec les partenaires sociaux et des dossiers du comité central d'entreprise ; il devra contribuer *à l'amélioration des procédures de communication au sein du groupe. Cette fonction ne peut convenir qu'à un diplômé d'études supé*rieures - sociale/juridique - âgé de 30 ans au minimum et ayant exercé dans un service de personnel depuis au moins 5 ans, si possible dans le secteur tertiaire. Elle s'adresse à une personnalité ouverte, rigoureuse, ayant de bonnes capacités de synthèse et capable d'initiatives. Veuillez adresser lettre man., CV détaillé et photo, sous réf. 71654/M, à R. VERDET, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE

sélé CEGOS

Publivai – Membre de SYNTEC

ADJOINT AU DIRECTEUR DES SERVICES FINANCIERS

PARIS **250 000 F + / -**

HEC, ESSEC... + MBA, vous avez maintenant 5 ans environ d'expérience, essentiellement en gestion de trésorerie, dans une entreprise anglo-saxonne de préférence. Vous aspirez désormais à une responsabilité plus importante.

Une société co[illegible]e, 2 milliards de Francs en France, appartenant à un groupe internat[illegible] performant, recherche aujourd'hui son

FUTUR [illegible]ECTEUR DES SERVICES FINANCIERS

Dans [illegible], en relation fonctionnelle avec les services financiers, [illegible] responsable de la supervision de la trésorerie à court terme et [illegible]erez [illegible] politique de financement à moyen et long terme. *Vous [illegible] la gestion des actifs et interviendrez dans des études de* ces[illegible]uisitions.

La [illegible] langue anglaise est indispensable.

[illegible] d'a[illegible] votre dossier en toute confidentialité sous réf. 299 à :
**SODER[illegible] Société pour le Développement des Ress[illegible] Humaines
22, rue [illegible]ugustin -
75002 [illegible]**
MEMB[illegible]NTEC

Soderhu

Mutations industrielles : Aider les reconversions

Dans le cadre de l'effort entrepris pour favoriser les mutations industrielles, BERNARD KRIEF CONSULTANTS recherche :

Jeunes PSYCHOLOGUES

(hommes ou femmes)
pour mission d'une durée de 6 mois.

Ils interviendront directement sur sites industriels dans la mise en œuvre de procédures d'appréciation et d'orientation du personnel. Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 84461 M (à mentionner sur l'enveloppe).

BKC BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115 rue du Bac 75007 PARIS

GROUPE SG2

Informaticiens confirmés

Futurs chefs de projets réalisez-vous !

SG2 groupe puissant de 4000 personnes connaît une expansion rapide dans tous secteurs de l'informatique. Si votre expérience de 2 à 5 ans est solide et que vos compétences s'appliquent à l'un des domaines suivants :

Système IBM : IMS - DL1 - CICS.
Système CII-HB : DPS 7 - DPS 8.

Nous vous proposons de réaliser vos ambitions, grâce à notre savoir-faire dans des spécialités de pointe telles que : conception et réalisation de systèmes de gestion, réseaux d'interconnexion hétérogènes, connexion à haut débit entre processeurs spécialisés, bureautique, messagerie, XAO, bases de données multi-média - Macro-systèmes, ressources réparties - Systèmes expert, intelligence artificielle.

Vous prouverez vos compétences, souplesse d'adaptation, créativité, ouverture à la diversité, et agirez de façon autonome en véritable patron de votre projet.

Vous saurez aller plus loin encore et saisir de réelles perspectives d'avenir.

Adressez votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions), sous réf. YR 4 M. à SG2 12-14 avenue Vion-Whitcomb, 75016 Paris.

SG2 : L'informatique des idées et des hommes.

média-system

La Direction des Ressources Humaines de **SUBSTANTIA**, *Filiale Française du Groupe Américain* **WARNER-LAMBERT**, l'un des leaders sur le marché des produits pharmaceutiques, s'élargit et crée la fonction

Formation et communication

Après un stage aux U.S.A, votre première mission sera l'adaptation et la mise en place d'actions de formation aux méthodes modernes de Management du Groupe. Progressivement, le poste intègrera l'Expression des Salariés, l'information interne (livret d'accueil, valorisation du bilan social...) et la gestion complète de la Formation.

Nous demandons une formation supérieure, un bilinguisme effectif, une expérience d'environ 5 ans en entreprise.

Nous vous offrons la possibilité de faire vos preuves et de progresser au sein d'une équipe de Relations Humaines efficace dans un Groupe International renommé.

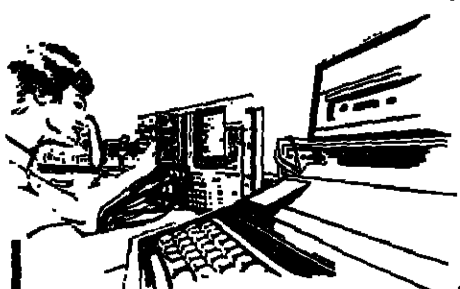
Merci d'adresser votre dossier complet (C.V., lettre manuscrite, photo et salaire souhaité), sous la réf. 1/FCS/LM, à notre Conseil qui vous garantit toute discrétion.



Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

AFCOREM

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



CIMSA

Nos Équipes Grands Projets vous attendent!

Spécialiste de l'informatique en milieux sévères (aéronautique, spatial, défense, énergie, etc.) CIMSA construit du matériel, conçoit des systèmes et réalise les logiciels associés.

Dans le cadre du développement d'un groupe "MÉTHODES LOGICIEL", CIMSA recherche un

INGÉNIEUR RESPONSABLE MÉTHODES LOGICIEL

chargé, à partir des concepts de Génie Logiciel définis dans la société, de mettre en place une méthodologie pour le développement et la qualification de SYSTÈMES LOGICIELS TEMPS RÉEL. (Réf. IML/184).

Il aura la responsabilité d'une équipe de 3 ou 4:

INGÉNIEURS MÉTHODES LOGICIEL

chargés, à partir d'une méthodologie de production de logiciel, de définir et de faire appliquer ces méthodes de développement et de qualification. (Réf. IML/284).

Ces postes s'adressent à des INGÉNIEURS CONFIRMÉS possédant une expérience réelle (de 6 à 8 ans pour le responsable, de 3 à 5 ans pour ses collaborateurs) dans la réalisation et/ou la qualification de logiciels. Leur participation à l'intégration d'un ensemble matériel/logiciel important serait un atout.

Nous étudierons avec attention votre candidature (CV, photo, *prétentions*) adressée sous réf. correspondante à Edwige DACQUAY, Service EMPLOI de CIMSA, BP 44 - 78141 VÉLIZY-VILLACOUBLAY Cedex.

HAVAS CONTACT



DIPLÔMÉS GRANDES ECOLES

(HEC, ESSEC, ESCP, Ecole d'ingénieurs + MBA)
Débutants ou première expérience (1 à 2 ans).

Direction financière : Analystes de gestion réf. M/DF 3.

La Direction planification et contrôle de gestion est chargée de l'établissement des plans de la société en relation avec les autres directions et le siège européen. Elle a pour mission de contrôler la réalisation du plan financier, en agissant au niveau du contrôle budgétaire, de la rentabilité des investissements et, en liaison avec le marketing de la rentabilité financière de nos prix et de notre couverture de marché.

Les Analystes de gestion que nous recherchons seront tout de suite intégrés à notre équipe et pourront évoluer dans notre compagnie aussi bien dans le domaine financier que dans d'autres domaines s'ils font preuve d'efficacité, de motivation et de dynamisme.

Analyste financier réf. M/DF 4.

L'Analyste financier aura pour mission l'analyse des résultats financiers mensuels de l'entreprise suivant les règles comptables anglosaxonnes. Il devra préparer les états financiers pour le siège européen. A l'intérieur de la société, son rôle consistera à rechercher auprès des services comptables les causes d'écarts par rapport aux prévisions. Il établira des bilans provisionnels suivant les normes comptables françaises et anglosaxonnes. L'Analyste financier que nous recherchons devra s'intégrer à une petite équipe dynamique, il recevra une formation complémentaire en matière de comptabilité anglosaxonne, de système time sharing (APL) et ses possibilités d'évolution seront à la mesure de ses performances et de ses aspirations.

Une expérience en cabinet d'audit ou dans une multinationale serait un plus.

Merci d'écrire à B. Bruot, en précisant la référence du poste choisi au Service du Recrutement, Rank Xerox, 93607 Aulnay-sous-Bois Cédex.

RANK XEROX

média-system



Le Groupe **MORY** avec près de 10.000 personnes et plus de 100 Agences en France et à l'Etranger est un des leaders des **Transports nationaux et internationaux.** Notre réorganisation récente crée de nouveaux besoins . . . et nous souhaitons intégrer dans la **Direction des Affaires Sociales** un :

Juriste social (180.000 F)

diplômé en Droit, déjà expérimenté (3 - 5 ans) et habitué aux structures décentralisées (siège et plusieurs unités régions ou agences). *Il est bien au fait du droit du travail : étude des textes, notes de synthèse, modalités d'application, mais c'est aussi un praticien à l'aise sur le terrain pour assister, conseiller* et informer les Responsables de Régions et d'Agences : mise en place de réformes et procédures, audit social etc...

Poste évolutif. Basé sur Paris 10è.

Très nombreux déplacements.



Adresser votre dossier sous réf. 61/BM à :
HERVÉ LE BAUT - CONSULTANTS
11, rue La Boétie - 75008 PARIS
Tél. : 265.38.39

AFCOREM



le Crédit d'équipement des PME

a pour vocation de financer le développement des entreprises. Il recherche **PLUSIEURS**

CHARGES D'ETUDES EN ORGANISATION HEC - ESSEC - ESC - SCIENCES PO.

possédant 2 à 3 d'expérience dans la **FONCTION ORGANISATION** *acquise, de préférence, dans le secteur Banque ou Assurances.*

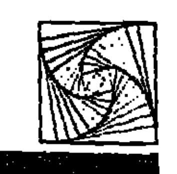
La fonction requiert, outre des qualités de rigueur, des aptitudes rédactionnelles confirmées ainsi qu'une grande aisance dans les contacts.

Ecrire avec C.V., photo, prétentions s / réf. ORG. au Service Recrutement CEPME 14, rue du 4 Septembre 75090 Paris Cédex 02.

Un poste très motivant pour un début de carrière.

INGENIEUR METHODES

prenant, à Vierzon, responsabilité de maintenance d'un parc machines et participant aux recherches d'améliorations techniques en vue de redressement et d'expansion future.
La société fabrique des produits céramique dans 3 usines en Berry et Limousin.
Le poste conviendrait à un ingénieur, débutant ou ayant une première expérience en service entretien.
Formation souhaitée : A et M ou équivalent, avec connaissances en électricité, mécanique, hydraulique, électronique et pneumatique.



Adresser lettre manuscrite avec CV, photo et prétentions sous réf. C 1138 à Jean Timar Conseils 12 rue Victor Massé 75009 Paris.

JEAN TIMAR conseils

média-system

ENTREPRISE BANLIEUE SUD

recherche

Un Ingénieur Electronicien
(ENSI ou équivalent)

Il assurera l'encadrement d'une équipe de techniciens chargés de la mise au point, la mise en service et la maintenance de matériels d'équipement d'un réseau de télémesures géophysiques. Ce poste comporte des *déplacements de courte durée fréquents en métropole,* occasionnels hors métropole.

Les candidats devront être libérés des obligations militaires et de nationalité française.
Horaires de travail : 38 h par semaine.
Avantages sociaux :
Restaurant d'entreprise, transport

Ecrire sous nº 7.378 *le Monde* Pub.
service ANNONCES CLASSÉES
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Message à un CHEF DES SERVICES INTERIEURS

180.000F+ **HF**

Vous souhaitez entrer dans une société distribuant des matériels électroniques (90 personnes, 125 MF). Nous avons doublé depuis 2 ans, nous aurons encore doublé dans 2 ans grâce à notre dynamisme commercial, à la qualité de nos produits et au soutien financier efficace du plus grand groupe français de distribution de matériel électrique.

Toute notre énergie est utilisée à notre développement, nous souhaitons donc que soit totalement pris en charge l'ensemble des services

administration - logistique - services généraux

C'est l'occasion de faire acte de candidature si, homme ou femme de formation supérieure type SUP de CO, vous avez l'expérience d'un poste similaire incluant la fonction de correspondant informatique et si vous *êtes capable de payer de votre personne pour atteindre notre but qui fait* notre force : la qualité du service de nos clients.

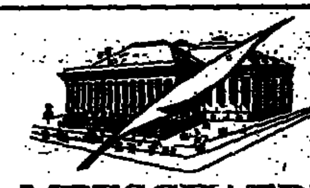
Lieu de travail : LES ULIS—ORSAY.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et rémunération actuelle sous référence M/141/C à notre conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

chp CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

HAVAS CONTACT

AFCOREM



MEESCHAERT
Société de Gestion Financière

Dans le cadre du développement de notre département logistique, nous recherchons notre :

RESPONSABLE QUALITE INFORMATIQUE

Ce poste s'adresse à un ingénieur informaticien confirmé (trois ans d'expérience minimum), sensibilisé aux questions de méthodes et de fiabilité des systèmes d'informations (une première expérience en audit informatique serait appréciée).

Directement rattaché au responsable logistique, il mettra en place et assurera le suivi des méthodes de développement au sein des équipes d'études.

Technicien expérimenté, il aura la responsabilité de la qualité technique et de la fiabilité des systèmes mis en place, à la pointe dans notre secteur d'activité.

Nous souhaitons rencontrer un « opérationnel » doté d'un esprit « entrepreneur » possédant le goût et les aptitudes aux contacts, à l'animation, à la négociation et à la formation.

Ce poste basé à Paris, offre de réelles perspectives d'avenir pour les candidats à fort potentiel.

Envoyer curriculum-vitae avec photo et prétentions à :
S.E.G.F. - MEESCHAERT
Michel DUCROIZET 12, rue Chauchat 75009 PARIS.

D'abord le Contrôle de Gestion...

Spécialiste du génie chimique à vocation internationale, nous sommes leader dans la conception et la réalisation d'installations mettant en œuvre des techniques de pointe (20 pers., 25 MF). Dans notre phase de développement, *le nouveau cadre financier que nous recherchons va vite* devenir **l'un des piliers de notre organisation.**

Vous vous sentez capable de reprendre l'ensemble de notre comptabilité, de mettre en place un système de contrôle de gestion, des coûts performants, d'assurer la gestion administrative des contrats en liaison avec les ingénieurs d'affaires et de suivre leur rentabilité. Vous intervenez de façon systématique dans la vie juridique de l'entreprise. A court terme, vous définissez nos besoins en informatique.

Nous attachons beaucoup d'importance à **ce poste en création,** très opérationnel, rattaché directement au ***Président Directeur Général*** et qui *requiert une formation supérieure Sup de Co + DECS complétée* par une expérience polyvalente de 3/4 ans dans la gestion financière d'une société de type anglo-saxon. Vous savez vous impliquer dans une petite structure pour l'avoir peut-être déjà vécue. Notre activité internationale implique une **bonne maîtrise de l'anglais.**

Votre réussite vous permettra **d'accéder très rapidement à la Direction Financière.**

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, ***photo*** *et salaire actuel en précisant la réf. M 29001*
à Rudolph von Raesfeldt - TEG
18, place Henri Bergson - 75008 Paris



division de SYSTEMA Management

Dessein

Ingénieur d'étude

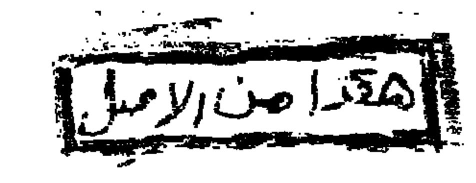
Vous prendrez en charge l'étude et le développement de sources, circuits, antennes... dans le domaine millimétrique.
Pour cette fonction, nous souhaitons rencontrer un jeune ingénieur ayant acquis une première expérience en hyperfréquences.
Lieu de travail : LE PLESSIS ROBINSON.

Merci d'adresser votre candidature
au Service du Personnel - 5, Avenue Réaumur
92350 LE PLESSIS-ROBINSON

LRT

Une des 1ères Stés. françaises d'électronique professionnelle (C.A. : + 28 % en 82)





OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

BANQUE INTERNATIONALE A PARIS

recherche

pour son DÉPARTEMENT JURIDIQUE

COLLABORATEUR (TRICE)

…iveau D.E.S.

…années minimum de pratique dans une banque à activité internationale …nt indispensables.

…aîtrise parfaite de la langue anglaise exigée.

Rémunération intéressante en fonction de l'expérience acquise.

…y… C.V. et prétentions sous n° 7.401 *le Monde* Publicité, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

IMPORTANT GROUPE DE SOCIETES
proche gare Saint-Lazare
recherche pour son service fiscal

JEUNE FISCALISTE

…préférence ancien inspecteur des impôts justifiant …u moins 4 ans d'expérience professionnelle.

Adresser C.V. et prétentions à N. 3649
PUBLICITES REUNIES
112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.



Un groupe de bâtiment résolument tourné vers l'expansion en France et à l'Etranger recherche :

CAMPENON BERNARD CONSTRUCTION

Pour son développement en France

- Responsables commerciaux
- Responsables administratifs et financiers
- Chefs de Service méthodes
- Chefs de Service études de prix
- Ingénieur "matériel"
- Chef de Service Personnel.

Pour préparer l'avenir

10 ingénieurs débutants ou ayant une première expérience professionnelle, pour les former à ses méthodes avant de les intégrer aux équipes internationales. Ils doivent être parfaitement bilingues français/anglais, ouverts à l'informatique.

Pour son développement à l'étranger

- Directeurs et Chefs de projets
- Directeurs de Travaux
- Chefs de Service études de prix et méthodes
- Ingénieurs études de prix et méthodes
- Pilotes - Coordinateurs.

Spécialistes des grands projets et chantiers internationaux, parfaitement bilingues français/anglais.



CBC 18 mois après sa création, c'est : - 15 filiales en France et à l'Etranger - 2 milliards de chiffre d'affaires - 3500 personnes en France dont 400 ingénieurs et cadres - 850 emplois créés en 18 mois dans ses activités nouvelles.

Envoyer C.V. à la Direction du Personnel - **CBC** - 29 - 31, rue de l'Abreuvoir - 92100 BOULOGNE.

La Compagnie Générale d'Informatique

(au premier rang des S.S.I.I. françaises par le développement et les résultats) recherche pour la promotion de ses activités de conseil et d'assistance à PARIS, un

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Le candidat sera de formation supérieure. Il aura une expérience technique ou commerciale. Il sera capable de prendre en charge des négociations de haut niveau.

Il sera rattaché à un Directeur responsable de ces activités dans le secteur tertiaire.

Soutenu par des équipes solides disposant de références nombreuses et de qualité, il abordera un marché diversifié et pourra y élargir ses responsabilités.

Le développement très rapide de la CGI offre l'opportunité d'une évolution de carrière et de rémunération intéressante.

Candidatures ou demandes de renseignements complémentaires sont à adresser à Madame Nadia NASTORS réf. 100 - CGI - 84, rue de Grenelle - 75007 PARIS

CGI

HAVAS CONTACT

Responsabilité administrative en ingénierie

C'est dans ce milieu très spécifique que la fonction est à exercer. Notre société a acquis, en France et bien au-delà, une notoriété certaine dans le domaine des travaux souterrains en grande profondeur ; elle connaît un bon niveau d'activité. Quelques traits encore la caractérisent : une ambiance PME où tout le monde se connaît bien, un grand besoin de faire circuler l'information vu l'imbrication normale des attributions de chacun, et, dans le cadre d'une structure souple, le souci premier d'être efficace.

C'est dans ce contexte que nous voulons vous confier la responsabilité de notre Département Administration. Vous superviserez les services comptables, avec les aspects trésorerie, fiscalité et paye. Votre compétence s'étendra aux problèmes juridiques, à l'administration du personnel et aux services généraux. Au total, de l'ordre de vingt-cinq personnes sous votre autorité. Des attributions donc variées qui exigent une expérience bien assise (au moins une dizaine d'années), s'appuyant sur une formation supérieure de bon niveau (école ou université), d'où vous avez retiré une compétence déjà large. Vu le caractère international de notre activité, un anglais de bon niveau vous est indispensable.

Si vous avez déjà l'expérience de l'ingénierie - ce qui serait très bon - vous voyez bien le type de professionnel qu'il nous faut pour ce poste. Peut-être vous... Dans un premier temps, une lettre à notre conseil SIRCA sous référence 115 210M, en précisant votre rémunération actuelle. Le poste est situé à Paris La Défense.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

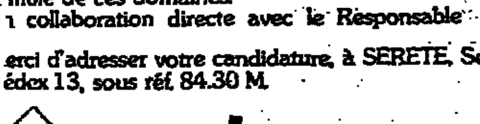
SOURCES

…ERETE (800 personnes), est l'une des premières sociétés françaises d'Ingénierie. Nous opérons en …ance et à l'étranger sur des réalisations industrielles variées (pétrole, chimie, agro-alimentaire, …chniques avancées...). Dans le cadre de notre développement informatique, nous recherchons un

…ngénieur système C.A.O.

…otre Département Organisation et Méthodes …re les moyens informatiques (C.A.O., Bureauti…ue, Gestion) de SERETE, et développe des …plications diversifiées et complexes dans l'en…mble de ces domaines.
…n collaboration directe avec le Responsable système de la C.A.O., vous prendrez en charge l'exploitation de nos matériels (Computer Vision, Dec), et vous participerez aux développements stratégiques dans ce domaine.
Vous êtes de formation ingénieur et vous avez une première expérience de la fonction.

…erci d'adresser votre candidature, à SERETE, Service Recrutement, 86 rue Régnault 75640 Paris …édex 13, sous réf. 84.30 M.



média-system

RECOUVREMENT CONTENTIEUX

Jeune Juriste

Afin de renforcer notre équipe de spécialistes, nous recherchons pour un de nos Services du Siège à PARIS, un jeune juriste (H ou F).

Diplômé d'Études Supérieures (maîtrise de Droit Privé), le candidat aura **une première expérience** de 3 à 5 ans acquise dans un Service **Recouvrement.**

Ce poste requiert des qualités de contact.

Une bonne connaissance de l'anglais serait appréciée.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. et prétentions sous réf. 316 J



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Service du Recrutement - 7, rue Caumartin - 75009 PARIS

bleu

EB

L'Européenne de Banque

recherche pour son département

Exploitation financière

Analyste financier

Spécialiste en valeurs françaises. 2 à 3 ans d'expérience professionnelle.

Gérant de portefeuille

Optique internationale. 3 à 5 ans d'expérience professionnelle.

Pour ces deux postes, formation supérieure et anglais courant sont indispensables.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à l'EUROPEENNE DE BANQUE, Mme DUCLOUX - 21, rue Laffitte - 75009 PARIS. (C.V., photo, prétentions, lettre manuscrite.)

MEDIA PA

SOCIETE INGENIERIE A VOCATION INTERNATIONALE

recherche
pour intégration à son équipe fiabilité

INGENIEUR FIABILISTE

EXPERIMENTE

Formation SUP AERO, Centrale, A.M., INPG ou équivalent
Connaissance fiabilité, mécanique, électronique systèmes
Anglais indispensable

Adresser CV, prétentions et photo sous réf. 86919 à CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra

---

IMPORTANTE SOCIETE ALIMENTAIRE
PARIS, *recherche*

CHEF DE PRODUIT

Pour prise en charge rapide d'une ligne de produits

Il est demandé :

- personnalité dynamique faisant preuve de créativité,
- 2 à 3 ans d'expérience de la fonction complète Chef Produit.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétent. sous réference 86912 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 q. tr.

Pour développer des applications de gestion, la Direction des Services Informatiques du Groupe recherche des

INGENIEURS ANALYSTES

Ils traduiront sous forme de cahier des charges informatiques, des *spécifications d'objectifs définis* en liaison avec les utilisateurs. Ils concevront des solutions, contribueront à leur réalisation et *assureront leur mise en place.*
Ces postes s'adressent à des Ingénieurs Grandes Ecoles ou d'Universités, possédant de 1 à 3 ans *d'expérience de réalisation* et capables d'encadrer de petites équipes.
Des connaissances dans un ou plusieurs des *domaines suivants seraient appréciées* : DPS 8, DM IV, base de données, réseaux et progiciels (IMS-TD).

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 406 M à

Véronique Bourlet
Cii Honeywell Bull
PC OG021C
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20

Bull

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



THOMSON ANSWARE

pour son Département Informatique Industrielle recherche des

Ingénieurs logiciel

pour développer des projets temps réel sur
MINI ou MICRO ordinateur.
Première expérience souhaitée.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à
Claude ASKENFELD sous Réf. IN 18 -
135, rue de la Pompe 75116 PARIS.

THOMSON-CSF COMMUNICATIONS

HEC - ESSEC - ESCP

Nous sommes l'un des premiers Groupes Industriels français et réalisons plus de la moitié de notre Chiffre d'Affaires à l'étranger.

Nous recherchons un jeune cadre débutant pour le

commerce internation

d'un produit énergétique en plein développement. Il s'agit d'un p opérationnel et permettant d'accéder rapidement à des responsab commerciales.

Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable, ainsi qu'une disp bilité à l'expatriation pour l'évolution ultérieure au sein du Groupe.

Si ces perspectives vous intéressent, veuillez adresser lettre manuscrite + CV + 2 photos sous référence 4 MO 62 à CONTESSE PUBLICITE - 20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.



INGENIEUR GRANDE ECOLE

Un savoir faire technique et Un doigté commercial...

Ce qui convient tout à fait à notre département visualisation graphique (fourniture de systèmes interactifs de haute performance tant matériel que logiciel).
Votre savoir faire technique, acquis par exemple pendant quelques années dans un service technique vous permettra de répondre au mieux à différents appels d'offres émanant souvent de la Direction Commerciale et ceci grâce à une assistance efficace de notre service technique.
Votre doigté commercial reposera sur la connaissance et la maîtrise que vous aurez de votre projet. C'est votre persuasion qui fera que votre réalisation passera avant celle des autres, et il faudra persuader à l'intérieur comme à l'extérieur !
Vous serez placé sous l'égide du Chef de Secteur d'activité et serez en même temps le véritable interface entre les directions techniques et commerciales.
Merci d'adresser une lettre manuscrite + CV sous référence 950/7M à Martine BIALOBOS - SINTRA ALCATEL Service des Relations Sociales et de l'Emploi - 1, avenue Aristide Briand 94117 ARCUEIL.

ALPHA CDI RECRUTE !

SOCIÉTÉ DE CONSEIL en Recherche de Cadres

ALPHA CDI, 5 ans déjà, 5 ans au cours desquels nous n'avons cessé de progresser. Notre domaine privilégié : l'INFORMATIQUE. Mais nous recrutons à tous niveaux de postes et dans tous les secteurs.
La fidélité de notre clientèle témoigne de la qualité de nos prestations.
*Nous recherchons un **CONSULTANT SENIOR, diplômé d'Études Supérieures**,* dont le professionnalisme doit être tout autant incontest

Nous aimerions, c'est évident, qu'il développe rapidement un courant d'affaires. Mais nous n'exigerons pas pour autant des références de c de nos confrères.
Nous sommes en effet tout aussi ouverts à la candidature d'un grand praticien de la fonction Personnel, dont l'acquis pourrait lui permettre d'être particulièrement performant dans le domaine du conseil en ressources humaines.

Joëlle DUJOUR étudiera personnellement, et en toute *confidentialité, le dossier que vous voudrez bien lui soumettre* sous référence 521. Adressez-lui au 181, avenue Charles-de-Gaulle - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE – SECTEURS DE POINTE

proche banlieue Nord
FILIALE D'UN GROUPE INDUSTRIEL IMPORTANT

POUR UN SERVICE D'ÉTUDES

chargé de la conception et de l'industrialisation de produits, incorporant Régulation, Puissance, Mesure, fabriqués en petite série pour les secteurs industriels et aéronautiques.

Référence A :

INGÉNIEUR CHEF DE SERVICE ÉLECTRONIQUE

IL PRENDRA LA RESPONSABILITÉ DU SERVICE (15 à 20 personnes).
IL AURA UNE FORMATION GRANDE ÉCOLE ÉLECTRONIQUE et environ 10 ans d'expérience en ÉTUDES et INDUSTRIALISATION.

Référence B :

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS D'ÉTUDES

RESPONSABLES DE PROJETS.
ILS AURONT UNE FORMATION GRANDE ÉCOLE (1 à 5 ans d'expérience).
OU DE TECHNICIEN SUPÉRIEUR (5 à 10 ans d'expérience).
POUR LE SERVICE RÉALISANT DES SYSTÈMES OPTO-ÉLECTRONIQUES complexes pour des applications aéronautiques.

Référence C :

TECHNICIEN SUPÉRIEUR

ÉLECTRONICIEN ou ÉLECTROMÉCANICIEN

IL ASSURERA LE SUIVI, LA MISE EN ROUTE ET LES ESSAIS EN USINE ET *SUR SITE, D'INSTALLATIONS IMPORTANTES.*
IL AURA UNE FORMATION TECHNIQUE SUPÉRIEURE ET UNE BONNE EXPÉRIENCE TERRAIN LUI AYANT APPORTÉ POLYVALENCE, AUTONOMIE ET CAPACITÉ D'INITIATIVE.

Ecrire avec curriculum vitae sous référence respective à :
PRAIRIAL, 47, rue des Tournelles, 75003 PARIS qui transmettra.



INTERTECHNIQUE

AERONAUTIQUE - ESPACE - INFORMATIQUE

recherche :

pour sa Direction Organisation et Informatique :

INGÉNIEURS INFORMATICIENS

(RÉF. D01-1)

Titulaires d'un diplôme d'études supérieures (écoles d'ingénieurs, Miage,...)
Au sein d'une équipe jeune, chez un constructeur, ils participeront, après avoir reçu la formation adéquate, à la conception, la réalisation et la mise en œuvre de vastes projets de gestion en temps réel développés sur les ordinateurs IN 5000. Les projets ont recours aux bases de données relationnelles, aux réseaux et à la bureautique.

La diversité et l'originalité de ces projets ainsi que leur intérêt dans le domaine de l'informatique nouvelle permettront aux candidats de développer leurs connaissances et leurs compétences et d'être à même, ultérieurement, d'assumer d'importantes responsabilités.

Lieu de travail : PLAISIR.

Adresser C.V. avec prétentions, en précisant la référence de l'annonce, à la Direction du Personnel.

INTERTECHNIQUE B.P. N° 1 - 78374 PLAISIR CEDEX

Notre secteur d'activité : l'audio-visuel, nous y occupons une place de premier rang en étant plus particulièrement *spécialisés dans le créneau de l'industrie cinématographique.*
Le dynamisme de notre société et l'avenir qu'il dessine nous oblige à prévoir le renforcement de notre équipe de direction.

Attaché à la direction commerciale

vous deviendrez très vite l'**homme de confiance de la direction générale**, mais votre fonction nécessitera aussi que vous puissiez vous adapter rapidement à tout l'environnement de notre profession.
Notre recherche s'oriente vers un **jeune cadre de formation supérieure** (Ecole de Commerce, avec option gestion) ayant une première expérience de l'entreprise et faisant preuve, dès à présent, d'une très bonne maturité dans les contacts à tous niveaux.
La pratique de l'anglais est indispensable.
Poste basé à Paris.
Prenez contact avec notre Conseil, Jacqueline Fleurent-Didier, en lui adressant lettre + C.V. sous référence 102.01. Elle vous assure sérieux et discrétion dans cette étude.
JFD CONSEIL - *Recrutement-Formation*
102, bd Malesherbes - 75017 PARIS

ingénieur technico-commercia transmissi

Une importante Société recherche pour une division de signali *industrielle, un Ingénieur Technico-Commercial - Transmissio* fibres optiques.
En liaison avec les laboratoires et bureaux d'études, il lance les en s'appuyant sur le réseau commercial de la Société.
Il est rattaché au directeur des ventes de la division mais il a de *tions avec les autres départements.*
Obligatoirement Ingénieur de formation, il a une expérience co ciale confirmée dans le domaine des télécommunications et anglais.
— Poste basé à Paris —
Envoyer CV, photo et rémunération actuelle, en rappelant la réf 47614 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris, qui fera en toute discrétion.

Jeunes DUT gestion et BTS comptabilité

Banque Paris 2e

Importante banque recherche des jeunes gens libérés des obligations militaires pour son département financier, service de comptabilité des sociétés filiales (SICAV, SCPI, Fonds communs de placements, etc.).

Vous êtes diplômé(e)s du *DUT de gestion* ou du *BTS de comptabilité.* Nous vous proposons un poste situé au cœur de Paris : 2e arrondissement.

Merci d'écrire avec C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la réf. 2794/LM à

MEDIA PA
9, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA



Société leader dans la fabrication et la diffusion de produits destinés aux professionnels des industries graphiques (C.A. 200 M.F. dont 50% à l'exportation, 5 filiales à l'étranger).

recherche

CHEF DE PRODUIT MARKETING

(H ou F)

rattaché au directeur du marketing et en relation étroite avec les services commerciaux et logistiques. il sera responsable, dans un premier temps d'une ligne d'instruments de dessin dont il assurera l'évolution et la gestion.

Il devra rechercher une nouvelle répartition des ressources entre les produits actuels et procéder aux études de produits nouveaux. Il élaborera les stratégies de communication, de distribution et de lancement.

Agé de 30 ans environ, de formation supérieure, parlant bien l'anglais, il aura quelques années d'expérience du lancement de produits industriels de grande diffusion (agence ou annonceur).

Ce poste implique un développement ultérieur de la fonction dans le cadre d'une entreprise à taille humaine et performante.

Envoyer C.V. et prétentions à :
MÉCANORMA
78610 LE PERRAY-EN-YVELINES

bleu

Nous sommes une des premières entreprises de distributi françaises et nous recherchons notre

CHEF DE DEPARTEMENT COMPTABILITE DES SOCIETE

DECS, + OGE...

rattaché au directeur des Services Comptables, *au sein de* Direction Financière du groupe. Nous vous confierons la r ponsabilité de la tenue comptable de 70 sociétés et de la con lidation.

Vous travaillerez en liaison notamment avec les Directions J dique, Fiscale et de la Gestion Financière.

Vous élaborerez également les chiffres de la Comptabil Analytique en relation étroite avec la Direction du Contrôle Gestion.

Excellent organisateur, vous animerez une équipe d'une quar taine de personnes.

Dans le cadre de systèmes comptables décentralisés, vo vous appuierez sur des moyens informatiques intégrés et p sants.

L'importance du poste rend impérative une expérience prof sionnelle de 10 ans au minimum.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à la Direction l'Encadrement 66, rue des Archives 75150 PARIS CEDEX 03

Nouvelles Galeries

ORGANISATION PROFESSIONNELLE DU SECTEUR INFORMATIQUE

recherche

UN ATTACHÉ DE DIRECTION

Il sera chargé d'assister le Secrétaire Général sur les questions juridiques, économiques et professionnelles et dans ses rapports avec l'administration, les adhérents et les autres organisations.

Diplômé d'Études Supérieures (I.E.P., Droit, Sciences Éco), il devra maîtriser l'expression écrite, avoir de solides connaissances en Droit, et le sens de l'analyse et de la synthèse, connaître si possible le secteur de l'informatique.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à :
RÉGIE-PRESSE, sous n° T 043.988 M,
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

LABORATOIRE D'ESSAIS D'ENVIRONNEMENT

recherche

INGENIEUR INFORMATICIEN

Expérience de 5 à 8 ans.

Formation de base ESEE ou école équivalente, maîtrisant la programmation Fortran, Temps Réel et le Traitement des Signaux.

Connaissances appréciées en mini 6/43, processeur vectoriel FPS et anglais.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV à SOPEMEA - B.P. 48 - 78142 VELIZY VILLACOUBLAY

Leader français de l'optique industrielle et militaire
(5usines, 1350 personnes dont 135 Ingénieurs)
recherche, dans le cadre de son développement
sur les marchés nationaux et export de haute technologie

INGENIEUR RECHERCHE APPLIQUEE

Sa formation d'Ingénieur généraliste, complétée éventuellement par une formation universitaire, lui permettra d'assimiler rapidement des techniques très diverses et nécessaires à l'opto-électronique : l'informatique, notamment.
Ses recherches incluront la faisabilité des principes.

INGENIEUR ELECTRONICIEN

attiré par la conception de produits nouveaux mettant en œuvre les *techniques opto-électroniques* et micro-informatiques.

sopelem

Transmettre C.V., avec photo et prétentions à SOPELEM
Service du Personnel - 125, boulevard Davout
75020 PARIS.



Fonction Personnel:
VOTRE SECONDE ÉTAPE...
Formation supérieure en Droit du Travail

THOMSON BRANCHE GRAND PUBLIC vous propose de la vivre au sein de l'une de ses filiales commerciales, à Paris.

ADJOINT au CHEF DU PERSONNEL, votre mission sera centrée sur les Relations Sociales. Ce qui implique, outre des qualités évidentes de contact et de communication, l'expérience d'une fonction analogue, si possible dans la Distribution.

Immédiatement opérationnel donc, mobile pour des déplacements en province: vous êtes l'homme de la situation.
Bien conduit, ce poste vous permettra de préparer la 3e étape de votre jeune carrière, dans un Groupe où les opportunités sont multiples.

Merci d'adresser votre candidatures détaillée, précisant vos prétentions à J.P. FANGET-ARDAIL - Direction du Personnel et des Relations Sociales - THOMSON BRANCHE GRAND PUBLIC - 74, *rue du Surmelin* 75020 PARIS.

THOMSON
BRANCHE GRAND PUBLIC

HAVAS CONTACT



LABORATOIRES D'ELECTRONIQUE ET DE PHYSIQUE APPLIQUEE

travaillant en coopération avec l'ensemble des Laboratoires de Recherche PHILIPS

recrute

INGENIEURS GRANDES ECOLES

Réf. 31 Option INFORMATIQUE : Débutants ou quelques années d'expérience en LOGICIEL pour mener des études systèmes dans le domaine de l'informatique domestique et des micro-ordinateurs du futur.

Réf. 12 Option MICROELECTRONIQUE - Physique des solides : Ingénieur technologue pour réalisation de circuits intégrés GaAs.

Ecrire avec CV ET PHOTO au Service du Personnel
3, Avenue Descartes - B.P. 15 - 94450 LIMEIL-BREVANNES.

REALISER L'INTEGRATION DE NOS PRODUITS

Dans le cadre de la réalisation de stations bureautiques l'**INGENIEUR** que nous recherchons sera chargé de la constitution de l'un de nos produits de **traitement de données et d'émulation.**
Il le fera à partir d'éléments matériel, micro-logiciels et logiciels fournis par des équipes de développement.
De formation matériel et logiciel, le candidat recherché a une expérience de 2 à 3 ans dans le domaine de systèmes réalisés à base de micro-processeurs.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre, C.V., prétentions) à Michèle CORBINEAU - BULL TRANSAC - BP 92 *91301 MASSY.*

Bull
Transac

Aujourd'hui, jeune Chef Comptable...

... dans quelques années, DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER de notre PME (150 personnes - C.A. 83 : 140 Millions-Frs.).
Nous avons acquis une position de leader dans notre spécialité : le conditionnement et la commercialisation d'articles de grande consommation.
Cet acquis, nous voulons encore le développer.
Nous recherchons donc un jeune Chef Comptable qui partage notre état d'esprit.
Il devra être capable d'évoluer personnellement et nous le prouvera en prenant la responsabilité de notre comptabilité générale et analytique, de la trésorerie, de la préparation des bilans et du contrôle des déclarations fiscales et sociales. Rattaché à notre Directeur Administratif et Financier actuel, il encadrera 4 personnes.
De formation supérieure (Sup de Co + DECS) il aura une expérience professionnelle comptable d'au moins 4 ans incluant l'animation d'une petite équipe. Anglais souhaité.
Lieu de travail : ORLY VILLE. Rémunération : 190.000 F.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite C.V., photo et prétentions) sous réf. 84363 M à

Selecom 225, rue du Fbg Saint Honoré 75008 PARIS.

SODERN

La SODERN conçoit et réalise des équipements de haute technicité dans les domaines du Nucléaire de l'Espace, des Systèmes Automatisés et de la visualisation.

La SODERN recherche un

INGENIEUR REDACTEUR TECHNIQUE

Il sera responsable de la conception et de la rédaction des notices d'utilisation et de maintenance des équipements que nous réalisons.

Le candidat alliera rigueur et bon niveau technique général, et aura l'expérience de la rédaction technique.

Connaissance de l'anglais exigée.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature au
Service du Personnel SODERN
1, avenue Descartes
94450 Limeil-Brévannes.

Sud Paris

250.000 factures par an.

gérer les comptes clients

- notre société vend par cinq canaux dont la comptabilité client vous sera confiée.
- vous avez trois à cinq ans d'expérience et une formation vous ayant initié à la comptabilité.
- vous participerez à l'organisation informatique en cours.
- notre société occupe une place de choix sur son *secteur et jouit d'une réputation de* sérieux et de solidité.

Si vous désirez participer à ce recrutement, envoyez votre C.V. sous la référence 641-11 à notre Conseil :

ONOMA 26, rue de Berri 75008 PARIS
(confidentialité, réponse assurées)

Inspecteur du cadre

Importante Société d'Assurances à forme mutuelle, ayant un réseau de 500 Agents et dont le Siège se situe à Paris, recherche pour animer un réseau existant : Inspecteur du Cadre IARD.
Circonscriptions : 91, 92, 94 et Sud du 77.

- Vous avez une expérience de 5 ans minimum dans la fonction d'inspection (contrôles financier, technique, animation/production, recrutement, formation).
- Vous pouvez justifier de connaissances juridiques.
- Vous êtes dynamique, disponible, doté d'auto-discipline, de diplomatie, mai aussi de fermeté et de rigueur.

Vous nous intéressez.
Merci de nous adresser lettre manuscrite, C.V. et photo, sous réf. 3496 à

ID **IMPACT DEVELOPPEMENT**
Monceau Commercial Building
38, rue de Lisbonne 75008 PARIS

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

publival

IMPORTANTE SOCIETE DU SECTEUR PUBLIC
recherche

cadre comptable et financier

25 ans minimum, de formation supérieure (type grande école de commerce) + DECS. Expérience professionnelle souhaitée mais non indispensable. Il(elle) sera chargé(e) du Contrôle des Comptes de plusieurs services comptables décentralisés, devra veiller à l'application et au bon fonctionnement des procédures, et proposer d'éventuelles améliorations.
Poste à Paris avec déplacements en Province (50% du temps).
Rémunération selon qualification et expérience, non inférieure à 120.000 F.
Nombreux avantages sociaux.

Merci d'écrire avec CV et photo sous réf. Y169 à
PAJ CONSEIL 8 avenue de Camoëns 75016 PARIS

paj CONSEIL EN RECRUTEMENT

Lion Publicité

---

paris

GROUPE EUROPEEN D'ASSURANCES
recherche pour sa Direction FRANCE

• LE RESPONSABLE DU SERVICE SINISTRES
I.A.R.D.

- Maîtrise de droit EXIGEE
- Excellent Juriste

• UN ACTUAIRE

Il aura des responsabilités dans la gestion et l'encadrement du Département VIE

Pour ces deux postes, les candidats seront âgés de 30 ans au moins et auront une expérience de 3 à 5 ans dans des emplois similaires, en compagnie d'assurances ou courtage.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence 3653 à PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire 75011 Paris qui transmettra.

---

6 jeunes ingénieurs

CENTRALE - A.M. OU EQUIVALENT

135.000 F +

Pour répondre au défi des années 90, un Groupe Industriel Français, désire intégrer dès maintenant 6 jeunes ingénieurs (1er emploi ou dotés d'une toute première expérience). Il doit leur être confié à terme d'importantes responsabilités au niveau des Directions d'usines ou centres de profit.

En première *insertion (2/3 ans), ils se verront confier des* activités de Bureau d'Etudes - Maintenance où ils pourront, dans le cadre des investissements, conduire des projets depuis le pilote jusqu'au démarrage industriel.

Le Groupe disposant de sites répartis sur l'ensemble du territoire, il pourra être tenu compte des préférences géographiques.

Un goût pour le Génie Chimique est apprécié.

Adresser au **Cabinet RCC** lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo en précisant la référence **412-M.**

RCC Recherche / Conseil / Cadres CSNCR
6, AVENUE DU COQ - 75009 PARIS

INGÉNIEURS DÉBUTANTS

Diplômés Grande Ecole ou DEA Universitaire pour :
TRAVAUX DE RECHERCHE BATIMENT.

Plusieurs postes disponibles Paris-Province.
Domaines : énergie nouvelle, matériaux, informatique...
Durée 1 an.

Adresser curriculum vitae à : IRBAT,
242 bis, boulevard Saint-Germain, 75007 PARIS.

Notre Direction des Applications et Systèmes recherche des

INGENIEURS INFORMATICIENS

pour les intégrer dans les équipes responsables de développement de logiciel de projets complexes pour *les clients dans les domaines de : systèmes temps réel,* réseaux d'informatique distribuée, téléinformatique.
Ils se verront confier des études, tant au niveau de l'avant-vente (étude de configurations, devis techniques) que de la réalisation (specifications de logiciels et de matériels spéciaux, programmation, démarrage sur site).
Ces postes s'adressent à des candidats diplômés d'une Grande Ecole d'Ingénieurs ou de l'Université ayant acquis une spécialisation en informatique, soit au cours de leurs études, soit au cours d'une première *expérience professionnelle.*
Lieu de travail : LOUVECIENNES (78).
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 212 M à

Gilbert Passekaraile
Cii Honeywell Bull
PCOG021C
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20



Editeur livres micro-informatique

Pour renforcer ses équipes travaillant sur les techniques nouvelles, HACHETTE, leader français de la Communication (13 000 personnes, 9 milliards de CA) recherche un jeune EDITEUR de LIVRES de MICRO-INFORMATIQUE grand public et professionnelle.

Cet EDITEUR, responsable de la publication d'ouvrages originaux d'auteurs français et d'adaptations de livres étrangers, sera en contact direct avec les *auteurs* et assurera la coordination de *l'ensemble des opérations qui aboutissent à l'impression.*

Votre formation *supérieure scientifique,* votre connaissance approfondie de la *micro-informatique et votre pratique* de l'anglais technique, sont les atouts qui vous *permettent* d'être un candidat sérieux à ce poste. Si vous aviez fait un premier pas dans l'Edition ce serait encore mieux.

Ecrivez-nous : (lettre manuscrite + CV) sous référence 333.

Service Gestion des Cadres, 12 rue François 1er, 75008 Paris,



HACHETTE

AUDITEURS

HEC - ESSEC - DECS...

L'Inspection Générale de la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, vous offre au sein d'un des premiers groupes Bancaires, dans une organisation décentralisée des postes d'

AUDITEURS CONFIRMES

Réf.887A

Votre expérience professionnelle de 3 ans minimum passée de préférence dans un cabinet d'expertise comptable vous conduira à effectuer des missions de contrôle ou d'audit auprès des Groupes Régionaux.

AUDITEURS DEBUTANTS

Réf.887B

Après une *formation* adaptée, *vous serez chargés au sein d'une équipe d'effectuer un diagnostic sur l'ensemble des fonctions et sur la gestion des établissements bancaires affiliés au groupe.*

Ces postes impliquent des déplacements fréquents et peuvent déboucher à terme sur une évolution de carrière.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature en indiquant la réf. (lettre manuscrite + C.V. + rémunération souhaitée) à Henry YVAN, CNCM Direction des Relations Humaines, 88 rue Cardinet 75017 PARIS.

Crédit Mutuel

Curriculum

Jeune Cadre Commercial

FORMATION SUPERIEURE
Paris et Lyon

HEBDOMADAIRE DIFFUSION NATIONALE : *Vendre de l'espace publicitaire, c'est avant tout vendre une idée, ou des idées.* C'est dialoguer au plus haut niveau avec des entreprises, des administrations, des banques, des agences de publicité. C'est côtoyer des gens qui, eux aussi, ont des idées et c'est, de la confrontation mutuelle, faire naître l'achat. Vendre de l'espace, c'est participer activement à la vie de notre journal, c'est être responsable d'un Chiffre d'Affaires d'une dizaine de millions. Appartenant à un puissant Groupe de Presse, nous nous adressons à un lectorat varié dans tous les secteurs de l'activité industrielle et commerciale. Notre petite équipe de jeunes Chefs de Publicité (28-32 ans) accueillera en alter ego des candidats de même âge pour peu qu'ils soient dotés d'un véritable tempérament commercial doublé d'une forte personnalité. Une première expérience de la vente de services est indispensable. *Nous avons deux postes à pourvoir, l'un à Lyon (ce qui exige, en outre, une réelle autonomie) et l'autre à Paris. Notre groupe offre des perspectives de carrières très intéressantes à des candidats de valeur.* ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de bien vouloir adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 401274 M.

35 rue du Rocher 75008 Paris

ORION
l'homme et l'entreprise

AFCOREM

Agence de l'Informatique

Établissement public industriel et commercial, recherche son

responsable budget - programmation

Rattaché au *Secrétaire Général, ses fonctions* consisteront en relation avec les 4 directions de l'Agence dans :

- l'élaboration et le suivi des budgets de l'Agence,
- le contrôle de la régularité FINANCIERE et juridique des contrats.

Ce poste nécessite une *parfaite maîtrise des règles de la comptabilité* publique, complétée d'une bonne connaissance de la fiscalité, du Droit des contrats et des marchés publics.
Une expérience similaire au sein d'une entreprise publique est indispensable à l'exercice de ces fonctions.

Adresser lettre manuscrite, c.v., prétentions à Mme Helleboid
Agence de l'Informatique - Tour Fiat cedex 16 - 92084 Paris la Défense.

Axiel Publicité

IMPORTANT ORGANISME PARA-PUBLIC
(12 000 personnes - 2 000 centres)

recherche
son

AUDITEUR INTERNE

Le candidat retenu, de niveau *DECS,* mettra en place la fonction, sous *l'autorité de la Direction* Comptable et en relation avec *les auditeurs* externes, pour assurer *la révision comptable des établissements et l'assistance de gestion auprès des centres locaux.*

Ce poste pourrait convenir à toute jeune personne réunissant de profondes qualités de contact, le sens de l'organisation, une première expérience de la *révision et le goût des déplacements.*

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence CR 1283, à :

COFINOR
49, boulevard de Courcelles - 75008 PARIS

SERMEC

INGENIEURS COMMERCIAUX

-MINI-SYSTEMES-

Notre vocation est d'intervenir dans le domaine du traitement de l'informatique par le biais d'un département Etudes et d'un département Informatique.

Le doublement du volume annuel de nos affaires nous conduit à promouvoir le développement d'une base sur une partie de la **PROVENCE,** et à créer 2 postes pour lesquels nous souhaitons rencontrer des candidats de formation supérieure type Sup de Co. *dotés d'une 1re expérience* de la vente *de produits* informatiques ou des autodidactes confirmés.

Leur mission consistera après une période d'intégration, à suivre la clientèle existante et à développer avec la plus large autonomie leur secteur respectif.

La rémunération - attractive - valorisera leurs performances.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 105 / 84 à :

IS CONSEIL
34, cours Gouffé
13286 MARSEILLE Cédex 6



IS CONSEIL *PARIS - LYON - MARSEILLE*

INTERTECHNIQUE

AERONAUTIQUE - ESPACE - INFORMATIQUE

recherche :

pour son service d'études Télémesure et Systèmes :

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN GRANDE ÉCOLE

(RÉF. UL-5)

Débutant ou ayant quelques années d'expérience, apte à diriger des études et réalisations de systèmes électroniques et informatiques d'acquisition et de traitement de données dans les domaines aérospatial et nucléaire.

Lieu de travail : *LES ULIS*

AGENTS TECHNIQUES ÉLECTRONICIENS BTS ou DUT

(RÉF. UL-6)

Débutants ou ayant un à deux ans d'expérience.

Lieu de travail : LES ULIS.

Adresser C.V. avec prétentions, en précisant la référence de l'annonce, à la Direction du Personnel.

INTERTECHNIQUE B.P. N° 1 - 78374 PLAISIR CEDEX

AFCOREM

Carrière Bancaire Sud-Est

Une grande Banque Internationale recherche pour son réseau de Province

2 Exploitants Cl.V

connaissant bien la clientèle grandes entreprises et les opérations avec l'Etranger.
Bon Anglais.
Notions d'Allemand appréciées.
L'évolution de carrière passe, à moyen terme, par une affectation à l'Etranger.
Adresser C.V. + photo ss réf. 2548/JR à :
Monsieur ANTONIN
40, rue Olivier de Serres 75015 PARIS

BANCA NAZIONALE DEL LAVORO
recherche

CAMBISTE AIDE-CAMBISTE

Anglais indispensable.

Merci d'adresser C.V. et prétentions
26, avenue des Champs Elysées 75008 PARIS.

BRANDT ARMEMENTS

recrute dès à présent pour sa

DIRECTION DES ÉTUDES ET DU DÉVELOPPEMENT

INGÉNIEURS DIPLÔMÉS *HF*

ENSTA - ECP - ECL - ENSAE - ENSAM - ENSMA - ENSM - ESE - ENSERG

Compétents en :

- Construction mécanique.
- Électromécanique de précision.
- Électronique.

Débutants ou première expérience pour conception, essai, industrialisation dans des nouveaux programmes d'armements.

Diverses possibilités d'évolution de carrière.

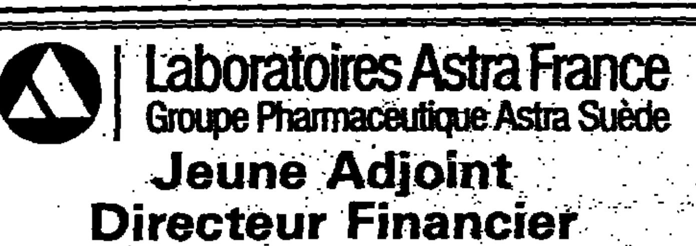
Lieu de travail : **Saint-Denis (93) ou La Ferté-Saint-Aubin (45).**

Écrire à la Direction du Personnel, 52, Champs-Élysées, 75008 PARIS.

HAVAS CONTACT



THOMSON



Laboratoires Astra France
Groupe Pharmaceutique Astra Suède

Jeune Adjoint Directeur Financier

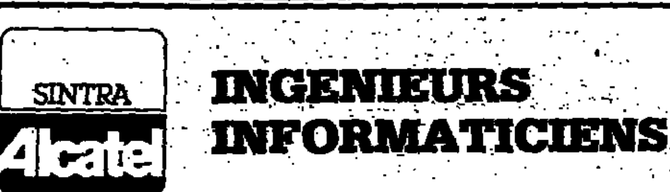
Avec un Chiffre d'Affaires de 3 milliards de F. et un effectif de *6200 personnes.* ASTRA *est le premier* Groupe *pharmaceutique* scandinave. Soucieux de développer le contrôle interne, le Directeur Financier de la filiale française recherche son Adjoint qui sera chargé de l'assister dans tous les domaines de la fonction. Il s'occupera plus particulièrement du contrôle de gestion (siège et usine), du développement, de l'informatique, de l'organisation et de la gestion de *la tresorerie.*
Débutant ou ayant acquis une première expérience, le candidat recherché est diplômé de l'enseignement supérieur (Grande Ecole de Commerce, Maîtrise de Gestion ou équivalent) et a une bonne pratique de la langue anglaise.
Son sens de l'initiative et ses qualités relationnelles lui permettront *d'évoluer de façon favorable au sein de notre Société.*
Poste basé à Nanterre.

Yves KERNEVEZ *traitera les candidatures sous réf.* **M 124.**



Mutte, Kernevez & Ass. s.c.m
27, rue du Général Foy 75008 PARIS

AFCOREM



SINTRA Alcatel

INGENIEURS INFORMATICIENS

Nous recherchons pour notre secteur d'activité
VISUALISATION GRAPHIQUE en expansion

ingénieur logiciel

EXPERIMENTE

pour participer au développement de LOGICIELS DE BASE pour terminaux graphiques et prendre en charge le système d'exploitation local.
(Réf. 936/ID 5)

jeune ingénieur informaticien

chargé du développement de LOGICIELS DE BASE sur processeurs 8086 ou/et 68000 pour terminaux graphiques, interactifs et temps réel. (Réf. 936/ID 16)

ingénieur études

EXPERIMENTE

Il lui sera confié la conception et la réalisation de sous-ensembles électroniques à base de microprocesseurs. Le travail comportera le suivi de la phase d'industrialisation. (Réf. 950/ID 12)

Adresser lettre manuscrite, C.V. et niveau de rémunération avec la référence du poste à Martine BIALOBOS
Service des Relations Sociales et de l'Emploi - 41, rue Perrier
92120 MONTROUGE.



EUREST

Une des premières sociétés françaises de restauration
C.A. 1,2 Milliard de Francs - 5.000 salariés en France
recherche dans le cadre de son expansion
pour sa Direction Financière à PARIS

un Assistant Controleur de Gestion

MISSION :
Participer directement :

- à l'élaboration des budgets
- à l'analyse de la gestion des exploitations
- à l'étude économique et financière des projets de développement.

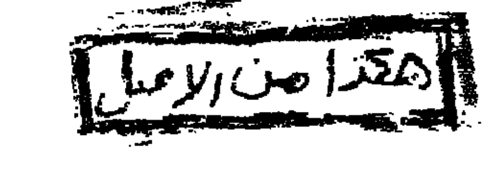
PROFIL :

- Formation Supérieure, type Ecole de Commerce, Sciences Po, Maîtrise de gestion ...
- Une première expérience réussie d'environ 3 ans dans une fonction similaire.

La dimension de notre groupe et son expansion rapide vous offrent à moyen terme des perspectives d'évolution de carrière.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, lettre, CV, photo et prétentions à :
Société EUREST — Service Recrutement et Développement
14, rue d'Athènes - 75009 PARIS.

JRP/Jean Renier Publicité



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

FAIRCHILD
Société du Groupe SCHLUMBERGER,
un des leaders dans les semi-conducteurs,
recherche pour sa filiale située à MONTROUGE :

Chef service administration des ventes

DUT-BTS de gestion

Il dépendra du Directeur Commercial et devra :
- obtenir des usines à l'étranger des renseignements précis qu'il aura à fournir aux clients ou aux distributeurs à tout moment,
- *savoir se servir de l'outil informatique,*
- gérer les stocks,
- être parfaitement bilingue anglais.

Merci d'adresser C.V. et prétentions à M. MARCIANO - **FAIRCHILD CAMERA INSTRUMENTS - B.P. 655 - 92542 MONTROUGE Cedex.**

FAIRCHILD
A Schlumberger Company

La direction financière d'une importante entreprise (C.A. supérieur à 1 000 000 000 F) recherche pour renforcer ses structures

1) Adjoint au chef du Département Comptable

avec expérience comptabilité générale - fiscalité et encadrement de 11 personnes.

2) Adjoint au Chef du Département Gestion

avec expérience d'étude, organisation, évolution des systèmes de gestion informatisés.

A ces postes est souhaitée une formation supérieure (DECS et/ou Ecole Supérieure de Commerce) et plusieurs années d'expérience en entreprise permettant une évolution ultérieure dans la fonction.

Rémunération de l'ordre de 160.000 F.

Merci d'adresser votre lettre de candidature + C.V. sous la réf. 460 M à Alain SARTON

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.

BANQUE INDOSUEZ

recherche pour son secteur
FINANCEMENTS MARITIMES ET AERONAUTIQUES

2 cadres expérimentés

FORMATION SUPERIEURE COMMERCIALE ET/OU JURIDIQUE

Vous êtes depuis 3 à 5 ans dans un établissement bancaire ou dans une direction financière d'une compagnie maritime ou aéronautique.
Vous y avez acquis une expérience, soit d'analyse financière et/ou de négociation de contrats internationaux, soit d'opérations de leasing en France ou à l'étranger.
VOTRE MISSION : prendre en charge l'étude et contribuer aux montages juridiques et financiers des dossiers de la clientèle maritime, aéronautique et offshore.
Une parfaite connaissance de l'Anglais est indispensable. La connaissance de l'Espagnol serait appréciée.
Merci d'adresser votre candidature détaillée (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous référence 21 PB à BANQUE INDOSUEZ
Service Recrutement - Carrieres - Formation
44, rue de Courcelles - 75008 PARIS

Organisation et Publicité

Ingénieur système

pour le siège social

Ce spécialiste confirmé complètera l'équipement Système sur I.B.M. 30.32
Connaissances souhaitées MVS et/ou IMS et/ou VTAM/NCP.
Débutant accepté.

SOPAD Nestlé

Adresser C.V. à la Direction du Personnel : SOPAD-NESTLE 17, quai Paul Doumer 92411 Courbevoie Cédex.

Laboratoire UPJOHN
PARIS LA DEFENSE
recrute

Analyste programmeur

Dans le cadre de son développement exceptionnel (C.A. 1984 prévu 500 M. de F.) la filiale française (450 personnes) de cet important laboratoire pharmaceutique international crée ce nouveau poste au sein de son département informatique (7 personnes).
Ce poste englobera les études, le développement et la maintenance des applications de gestion sur un matériel IBM 36.
Le candidat intéressé aura :
- une formation DUT, AFPA..., une expérience d'environ 2 à 3 ans, une pratique obligatoire du système IBM 34 en GAP II intéractif.
La connaissance de l'anglais sera un atout supplémentaire.
Les conditions seront particulièrement attractives pour un candidat de valeur.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et *prétentions à Direction du Personnel*
Laboratoire UPJOHN - Tour Franklin
92081 PARIS LA DEFENSE

---

2 Jeunes chefs de zone export

Base : PARIS — environ 165.000 F.

Zones géographiques :
- 1. CEE - USA
- 2. SCANDINAVIE - PAYS DE L'EST
EXTREME ORIENT - AMERIQUE LATINE...

Vos responsabilités : rattachés au Chef de service vous appliquez la politique commerciale avec une large autonomie.
La moitié du temps sur le terrain, vous animez un réseau *d'agents et de filiales commerciales de l'entreprise.*
Vous étudiez les marchés et leur évolution pour en tirer le meilleur profit.

Votre profil : 28 ans environ, de formation supérieure (HEC, ESC, écoles d'ingénieurs, Droit...), et une première expérience commerciale en milieu industriel d'environ 2 ans, de préférence à l'exportation.
Anglais ou allemand courant, 2ème langue très appréciée.

Notre société : 6000 personnes, leader dans la production d'aciers spéciaux, est intégrée à un très important groupe sidérurgique français. Elle réalise 40 % de son C.A. à l'export.

L'avenir : un commercial enthousiaste et de talent évoluera au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence 84367 en précisant la zone qui a votre préférence à

Selecom — 225, rue du Faubourg Saint Honoré - 75008 PARIS.

Ingénieur financier

Au sein d'un des principaux groupes industriels français, a été créée une structure commerciale prospectant de nouveaux marchés. Un service d'ingénierie financière participe à ce développement en établissant des montages financiers adaptés, en participant activement à leur réalisation, et en conseillant le réseau d'ingénieurs commerciaux.
Pour faire face à l'expansion de la société, le chef du service d'ingénierie financière recherche le quatrième membre de son équipe. Agé d'environ 30 ans, de formation grande école de commerce, il aura acquis une solide expérience au sein d'une banque *ou du service financier d'une importante entreprise industrielle, notamment en* matière d'analyse financière et de financements à court, moyen et long terme.
Envoyer CV détaillé et salaire actuel, sous réf. 3543 (mentionnée sur l'enveloppe) à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 *Paris qui transmettra.*

L'U.R.S.S.A.F. DE PARIS
SÉCURITÉ SOCIALE

recrute par concours

DES AGENTS DE CONTROLE DES EMPLOYEURS

Peuvent être candidats les personnes âgées de 25 ans minimum au 1er juillet 1985, titulaires d'un des trois certificats du D.E.C.S. ou d'un diplôme équivalent, par exemple Licence en Droit ou Sciences Economiques, et pour celles du sexe masculin dégagées des obligations militaires.

Si vous êtes intéressé (e) vous pouvez retirer un dossier d'inscription et vous informer auprès de L'U.R.S.S.A.F. de Paris.

3, rue Franklin, B.P. 430, 93518 MONTREUIL CEDEX, Secrétariat du contrôle : Poste n° 2.127, 21e étage.

Les inscriptions seront closes le :
6 FÉVRIER 1984.

Le concours d'accès à cette formation se déroulera en avril 1984, le début de la scolarité rémunérée étant fixée au début septembre.
- Salaire annuel brut de début : 75.601,40 F.
- Déroulement de carrière jusqu'à : 186.332,64 F.
- Possibilités d'avancement en fonction des compétences.

Pour renforcer son équipe, notre Direction du Contrôle Interne recherche des

AUDITEURS INTERNES

débutants ou ayant une première expérience professionnelle en entreprise.

Diplômés de l'enseignement supérieur (Grandes Ecoles de Commerce, DESS...), nous vous confierons, après un complément de formation à nos méthodes, des missions d'audit opérationnel et financier dans tous les secteurs du groupe en France et à l'étranger (déplacement : 30 à 50% du temps). Nombreuses possibilités d'évolution au Siège, dans nos centres de production et filiales.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 407 M à
Véronique Bourlet
Cii Honeywell Bull
PC OG021C
94, av. Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20



LEVI TOURNAY

G ENIE
L O G I C I E L

Vous êtes ***ingénieur Réseaux****, ajoutez le* ***génie logiciel*** *à vos compétences en entrant dans la société qui a créée le 1er outil de CAO de logiciel français* ***(SOFTPEN)****. Nous vous formerons à nos méthodes de spécification et de conception structurée par objets/types abstraits pour la réalisation de vos projets dans le domaine des réseaux (X25, HDLC,...).*
Adressez votre candidature avec C.V. sous réf : M 23 à : I.P.I. 26, rue du Renard 75004 PARIS.

INTERCOR ETUDES

Société d'Etudes de Marchés située dans les Yvelines recherche pour gérer et développer portefeuille de clientèle panel de distributeurs

CHARGÉS (ées) d'ÉTUDES

Débutants ou première expérience, niveau d'études supérieures commerciales et/ou marketing.
Goût des chiffres et de l'analyse marketing indispensable.
Envoyer C.V., photo, prétentions sous n° 44.982
HAVAS CONTACT
1, place du Palais-Royal
75001 PARIS qui transm.

ERIN

recherche pour réalisation de logiciel :
- Informatique industrielle.
- Logiciel de base (mini-micro).

DES INGÉN. GRANDES ÉCOLES UNIVERSIT.

Option : informatique, automatique, électronique. *Débutant à 3 ans d'expérience.*
Connaissance des matériels MITRA-SOLAR et langages LTR, FORTRAN, ASSEMBLEURS appréciée.
Les candidats retenus seront convoqués dans les 15 jours.

Ecr. avec C.V. s/réf. 6.102 à AXIAL PUB, 27, rue Taitbout, Paris-9e, qui transmettra.

SOCIETE
INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
filiale d'un grand groupe recherche

- pour développement logiciel temps réel :

INGENIEURS SYSTEMES ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Connaissant bien le matériel DEC et les systèmes R.S.X. 11 M et R.T. 11.

- pour établissement technique, estimation des offres et suivi technique des dossiers :

INGENIEUR D'AFFAIRES - INFORMATICIEN

Pour tous ces postes la maîtrise de la langue anglaise est souhaitée.

Envoyer C.V., photo et prétentions s / réf. 1264 à
SIETAM - M. GUIDICELLI
42 / 48, avenue du Président Kennedy
91170 VIRY-CHATILLON

CASINO ENGHIEN
(10' Nord de Paris)
recherche

CADRE POUR COMITÉ DE DIRECTION

Activité de nuit

Le candidat doit être français ou de la C.E.E. 35 ans minimum et possède de bonnes notions bancaires. Anglais apprécié.

Adresser C.V. + photo + prét. à SEETE sous réf. 1.041
3 avenue de Ceinture
95880 ENGHIEN.

Sté PARISIENNE

recherche

COLLABORATEUR (trice)

A TEMPS COMPLET
Pour contrôle de documents *comptables et fiscaux* de professions libérales, suivi et saisi informatique des dossiers.
Licence ou maîtrise en droit
Notions comptables.
Débutant accepté.

Envoyer C.V. manuscrit + prét. sous n° T 044.405 M
RÉGIE PRESSE
85 bis, *rue Réaumur*, PARIS-2e.

---

secrétaires

IMPORTANTE SOCIETE
Près de Boissy St-Léger (94)
recherche

SECRETAIRE DE DIRECTION

Pour poste de haut niveau
Ayant BTS et au moins 5 ans d'expérience du secrétariat de direction
Adresser CV, photo et prétentions sous réf. 86915 à CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra

---

SOCIETE DE CONTROLE FIDUCIAIRE
recherche

AUDITEURS

HEC - ESSEC - ESC - IEP
UNIVERSITAIRES 2è et 3è cycle
- Pratique Cabinet environ 1 an
- Pratique Cabinet minimum 3 ans et titulaire du DECS

pour participer aux missions variées d'un cabinet important. Préparation aux examens d'Expertise comptable facilitée par séminaires internes animés par les spécialistes de

LA REVUE FIDUCIAIRE

Envoyer CV et photo à Société de Contrôle Fiduciaire
Département Recrutement - 100, rue Lafayette
75010 PARIS.

STÉ ÉTUDES DE MARCHÉ
recherche
CHARGÉ (E)
ÉTUDES QUANTITATIVES
quelques années expérience professionnelle en cabinet.
Envoyer C.V. E.S.O.P., 92, avenue d'Ivry, PARIS-13e.

AGENCE DE PUBLICITÉ
à Neuilly-sur-Seine
recherche Juriste à mi-temps (horaires à déterminer) pour prendre en charge la vie sociale d'un groupe de sociétés. *Une connaissance en* droit de la publicité serait un atout supplémentaire

Envoyer C.V. et prétentions à Evra Bach Consultants, 54, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

IMPTE SOCIÉTÉ PARIS
recherche

ATTACHÉ (E) de PRESSE RP

Possédant solide formation et expérience de la fonction. Situation stable et évolutive. Prière adresser C.V. et prét. à BI ANNONCES s/réf. 5.406, 95, r Taitbout, 75009 PARIS.

ASSOCIATION 1901
D'ACTION SOCIALE
recrute

DIRECTEUR

Compét. éducation populaire.
Formation gestion.
Ecrire sous le n° T 044.006 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Association culturelle Paris recherche secrétaire à *mi-temps* pour son secteur spectacle entreprise (poste évolutif).
Ecr. au Monde qui transmettra.
Ecr. s/n° 7.396 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

---

formation professionnelle

Accédez aux métiers de :

PROGRAMMATION MICRO

Stage MEL 84.02.01 agréé CPE de Février au 30 Mai 84. Tél. 205-24-63 Mme EDON tte l'année : préparation BTS.

---

propositions diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIERES (C 16) B.P. 402.09 PARIS.

Les possibilités d'emplois à l'ETRANGER sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) B.P. 291.09 PARIS.

OFFRES D'EMPLOIS

Établissement spécialisé dans études et recherches relatives à l'environnement (40 km Sud Paris).

Recrute pour son secteur activité "ANALYSE INSTRUMENTALE"

INGÉNIEUR PHYSICO-CHIMISTE

(35 ans minimum)

ayant au moins 10 années d'expérience, particulièrement dans la pratique de l'analyse de l'air (et si possible de l'eau).

Son sens du commandement, ses qualités d'organisateur, ses connaissances scientifiques et techniques seront utilisées pour assumer, à la tête d'un service dont il aura la responsabilité, les missions ci-après :

- gérer le budget de fonctionnement du service.
- proposer et conduire des recherches d'intérêt général en matière d'environnement industriel.
- diriger des campagnes de mesures de polluants sur sites industriels.
- mettre au point et évaluer des appareillages de contrôle et de mesure.

Ecrire avec C.V., références, photo et prétentions sous réf. 70167 M à BLEU Publicité 17, rue du Dr Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX

Un cadre financier praticien de la gestion

Paris ***Grande Ecole***

Une «institution» de grand prestige souhaite s'attacher la collaboration d'un cadre de 30 ans minimum, ayant cinq ans d'expérience en entreprise, pour lui confier la responsabilité de fonctions très diversifiées. Dépendant du Directeur Général, il sera en effet chargé du contrôle de gestion, de la gestion financière, de la trésorerie et de l'exploitation de l'outil informatique.

Ce poste implique rigueur, autonomie et capacité d'assumer des responsabilités multiples.

Adressez un dossier de candidature complet, sous référence 1399, à Madame Gourarier, 7 rue de Logelbach 75017 Paris.

EQUIPEMENTIER AUTOMOBILE C.A. 500 M.F.

FILIALE GROUPE AMERICAIN EN PLEINE EXPANSION

RECHERCHE :

SENIOR PRODUCT MANAGER REVENTE

RENDANT COMPTE AU DIRECTEUR GENERAL

Responsable du compte d'exploitation de la gamme des produits de revente, il en fixe l'évolution.

Il recherche mondialement les fournisseurs, négocie les achats, détermine la politique commerciale, fournit à la force de vente les instruments d'action.

Il nous faut un «entrepreneur» maîtrisant l'anglais et connaissant les grossistes automobiles.

Un jeune manager ayant fait ses preuves dans ce poste aura de réelles perspectives d'évolution.

IMAGO

Rémunération de départ : 250 000 Frs/an

Ecrire sous ref. 280 795 M - Régie Presse 85 bis rue Réaumur 75002 Paris

---

VILLE DE NOISY-LE-GRAND (Seine-Saint-Denis) MARNE-LA-VALLÉE (44.000 habitants) RECHERCHE :

3 ATTACHÉS COMMUNAUX

1\. — Pour assurer direction de la cellule administrative des Services Techniques (marchés, délibérations, arrêtés, contentieux, coordination du personnel).

2\. — Pour direction du service d'Action Sociale (Aide Sociale, 3e âge, logement).

3\. — Pour seconder le Directeur des Relations Publiques, des Affaires Culturelles et de l'Animation.

De profil administratif, sera principalement chargé (e) :

- Du suivi administratif des dossiers.
- Des relations publiques : (suivi des fichiers associatifs — des personnalités — relations avec la presse - réceptions — gestion des salles municipales — affichage municipal).

CONDITIONS STATUTAIRES : Prime de fin d'année.

Expérience dans un poste similaire appréciée.

ENVOYER CURRICULUM VITAE détaillé à : Mme le Maire de NOISY-LE-GRAND. Secrétariat général Place de la Libération 93160 NOISY-LE-GRAND.

ORGANISME PUBLIC recherche

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Formation supérieure. Trois années minimum d'expérience. Connaissances PL1/APL/COBOL, pour :

- Participer élaboration, logiciel, traitement information.
- Analyse organique, écriture programmes, tests, mise en exploitation d'applications.

Adr. C.V. à C.F.C.E. 10, av. d'Iéna, 75016 PARIS.

ORGANISME DE PRÉVOYANCE Paris-12e, recherche

COMPTABLE H/F

EXPÉRIMENTÉ (E)

Pour poste cadre impliquant la prise en charge de la section comptabilité générale paie et trésorerie. Formation minimale D.E.C.S. - D.U.T.

Expérience comptabilité paye sur informatique souhaitée.

Env. C.V. et photo s/réf. 86.708 à CONTESSE PUBLICITÉ, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01.

P.M.E. DISTRIBUTION PRODUITS CHIMIQUES INDUSTRIELS Boulogne-Billancourt recherche

TECHNICO-COMMERCIAL

- Niveau minimum B.T.S. chimie + expérience 4 à 5 ans production et/ou vente en parachimie, peintures, adhésifs, galvanoplastie, etc..., exigée.
- Bonnes notions anglais et allemand souhaitées. Poste à pourvoir immédiatement.

Env. lettre manuscrite avec C.V., ph. et prétent. à PARAPHE s/réf. 1.132, 10, rue de Louvois, 75002 PARIS qui tr.

STÉ D'ÉLECTROCHIMIE (BANLIEUE EST) recherche

UN TECHNICIEN SUPÉRIEUR OU INGÉNIEUR DÉBUTANT

Ecrire sous le nº T 044.042 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Organisme professionnel multi-entreprises en INFORMATIQUE et TÉLÉMATIQUE recherche

JEUNE DIPLOMÉ INFORMATIQUE ET/OU GESTION

Il sera chargé de participer avec l'équipe permanente sous la Direction du délégué général de l'animation des activités de l'Association.

Le poste nécessite une aptitude aux contacts variés de haut niveau et un excellent esprit de synthèse.

Adresser curriculum vitae et prétentions à :

CIGREF 21, avenue de Messine 75008 PARIS.

Usine industrie du raffinage, hydrocarbures 77500 CHELLES recherche

AGENT TECHNIQUE

(PROCÉDÉS GÉNIE CHIMIQUE)

- Dégagé des O.M.
- Formation IUT génie chimique (Compiègne, Nancy, Toulouse).
- Titulaire BAC électromécanique très apprécié.
- Niveau d'embauche agent *de maîtrise 1er degré*, coefficient 225.
- Rémunération en rapport avec expérience.

13e mois, 38 h hebdomadaires, 5 semaines congés payés, cantine, régime de retraite et de prévoyance intéressants.

Tél. pour r.-v. au 008-35-30.

Important organisme de formation propose ambiance confraternelle et rémunération intéressante à :

ANIMATEURS CONSEILS

5 ans expérience minimum, diplômés Grande Ecole, Maîtrise psycho-socio ou équivalent, *pratique de l'entreprise* appréciée pour vacations 35 jours/an environ : conseil de direction, D.P.O., gestion du personnel, relations humaines. Adresser C.V. et photo à M. HAMALIAN

CSP

86, rue Lafayette, 75009 PARIS.

Association rég. parisienne secteur socio-éducatif femmes - enfants - jeunes 35 salariés, 80 bénévoles recherche

DÉLÉGUÉ (E) GÉNÉRAL (E)

Forte exp., animation, gestion, direction du personnel. Adresser lettre + C.V. et réf. sous nº T043.994 M RÉGIE PRESSE 85 bis rue Réaumur, Paris-2e.

cours et leçons

Cours particuliers de MATHS PHYSIQUES ÉLECTRONIQUE toutes classes. T. 558-33-04.

APPRENDRE L'ARABE. Cours collectifs et part. Méthode rapide — 274-54-56.

Syndic de Copropriété (95) recherche

GESTIONNAIRE

pour tenue assemblées générales (après 20 h), visite de résidence. Connaissances juridiques indispensables, techniques souhaitées. Grande disponibilité.

C.V., photo et prétentions *s/réf.* 8.628 à P. LICHAU, S.A., B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

capitaux propositions commerciales

Sté française bien implantée *EXTRÊME-ORIENT*, cherche marques françaises PRODUITS DE LUXE à racheter ou à diffuser en exclusivité.

Ecr. s/réf. 86.842 à CONTESSE, 20, av. Opéra 75001 PARIS qui transm.

travail à domicile

Excellente secrétaire, tape manuscrits et cassettes sur I.B.M. Boule, rapide. 750-95-00/626-12-62.

TRADUCTIONS/TRAITEMENT DE TEXTE. Secrét. Bil. Angl./Franç. se charge de la frappe et mise en forme de vos rapports, thèses... Confiez-lui aussi vos traductions. — *Tél.* : 014-38-60.

Tape rapidement ts documents manuscrits (thèses, devis, romans, scénaris, etc...) en Français, Anglais, All. Tél. : 348-18-18.

DEMANDES D'EMPLOIS

MONSIEUR !...

Vous avez écrit : « Ne dites pas à ma mère... » et vous êtes le premier parce que vous avez un sens aigu des affaires et vous êtes un entrepreneur super-dynamique.

Vous devriez donc être très intéressé par collaborateur confirmé ayant large expérience adaptable du commerce international agro-alimentaire et non-alimentaire. Il souhaite vivement vous rencontrer.

Ecr. *s/nº 2727 le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE 53 ans, juriste droits des Stés et travail. Exp. gest. Ressources humai., sces grx. Négoc. ht niveau étud. ttes propos. sur Paris et rég. par. Ecr. *s/nº 2746 le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ATTACHÉ DE PRESSE

25 ans, formation Supérieure. Exp. : rel. publiq., rel. presse. Personnalité dynamique. Ch. poste à plein temps ou partiel dans Sté structurée à Paris. Téléphone : 900-93-92.

---

3 ATOUTS

1re : *Maîtr. de gest. Dauphine*

2e : Une première expér. dans un service financier. (Études trésorerie, contrôle de gestion)

3e : La volonté de réussir.

Si ces critères retiennent votre attention.

Je me tiens à votre disposition. M. SOULAS - 959-37-20.

JURISTE, D.E.A., 26 ans, dégagé O.M., terminant thèse doctorat en droit, spécialisé dans le droit de l'informatique et marchés publics. Ch. emploi ds service juridique ou cabinet de conseil. Parlant anglais couramment. Libre immédiat. 043-70-54 avant 10 h.

Licencié, doctorat Français, dipl. économie, commerce, journalisme. Espag., Portugais, Angl. Ch. poste enseignement ou Htes responsab., Paris, province, étranger (94) 42-14-77 de 11 h à 13 h, sauf jeudi.

Employé principal, service administration ccial, 43 ans, référ. industrie, métallurgie et sidérurgie. Recherche poste banlieue Ouest ou Paris. Ecrire sous le nº T 044 025 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Cadre Ccial de haut niveau 39 ans, parfaitement bilingue anglais. Cherche situation dans groupe intern. import-Exp. Ecrire sous le nº T 044 026 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

CHEF DE GROUPE EXPORT

cherche poste similaire ou à responsabilités et initiatives.

Anglais, espagnol, lu, écrit, parlé, notions d'italien.

Paris ou région parisienne, disposé à suivre une formation.

Offre à adresser à PARAPHE s/réf. 1131 – 10, r. de Louvois, Paris 2e qui transmettra.

Homme 38 ans, possédant gde expérience comptabilité - (bilan inclus) et fiscalité, y compris contentieux fiscal, rompu avec les relations banques, notaires, administ., etc. Recherche poste

CHEF COMPTABLE

Ecrire s/réf. 62 à EUROMÉDIA 48, rue de Province, 75009 Paris qui transmettra.

GRAIN/FRET

H. 32 ans, 8 ans commerce intern. céréale, rech. responsab. Fret ou ccial, très bonne exp. U.S.A., Afrique (Nigéria). Ecrire sous le nº T 044 047 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Patrick Escoubé, 34 ans, E.S.C., rech. hautes fonctions administratives et financières 7, av. Daumesnil, 94 St-Mandé.

Secrétaire, assistante directeur ccial, gde expér. poste similaire, ch. activités à responsab. Ecr. nº 86 568 Contesse 20, av. de l'Opéra, 1er.

JURISTE

J. H. 29 ans, maîtr. drt privé opt. drt des affaires D.E.A. études internat. rech. poste dans cabinet ou entreprise. Tél. 707-86-17 de 9 h à 10 h. Ecr. *s/nº 2689 le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

FEMME DE CLASSE

Indépendante, 37 ans, allemande, depuis 10 ans à Paris connaissant trop bien la vie commerciale et d'entreprise voudrait trouver nouvelle tâche pour se régénérer. Souhaiterait collaborer avec des êtres dont l'objectif est de développer un monde différent.

Aime les humains, les enfants, les animaux (passionnée de chats), la nature et les arts.

Confiez-moi un défi à relever qui soit aussi une situation.

Ecrire ss nº 2.740 *le Monde* Pub. service ANNONCES CLASSÉES 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

AVOCAT SYNDIC JURIDICIAIRE DIPLOMÉ

7 ans d'expérience contentieux général et droit des affaires

recherche poste responsabilités DANS BANQUE OU ENTREPRISE SUD DE LA FRANCE EXCLUSIVEMENT. Disponible le 1er juin 1984.

Discrétion assurée. Ecrire sous nº T 044.046 RÉGIE PRESSE - 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

ÉCONOMIES ÉNERGIE DETOXICATION EAUX ÉPURATION LAVAGE GAZ INGÉNIEUR étudierait toutes propositions. Ecr. *s/nº 7398 le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeune 30 ans DEA politique économique et planification, politique industrielle. Bilingue arabe. Bonne connaissance anglais-italien. Cherche poste faisant appel à sa formation.

- Chargé d'études économiques
- Domaine commercial.

Ecr. *s/nº 2748 le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

EXPORTER

C'est ce qui importe

Que ce soit en anglais, espagnol, allemand, portugais ou plus si nécessaire.

40 ans, 10 ans d'expérience dans l'exportation de produits de luxe ou d'optique. Depuis Paris (ou le Brésil), ma valise est prête. Nous irons défendre vos positions et attaquer de *nouveaux marchés.*

M. J. Banette, *tél.* 325-20-35, 1, rue Grande-Chaumière, 75006 PARIS.

J.F. 31 a. Maîtr. comm. intern., angl., chinois, cour. Bnes not. espagn., cherche poste début., de préf. imp.-exp., mais étud. ttes prop. Tél. 778-01-36 de 9 h à 13 h.

Rompu aux problèmes de développement et à tous les aspects d'une action commerciale hardie CADRE SUPÉRIEUR, 45 ans, offre expérience réussie et détermination à dirigeant entreprenant avec l'estime réciproque et la volonté commune de RÉUSSIR. Ecr. *s/nº 2736 le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H. 39 ans, 15 ans expér. administrative et financière cherche situation possible cadre. Ecr. *s/nº 2720 le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE DE DIRECTION

Formation financière comptab. commerciale ESCP, 54 ans, profil esprit jeune dynamique, sens contact responsab. langue *anglaise* ancien audit expér. domaines variés product., prest. rompu techn. modern. gestion action commerc. caractère.- Pragmatique alliant humour rigueur RECHERCHE POSTE. Étudiera toute offre telle *relance entreprise, commerce.* Région indifférente. Ecr. *s/nº 2681 le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F., secrétaire bilingue anglais (licence anglais, examen de Cambridge), huit années d'expérience. Bonnes notions d'allemand, excellentes connaissances *de la publicité et du marketing.* Cherche poste stable, éventuellement à l'étranger. Ecr. *s/nº 6.580 le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. F. 29 ans, attachée de direction dipl., 4 ans d'expér. de l'édition, maîtrise de lettres, ch. poste motivant ayant de préfér. un lien avec la communication. Téléphone : 797-65-95.

Cadre supérieur de banque, 40 ans, doctorat droit des affaires, 15 ans d'expérience responsable juridique et contentieux, cherche poste de DIRECTEUR JURIDIQUE dans l'entreprise. Ecr. *s/nº 7376 le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. H. 25 ans, DEUG droit, T. B. connais. droit, économie, vie pol., hist., géo., angl. lu-écrit-parlé y compris tech. aviat., armement, elid comp. Rech. emploi nécessitant : dynamisme, intel., ouvert. Esprit d'entrepr. T. B. cap. analyse-synthèse, job routinier exclus. Lib. de suite France, étranger. Ecr. *s/nº 2696 le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

E.S.S.E.C.

41 ans, haut niv. notamment **TOUTES QUESTIONS ADMINISTRATIVES** au sens large du terme, étudie toutes formes de collaboration même ponctuelles. Ecr. *s/nº 2722 le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. femme, 27 ans, études sup., expérience journalisme et rédaction pub., cherche poste journalisme-édition-publicité. Ecrire : A. Colonna, 32, r. de la Chine, 75020 Paris.

J.H. 26 ans. DEA droit des Affaires et droit Economique (3e cycle Sorbonne). DESS droit des affaires immobilières (3e cycle Sorbonne). Cherche emploi avec entreprise ou non ayant des relations financières avec l'Afrique Francophone. Téléphone : 780-65-94 entre 11 h et 14 h. Disponible pour déplacements fréquents.

automobiles ventes

(de 5 à 7 C.V.)

Vends Horizon GLS modèle 79 85.000 KM, embrayage refait bon état général. Prix argus : 18.000 F. Tél. : bur. 250-41-52. Dom. 045-28-94.

(de 8 à 11 C.V.)

Talbot Solara Pulmann, année 1983 — 39000 km, nomb. options. Très bon état : 40.000 F. Tél.. 008-09-83, ap. 19 h.

boxes - parking

Société ch. BOX A LOUER pour véhicule type R5 fourgonnette à proximité du 15, rue Cognacq-Jay. Tél. : 224-06-21 de 9 h à 12 h et de 13 h à 19 h.

L'immobilier

appartements ventes

(1er arrdt)

LES HALLES

dans bon imm. pierre, bel appt de 45 m². CARACTÈRE POUTRES. Belle prestation. 450.000 F. SIMRA. 355-08-40.

(3e arrdt)

MARAIS

dans imm. pierre de taille 2e étage. Beau 35 m², tt cft. A SAISIR. 267.000 F. SIMRA. 355-08-40.

(4e arrdt)

NOTRE DAME Salon, S. à manger + chbre 85 m², état impeccable. GARBI, 567-22-88.

(5e arrdt)

NEUF JARDIN DES PLANTES

1 et 3, RUE POLIVEAU CONSTRUCTION GD LUXE *Livraison immédiate* 3, 4, 5 P. et DUPLEX. Vis. témoin ts les jrs 14/19 h. sauf mercredi et dimanche.

MONGE

STUDIO ET 2 PIÈCES LUXUEUSEMENT RÉNOVÉS PRESTATIONS 1er ORDRE GARBI. 567-22-88.

St-Germain - Cluny, soleil

JARDINET HIVER

110 m², travaux. 354-95-10.

(6e arrdt)

115 *m²*, caractère, 354-95-10.

PROXIMITÉ SEINE

ét. élevé, ascenseur, travaux.

ODÉON Bel imm., très gd 2 p. + mezzanine, cuis., bains 900 000 F - Tél. 555-20-00.

(7e arrdt)

Mº INVALIDES

GRAND 2 P., TT CFT, CLAIR **CALME. PX 550.000 F.** S/place, mardi, 14/19 h : 123, RUE de l'UNIVERSITÉ.

VIIe ÉCOLE MILITAIRE

3 récept., 3 chambres, serv. Bon plan. Matin 567-47-47.

Mº INVALIDES

Bon immeuble, calme, soleil petit 2 pces, kitch., cab. toil. prix intéressant. 2 bis, rue Malar. Mardi, mercredi, 14 à 17 h.

(10e arrdt)

STRASBOURG-ST-DENIS près gds bds, 2 P., chf. centr. 35 m² à rénover. 273-14-33.

(11e arrdt)

Mº OBERKAMPF, 3e étage grand studio, 30 m² à conforter. 155.000 F. Téléphone : 557-70-08.

(13e arrdt)

13e, TOLBIAC, beau 3 P. 5e ét., asc., balcon, calme. 650.000 F. Tél. 329-40-00.

(16e arrdt)

MUETTE, près place Passy 2 p., 55 m², tt cft. 495.000 F. à rénover, 2e ét. 520-13-57.

ALMA

Elégant 215 m², gd stand. Vue agréable - Tél. 567-47-47 mat.

(17e arrdt)

45 Bis, av. Villiers

Mº MALESHERBES DUPLEX AVEC MEZZANINE de 2, 4, 5 P. et STUDIOS *LUXUEUSE RÉHABILITAT.* Vis: lundi-mardi, 13 h 30/17 h.

Pte Champerret - Studio tt cft. 5e étage, asc. Imm. pierre. 228 000 F - Tél. 266-19-00.

Dans bel imm. 4 p., 80 m², 5e étage, bien dégagé, tt cft Mº Guy-Môquet. Marché immob. des notaires, Mº JAMAR. 233-21-18

(18e arrdt)

MAIRIE DU 18e Imm. p. de t., soigneusement rénové, proposons PLUSIEURS MODÈLES de 2 P. dont certains à rénover DE 34 m² à 42 m² et de 141.000 F. à 284.130 F. Prêts P.A.P. possibles. EGETIM. 562-52-22.

(19e arrdt)

BUTTES-CHAUMONT Imm. récent, 3e ét., ascenseur VASTE STUDIO, 43 m², salle de bns, w.-c., cuis., rangements TRÈS BON ÉTAT. 350.000 F. EGETIM. 562-52-22.

(20e arrdt)

Mº TÉLÉGRAPHE, standing, *imm. récent, étages élevés.*

- STUDIO, cuis. équipée, bains, balc., park., cave. 250.000 F.
- SUPERBE 2 P., 62 m², balc., park.

Vue panoramique. 530.000 F. EGETIM. 562-52-22.

Mº PYRÉNÉES

beau 4 p. tt cft, imm. ravalé 460 000 F avec 10 % Compt.

LERMS - 355-58-88

GAMBETTA

dans bon imm. studio refait à neuf 20 m². A SAISIR 128.000 F. SIMRA 355-08-40

(92 Hauts-de-Seine)

MEUDON-BELLEVUE

GD STAND., 127 m² + jard. privé 1.590.000 F. 307-31-62, mat.

(95- Val-d'Oise)

Part. vds appart. F 4, 76 m² à Saint-Ouen-l'Aumône proche toutes commodités cuis. équipée, balc. 9 m box fermé PRIX : 320.000 F. dont 48.000 C.F. à 9 %. Téléphone : 464-27-22.

(Province)

Entre Aix et Manosque vends appart 97 m² + garage 500.000 F à débattre. Tél. : 16 (42) 57-40-93.

appartements achats

GROUPE DORESSAY

RECH. POUR AMBASSADE

- HOTEL PARTICULIER.
- APPTS DE 5 A 8 P.
- PIED-A-TERRE.

Téléphone : 624-93-33.

SAINT-PIERRE

RECHERCHE TRÈS BEAUX APPARTS CENTRE et OUEST PARIS

563-11-88

28, RUE WASHINGTON, 8e.

Recherche 1 à 3 pces Paris préfère Rive Gauche avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire 873-20-67, même le soir.

AGENCE DE L'ÉTOILE

DÉPARTEMENT INTERNATIONAL rech. habitations de stand. DU PIED-A-TERRE A L'HOTEL PARTICULIER

380-26-08 - 267-06-05.

locations non meublées offres

(Paris)

Les PARTICULIERS ont DES LOGEMENTS A LOUER Nombreuses LOCATIONS garanties disponibles OFFICE DES LOCATAIRES Téléphone : 296-58-46.

locations non meublées demandes

(Paris)

Société ch. pour un de ses dirigeants APPT A LOUER quartier Opéra-Madeleine, si possible meublé, 3 pces minimum. *Libre de suite, pr R.V. 261-25-23.*

RECHERCHE LOCATIONS Pour cadres et employés IMPORTANTE ENTREPRISE NATIONALE appts ou villas toutes catégories. PARIS, BANL. 504-01-34 poste 16.

(Région parisienne)

Etude cherche pour CADRES villas, pav. ttes banl. Loyer garanti. 10.000 F. 283-57-02.

locations meublées demandes

(Paris)

OFFICE INTERNATIONAL rech. pour sa direction beaux appts de standing 4 pces et plus. 285-[illegible]

immobilier information

ANCIENS, NEUFS

DU STUDIO AU 6 PIÈCES SÉLECTION GRATUITE PAR ORDINATEUR Appeler ou écrire : Centre d'information FNAIM de Paris-Ile-de-France LA MAISON DE L'IMMOBILIER 27 bis, avenue de Villiers, 75017 PARIS. 227-44-44.

immeubles

Vends ou échangerais [illegible] imm. même mauvais [illegible] 5 duplex, 3 studio cft, luxueusement rénovés gros rapport [illegible] d'impôts 5 ans. Tél. : 288-71-39.

pavillons

Particulier vend cause dépa[rt]

- Pavillon année 1979. S[illegible] dans impasse privée [illegible] calme à Nanterre 92, pr[oxi]mité Rueil.

Sous-sol total : garage, c[illegible] buanderie chaufferie, ch[auf]fage au gaz.

Rez-de-chaussée : salon, s[alle] à manger à deux nive[aux] 40 m² avec cheminée, [cui]sine aménagée, cham[bre] avec salle d'eau, w.c.

Etage : 3 chambres avec [ran]gements, salle de bain[s] w.-c.

- Terrain 440 m².
- A proximité : écoles tr[ans]ports, commerces.
- Prix : 1.150.000 F.
- T. 724-69-66 à part. de 19 h.

hôtels particuliers

NEUILLY SAINT-JAMES ÉLÉGANT HOTEL PARTI[CULIER] Séduisante récept., atelie[r] 6 chbres, 340 m², garage. V[illegible] CHARME, CALME, EXCLUSIV[ITÉ] DORESSAY. 624-93-33.

villas

STE MAXIME, vue panoram[ique] GOLFE ST-TROPEZ, villa meub[lée] 7 P., pptaire. Tél. 590-86-[illegible]

propriétés

Près CHEVREUSE, vue spl[en]dide, demeure en pierr[e] 490 m², terrain de 20.000 m² Px 3.300.000 - 522-61-24

Proximité Toulouse, maisons [de] maîtres et fermes rénovée[s] pour résidences principales ou secondaires (61) 92-18-2[illegible]

viagers

14e Pte d'Orléans - Atelier [ar]tiste 70 m² tt cft. 185 [illegible] + 4 000, occupé fme 77 [ans] appart s/rue calme. - CR[UZ] 8, r. La Boétie. 266-19-00

Etude LODEL, 35, bd Volta[ire] PARIS-XIe. Tél. : 355-61-[illegible] Spécialiste viagers. Expérie[nce] discrétion, conseils.

F-CRUZ : 266-19-00

8, RUE LA BOÉTIE, 8e. Prix rentes indexées garant[ies] Etude gratuite discrète.

4e MARAIS 2 P. tt cft. [illegible] Sud sur gde cour. 95.000 F 1.200 F. Occupé fme 68 [ans] CRUZ : 266-19-00.

Immobilier d'entreprise et commercial

bureaux

Locations

Domiciliations : 8e-2e.

SECRÉTARIAT, TÉL. TÉLEX Loc. bureau, toutes démarches pour constitution de sociétés.

ACTE S.A. 359-77-55.

DOMICILIATION IMM. DANS LE 16e

Inscription R.C., location de bureaux, télex. 651-29-77, en permanence.

DOMICILIATION 16e, CHAMPS-ÉLYSÉES

140 A 340 F PAR MOIS

CIDES — 723-82-10.

VOTRE SIÈGE SOCIAL 92 secrétariat, tél., télex loc. burx meublés, Boulogne démarches, constitution stés. ACTE 92 - 603-38-32.

Votre siège social, Mº Opéra 37, rue des Mathurins-8e Tél. 265-07-43 + 357-21-51.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

S.A.R.L. - R.C. - R.M. Constitution de sociétés. Démarches et tous services. Permanence téléphonique.

355-17-50.

VOTRE SIÈGE SOCIAL R.C. 160 F. S.A.R.L. 180 F. Const. rapide de sté G.S.M.P. 4, rue des Deux-Avenues, 13e : 586-85-11. 54, r. de Crimée, 19e : 607-62-00.

CHAMPS-ÉLYSÉES

Bureaux équipés av. services ou votre siège social. Tél., télex, secrétariat, salles de réunion avec vidéo, bar, etc. Loc. courte ou longue durée

ACTE - 562-66-00

locaux industriels

Achats

BATIMENTS 60 m² ET +

1984 : Les Etablissement[s] PRIVE commercialisent direc[te]ment les bâtiments de leur fabrication.

Cette vente directe permettra à l'acheteur de réaliser de nota[bles] économies aux conditions suivantes :

- S'occuper lui-même du chantier.
- Faire réaliser une dalle en béton par un maçon.
- Faire son affaire du montage ou accepter une facturation séparée pour le montage.

Les bâtiments peuvent servir d'entrepôts ou d'ateliers, et, avec aménagement, de magasins et même de bureaux.

Adresser demande à PRIVE S.A., B.P. 30, 94701 MAISONS-ALFORT CEDEX sous référence 52[illegible] Tél. : 375-94-00 Poste 52[illegible]

fonds de commerce

Ventes

A VDRE Ecole priv[ée] commerciale Habilité formation [illegible] grande ville. Haute-Normandie Rapports élevés. Position expansion. -Tél. (35) [illegible]

SACRIFIE 50 % VALEUR 30 KM NIMES, caravaning [ré]sidentiel, pisc. grill, 3 h[a] 100 emplac. équip. prêt à [ou]vrir, prix avantageux 1.950.000 F. Ecr. Nº 5082, Agence Havas Annonces 81, r. République, 69002 Ly[on]

هكذا من الأصل

Le Monde

économie

Une semaine importante pour les mutations industrielles

Semaine importante sur le front toujours chaud des restructurations industrielles. M. Mauroy propose, dans un entretien à *Libération*, une formule de « *congé de reconversion* » visant à empêcher que les ouvriers victimes des suppressions d'emplois ne deviennent chômeurs et à les inciter à se préparer pour un nouveau métier. Le premier ministre affirme que son objectif est d'assurer « *la modernisation sans licenciement* ».

Ce 23 janvier commencent les négociations tripartites au ministère de l'industrie entre les pouvoirs publics, les dirigeants des sociétés Usinor et Sacilor et les syndicats sur l'avenir de la sidérurgie. Les chantiers navals sont aussi au cœur des débats et une grande manifestation des salariés du groupe Normed est prévue à Paris le 24 janvier. Le gouvernement a refusé la licence d'importation pour l'importation de quatre navires que l'armateur français Delmas-Vieljeux voulait faire construire en Yougoslavie. Dans le dossier Boussac aussi on attend des précisions, avant la fin de la semaine, sur les licenciements jugés indispensables.

L'ensemble des dossiers de restructurations industrielles, avec leurs conséquences sociales, devraient faire l'objet d'un conseil restreint, mercredi à l'Elysée, et d'un séminaire gouvernemental à la mi-février.

M. MAUROY : Dans les charbonnages, la sidérurgie et les chantiers navals, il faut moderniser sans licencier

« *Dans les charbonnages, la sidérurgie et les chantiers navals, mon objectif est d'assurer la modernisation sans licenciements* » a déclaré M. Pierre Mauroy dans un interview accordée, le 23 janvier, à *Libération*.

Pour y parvenir, le premier ministre compte sur le développement d'un nouvel « *outil social* » : le contrat de reconversion. Il précise ainsi sa pensée : « *A côté de la retraite, de la préretraite, du congé formation, du chômage partiel, des contrats de solidarité avec réduction de la durée du travail, des stages de reconversion tels qu'ils existent, il conviendrait sans doute de créer le congé – ou contrat – de reconversion. Les travailleurs ne seraient pas licenciés. Ils bénéficieraient de deux ans environ pour suivre une formation. D'abord, ils réfléchiraient à ce qu'ils peuvent faire d'autre, en fonction de leurs aptitudes. D'où la nécessité de tests professionnels, d'entretiens... Nous leur permettrions de se reclasser, nous leur offririons une formation. Ils seront naturellement payés dans des conditions qui seront précisément fixées. Pendant cette période, ils ne sont pas licenciés. Le licenciement n'interviendrait qu'à la fin de ce congé. C'est-à-dire lorsqu'ils auront effectivement retrouvé un autre emploi. Ce que nous voulons c'est qu'ils ne soient pas au chômage. Chaque fois que ce sera possible, ils garderont même un lien avec l'entreprise ou la branche dont ils sont issus. De façon à ce qu'ils n'aient pas le sentiment d'être rejetés. Voilà pour l'outil principal. Il en appelle automatiquement un autre : là où des bassins sont en difficulté, il est nécessaire que les travailleurs en reconversion puissent se reclasser. D'où la nécessité de permettre cette reconversion dans un périmètre d'industrialisation, un « périmètre de renaissance » où devront venir s'installer des entreprises nouvelles qui naturellement bénéficieront d'avantages incitatifs. Et, bien sûr, les reconversions ne seront pas des stages de formation « parking », mais au contraire des stages offrant de réelles possiblités de se reclasser. Si nous optons pour ces deux outils, il faudra nécessairement renforcer la priorité en faveur des régions les plus frappés, la Lorraine et le Nord Pas-de-Calais, ainsi qu'en faveur de secteurs plus limités répartis sur l'ensemble du territoire.* »

Séduisant mais...

Dans le grand débat qui s'est amorcé sur les mutations industrielles, il existe au moins deux points sur lesquels chacun s'accorde : la France doit entamer sans tarder la reconversion de ses industries traditionnelles, tout en mettant en œuvre un énorme effort de formation.

Au-delà du fait qu'elle est de nature à calmer les inquiétudes manifestées ces dernières semaines par le Parti communiste, la formule de congé ou de contrat-formation évoquée par le premier ministre pour permettre d'assurer la modernisation des charbonnages, des chantiers navals et de la sidérurgie sans licenciement est donc séduisante.

Cette constatation faite, plusieurs questions viennent à l'esprit. La première concerne le financement de cette opération. On voit mal le gouvernement exiger un effort important des firmes dont on veut redresser la situation financière. L'État, pour sa part, est engagé avec la baisse des prélèvements obligatoires dans une politique de réduction de ses dépenses. Dans ces conditions, qui paiera ?

La seconde question porte sur la formation des travailleurs. Recevront-ils une formation générale leur permettant de changer totalement de métier, ou bien ne s'agira-t-il que d'une adaptation de leurs connaissances dans une activité qu'ils connaissent déjà ?

Comment ne pas s'interroger ensuite sur le statut particulier dont vont bénéficier ces travailleurs ? Comment ne pas imaginer que d'autres salariés victimes des mêmes maux en viennent à demander un traitement identique ? Et comment le leur refuser ?

Enfin, il ne servirait à rien – sinon à dégonfler temporairement les statistiques du chômage – de former des hommes et des femmes pendant deux ans si l'on n'est pas en mesure de leur offrir un emploi à l'issue de ce contrat-formation. Qui dit création d'emplois dit création d'entreprises. L'idée du pouvoir est manifestement de tenter de mobiliser localement les énergies, plutôt que de procéder à des transferts d'activité, ce qui, dans l'état actuel des choses, reviendrait à déshabiller Paul pour habiller Jacques. Pour faciliter les implantations nouvelles, l'idée a été lancée de créer dans les régions sinistrées des « zones franches » où les firmes se verraient exonérées d'un certain nombre de charges. Là encore, l'idée est séduisante, à cela près qu'elle est coûteuse et qu'elle risque fort d'apparaître exorbitante à d'autres créateurs d'entreprises potentiels.

Entre la gestion sociale du chômage et sa gestion sauvage, le pouvoir tente d'explorer une troisième voie. L'initiative est louable. La concrétisation ne sera pas une mince affaire.

PHILIPPE LABARDE.

La crise de la construction navale

Un Trafalgar pour l'Europe

A travers la crise de la construction navale, c'est la vieille Europe industrielle tout entière qui affiche ses faiblesses face aux nouveaux maîtres de l'économie efficace, les pays d'Extrême-Orient. Les chantiers de Hambourg, ceux de la Clyde ou de Scandinavie ne sont pas logés à meilleure enseigne que ceux de La Seyne, de Nantes ou de Penhoët. La tempête n'épargne personne, car la construction de navires est d'abord une activité de montage dans laquelle le coût de la main-d'œuvre entre pour 50 % dans le prix de revient d'un cargo. Quand l'écart entre le salaire d'un métallo français, anglais ou suédois et celui d'un ouvrier coréen va de un à huit, y compris les charges sociales, la lutte devient trop inégale et il faut baisser pavillon.

D'autant que tous les indicateurs clignotent en rouge et l'Europe, progressivement, perd pied depuis 1975 devant l'irrésistible expansion asiatique. A la baisse de l'activité économique des pays de l'OCDE (– 0,5 % du PIB en 1982) s'est ajoutée une diminution du volume des marchandises transportées (– 5 %). 1983 n'a pas apporté d'amélioration. D'où un excédent considérable des navires inutilisés (120 millions de tonnes, soit plus de douze fois la flotte française) qui entraîne vers le bas les taux de frêt, donc les recettes des armateurs qui préfèrent, lorsqu'ils ont besoin de navires, s'approvisionner sur le marché de l'occasion plutôt que de faire construire des bateaux neufs. C'est la spirale du déclin et des déficits dont les chantiers européens, les plus vulnérables, font les premiers les frais. De Bergen à Palerme, c'est Trafalgar !

Par rapport à 1981, les commandes (exprimées en tonneaux de jauge brute) ont chuté de 20 % dans le monde, et la crise touche non seulement les navires civils mais aussi les « créneaux » dans lesquels ont tenté de se diversifier les entreprises (matériel off shore, bâtiments militaires, usines flottantes, réparation navale).

Quant aux prix du marché mondial sur lesquels les chantiers français doivent, comme les autres, s'aligner, ils ont « plongé » de 30 % en deux ans. Le Japon, *bête noire des Européens*, reste le « major » incontestable en « raflant » plus de 50 % des *rares commandes enregistrées par* les pays de l'OCDE. Mais la Corée du Sud, qui propose des prix imbattables *et qui a l'ambition de devenir « le Japon du Japon »*, augmente chaque année sa part de marché. Ses *capacités représentent trois fois* celles de la France. Elles ont doublé en cinq ans, et les programmes prévoient encore une croissance de 10 % à 15 % par an d'ici à 1986. Au premier semestre de l'année dernière, *la Corée a pris 20 %* des commandes mondiales, et ses géants comme Daewoo ou Hundaï sont *capables désormais de fabriquer des* navires très sophistiqués, de haut niveau technologique. Les armateurs des *Etats-Unis, de Norvège ou de* Hongkong, les plus dynamiques, ne s'y trompent pas.

L'Europe – on n'ose à peine parler de l'Europe des Dix, tant la politique communautaire en matière de transports maritimes et de construction navale est insignifiante depuis dix ans – n'a d'autre solution aujourd'hui que de faire des coupes claires pour alléger les « sureffectifs ». Les pays concernés n'ont d'ailleurs pas attendu cette année pour tailler dans le vif. Sur 6 000 salariés recensés en Belgique en 1981, plus de 3 000 *ont été licenciés*. En Grande-Bretagne, on annonce une réduction du tiers du personnel. Un *décret pris en 1982 par les Espa*gnols sur la reconversion du secteur prévoit une suppression de *10 000 emplois sur 39 000*. *En Allemagne* fédérale, 7 000 emplois ont été supprimés. A.G. Weser, à Brême, a fermé ses portes et l'on s'attend encore à un « dégraissage » de quelque 2 000 personnes cette année. Au total, entre 1975 et 1982, les effectifs des chantiers navals de l'Europe occidentale ont diminué de 35 %, le record étant détenu par la Suède (60 %). Résultat : la CEE, qui livrait 21 % du tonnage mondial en 1979, n'a pris, sur les neuf premiers mois de l'an dernier, que 9,5 % des commandes.

Partout les pouvoirs publics doivent, à coups de subventions budgétaires énormes versées par les Etats ou les provinces, et négociées au coup par coup, insuffler des bouffées d'oxygène à des industries mourantes, dans un climat social tendu. Les bilans des entreprises privées ou nationalisées demeurent désastreux. Les British Shipbuilders auront perdu, l'an dernier, 117 millions de livres. En Norvège, les subventions aux chantiers s'élèvent à 20 000 dollars par salarié. La faillite de la firme allemande Bremer Vulkan n'a pu être évitée que grâce à un apport en capital de 26 millions de deutschemarks du Land de Brême et du groupe Tyssen.

COMPARAISON DU PRIX DE REVIENT D'UN CARGO MINÉRALIER DE 30 000 TONNES (*)

	CHANTIER du groupe NORMED	CHANTIER coréen
Coût de la main-d'œuvre (salaires, charges sociales, avantages, frais généraux)	200 F/heure, soit 218 millions F	30,3 F/heure, soit 33 millions F
Coût des matières (acier, équipements)	180 millions F	107 millions F
TOTAL	398 millions F	140 millions F

(*) Il s'agit d'une comparaison valable pour toutes les catégories de navires simples. Cette comparaison s'appuie sur deux hypothèses : même productivité par heure de présence en Corée qu'en France et production, en Corée, du quart des matières premières nécessaires, les trois autres quarts étant achetés sur le marché mondial.

Quatre orientations

Ici l'Etat bouche les trous béants par des subsides dont les contribuables ignorent le plus souvent l'usage. Ailleurs, il nationalise directement (Italie, Espagne, Suède, Grande-Bretagne) ou indirectement (France). Mais partout la construction navale est devenue l'archétype de l'industrie « budgétivore » et le tonneau des Danaïdes. Chaque année, le budget français inscrit environ 1,5 milliard de francs, et l'enveloppe, pourtant, se révèle toujours insuffisante. Il en sera ainsi tant que le coût de revient d'un cargo sera environ le double du prix de vente sur le marché mondial.

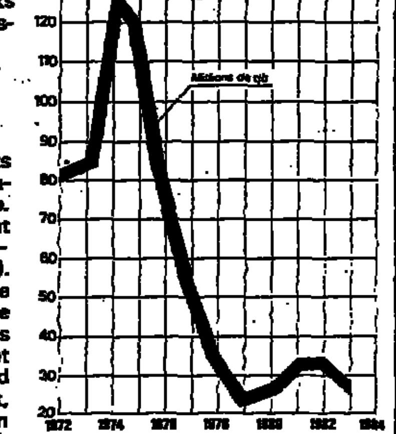
Au-delà des calmants et des mesures de circonstances, des nécessaires et douloureux ajustements des capacités de production, au-delà des restructurations financières – et la France s'est judicieusement engagée dans cette voie en constituant, en 1982, deux grands groupes autour d'Alsthom et de Schneider (1), – il faut que les Etats, les entreprises et la Commission européenne s'engagent dans une politique plus volontariste et ambitieuse.

Quatre orientations peuvent être retenues :

– Comme il y a trop de navires dans le monde, y compris des navires de mauvaise qualité naviguant souvent sous des pavillons de complaisance avec des marins du tiers-monde exploités par les armateurs sans scrupules, il faudrait que les pays de la CEE, ensemble, agissent pour envoyer ces bateaux à la ferraille, ce qui assainirait le marché, et les remplacent par des cargots modernes adaptés aux trafics spécialisés de demain ;

– La CEE devrait proposer et programmer un plan coordonné de diminution des capacités, comme c'est le cas pour l'acier ou le charbon, faciliter les reclassements des travailleurs et prévoir des crédits pour la recherche, la technologie, la robotique et l'amélioration de la productivité (grâce, par exemple, à la construction de navires en série) ;

– Les principaux chantiers, y compris les arsenaux, devraient collaborer non seulement pour coordonner leurs propres programmes civils et militaires, mais aussi pour négocier des contrats dans les meilleures conditions avec les marines de guerre des pays d'Asie, d'Afrique, du Proche-Orient ou d'Amérique du Sud ;



– Enfin, l'avenir de la construction navale en Europe ne peut se concevoir indépendamment de la politique maritime de la CEE. L'Europe, en comptant d'abord sur la Grande-Bretagne et la France, devrait être reconnue comme une des grandes puissances maritimes mondiales, non seulement sur le plan des transports proprement dits, mais aussi et surtout pour l'exploitation des océans à l'horizon du vingt et unième siècle. Ce qui implique un changement de mentalité des armateurs. Or il ne semble pas qu'elle ait pris encore conscience de l'enjeu et des chances qui s'ouvriraient alors à ses armateurs, à ses marins et à ses entreprises de construction navale.

La France, qui détient pour six mois la présidence du conseil des ministres des Dix, ne doit pas laisser passer l'occasion de définir, pour l'Europe et pour elle-même, une grande ambition de reconquête maritime.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

(1) Le groupe des chantiers navals japonais Mitsubishi représente, à lui seul, plus que l'ensemble de la construction navale française, d'où la nécessité de regrouper les entreprises.

M. GRANGER (CFDT) : Le gouvernement doit reconnaître aux syndicats la responsabilité de négocier les conséquences des restructurations.

« *Quelles leçons tirez-vous du conflit à Talbot-Poissy ?*

– Talbot est une confirmation supplémentaire, après Creusot-Loire et Massey-Ferguson, que le gouvernement, qui a du mal à procéder avec les entreprises nationalisées, ne sait pas du tout comment faire avec les grands groupes privés. Il suffit qu'à Creusot-Loire M. Pineau-Valenciennes menace de déposer son bilan, que les actionnaires privés refusent de jouer leur rôle dans la mise de fond dans la société pour que le gouvernement intervienne financièrement, sans grandes contraintes pour l'entreprise.

» Pour Talbot, on commence à accorder à M. Calvet 4 800 départs en FNE pris totalement en charge par la collectivité nationale et on se couche devant la menace de dépôt de bilan en négociant dans le dos des organisations syndicales et des travailleurs le nombre des licenciements et leur traitement social. Massey-Ferguson décide qu'il n'y a plus de sous à mettre en France bien qu'elle vienne d'acheter Rolls Royce pour 320 millions en argent comptant, l'Etat lui donne 10 milliards de centimes et autorise 595 licenciements, première étape dans une charrette totale de 1 100. C'est un accord conclu, là aussi, dans le dos des syndicats. Mais, contrairement à Talbot, CGT, CFDT et FO ont réagi là dans l'unité.

» Nous avons dit au mois d'août, au moment où le ministre de l'emploi est intervenu pour dire que le dossier Talbot était structurel, que l'intervention du gouvernement comportait un risque de politisation alors que ce dossier était industriel et social. La suite nous a donné raison, puisque le comité directeur du PS a cru bon de décerner des blâmes et des bons points suivant que les organisations syndicales avaient été dociles ou non.

» Après le comité central du PC et les positions prises par ce parti de gouvernement sur les restructurations industrielles, je suis curieux de voir quels bons points et quels blâmes le prochain comité directeur du PS va distribuer. La leçon essentielle est qu'il faut que le gouvernement reconnaisse aux syndicats la capacité et la responsabilité de négocier les conditions et les objectifs des restructurations, avec les moyens sociaux indispensables à leur réalisation, pour qu'elles puissent se faire dans l'intérêt des entreprises, mais aussi des salariés.

– *M. Maire a parlé de « changement réel » dans l'attitude du gouvernement. Pensez-vous que la CFDT a été effectivement « entendue » ?*

– Je préfère les déclarations d'Edmond Maire au lendemain de la rencontre avec le premier ministre qui concluaient qu'en syndicalistes nous préférions juger les actes sur le terrain. Le secrétaire général de la CFDT a rencontré le premier ministre, le président de la République. La FGM va participer, ce 23 janvier, à la réunion de concertation sur la sidérurgie avec M. Fabius. C'est seulement à l'issue de cette première réunion que nous serons en mesure de dire si les choses vont dans le bon sens. Je ne suis pas sûr que nous pourrons déjà dire que nous avons été entendus. Les problèmes que nous posons mettent en cause les conceptions et les pratiques du gouvernement. Si le gouvernement décide après une parodie de négociations, ce sera pire que d'avoir décidé sans concertation du tout. J'accorde beaucoup de crédit aux déclarations du secrétaire général de la CFDT, mais, en bon métallo et en bon Auvergnat, j'ai l'habitude de juger sur pièces.

– *Dans quels secteurs le problème des sureffectifs vous paraît-il le plus crucial et quelles solutions préconisez-vous ?*

– Plutôt que de raisonner en sureffectifs, nous préférons parler du nombre d'heures travaillées. Il est clair que les mutations technologiques, les restructurations vont avoir des conséquences sur le nombre d'heures travaillées. Quand le patronat dit sureffectifs il en conclut immédiatement suppressions d'emplois et licenciements. Nous préférons aborder le problème en termes de réduction du temps de travail. Nous savons que la réduction du temps de travail, surtout si elle s'applique aux secteurs touchés par les mutations technologiques et par la modernisation industrielle ne suffira pas à éponger le nombre d'heures travaillées en trop. Il y aura un problème de sureffectifs. Il faut trouver des formules qui touchent à la formation professionnelle, à la reconversion et aux emplois alternatifs permettant de reconstituer un tissu industriel menacé par la disparition d'une entreprise sidérurgique ou d'un chantier naval. Si Pompey ferme, il ne reste plus grand-chose à Pompey, de même à Longwy. Si à Saint-Nazaire la navale venait à disparaître, on voit bien les conséquences sur le bassin d'emploi.

» Il faut qu'il y ait réindustrialisation et emplois alternatifs pour reconstituer un tissu plus cohérent et ne pas retomber dans la mono-industrie. Il faut également jouer sur les emplois qui restent en proposant que les contrats de solidarité réduction de la durée du travail puissent être couplés avec la formation professionnelle. On peut, par exemple dans l'automobile et la navale, passer à 33 heures par semaine au lieu de 38 h 30 et utiliser en totalité ou en partie les 5 h 30 de moins pour la formation professionnelle de manière à faire face à ces mutations technologiques. Sinon dans deux ou trois ans on ne sera plus placé devant un problème de sureffectifs mais devant un problème de chômage par non-adaptation des salariés à leur emploi.

– *Le débat doit donc aussi porter sur la politique industrielle.*

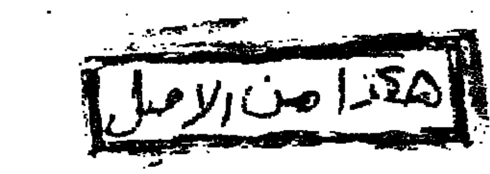
– Effectivement. Dans la sidérurgie on s'interroge sur le nombre de millions de tonnes qu'il faudrait produire. Ce débat occulte deux autres questions centrales. Tout d'abord, on peut se demander quelle est la qualité d'acier que nous produisons. On peut faire demain 24 millions de tonnes de ronds en béton, ce n'est pas ce qui fera une grande sidérurgie à la fin du vingtième siècle. Par contre, on peut produire 12 ou 14 millions de tonnes si ce sont des aciers à plus haute valeur ajoutée qui répondent mieux aux nouveaux besoins. On doit ensuite s'interroger sur ce que nous faisons de cet acier. Aux Etats-Unis l'introduction de nouveaux matériaux comme le plastique dans l'industrie automobile se développe. On ne peut pas demander à des salariés, qui sont aussi consommateurs, d'accepter un certain partage du travail, qui suppose parfois un partage des ressources, une mobilité géographique et professionnelle, si on ne leur explique pas en quoi ils vont être bénéficiaires dans leur manière de consommer et de vivre. Il ne suffit pas de dire qu'il faut restructurer pour avoir des entreprises compétitives mais montrer en quoi la compétitivité peut être utile au bien-être des salariés.

– *Les risques de tensions sociales vous paraissent-ils importants ? Envisagez-vous des actions ?*

– *Nous avons décidé de prendre* le risque de l'action y compris seuls. Nous allons proposer à nos partenaires syndicaux d'impulser des actions dures sur l'emploi. Nous appelons toutes nos sections syndicales confrontés à un problème d'emploi grave à engager l'action et à la populariser au maximum. Toutes ces initiatives doivent contribuer à un appel national à un arrêt de travail avec un rassemblement à Paris que la FGM envisage pour la fin du mois du février. L'opportunité sera conditionnée par la mobilisation réalisée. Le résultat de la concertation avec les pouvoirs publics et la nécessité de faire concorder notre action nationale avec l'action de nos camarades de l'IG Metall pour les trente-cinq heures. Nous joindrons également dans ce mouvement les problèmes du pouvoir d'achat étant entendu que la priorité demeure l'emploi.

Propos recueillis par
MICHEL NOBLECOURT.

● **M. Menu (CGC) favorable à la politique de restructuration.** – M. Jean Menu, président de la Confédération française de l'encadrement CGC, s'est déclaré, le 21 janvier à Rouen, favorable à la politique de restructuration industrielle que le gouvernement se propose de mettre en œuvre, « *bien que cette politique comporte actuellement beaucoup de flou* ». Une délégation de la CGC devait être reçue, ce 23 janvier, par M. Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche.



AGRICULTURE

Le climat est tendu en Bretagne après l'arrestation d'un responsable syndical

Après le saccage de la sous-préfecture de Brest, dans la nuit du 19 au 20 janvier, la rapidité de l'enquête policière et de l'action de la justice a surpris les milieux agricoles bretons. Dix militants du Centre départemental des jeunes agriculteurs ont été interpelés, le 21 janvier, à leur domicile. Le vice-président du CDJA, M. Jean-Jacques Riou a été arrêté et écroué dimanche matin à Nantes, sous les chefs d'inculpation suivants : destruction de monuments publics, destruction, dégradation et détérioration d'objets mobiliers et immobiliers, vol, violation de domicile. Trois autres militants, MM. Georges Berthou, Daniel Pouliquen et Pierre Cornec, ont été également inculpés mais laissés en liberté.

Dimanche matin, les organisations agricoles bretonnes réunies à la Chambre d'agriculture de Morlaix ont décidé à l'unanimité de prendre tous les moyens à leur disposition pour obtenir la libération de Jean-Jacques Riou et le CDJA du Finistère a indiqué que des *« actions dures »* étaient à prévoir dans les jours à venir pour répondre à cette arrestation. Déjà, dans la nuit de samedi à dimanche, nous signale notre correspondant dans les Côtes-du-Nord, huit perceptions ont été la cible de commandos d'agriculteurs, mais les dégâts ont été relativement peu importants. Sur place, partout, les mêmes inscriptions : « MCM halte. Libérez nos camarades ! ». Dans la nuit de dimanche à lundi des actions sporadiques ont été menées dans le Finistère.

Depuis le 21 janvier à minuit, les importations de viande d'origine néerlandaise sont interdites en France. L'Italie a pris une mesure identique pour ce qui concerne les viandes originaires du nord des Pays-Bas, en raison de la fièvre aphteuse constatée dans un élevage bovin de ce pays. Le comité vétérinaire de la Communauté européenne doit se réunir le 24 janvier et, *nous signale notre correspondant* à Amsterdam, le gouvernement néerlandais est confiant dans les décisions de ce comité, qui devrait se déclarer satisfait des mesures prises pour contrecarrer l'épidémie de stomatite aphteuse. Selon M. Braks, ministre néerlandais de l'agriculture, la France et l'Italie devront alors lever leur interdiction d'importer des viandes en provenance des Pays-Bas. Ces ventes représentent pour ce pays une recette hebdomadaire de soixante millions de florins (environ cent soixante-dix millions de francs).

Alors que le saccage de la sous-préfecture de Brest a été condamné par de nombreuses autorités politiques, les réactions des syndicats agricoles liés aux manifestants sont plus nuancées. M. Luc Guyau, président du CNJA ne cautionne pas les violences de Brest mais *« le désarroi des jeunes éleveurs de porc bretons explique les débordements actuels »*. Pour M. François Guillaume, président de la FNSEA, *« ce qui s'est passé à Brest n'est pas bien, mais les agriculteurs ont agi sous le coup de la colère pensant que seuls des incidents spectaculaires feraient bouger les choses »*. Les deux leaders syndicaux reprochent aux pouvoirs publics leurs réactions tardives devant la crise porcine, ce qui fait dire à M. Guillaume que les pouvoirs publics *« sont en fait responsables de la mise à sac de la sous-préfecture de Brest »*. Le président de la FNSEA n'admet pas non plus que les forces de l'ordre françaises soient utilisées pour protéger les convois de produits importés. Il reproche enfin au gouvernement d'avoir *« encouragé la division syndicale qui est source de surenchère »*. M. Guyau a estimé que l'incarcération d'un responsable syndical *« était toujours une chose grave »* et que celle de M. Riou *« ne se justifiait pas »*.

La Fédération régionale des travailleurs-paysans de Bretagne, estime, elle, que *« le gouvernement a une part de responsabilité »* dans la crise et *« les gros producteurs bretons une lourde responsabilité »*. L'Union démocratique bretonne (UDB) de son côté dénonce *« le schéma libéral irresponsable qui condamne les producteurs au désespoir »*.

Une crise à trois dimensions

La crise porcine revêt une triple dimension politique. De politique économique, d'abord. Le gouvernement de gauche, théoriquement plus planificateur que ses prédécesseurs, ne parvient pas plus qu'eux à résoudre une crise porcine, dont le caractère cyclique a quelque chose de désespérant. La question du modèle de production en Bretagne reste posée. *Des jeunes producteurs* endettés par chaque crise s'effondrent, tandis que s'exerce une sélection naturelle des plus résistants financièrement, qui aboutit à une concentration des élevages. Le gouvernement actuel n'a pas l'idée sur le moyen et long terme. Mais sa gestion de la crise, à court terme, se révèle aussi tardive.

La dimension politique au sens politicien : l'action est menée dans le Finistère par le CDJA, qui est proche de la FNSEA, alors que la Fédération départementale, celle des plus de trente-cinq ans, se situe, elle, dans une ligne d'opposition à la centrale de M. Guillaume. Tout en en faisant partie, *la Fédération nationale porcine (FNP)*, à la différence des autres organisations d'élevage qui acceptent, par exemple, la collaboration au sein de l'Office des viandes, se situe sur une ligne dure. Que certains cherchent, via la crise du porc, à profiter de l'occasion pour ouvrir un nouveau front antigouvernemental ne fait guère de doute. *Ni à Paris ni même* chez notre partenaire néerlandais, par exemple, qui, comprenant, dit-on à La Haye, l'embarras des autorités *françaises, n'a pas voulu mettre plus* d'huile sur le feu qu'il n'était nécessaire. *Le gouvernement est, en effet,* devant un dilemme. Il doit agir avec fermeté pour éviter la multiplication des coups de main, et il doit craindre aussi que cette fermeté ne provoque l'embrasement d'une région volontiers contestataire.

La crise, enfin, est et demeure européenne. Les montants compensatoires monétaires (MCM), qui pénalisent les producteurs français, illustrent l'échec de l'intégration économique de l'Europe. Cet échec n'empêche pas les mécanismes de *fonctionner aveuglément, avec une* libre circulation des produits, alors que les coûts de production sont différents. — J. G.

Commerce extérieur

● **Le contingentement, en France, des montres en provenance de Hongkong est maintenu.** — Les barrières douanières mises en place en octobre 1981 pour filtrer l'« invasion » des montres à quartz importées de Hongkong ne seront pas levées en 1984. Leur contingentement reste fixé à 4,4 millions de pièces malgré l'avis défavorable du GATT. Le relèvement massif des droits de douane imposés par la colonie britannique au cognac français (+ 148 %), à titre de représailles, n'a eu pratiquement aucun effet sur les ventes de ce produit (8,2 millions de bouteilles pour la campagne 1982-1983). Les horlogers de Hongkong, en revanche, ont trouvé la parade en développant sur le marché français les ventes de stylos-montres, qui échappent aux mesures de limitation, et en faisant transiter leurs montres par Singapour.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● **ARMCO vend ses activités charbonnières de Virginie occidentale.** — ARMCO, société sidérurgique américaine, a décidé de céder ses activités minières de Virginie occidentale — dont onze mines souterraines et trois découvertes, avec une capacité globale de 6 millions de tonnes par an — à la société holding Peabody de Saint-Louis. La transaction se monte à 257 millions de dollars.

Automobile

● **Augmentation des ventes d'automobiles japonaises en Allemagne fédérale.** — Sur un marché en progression de 12,6 % en 1983, les constructeurs automobiles japonais *ont augmenté* leurs ventes en Allemagne fédérale de 44 000 véhicules, et détiennent désormais 10,6 % de ce marché. Avec 256 000 automobiles immatriculées, les Japonais battent ainsi leur record de 1980 (252 000). Les constructeurs étrangers voient de ce fait leur taux de pénétration passer de 24,9 % en 1982 à 27,2 % en 1983. Mais la part de marché des constructeurs *français a légèrement décliné* (de 7,9 % à 7,5 %).

Social

● **Recul de 4,51 points pour la CGT aux élections des délégués du personnel à l'usine Renault de Billancourt.** — Les élections professionnelles pour les délégués du personnel de l'usine Renault de Billancourt, pour le premier collège (ouvriers et employés), ont eu lieu le 19 janvier *et ont abouti aux résultats suivants* : inscrits : 12665; votants : 9419; exprimés : 9074; abstentions : 3236; blancs ou nuls : 345. La CGT, toujours en tête et majoritaire, avec 5889 voix (64,89 %), recule de 4,51 points par rapport aux élections de 1983. La CFDT, avec 1915 voix (21,10 %) progresse de 2,02 points, ainsi que FO (759 voix, 8,36 %), en augmentation de 1,76 point; la CFTC (274 voix, 3,01 %) avec + 0,49 point; la CSL-SIR (237 voix, 2,61 %) avec + 0,23 point.

● **Fin de la grève des convoyeurs de fonds de la SPST.** — Le personnel de la société SPST (Sécurité, protection, surveillance, transports) Ile-de-France *(450 salariés)*, *en* grève avec occupation depuis le 13 décembre, à Montreuil et à Saint-Ouen notamment, à l'appel de la CGT, de la CFDT et de la CFTC, a décidé, le 20 janvier, de suspendre le mouvement, indique la CGT dans un communiqué.

Cette décision a été prise à la *suite de la nomination* d'un médiateur et d'une réunion, le 12 janvier, à la préfecture de Seine-Saint-Denis, à l'issue de laquelle les convoyeurs de fonds avaient déjà accepté de rendre les armes et les fonds qu'ils détenaient. Toutefois, les trente-quatre licenciements économiques auxquels s'opposaient les grévistes et les vingt licenciements *« disciplinaires »* décidés pendant le conflit ont été, pour l'instant, maintenus par la direction.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

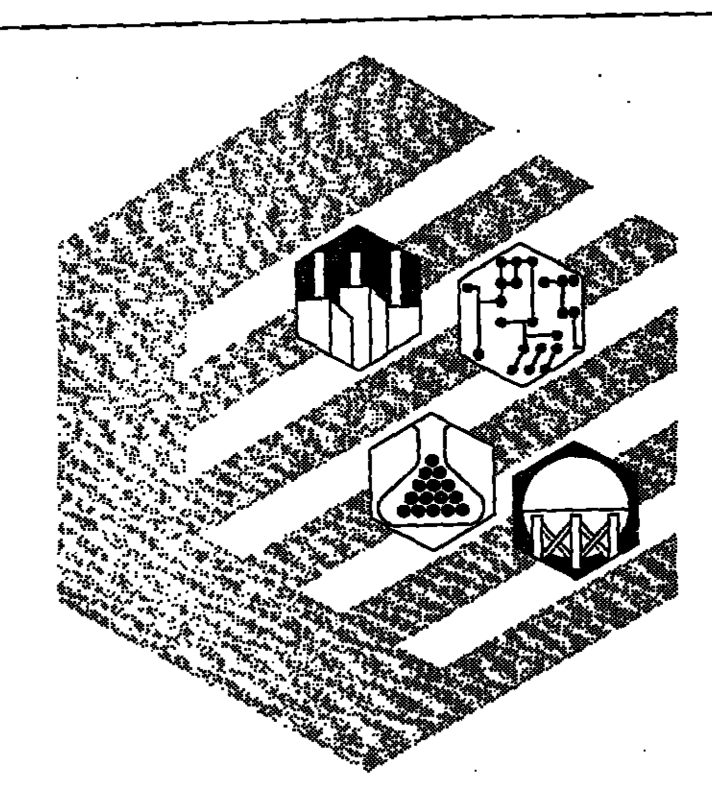
	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	8,6130	8,6150	+ 175	+ 205	+ 330	+ 375	+ 920	+ 1040
$ can.	6,9103	6,9136	+ 130	+ 170	+ 255	+ 305	+ 755	+ 855
Yen (100)	3,6811	3,6835	+ 190	+ 210	+ 355	+ 385	+ 1060	+ 1125
DM	3,0597	3,0612	+ 170	+ 185	+ 313	+ 330	+ 895	+ 945
Florin	2,7209	2,7224	+ 145	+ 160	+ 273	+ 290	+ 790	+ 840
F.B. (100)	14,9922	14,9996	+	+ 240	+	+ 315	+	+ 685
F.S.	3,8508	3,8534	+ 295	+ 320	+ 553	+ 580	+ 1550	+ 1625
L (1 000)	5,0251	5,0277	– 262	– 225	– 460	– 405	– 1325	– 1215
£	12,1064	12,1153	+ 295	+ 350	+ 560	+ 640	+ 1570	+ 1775

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E.-U.	9 3/8	9 7/8	9 7/16	9 13/16	9 9/16	9 15/16	9 7/8	10 1/8
DM	5 3/8	5 7/8	5 1/2	6	5 11/16	6 1/16	6 1/16	6 7/16
Florin	5 11/16	6 1/16	5 11/16	6 1/16	5 7/8	6 1/8	6 1/16	6 7/16
F.B. (100)	10 1/2	11	10 1/2	11	11	11 1/2	11 1/2	12
F.S.	1 3/8	2 1/8	3 1/16	3 7/16	3 1/4	3 5/8	3 7/8	4 1/4
L (1 000)	16	17	17	18	17 1/8	18 1/8	17 1/2	18 1/2
£	8 7/8	9 1/8	9 1/16	9 7/16	9 3/16	9 9/16	9 7/16	9 13/16
F. franç.	12	12 3/16	12 1/8	12 3/8	12 5/8	12 7/8	14 1/16	14 5/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Pour participer à l'investissement

Caisse Française de Développement Industriel

C.F.D.I.

EMPRUNT 1,5 Milliard de F. GARANTI PAR L'ETAT

en obligations de 5000 F

Prix d'émission: 4 985 F.
Jouissance et règlement: le 6 février 1984

Taux nominal: 13,90 %

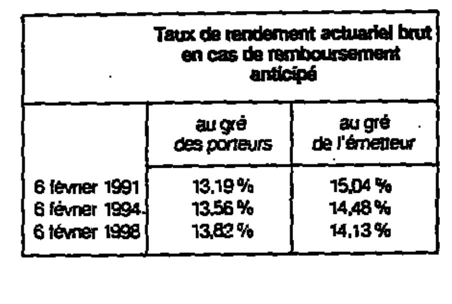
Taux de rendement actuariel brut: (au règlement) **13,95 %**

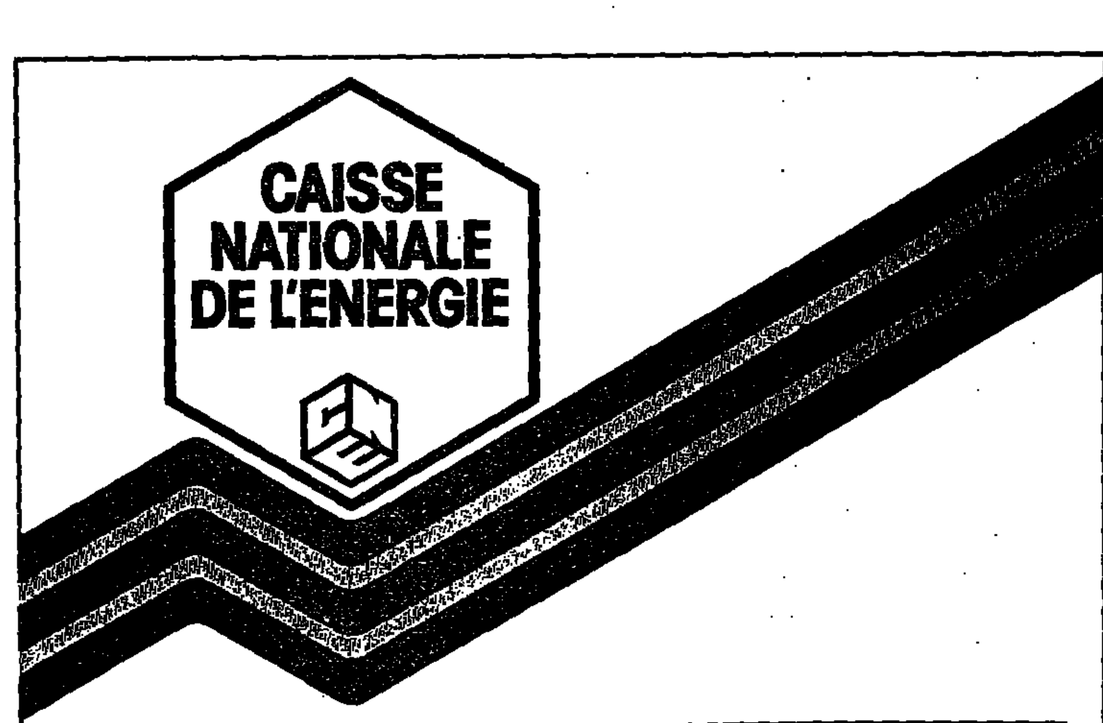
Amortissement: à la fin de la 18ᵉ année, soit le 6 février 2002.

Amortissement anticipé: possible les 6 février 1991, 1994 et 1998
- au gré des porteurs, avec réduction du dernier coupon payé,
- au gré de l'émetteur, à un prix de remboursement augmenté.

Taux de rendement actuariel brut en cas de remboursement anticipé	au gré des porteurs	au gré de l'émetteur
6 février 1991	13,19 %	15,04 %
6 février 1994	13,56 %	14,48 %
6 février 1998	13,82 %	14,13 %

Une note d'information portant le visa C.O.B. n° 84-11 en date du 18 janvier 1984 est tenue à la disposition du public au siège de la CFDI (45, rue Saint-Dominique, 75700 Paris) et auprès des établissements chargés du placement. Balo du 23 janvier 1984.





Emprunt à taux révisable annuel de 2,5 milliards de francs.

Prix d'émission : 100 %, soit 5 000 F par obligation.

Date de jouissance et de règlement des souscripteurs : 6 février 1984.

Intérêt annuel : 13,80 %, soit 690 F par obligation la 1ʳᵉ année. Ce taux d'intérêt sera révisé un an avant chaque échéance et égal au taux de rendement moyen au règlement des emprunts non indexés garantis par l'Etat et assimilés, publié par l'INSEE pour le mois de décembre précédent la révision.
Taux d'intérêt minimum garanti : 8,50 %.

Durée de l'emprunt : 10 ans.

Amortissement : par remboursement au pair le 6 février 1994.

Emprunt à durée prorogeable de 1,6 milliard de francs.

Prix d'émission : 99,60 %, soit 4 980 F par obligation.

Date de jouissance et de règlement des souscripteurs : 6 février 1984.

Intérêt annuel : 13,70 %, soit 685 F par titre, payable le 6 février de chaque année et pour la 1ʳᵉ fois le 6 février 1985.

Taux de rendement actuariel brut : 13,79 % au *6 février* 1984.

Durée de l'emprunt : 7 ans, avec possibilité pour l'émetteur d'offrir une prorogation pour une nouvelle période de 7 ans.

Amortissement : par remboursement au pair le 6 février 1991.

Souscriptions : les souscriptions sont reçues dans la limite des titres disponibles aux caisses désignées ci-après :
- Caisse Nationale de l'Energie,
- Comptables du Trésor et des Postes et Télécommunications,
- Caisses d'Epargne,
- Caisses de Crédit Agricole Mutuel,
- Caisse de Credit Mutuel,
- Banques et tous intermédiaires agréés par la Banque de France.

Cotation : Les obligations du présent emprunt feront l'objet d'une demande d'admission à la cote officielle (Bourse de Paris).
Une fiche d'information (visa COB n° 84-08 du 17 janvier 1984 peut être obtenue sans frais auprès de la CNE et des Etablissements chargés du placement.

L'admission des obligations en SICOVAM sera demandée.
Avis publié au B.A.L.O. du 23 janvier 1984.

CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE
ETABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL
18 BIS RUE DE BERRI 75008 PARIS TEL 359 46 46



CAISSE NATIONALE DES AUTOROUTES
56, rue de Lille - 75007 PARIS

EMPRUNTS JANVIER 1984
2,3 milliards de F

EMPRUNT À TAUX FIXE :
1,5 milliard de F
soit 300.000 obligations de 5.000 F
Prix d'émission : 4.995 F
Taux nominal : **13,80 %**
Taux de rendement actuariel brut : **13,82 %**

EMPRUNT À TAUX RÉVISABLE :
800 millions de F
soit 160.000 obligations de 5.000 F
Taux d'intérêt : Premier coupon : **13,80 %**
Coupons suivants : taux fixé un an à l'avance, égal au taux de rendement au règlement des emprunts non indexés garantis par l'Etat et assimilés établi par l'INSEE, pour le mois de décembre précédant la révision.

MODALITÉS COMMUNES AUX DEUX EMPRUNTS
Durée : 10 ans
Amortissement en totalité à la fin de la 10 année, soit le 6 février 1994.
Jouissance, règlement : 6 février 1984

Une note d'information (visa C.O.B. n° 84-12 du 19/01/84) peut être obtenue sans frais auprès de la CNA, 56 rue de Lille 75356 Paris, et des établissements chargés du placement.

Clôture sans préavis

SOUSCRIVEZ AUX EMPRUNTS DE LA
vous ferez un bon placement et vous contribuerez à l'extension et à l'amélioration du réseau français d'autoroutes.



legrand

ACOMPTE SUR DIVIDENDE

Le Conseil, qui s'est réuni à Limoges le 10 janvier 1984, a décidé de verser, au titre de l'exercice 1983, un acompte sur dividende fixé comme suit :
- *actions ordinaires* : 31,25 F par action (hors avoir fiscal) (1) ;
- actions privilégiées : 50 F par action (hors avoir fiscal).

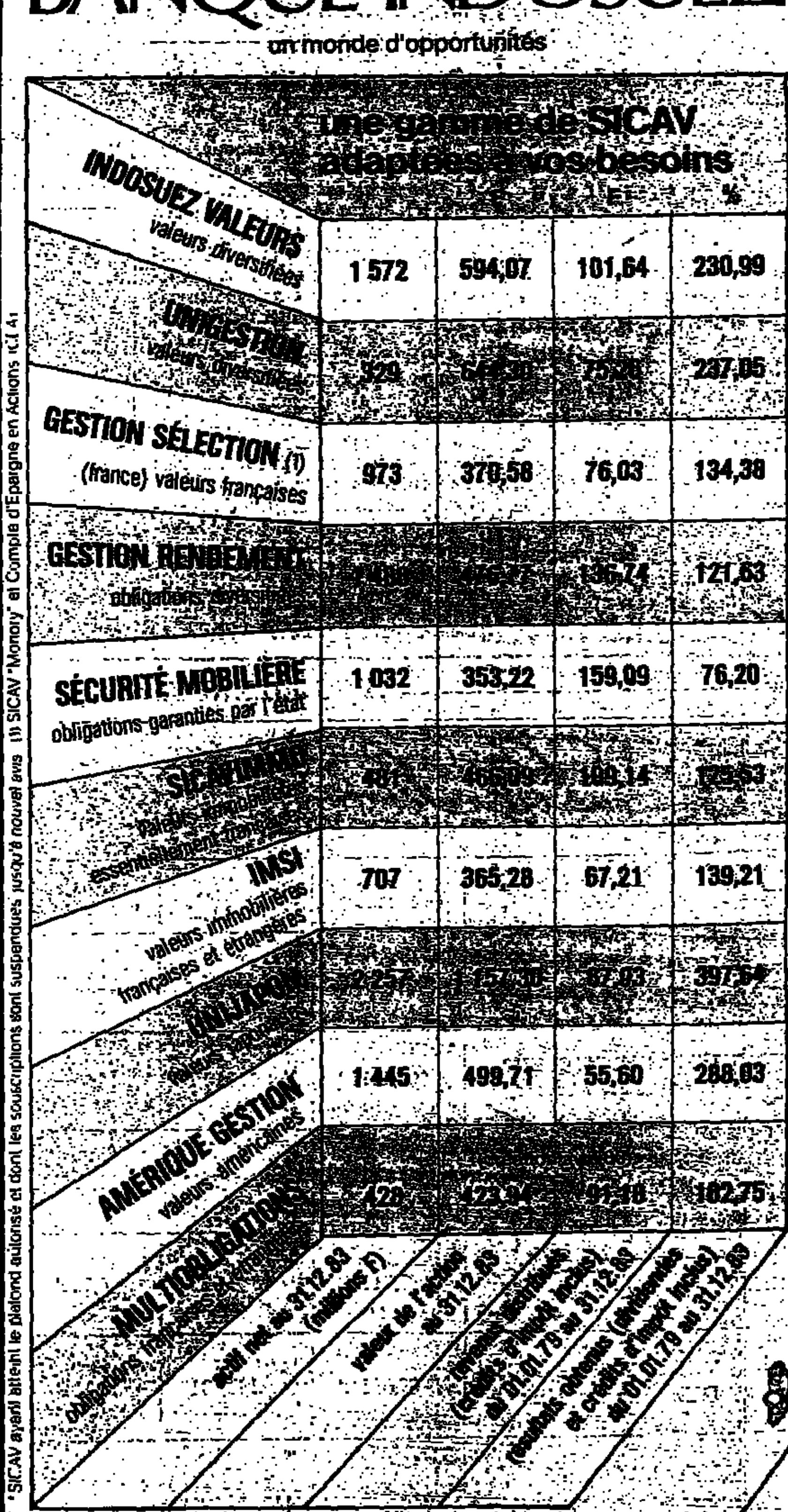
Cet acompte sera mis en paiement à compter du 1ᵉʳ février 1984, sur présentation des titres nominatifs ou contre remise du coupon n° 24.

Pour les onze premiers mois de l'année, le chiffre d'affaires consolidé a progressé de 13 %, compte tenu de l'intégration de Mapelec et de Planet Wattohm.

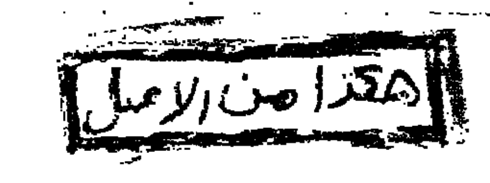
Poursuivant sa politique de développement méthodique à l'étranger, Legrand, qui a pris récemment le contrôle de Hekkens, petit fabricant d'appareillage hollandais, constitue actuellement en Irlande une filiale de commercialisation et de montage.

(1) Ce chiffre procède de la volonté du Conseil de respecter le caractère prioritaire des 50 F distribués aux actions privilégiées, tout en maintenant un rapport de 160 % entre la rémunération des deux catégories d'actions.

INFORMATION SICAV



*SICAV ayant atteint le plafond autorisé et dont les souscriptions sont suspendues jusqu'à nouvel avis (1) SICAV "Monory" et Compte d'Epargne en Actions (C.E.A.)



MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 12-1-1984
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	381 008
dont :	
Or	258 980
Disponibilités à vue à l'étranger	30 084
ECU	76 836
Avances au Fonds de stabilisation des changes	15 125
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	12 164
dont :	
Concours au Trésor public	5 760
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	219 310
dont :	
Effets escomptés	86 148
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	75 723
5) DIVERS	6 813
Total	695 021

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	190 733
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	11 978
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	29 838
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	65 187
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	10 462
5) ECU A LIVRER AU FECOM	76 200
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	303 915
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	2 583
8) DIVERS	14 603
Total	695 021

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949

	13 janv.	20 janv.
Valeurs franç. à revenu variable	1401,2	1410,9
Valeurs étrangères	3936,4	4027,4
Base 100 : 29 décembre 1972		
Valeurs franç. à revenu variable	202,2	203,8
Valeurs étrangères	532,6	544,9
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice des valeurs françaises à rev. var. (base 100 au 31-12-1981)	174,6	176,1
Pétroles-Énergie	135,1	138,6
Métallurgie	87,1	88,3
Chimie	196,1	189,4
Bâtim., mat. constr., trav. publics	125,9	129,6
Constructions mécaniques	120,6	128,6
Matériel électrique	193,1	192,9
Automobile et accessoires	139,8	145,5
Industr. de consom. non alim.	278,8	289,5
Agro-alimentaire	263,2	257,4
Distribution	105,8	106,2
Transports	151,5	154,2
Services	216,1	214,9
Assurances	189,4	188,3
Banques	204,2	205
Immobilier et foncier	159,2	159,8
Investissement et portefeuille	193,5	194
Valeurs industrielles base 100 1972	205,1	205,8
Valeurs industrielles base 100 1981	179,4	179,9
Base 100 : 26 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe	104,9	105,8
Emprunts d'État	105,7	106,1
Emprunts garantis et assimilés	104,8	105,6
Sociétés	105,2	105,7
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés	92,2	92,8
Sociétés	100	100,5
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE		
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	167,3	167,5
Produits de base	142,8	144,9
Construction	123,7	127,6
Biens d'équipement	130,9	137,6
Biens de consom. durables	198,2	187,6
Biens de consom. non durables	243,7	234,1
Biens de consom. alimentaires	260,7	254,1
Services	138,1	137,6
Sociétés financières	198,6	197,8
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	141,9	147,2
Valeurs industrielles	171	171,7
BOURSES RÉGIONALES		
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	132,6	134

LA VIE DES SOCIÉTÉS

UNION CHIMIQUE ET INDUSTRIELLE DE L'OUEST. — Le groupe chimique britannique Laporte Industries révèle qu'il vient d'acquérir, pour 24 millions de francs français, l'Union chimique et industrielle de l'Ouest, compagnie privée française, qui produit, au Mans, des polyamines pour un nouveau système de traitement anticorrosif des conduites d'eau en métal. Laporte estime que ce traitement constitue une intéressante innovation, dont le potentiel de commercialisation est considérable, en particulier aux États-Unis.

Laporte annonce en même temps l'achat de deux fabriques de produits chimiques aux États-Unis, la Great Lakes Biochemical Co, de Milwaukee (Wisconsin), spécialisée dans les produits chimiques et biochimiques pour le traitement de l'eau, et la Chemical Specialties, de Valdosta (Georgie), qui produit des agents chimiques pour la conservation du bois.

Au total, ces trois acquisitions ont coûté 9,22 millions de livres (13 millions de dollars) à la compagnie britannique, qui est associée dans d'autres domaines à la *Solvay Belge.*

ALSACIENNE DE SUPERMARCHÉS. — Le chiffre d'affaires toutes taxes comprises pour 1983 progresse de 16,3 % à 3,78 milliards de francs. A surfaces comparables, l'augmentation est seulement de 9,7 %.

AMERICAN EXPRESS. — Le groupe américain spécialisé dans les activités financières — notamment à travers American Express International Banking Corp — et de voyages vient de constituer une nouvelle filiale à 100 %, chargée de gérer le patrimoine de ses clients dans le monde entier. Cette nouvelle société, baptisée American Express Asset Management Holding et dont la direction a été confiée à M. Karl Van Horn, auparavant responsable du département investissements internationaux de la Morgan Guaranty Trust Company à Londres, aura des bureaux à Londres et sur le continent européen, et elle gérera à la fois des comptes de la clientèle privée et d'entreprises. Dans un premier temps, des fonds communs de placement, placés sur l'ensemble des actions, seront offerts aux investisseurs particuliers sur le plan local et hors des États-Unis.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 30 déc. 1983)

	19 janv.	20 janv.
Valeurs françaises	107,8	107,7
Valeurs étrangères	107,7	108,4

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1981)

	19 janv.	20 janv.
Indice général	168,4	167,5

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 23 janvier .... 12 1/4 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	20 janv.	23 janv.
1 dollar (en yens)	233,50	234

BOURSE DE PARIS — Comptant — 20 JANVIER

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	....	0 918
5 %	38 80	4 849
3 % amort. 45-54	71	1 418
Emp. 7 % 1973	9210	..
Emp. 8,80 % 77	113 60	5 843
9,80 % 78/93	89 75	5 188
8,80 % 78/86	91 20	0 962
10,80 % 79/94	92 30	4 102
13,25 % 80/90	100 60	8 399
13,80 % 80/87	102 52	3 657
13,80 % 81/99	101 90	0 226
16,75 % 81/87	110 50	6 087
16,20 % 82/90	112 60	0 354
16 % juin 82	111 28	9 880
E.D.F. 7,8 % 61	137 80	16 330
E.D.F. 14,5 % 80-92	101 70	8 450
Ch. France 3 %	140	..
CNB Bques janv. 82	101 93	0 730
CNB Paribas	102 03	0 730
CNB Suez	102	0 730
CNI janv. 82	101 90	0 730

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations convertibles		
B.S.N. 10,50 % 77	3050	3100
Carrefour 6,75 % 77	*329*	*330*
Interbail (obl. conv.)	222	....
Lafarge 6 % 72	346	340 20
Martel 8,75 % 70	1920	....
Michelin 5,50 % 70	620 50	633
Moët-Hennes. 8 % 77	1900	....
Pér. (Fse) 7,50 % 79	216 10	220 10
Peugeot 6 % 70-75	340	355
Sanofi 10,25 % 77	....	....
SCREG	172	163
Télém. 7 % 74	175	178
Thom.-CSF 8,9 % 77	334	322
Actions au comptant		
Aciers Peugeot	58 20	59 50
A.G.F. (St Cent.)	*357*	*357*
A.G.P. Vie	5600	5720
Agr. Inc. Madag.	100	92 10 o
Alfred Herlicq	89	89
Allobroge	373	381
André Roudière	145	145
Applic. Hydraul.	311	311
Arbel	38 10	37
Artois	420 90	420
At. Ch. Loire	16 50	15 85
Aussedat-Rey	25 50	28
Bain C. Monaco	81 10	81 20
Banania	451	451
Banque Hypoth. Eur.	332	332
Blanzy-Ouest	265 20	275 80
B.N.P. Intercontin.	188	188
Bénédictine	1680	1660
Bon-Marché	132	129
Borie	301	298
Bras. Glac. Int.	1021	1021
Calif	379	379
Cambodge	196	200
C.A.M.E.	95	98
Campenon Bern.	179 70	187
Caout. Padang	273	284
Carbone-Lorraine	*50*	*50*
Carnaud S.A.	150	156
Caves Roquefort	951	951
C.E.G.Frig.	209 70	209
C.E.M.	29	29 60
Centen. Blanzy	833	833
Centrest (Ny)	105 10	105 50
Cerabati	70	69 40
C.F.F. Ferrailles	136	136
C.F.S.	834	860
C.G.I.B.	89	....
C.G.V.	109	109
Chambon (M.)	440	....
Chambourcy (M.)	1050	1092
Champex (Ny)	103	103
Chim. Gde Paroisse	72 10	73
C.I. Maritime	401	399
Ciments Vicat	237	239
Citram (B)	124	....
Clause	540	549
Cl. MA (Fr.-Bail)	352	....
Cochery	53	....
Cofradel (Ly)	485	485
Cogifi	239	239
Comindus	800	800
Comiphos	177	178
Comp. Lyon-Alem.	215	218
Concorde (La)	280	279
C.M.P.	15 55	16 15
Conte S.A. (Li)	40 80	43
Crédit (C.F.B.)	209	200 70
Créd. Gén. Ind.	391 40	391
Cr. Universel (Cie)	500	500
Créditel	129 70	125 80
C. Sabl. Seine	115 50	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Darblay S.A.	214	....
De Dietrich	330 20	330 20
Dégremont	174	186
Delalande S.A.	269	268
Delmas-Vieljeux	627	652 d
Dév. Rég. P.d.C (Li)	124	120
Didot-Bottin	398	398
Dist. Indochine	421	416
Drag. Trav. Pub.	228	220
Duc-Lamothe	202	209
Dunlop	8 65	9 40 d
Eaux Bass. Vichy	980	983
Eaux Vittel	960	960
Ecco	3070	3110
Economats Centre	450	432
Electro-Banque	269 50	270
Electro-Financ.	511	508
Elf-Antargaz	159	159
E.L.M. Leblanc	549	540
Entrepôts Paris	289	290
Epargne (B)	1150	1100
Epargne de France	304 20	....
Epeda-BF	1450	1445
Escaut-Meuse	400	405
Eurocom	740	750
Europ. Accumul.	31	31 50
Eternit	325 70	349 d
Félix Potin	1145	1145
Ferm. Vichy (Ly)	127	117 o
Finalens	101	99
FIPP	104	....
Fnac	*280*	*270*
Focep (Chât. eau)	1060	1050
Foncière (Cie)	190 10	192
Fonc. Agache-W.	91 20	89
Fonc. Lyonnaise	1320	1360
Foncina	182 50	162
Forges Gueugnon	16 50	16 50
Forges Strasbourg	136	136
Forinter	1285	1290
Fougerolle	80	80
France I.A.R.D.	103 50	104
France (La)	802	834
Frankel	185 20	192 60
Fromageries Bel	895	861
From. Paul Renard	450	450
GAN	680	677
Gaumont	600	600
Gaz et Eaux	1295	1295
Genvrain	110	....
Gér. Arm. Hold.	26	26
Gerland (Ly)	754	756
Gévelot	*329 40*	*335*
Gr. Fin. Constr.	208	212
Gds Moul. Corbeil	80	80
Gds Moul. Paris	303	331 d
Groupe Victoire	880	880
G. Transp. Ind.	146	145 50
Huard-U.C.F.	39	38
Hutchinson	30	30
Hydro-Energie	186	222 d
Hydroc. St-Denis	51 60	50 20
Imminde S.A.	207	207
Immivest	171	177 80
Immobail	290	301 60
Immobanque	509	511
Immob. Marseille	2355	2280
Immofice	391	391
Industrielle Cie	828	881
Invest. (Sté Cent.)	875	875
Jaeger	28 10	27 50
Lafitte-Bail	300	300
Lambert Frères	76 50	74
Lampes	*115 20*	*115 20*
La Brosse-Dupont	76	....
Lebon Cie	752	765
Lille-Bonnières	270	270
Locabail Immob.	*505*	*500*
Loca-Expansion	172	173 10
Locafinancière	250	251
Locatel	347 50	355
Lordex (Ny)	108 10	....
Louvre	437 80	445
Lucisaire S.A.	274	270
Machines Bull	32 20	32
Magasins Uniprix	54	55
Magnant S.A.	50 60	....
Maritimes Part.	140 30	140 20
Marocaine Cie	44 20	44
Métal Déployé	275	272
M. H.	40	10 o
Mic	245	....
Mors	280 80	316 30
Nadella S.A.	139	135
Naval Worms	112	118 50
Navig. (Nat. de)	55	58 90
Nicolas	487	490
Nodet-Gougis	77 80	....
OPB Paribas	132 50	133
Optorg	148	148
Origny-Desvroise	101 80	100
Palais Nouveauté	282	285
Paris France	109 70	105 30
Paris-Orléans	152 50	152 50
Part. Fin. Gest. Im.	315	314 50
Pathé-Cinéma	261 50	290
Pathé-Marconi	144	....
Piles Wonder	153 60	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Piper-Heidsieck	352 30	351
P.L.M.	109 90	109
Porcher	175	180
Profils Tubes Est	5 60	5 70
Prouvost ex-Lain.R.	47 70	47 70
Providence S.A.	416	432
Publicis	1370	1380
Raff. Souf. R.	149	....
Ressorts Indust.	90	90 50
Révillon	470	....
Ricqlès-Zan	130 20	130 30
Ripolin	44 70	43 o
Rochefortaise S.A.	73 15	70
Rochette-Cenpa	12 80	15 55 d
Rosario (Fin.)	111	113
Rougier et Fils	62	62
Rousselot S.A.	384 60	435 d
Sacer	44 70	....
Saclor	3	3
SAFAA	80	....
Safic-Alcan	204	212 10
SAFT	286	290
Saunier Duval	25	24 20
Saint-Raphaël	83	80
Salins du Midi	300	296
Santa-Fé	175	177
Satam	44	45
Savoisienne (M)	66	....
SCAC	180	180
Sellier-Leblanc	268	266
Senelle Maubeuge	*178*	*180*
S.E.P. (M)	171 30	165
Serv. Equip. Véh.	58	58
Sicli	36 30	36
Sicotel	282	275
Sintra-Alcatel	550	550
Slavim	132 80	132 50
Siph (Plant. Hévéas)	194 90	....
SMAC Acièroïd	160	166
Sofal financière	420	427
Soffo	181 80	177
Soficomi	462	462
S.O.F.I.P. (M)	90 30	90
Sofragi	790	780
Sogepal	250	....
Soudure Autog.	68	70 70
S.P.E.G.	194	194
Speichim	170	167
S.P.I.	338	351 50
Spie Batignolles	157 10	157
Stemi	240	239
Synthelabo	274	274
Taittinger	815	810
Testut-Aequitas	290 50	327 10 d
Thann et Mulh.	65	60 60 o
Tissmétal	29 30	29
Tour Eiffel	312	320
Ufiner S.M.D.	199	202
Ugimo	214	213 10
Unibail	540	550
Unidel	104 10	104
U.A.P.	554	553
Union Brasseries	59 30	....
Union Habit.	268	268
Un. Imm. France	266	268 90
Un. Ind. Crédit	340	346
Usinor	1 20	1 15
U.T.A.	179	180
Vincey Bourget (Ny)	8 50	....
Virax	63 50	62
Waterman S.A.	256 10	266 30
Brass. du Maroc	111	118 80 d
Brass. Ouest-Afr.	29	29 20
Étrangères		
A.E.G.	280	....
Akzo	390	386
Alcan Alum.	450 10	....
Algemeine Bank	1476	1469
Am. Petrofina	595	600
Arbed	230	....
Asturienne Mines	110	117
Banco Central	115	115
Bco Pop Espanol	93	96
B. N. Mexique	7 25	....
B. Régl. Internat.	32700	32950
Barlow Rand	130	122 10
Blyvoor	152 10	154
Bowater	45	46
British Petroleum	66 50	66
Br. Lambert	530	499 50
Caland Holdings	120	....
Canadian-Pacific	473	473
Cockerill-Ougre	27	....
Cominco	538	....
Commerzbank	715	711
Courtaulds	23 50	23
Dart. and Kraft	775	766
De Beers (port.)	81	....
Dow Chemical	380	384
Dresdner Bank	720	739
Entrep. Bell Canada	289	287 50
Femmes d'Auj.	73 40	....
Finoutremer	250	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Fosider	0 30	....
Gén. Belgique	363 50	362
Gevaert	530	575
Glaxo	130	130
Goodyear	340	....
Grace and Co	510	....
Grand Metropolitan	58 95	58
Gulf Oil Canada	155	158
Hartebeest	770	775
Honeywell Inc.	1480	1450
Hoogovens	160	....
I. C. Industries	555	556
Int. Min. Chem	530	530
Johannesburg	1160	....
Kubota	17	17
Letonia	283	282
Mannesmann	619	603
Marks-Spencer	36 75	37
Midland Bank Plc	68	69
Mineral-Ressourc.	116	117
Nat. Nederlanden	825	....
Noranda	243	240
Olivetti	28	27 80
Pakhoed Holding	240	245
Petrofina Canada	950	....
Pfizer Inc.	434	432
Phoenix Assuranc.	71 50	74 75
Pirelli	12	11 20
Procter Gamble	620	621
Ricoh Cy Ltd	52 50	53 90
Rolinco	1215	1230
Robeco	1290	1285
Rodamco	485	483 50
Shell fr. (port.)	94 30	....
S.K.F. Aktiebolag	226	220
Sperry Rand	550	545
Steel Cy of Can.	285	290
Stilfontein	175	....
Sud. Allumettes	341	371
Tenneco	460	....
Thorn EMI	93	102 d
Thyssen c. 1 000	328	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Toray Indust. inc	21 50	21 25
Vieille Montagne	607	607
Wagons-Lits	405	405
West Rand	72 10	72 50
SECOND MARCHÉ		
A.G.P.-R.D.	1187	1251
C.D.M.E.	520	520
Dafsa	370	375
Dauphin O.T.A.	1535	1530
Merlin Immobilier	1850	1850
Métallurg. Minière	134	132 50
M.M.B	290	287 20
Novotel S.I.E.H.	*1745*	*1695*
Petit Bateau	415	417
Petrofigaz	556	559
Poron	590	595
S.C.G.P.M.	230	235
Far East Hotels	1 54	1 45
Sodexho	3035	3050
Sofibus	214	222
Hors-cote		
Air-Industrie	7 60	11 d
Alser	173	....
Cellulose du Pin	*31*	*31*
C.G.Maritime	7 10	....
CMM-Mar Madag.	....	....
Coparex	521	510
F.B.M. (Li)	70	3 50 o
Files.Fourmies	1 50	....
Imp. G.-Lang	1 15	1 56 d
La Mure	60	....
Pronuptia	135	145 d
Rorento N.V.	*735*	*738*
Sabl. Morillon Corv.	129	....
S.K.F. (Applic. méc.)	60	....
S.P.R.	150	150
Total C.F.N.	51 50	....
Ufinex	245	....

SICAV 20/1

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Actions France	233 95	223 34
Actions-Investiss.	295 69	282 28
Actions sélectives	347 27	331 52
Aedificandi	369 98	353 20
A.G.F. 5000	256 85	245 20
Agfimo	393 85	375 99
A.G.F. Interfonds	397 91	379 87
Altefi	242 83	231 82
A.L.T.O.	*194 42*	*185 60*
Amérique Gestion	548 54	523 67
Assoc. St-Honoré	10903 35	10849 10
Associc	21975 06	21975 06 ◆
Bourse-Investiss.	303 35	289 59
Capital Plus	1250 70	1250 70
C.I.P.	900 06	859 25
Convertimmo	310 01	295 95
Cortexa	1154 59	1102 23
Credinter	434 57	414 86 ◆
Croiss. Immobil.	380 70	363 44
Démeter	57621 14	57448 79
Drouot-France	302 30	288 59
Drouot-Investiss.	798 60	762 39
Drouot-Sécurité	204 55	195 27
Energie	257 12	245 46
Epargne-Sicav	6244 37	6213 30
Epargne Associations	24161 12	24088 85
Epargne-Capital	5328 64	5275 88
Epargne-Croiss.	1467 06	1400 53
Epargne-Industr.	453 97	433 38
Epargne-Inter	743 73	710
Epargne-Oblig.	184 34	175 98
Epargne-Unie	944 91	902 06
Epargne-Valeur	368 58	351 87
Eparoblig	1106 20	1103 99
Eurocic	8992 43	8584 66 ◆
Euro-Croissance	439 11	419 20
Foncier Investiss.	687 48	656 29
France-Garantie	285 94	280 33
France-Investiss.	454 34	433 74
Fr.-Obl. (nouv.)	418 83	399 84
Francic	256 87	244 27 ◆
Fructidor	245 57	234 43
Fructifrance	450 28	429 86
Fructivar	59988 16	59838 56
Gestion Associations	117 63	114 76
Gestion Mobilière	612 83	585 04
Gest. Rendement	517 49	494 02
Gest. Sél. France	399 20	381 10
Haussmann Oblig.	1277 99	1220 04
Horizon	686 30	655 18
I.M.S.I.	392 72	374 91
Indo-Suez Valeurs	655 50	625 78
Ind. française	11748 69	11516 36
Interoblig.	11142 97	10637 68
Intersélect France	286 27	273 29 c
Intervaleurs Indust.	447 41	427 12
Invest. net	10585 84	10564 71
Invest. Obligataire	12362 01	12337 34
Invest. St-Honoré	727 79	694 79
Laffitte-crt-terme	118780 35	118780 35

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Laffitte-Expansion	694 79	663 28
Laffitte-France	211 30	201 70
Laffitte-Oblig.	144 12	137 58
Laffitte-Rend.	216 60	206 78
Laffitte-Tokyo	980 15	935 70
Lion-Associations	11279 29	11279 29
Livret portefeuille	529 17	505 17
Mondiale Investissem.	380 77	363 50
Monecic	55445 87	55445 87 ◆
Multi-Obligations	483 83	442 80
Natio.-Assoc.	22855 56	22809 94
Natio.-Epargne	12454 30	12330 99
Natio.-Inter.	1013 55	967 59
Natio.-Obligations	444 22	424 08
Natio.-Placements	56479 20	56479 20 c
Natio.-Valeurs	529 90	505 87
Oblisam	159 89	152 64 ◆
Pacifique St-Honoré	445 70	425 49
Paribas Epargne	12042	11994 02
Paribas Gestion	587 77	561 12
Patrimoine-Retraite	1144 01	1121 58
Phénix Placements	*241 80*	*240 80*
Pierre Investiss.	453 43	432 87
Placement crt-terme	52934 37	52934 37
Province Investiss.	284 99	272 07
Rendem. St-Honoré	11997 08	11937 39
Sécur. Mobilière	378 58	361 41
Sél. court terme	12045 87	11956 20
Sélec. Mobil. Div.	353 36	337 34
Sélection-Rendem.	180 69	172 50
Sélect. Val. Franç.	210 65	201 10
Sicav-Associations	1064 30	1062 18
S.F.I. fr. et étr.	482 86	470 51
Sicavimmo	508 50	485 44
Sicav 5000	224 60	214 42
Sivafrance	341 03	325 57
Sivam	341 59	326 10
Sivarente	202 57	193 38
Sivinter	371 49	354 64
S.I.-Est	1080 74	1031 73
S.I.G.	842 89	803 75
S.N.I.	1086 53	1037 26 ◆
Sofinvest	471 39	450 01
Sogepargne	324 62	309 90
Sogevar	941 91	899 20
Sogniter	1240 86	1184 59
Soleil Investiss.	513 21	489 94
Technocic	1057 55	1009 59 ◆
U.A.P. Investiss.	374 11	357 15
Uni-Associations	103 33	103 33
Unifrance	276 85	264 30
Unifoncier	717 69	685 15
Unigestion	708 56	676 43
Uni-Japon	1249 65	1192 98
Uni-Régions	1415 44	1351 26
Unirente	1846 21	1785 50
Univar	13222 89	13222 89
Valorem	419 45	400 43
Valorg	1103 73	1102 63
Valreal	120832 07	120711 36
Worms Investiss.	738 92	705 41

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché; * : droit détaché; o : offert; d : demandé; ◆ : prix précédent.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
1818	4,5 % 1973	1839	1836	1836	− 0 16
3100	C.N.E. 3 %	3240	3239	3235	− 0 15
205	Accor	232	228	228	− 1 72
770	Agence Havas	878	878	878	....
510	Air Liquide	547	547	549	+ 0 38
400	Als. Superm.	440	440	440	....
71	A.L.S.P.I.	91	92 10	92 10	+ 1 20
131	Alsthom-Atl.	155	158	158	+ 1 93
580	Amrep	625	615	615	− 1 60
360	Applic. gaz	342	345	345	+ 0 87
340	Arjom. Prioux	422	429 90	429 90	+ 1 87
1010	Aux. Entrepr.	1470	1455	1445	− 1 70
430	Av. Dass.-Br.	540	520	520	− 3 70
265	Bail-Equipem.	285	288	290	+ 1 75
600	Bail-Investiss.	617	615	615	− 0 32
430	Cie Bancaire	477 50	477 50	477 50	....
110	Bazar H.-V.	117 90	117 90	122 50	+ 3 90
265	Béghin-Say	289	282	288	− 0 34
....	Bic	413	410 50	410 50	− 0 60
230	B.I.S.	288	293	297	− 0 34
1540	Biscuit (Géné.)	1700	1700	1700	....
1800	Bongrain S.A.	1860	1860	1860	....
885	Bouygues	828	819	816	− 1 44
2590	B.S.N.-G.D.	2765	2760	2760	− 0 18
1300	Carrefour	1511	1520	1500	− 0 72
900	Casino	930	901	900	− 3 22
520	Cedis	575	578	578	+ 0 52
280	Cetelem	370	371	371	+ 0 27
560	C.F.A.O.	591	594	594	+ 0 50
78	C.F.D.E.	84	84	85	+ 1 19
5 50	Ch. France Dunk.	5 80	5 90	5 85	+ 0 86
240	Charg. Réunis	271	267	268	− 1 10
23	Chiers-Châtill.	25 10	25	25 10	....
195	Ciments franç.	257	260	258	+ 0 38
1350	C.I.T. Alcatel	1508	1470	1480	− 1 85
740	Club Méditerr.	825	818	817	− 0 96
176	Codetel	112 50	112 30	112 30	− 0 17
182	Cofimeg	230	229	229	− 0 43
200	Coles	226	226	225	....
128	Compt. Entrepr.	152 10	148 50	150 10	− 1 31
255	Compt. Mod.	349	352	352	+ 0 85
485	Créd. Foncier	502	500	499	− 0 59
240	Crédit F. Imm.	242	240	240	− 0 82
490	Crédit Nat.	477	475	477	....
42	Creusot-Loire	48	48 80	48 60	+ 1 25
125	Crouzet	140	137	137	− 2 14
585	C.S. Saupiquet	599	606	606	+ 1 16
1300	Damart-Servip	1580	1500	1500	....
770	Darty	835	845	846	+ 1 31
520	Docks France	660	655	650	− 1 51
84	D.M.C.	90	90 10	90	....
840	Dumez	890	889	889	− 0 11
520	Eaux (Gén.)	555	555	555	....
161	Elf-Aquitaine	192	190 50	190 50	− 0 78
151	– (certific.)	180 80	180	180	− 0 33
2230	Essilor	2298	2325	2325	+ 1 17
430	Esso S.A.F.	600	600	597	− 0 50
755	Eurafrance	873	855	855	− 2 06

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
685	Euromarché	745	770	760	+ 2 01
605	Europe nº 1	603	608	611	+ 1 32
730	*Facom*	*917*	*906*	*906*	*− 1 19*
760	Fichet-Bauche	780	805	805	+ 3 20
182	Finextel	185 50	184 30	184 30	− 0 64
194	Fives-Lille	271	269	270	− 0 36
39	*Fonderie (Gén.)*	*37 80*	*39 50*	*39 50*	*+ 4 49*
85	Fraissinet	85	85	86	....
385	Francarep	423	419	419	− 0 94
148	Gal. Lafayette	176	182	187	+ 6 25
795	Gén. Géophys.	830	825	825	− 0 60
280	GTM-Entrepose	285	284	283	− 0 70
315	Guyenne-Gasc.	326	323	323	− 0 92
1450	Hachette	1506	1495	1495	− 0 73
320	Hénin (La)	381 20	380 50	380	− 0 33
56	*Imétal*	*69*	*69 70*	*71 50*	*+ 3 62*
270	Imm. Plaine-M.	275	274 10	274 10	− 0 32
365	Ind. et Particip.	397 50	397 50	398	+ 0 12
820	Inst. Mérieux	830	901	901	+ 8 55
370	Interbail	394	393	393	− 0 25
1220	Intertechnique	1360	1369	1370	+ 0 73
150	J. Lefebvre	150 50	150	150	− 0 33
125	Jeumont Ind.	173	169	170	− 1 73
468	Lab. Bellon	510	523	525	+ 2 94
280	Lafarge-Coppée	333	329 50	327 10	− 1 77
1940	Legrand	2105	2090	2089	− 0 76
1340	Lesieur	1355	1355	1356	+ 0 07
265	Locafrance	310	295	299	− 3 54
750	*Locindus*	*701*	*701*	*702*	*+ 0 14*
765	Lyonn. Eaux	860	855	855	− 0 58
305	Mais. Phénix	345	345	345	....
820	Majorette (Ly)	1010	1010	1010	....
95	Manurhin	118	121 50	122	+ 3 38
66	Mar. Wendel	74 10	73 20	73 20	− 1 08
1710	Martell	1900	1880	1861	− 2 05
840	Merlin-Gerin	932	890	892	− 4 29
1240	Matra	1705	1690	1690	− 0 87
785	*Michelin*	*953*	*959*	*960*	*+ 0 73*
1380	Midi (Cie)	1485	1480	1474	− 0 74
171	Midland Bk S.A.	238	248	250	+ 5 04
121	Mines Kali (Sté)	130 50	127	127 50	− 2 29
42	M.M. Penarroya	47	47	48 80	+ 3 82
1380	Moët-Hennessy	1490	1489	1490	....
475	Mot. Leroy-S.	515	515	515	....
104	Moulinex	109 50	108 40	108 40	− 1
630	Mumm	719	715	715	− 0 55
215	Navig. Mixtes	251	240	244	− 2 78
10	Nobel-Bozel	10 60	10 60	10 60	....
47	Nord-Est	52 80	51 60	51 10	− 2 85
290	Nordon (Ny)	290	290	290	....
66	*Nouvelles Gal.*	*80*	*85*	*87 20*	*+ 9*
685	Occident. (Gén.)	668	684	664	− 0 59
193	Olida-Caby	270	271	268 80	− 0 44
920	Omn. F. Paris	990	985	965	− 2 52
165	Opfi-Paribas	175	175 50	175 50	+ 0 28
2090	Oréal (L')	2316	2270	2295	− 0 90
75	Paper. Gascogne	88	80	80	− 9 09
600	Paris-Réescomp.	593	590	591	− 0 33

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
189	Pechelbronn	267	267	267 20	+ 0 07
445	Penhoet	532	533	533	+ 0 18
755	Pernod-Ricard	803	789	788	− 1 86
157	Pétroles (Fse)	198	196	197	− 0 50
38	– (certific.)	44 80	44 75	44 80	....
69	Pétroles B.P.	84	82 20	82 20	− 2 14
200	Peugeot S.A.	248	245 50	249 90	+ 0 76
54	Poclain	72	70	70	− 2 77
305	Poliet	332	353	352	+ 6 02
136	Pompey	137	139	139	+ 1 45
345	P.M. Labinal	377 70	380	380	+ 0 60
1790	Presses Cité	1860	1850	1855	− 0 26
890	Prétabail Sic.	890	900	900	+ 1 12
225	Primagaz	249 20	248	248	− 0 48
131	Printemps	154	152	151 50	− 1 62
1210	*Promodès*	*1390*	*1400*	*1400*	*+ 0 71*
390	Radiotechn.	394	394	397	+ 0 76
74	Raffin. (Fse)	93	90	90	− 3 22
980	Redoute (La)	1221	1140	1170	− 4 17
640	Roussel-Uclaf	840	820	818	− 2 61
1200	Rue Impériale	1400	1370	1370	− 2 14
153	Sade	152 10	150	150	− 1 38
1380	Sagem	1405	1405	1405	....
310	St-Louis B.	450	425	440	− 2 22
520	*Sanofi*	*541*	*540*	*539*	*− 0 36*
330	S.A.T.	339	338 50	339	....
24	Saulnes	32 90	32 60	33 30	+ 1 21
86	Schneider	105	105	104	− 0 95
51	S.C.O.A.	62	61 60	61 50	− 0 80
153	S.C.R.E.G.	172	169	170	− 1 16
400	Seb	503	496	497	− 1 19
255	Sefimeg	268	263 10	263 10	− 1 82
820	S.F.I.M.	946	921	930	− 1 69
96	S.G.E.-S.B.	99	97 50	97 50	− 1 51
820	Sign. Ent. El.	940	937	930	− 1 06
500	Silic	487	485	488	+ 0 20
290	Simco	304 90	300 50	301	− 1 27
134	Simnor	139	140	140	+ 0 71
1350	Skis Rossignol	1410	1370	1370	− 2 83
506	Slminco	525	520	520	− 0 95
468	Sogerap	512	520	520	+ 1 56
460	Sommer-Allib.	622	630	630	+ 1 28
430	Source Perrier	539	541	538	− 0 18
390	Talcs Luzenac	414	420	422	+ 1 93
1360	Tél. Elect.	1585	1550	1550	− 2 20
190	Thomson-C.S.F.	281	279 50	279 50	− 0 53
1670	T.R.T.	2297	2145	2180	− 5 09
235	U.F.B.	336	339 90	339 90	+ 1 16
535	U.I.S.	570	565	565	− 0 87
210	U.C.B.	260	260	258	− 0 76
300	Valéo	340	340 10	339	− 0 29
61	Vallourec	74 50	75	75	+ 0 67
1680	V. Clicquot-P.	1890	1888	1888	− 0 10
1070	Viniprix	1165	1166	1160	− 0 42
850	Elf-Gabon	910	910	913	+ 0 32
255	Amax Inc.	271 50	270 70	271	− 0 18
325	Amer. Express	372 60	370	369	− 0 96
655	Amer. Teleph.	221	220 40	220 40	− 0 27

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
169	Anglo Amer. C.	184	185	185	+ 0 54
1120	Amgold	1188	1182	1185	− 0 25
810	*B. Ottomane*	*920*	*920*	*928*	*+ 0 86*
645	BASF (Akt)	730	739	742	+ 1 64
645	Bayer	740	751	762	+ 2 97
580	Buffelsfont.	569	572	568	− 0 17
33	Charter	41 50	40 50	41	− 1 20
470	Chase Manh.	564	557	557	− 1 24
295	Cie Pétr. Imp.	329 30	334	336	+ 2 03
76	De Beers	92	92 95	92 95	+ 1 03
1250	Deutsche Bank	1473	1538	1525	+ 3 53
139	Dome Mines	145	146	142	− 2 06
325	Driefontein Cld	370	370 50	369 50	− 0 13
525	Du Pont-Nem.	584	585	585	+ 0 17
775	Eastman Kodak	860	859	854	− 0 69
161	*East Rand*	*158*	*156 30*	*155*	*− 2 51*
530	Ericsson	547	540	542	− 0 91
385	Exxon Corp.	428	435	435	+ 1 63
440	Ford Motors	523	523	523	....
390	Free State	393	396	385	− 2 03
245	Gencor	254 50	256 50	256 80	+ 0 90
310	Gén. Belgique	363 50	364 80	362	− 0 41
605	Gén. Electr.	662	666	666	+ 0 60
765	Gen. Motors	880	873	871	− 1 02
73	Goldfields	85	84	83 50	− 1 76
205	Harmony	213	214	214 40	+ 0 66
35	Hitachi	39 85	40 35	40 35	+ 1 25
680	Hoechst Akt.	798	811	807	+ 1 12
99	*Imp. Chemical*	*105*	*102*	*102*	*− 2 85*
147	Inco. Limited	169	169	169	....
1290	IBM	1361	1361	1361	− 1 44

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
81	Ito-Yokado	104 90	104	104 80	− 0 09
470	ITT	534	525	525	− 1 68
86	Matsushita	94 80	95 30	95 25	+ 0 47
980	Merck	1040	1043	1020	− 1 92
890	Minnesota M.	911	907	907	− 0 43
285	Mobil Corp.	333	343	343	+ 3
....	Nestlé	26500	26640	26650	+ 0 56
645	Norsk Hydro	797	795	805	+ 1
1080	Petrofina	1370	1341	1350	− 1 45
785	Philip Morris	855	857	853	− 0 23
148	Philips	174 50	172 50	172 50	− 1 14
420	Pres. Brand	413	410	410 10	− 0 70
465	Président Steyn	460	466	467	+ 1 52
1050	Quilmès	1145	1115	1160	+ 1 31
1440	Randfontein	1455	1452	1460	+ 0 34
445	Royal Dutch	532	535	536	+ 0 75
87	Rio Tinto Zinc	105 40	104 70	104 90	− 0 47
355	St Helena Co	382	387	387 50	+ 1 43
475	Schlumberger	526	523	525	− 0 19
82	*Shell transp.*	*96 80*	*96 50*	*98*	+ 1 23
1460	Siemens A.G.	1599	1629	1620	+ 1 31
168	Sony	178 60	179 60	178 50	− 0 05
240	T.D.K.	269 50	279 90	279 90	+ 3 85
840	*Unilever*	*1004*	*1010*	*1010*	*+ 0 59*
740	Unit. Techn.	835	840	839	+ 0 47
1160	Vaal Reefs	1199	1189	1190	− 0 75
545	West Deep	551	556	550	− 0 18
460	*West Hold.*	491	477 50	471	− 2 07
530	Xerox Corp.	568	564	561	− 1 23
2 12	Zambia Corp.	2 41	2 45	2 48	+ 2 90

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 20/1	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
États-Unis ($ 1)	8 549	8 552	8 330	8 730
Allemagne (100 DM)	305 980	305 980	293	313
Belgique (100 F)	14 990	14 998	14 200	15 300
Pays-Bas (100 fl.)	271 990	272 180	259	279
Danemark (100 krd)	84 500	84 400	80	88
Norvège (100 k)	109 320	109 440	104	111
Grande-Bretagne (£ 1)	12 123	12 120	11 650	12 450
Grèce (100 drachmes)	8 370	8 367	6 500	8 250
Italie (1 000 lires)	5 030	5 017	4 700	5 200
Suisse (100 fr.)	384 500	384 300	371	392
Suède (100 krs)	104 760	104 820	101	108
Autriche (100 sch)	43 470	43 460	42 500	44 500
Espagne (100 pes.)	5 387	5 390	4 900	5 500
Portugal (100 esc.)	6 345	6 320	5 400	6 500
Canada ($ can 1)	6 857	6 867	6 650	6 990
Japon (100 yens)	3 667	3 669	3 530	3 680

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 20/1
Or fin (kilo en barre)	103100	102500
Or fin (en lingot)	102900	102250
Pièce française (20 fr)	648	649
Pièce française (10 fr)	441	.....
Pièce suisse (20 fr)	630	626
Pièce latine (20 fr)	613	616
Souverain	773	770
Pièce de 20 dollars	4105	4105
Pièce de 10 dollars	1830	1845
Pièce de 5 dollars	1075	.....
Pièce de 50 pesos	4095	4050
Pièce de 10 florins	635	635

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 22-23 janvier 1984 a été tiré à 517 875 exemplaires

A B C D E F G

A LA SUITE D'UNE TRACTATION SECRÈTE

Les six Allemands de l'Est réfugiés à l'ambassade américaine en RDA ont pu gagner l'Ouest

Berlin-Est (AFP, AP, Reuter). – Les six ressortissants est-allemands qui avaient trouvé refuge à l'ambassade des États-Unis à Berlin-Est, et demandé à pouvoir émigrer parce qu'ils ne supportaient plus d'être privés de liberté en RDA (*le Monde* daté du 22-23 janvier), ont pu passer à l'Ouest dimanche soir 22 janvier à la suite d'une tractation secrète entre les diplomates américains et les autorités. Ces négociations ont eu lieu par l'entremise de l'avocat est-allemand Wolfgang Vogel.

Ami personnel et confident de M. Erich Honecker, le chef de l'État et du Parti communiste de RDA, Mᵉ Vogel est le spécialiste de la « vente » de dissidents à la République fédérale, qui rachète chaque année la liberté de nombreux prisonniers politiques est-allemands. Le gouvernement de Berlin-Est vend ainsi ses prisonniers à la RFA pour des sommes pouvant atteindre plusieurs dizaines de milliers de marks (ouest-allemands) par personne, en fonction de leur niveau social. Il n'a pas été précisé, toutefois sous quelle forme et à quel tarif avait eu lieu la transaction, dans le cas des six dissidents réfugiés à l'ambassade des États-Unis à Berlin-Est.

Ceux-ci ont en tout cas pu gagner l'Ouest dans la soirée de dimanche, franchissant le mur au passage de l'Invalidenstrasse, en secteur britannique. Il s'agit de quatre Berlinois de l'Est et d'un couple originaire de Postdam. Deux d'entre eux avaient déjà connu la prison pour avoir tenté de s'évader de RDA. Au cours de leur séjour à l'ambassade américaine, ils avaient observé une grève de la faim pour attirer l'attention sur leur détermination de *« se réinstaller dans un pays démocratique ».* Leur nouveau lieu de résidence n'a pas été divulgué par la police de Berlin-Ouest.

L'armateur Delmas-Vieljeux n'est pas autorisé à faire construire quatre cargos en Yougoslavie

Le secrétaire d'État à la mer indique dans un communiqué publié en fin de matinée, ce lundi 23 janvier, que le gouvernement n'a pas accordé à l'armateur Delmas-Vieljeux la licence d'importation pour la commande que cette entreprise voulait passer à un chantier naval yougoslave, portant sur quatre cargos spécialisés dans le transport de bois. M. Guy Lengagne ajoute qu'il a demandé à l'armateur d'étudier à bref délai d'autres solutions.

Des négociations ont donc été engagées entre les quatre partenaires concernés, les Chantiers navals Alsthom-Atlantique, l'armateur Delmas-Vieljeux, les pouvoirs publics et les représentants en France du gouvernement coréen et des chantiers navals de ce pays, puisque l'une des formules envisagées était la construction de deux bateaux en France et de deux autres en Corée du Sud. On sait que les prix proposés par les chantiers yougoslaves étaient beaucoup moins élevés que les devis fournis par les chantiers français, qui ont besoin, pour s'aligner sur le niveau mondial, d'une subvention gouvernementale d'au moins 150 millions de francs par navire.

Prise après plusieurs jours d'atermoiements et de déclarations contradictoires, la décision du gouvernement, si elle est de nature à satisfaire le Parti communiste et les ouvriers des chantiers à la veille de la grande manifestation prévue le 24 janvier, risque de coûter très cher aux contribuables, et d'indisposer l'un des représentants les plus dynamique de l'armement français.

On fait remarquer au Comité central des armateurs (CCAF) qu'il est ainsi démontré qu'*« un armateur français ne peut pas exercer son métier de manière compétitive »*, ce qui est grave, étant donnée l'extrême rudesse de la concurrence internationale. On ajoute que de 1980 à 1983, les trois quarts (en valeur) des commandes de navires neufs passées par des armateurs français ont été adressés à des chantiers nationaux.

F. GR.

(Lire en page 43 notre dossier sur la crise de la construction navale).

22 708 faillites en 1983

Les chiffres publiés par l'INSEE le 21 janvier le confirment : 1983 aura été une mauvaise année pour les entreprises. Pour la troisième année consécutive, en effet, le nombre de faillites a dépassé 20 000. Avec 22 708 entreprises défaillantes – une hausse de 11 % en un an, – un nouveau record est même établi. L'industrie est particulièrement atteinte puisque les faillites y ont augmenté de 21,1 %. L'accroissement est aussi supérieur à la moyenne pour les services rendus aux particuliers (14,2 %) et ceux rendus aux entreprises (12,1 %). En revanche, le bâtiment-génie civil (+ 9 %), le commerce (+ 8,7 %) et les transports (+ 8,2 %) se portent moins mal que prévu, tandis que pour les hôtels-cafés-restaurants le nombre de défaillances a peu varié de 1982 à 1983, passant de 2 245 à 2 274, soit une augmentation de 1,3 % seulement.

Fait tout aussi inquiétant, ce sont des entreprises de plus en plus grosses qui sont concernées. A ne prendre que les statistiques du tribunal de commerce de Paris – récemment publiées par le CNPF, – la moyenne des passifs déclarés a atteint 3,297 millions de francs contre 2,392 millions de francs en 1982, soit une augmentation de 38 %.

Enfin, la tendance ne peut qu'inquiéter les pouvoirs publics. Après une hausse massive du nombre des entreprises défaillantes en 1981, 1982 avait connu un répit. Les faillites avaient alors baissé de 2,1 % et même de 11 % dans l'industrie.

La collecte des informations, quelque peu perturbée au cours de l'année 1983 par des retards de publication des jugements de règlements judiciaires et de liquidations de biens, a retrouvé dans les derniers mois un rythme normal. Or 2 706 entreprises – en résultat brut – ont été concernées par un tel jugement en décembre, 2 031 en données corrigées des variations saisonnières après 2 017 en novembre et 1 703 en octobre. L'INSEE reconnaît donc que *« le niveau de cette série reste élevé et la tendance apparaît, comme les mois précédents, orientée vers la croissance ».* Une manière de dire que 1984 ne devrait pas beaucoup mieux se passer. – B.D.

M. MITTERRAND REÇOIT Mᵐᵉ THATCHER A MARLY-LE-ROI DE FAÇON « INFORMELLE »

Mᵐᵉ Thatcher était attendue ce lundi 23 janvier en fin de matinée à Marly-le-Roi, pour y avoir une séance de travail accompagnée d'un déjeuner avec *M. Mitterrand. C'est* pour bien marquer le caractère informel de cette rencontre – à rapprocher du voyage du président de la République à Ludwigshafen le 2 février prochain, pour y rencontrer le chancelier Kohl à son domicile privé – que, contrairement à ce qui avait été indiqué tout d'abord, elle n'a pas lieu à l'Élysée.

Aucun ordre du jour précis n'a été fixé, comme il est de tradition pour ce genre de rencontre. Mais les questions européennes en général, et celle de la contribution budgétaire britannique en particulier, devaient naturellement faire l'objet essentiel de cet échange de vues. On indiquait samedi à Londres que les relations Est-Ouest après l'ouverture de la Conférence sur le désarmement en Europe pouvaient également être abordées.

Mᵐᵉ Thatcher devait regagner Londres dans l'après-midi.

Aux États-Unis

M. MEESE REMPLACERAIT M. FRENCH SMITH AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Washington *(AFP).* – L'attorney général (ministre américain de la justice), M. William French Smith a présenté sa démission à M. Reagan, a-t-on indiqué dimanche 22 janvier, de source gouvernementale.

L'attorney général aurait décidé que, après trois années au gouvernement, au cours desquelles il estime avoir rempli ses objectifs, il était temps pour lui de retourner dans le privé.

On précise que M. Edwin Meese, l'un des principaux conseillers de M. Reagan, paraît l'un des candidats les plus probables à la succession de M. W. French Smith.

La démission de celui-ci a, semble-t-il, surpris les milieux politiques de Washington ainsi que ses plus proches collaborateurs. C'est le sixième membre du gouvernement Reagan à donner sa démission *depuis l'accession au pouvoir de ce* dernier en 1981. Le secrétaire d'État, M. Alexander Haig, a quitté son poste en août 1982, à la suite de désaccords avec la Maison Blanche sur la conduite de la politique étrangère des États-Unis. Les autres membres du cabinet Reagan, qui ont quitté le gouvernement sont : MM. James Edwards, secrétaire à l'énergie, Richard Schweiker, secrétaire à la santé, Drew Lewis, secrétaire aux transports, et James Watt, secrétaire à l'intérieur.

Agé de soixante-six ans et avocat d'affaires multimillionaire, M. Smith est un ami de longue date de M. Reagan, dont il a même été l'avocat pendant de nombreuses années. Il avait fait l'objet de controverses en faisant entrer dans les faits l'opposition du président Reagan au *Busing*, le transport obligatoire d'écoliers d'un quartier dans un autre pour promouvoir la déségrégation dans l'enseignement; il s'est aussi opposé à l'établissement de quotas pour corriger la discrimination face à l'emploi dont ont souffert les minorités raciales et les femmes.

M. Smith s'est également montré très ferme dans la lutte contre le trafic de drogue. Et il a, pour la première fois, associé le FBI (sûreté fédérale) à ce combat.

Sur le vif

Jamais content

L'autre jour, mon neveu revient du lycée plutôt content : il a enfin eu la moyenne en maths. Ma belle-sœur pavoise. C'est la joie : bravo mon grand, félicitations! Tiens, elle va appeler son amie Jeanine qui a la grosse tête depuis que sa gamine a sauté une classe. Ça va la remettre à sa place. A propos, et ton copain Emmanuel, combien il a eu? 16! Et toi tu te contentes d'un 11! Félicitations! Bravo! Monsieur se pavane, monsieur crie victoire : c'est moi qui ai eu 11! Ecartez les foules! Arrêtez les flashes! Non, mais c'est la honte...

J'étais passée prendre un verre et quand Thomas, dépité, a quitté la pièce, je lui ai fait la leçon, à ma belle-sœur. Ils n'ont vraiment pas de chance nos enfants. C'est vrai. Quoi qu'ils fassent, on leur cherche des poux. Ou ils en font trop ou pas assez.

Vous verrez, *mardi sur* TF1, un reportage au lycée Bichat de Lunéville, et vous serez frappé par le ton ironique du journaliste qui s'étonne d'y rencontrer des élèves heureux. Heureux d'apprendre, d'étudier, de se dépenser, heureux de sentir leurs facultés intellectuelles se développer en se cultivant.

Et bûcheurs avec ça. Ils travaillent comme des bêtes. Pas seulement par nécessité – passe le bac, ensuite... – par plaisir. Ils s'intéressent aux matières enseignées. Ils en discutent entre eux, à la récré, à la cantine et même au café. Stupeur de notre confrère qui soupçonne ces jeunes vieux – je cite – de frimer, d'essayer d'épater la galerie par leur sérieux.

Alors là, je ne comprends plus. Pourquoi ces jeunes gens – ils ont entre seize et dix-neuf ans – ne se comporteraient-ils pas exactement comme des gens jeunes ou moins jeunes qui ont la chance d'exercer une activité, un métier exigeants, valorisants? A ce niveau là, la vie dans un bon bahut – ça existe, oui, en province notamment – ressemble à la vie dans une grande boîte. On y rencontre les mêmes problèmes, les mêmes rivalités, on y déploie les mêmes efforts. Et rentré chez soi, *on* se fait engueuler de la même manière. Plus par sa mère, par sa femme : et ton collègue, Bouchargnol? Il a été nommé, lui, sous-chef de service? Ça ne m'étonne pas... Lui, au moins...

CLAUDE SARRAUTE.

En Afghanistan

LES DÉFECTIONS AFFAIBLISSENT LA RÉSISTANCE

En rompant la semaine dernière le siège de la ville d'Urgun, dans l'est du pays (*le Monde* du 17 janvier), les troupes soviéto-afghanes ont infligé une sévère défaite à la résistance. Il semble que ce succès de Kaboul soit dû avant tout à la défection, ou à la trahison, de plusieurs groupes de maquisards, indique-t-on à Islamabad dans des milieux proches de la résistance. Deux commandants de moudjahids, en passant dans le camp gouvernemental, ont démantelé le dispositif d'encerclement qui bloquait la garnison de plusieurs centaines d'hommes depuis la fin de l'été.

Cette défaite porte atteinte au prestige du « commandant » Jellaludin Haqqani, l'un des principaux chefs de résistants de la province du Paktia, qui semblait être parvenu à coordonner partiellement l'action de plusieurs partis rivaux. Elle indique aussi que la tactique de Kaboul, qui joue des rivalités entre tribus, porte ses fruits.

● *Appel à un rassemblement à Paris.* – L'Association des Marocains en France et l'association des travailleurs marocains en France appellent, dans un communiqué commun, à un rassemblement, lundi 23 janvier à 18 heures, devant l'ambassade du Maroc, rue de la Tasse, à Paris. Ces deux associations entendent protester contre *« les événements survenus au Maroc ces derniers jours et qui,* affirment-elles, *ont déjà fait plusieurs dizaines de morts et des centaines de blessés ».*